



**HAL**  
open science

# La bibliothèque, le maire et le conservateur : usages politiques de la culture à Saint-Denis, 1886-1935

Jean Baptiste Epain

► **To cite this version:**

Jean Baptiste Epain. La bibliothèque, le maire et le conservateur : usages politiques de la culture à Saint-Denis, 1886-1935. Histoire. 2021. dumas-03414842

**HAL Id: dumas-03414842**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03414842v1>**

Submitted on 4 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS 1

**PANTHÉON SORBONNE**

---

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Master 2 Histoire des sociétés occidentales contemporaines

UFR 09 - École d'histoire de la Sorbonne

Centre d'Histoire Sociale des mondes contemporains

**La bibliothèque, le maire et le conservateur**  
**Usages politiques de la culture à Saint-Denis**  
**1886-1935**

Jean Baptiste Epain  
sous la direction d'Emmanuel Bellanger

2019-2021

## Remerciements

Je remercie tout particulièrement Emmanuel Bellanger pour ses conseils, sa disponibilité et ses efforts dans la recherche d'une thèse sur les bibliothèques qui aurait sans doute radicalement changé les résultats de ce travail. La thèse reste à ce jour introuvable.

Merci à l'équipe des archives municipales de Saint-Denis, pour leur accueil et pour leurs ressources en ligne, véritable mine d'or en période de recherches confinées.

Merci à Elsa Tilly, du musée d'art et d'histoire Paul Éluard de Saint-Denis pour son accueil, son enthousiasme et les trésors iconographiques qu'elle m'a transmis.

Merci à l'équipe patrimoine des médiathèques de Plaine Commune à Saint-Denis -Julien Donadille et Florence Trovel- dont la connaissance des fonds et de l'histoire de la bibliothèque m'ont judicieusement orienté.

Un remerciement spécial à Florence Schreiber qui m'a parlé pour la première fois de l'exposition de 1935 sans préjuger de savoir où cela me mènerait, et qui, aux étapes décisives de cette recherche, m'a apporté ses conseils avisés.

Merci enfin à È. pour ses encouragements, sa patience, son amour et... sa science de la relecture !

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>1886 - 1901: naissance de la bibliothèque municipale de Saint-Denis</b>	<b>14</b>
Chapitre 1 : Saint-Denis aux débuts de la IIIe République	15
1. Saint-Denis, une centralité historique, économique, et administrative de la Seine banlieue	15
2. Un creuset de l'idéologie républicaine	18
3. Le rôle de la presse et la prise de conscience d'une appartenance à la banlieue	20
Chapitre 2. L'instruction populaire à Saint-Denis : de « la moralisation par la science » à « l'autonomie ouvrière »	23
1. Le développement des mouvements d'éducation populaire	24
2. L'éducation : une priorité municipale de Saint-Denis	26
3. Les sociétés d'éducation populaire à Saint-Denis	31
4. Les cours de la Bourse du Travail : « instruire pour révolter » ?	43
Chapitre 3. Bibliothèque et affirmation municipale	50
1. Du dépôt littéraire à la bibliothèque communale, 1790 - 1889	50
2. Fernand Bournon, archiviste-bibliothécaire	55
3. Vers une bibliothèque populaire publique : les débuts d'une administration municipale de la lecture	58
4. Une histoire municipale de Saint-Denis ?	61
Chapitre 4. Bibliothèque et politique	69
1. Les Variétés de Fernand Bournon	69
2. Fernand Bournon, un « intellectuel » en banlieue	72
3. Les Variétés et la politique municipale : une fonction de mise en perspective	75
4. Fernand Bournon bibliothécaire	77
5. L'après Fernand Bournon	82
Conclusion	84
<b>Partie 2. 1900-1914 : l'histoire lue et l'histoire vue : vers une politique municipale de la culture à Saint-Denis</b>	<b>86</b>
Chapitre 1. 1900-1904 : la mandature Thivet-Hanctin, un âge d'or des sociétés d'éducation populaire ?	90
1. L'ouverture au public des collections municipales : des murs, un bibliothécaire et un catalogue	90
2. La naissance d'un musée local	96
3. Assistance, éducation et patrimoine : les ambitions de la municipalité de Saint-Denis	100

Chapitre 2. 1904-1912 : la culture au caveau ? Les mandatures d'Alexandre Adam	103
1. « Des livres qui s'imposent » : la lecture et les milieux catholiques à la Belle Époque	104
2. Le patrimoine en question	106
3. « L'interruption de la vie publique » du musée et de la bibliothèque	109
Chapitre 3. 1912-1914 : Gaston Philippe et le socialisme municipal	113
1. La lecture et l'histoire comme outils sociaux d'émancipation : le projet socialiste	114
2. La mandature socialiste de 1912 : un tournant décisif pour les institutions culturelles municipales ?	116
3. Le catalogue de 1914 : un bilan de 30 ans de politique municipale de la lecture ?	120
Conclusion	126
<b>Partie 3. 1919-1935 : le musée-bibliothèque de Saint-Denis, un laboratoire des politiques culturelles municipales ?</b>	<b>128</b>
Chapitre 1. La construction d'un service municipal de la lecture	131
1. Le Parti communiste et la lecture	131
2. André Barroux : l'homme et l'œuvre	134
3. Naissance d'un service public de la lecture : 1923-1925	137
Chapitre 2. Le musée-bibliothèque : état des lieux d'une institution pionnière	140
1. « Une formule vraiment moderne » : modernisation et professionnalisation de la bibliothèque	141
2.« Aller au devant des lecteurs »	144
3. Le musée-bibliothèque : un outil de propagande ?	148
Chapitre 3. L'exposition sur la Commune de Paris	156
1. L'exposition : objet politique ou objet scientifique ?	159
2. 1871 - 1935 : Paris et les stigmates de la Commune	164
3. L'exposition et le contexte de Saint-Denis	166
4. Après l'exposition de 1935	172
Conclusion	173
<b>Conclusion générale</b>	<b>175</b>
<b>Annexes</b>	<b>181</b>
<b>Bibliographie et sources</b>	<b>193</b>



# Introduction

En 1935, la bibliothèque municipale de Saint-Denis organise une exposition qui célèbre la mémoire de la Commune de 1871, évènement politique parisien aux échos mondiaux. L'organisation de l'exposition en banlieue plutôt qu'à Paris, lieu où se sont déroulés ces évènements historiques, interroge. Malgré la tentation de lire dans cette exposition une récupération des valeurs de la Commune de Paris par Jacques Doriot, maire de Saint-Denis, figure montante du Parti communiste, Section française de l'Internationale communiste, exclu de son parti en 1934, les origines de cette commémoration sont probablement plus complexes et plus anciennes.

Pourquoi en 1935, en dehors de toute date anniversaire, la ville de Saint-Denis organise-t-elle cette exposition ? La célébration d'une mémoire ouvrière soumise en 1935 à des tentatives multiples d'appropriation peut-elle constituer une explication suffisante ? Cherche-t-elle à pallier les carences de l'école républicaine omettant soigneusement l'épisode révolutionnaire dans ses manuels d'histoire ? S'inscrit-elle dans une politique d'éducation populaire ? Quelles fonctions la *Municipalité Ouvrière de Saint-Denis* assigne-t-elle à sa bibliothèque municipale pour lui commander une telle exposition ?

## Hypothèse de recherche

Organisée par une institution, le musée-bibliothèque (aujourd'hui éclaté entre plusieurs tutelles administratives), dans une ville fortement marquée par son identité ouvrière <sup>1</sup>, cette exposition est un exemple révélateur des relations complexes, mais fécondes, qui se sont nouées entre les mairies radicales, socialistes puis communistes successives et les conservateurs chargés de la sauvegarde des livres anciens. La consultation des sources d'archives montre que le développement du musée et de la bibliothèque est concomitant à l'implantation du socialisme et du communisme à Saint-Denis. Cette recherche fait l'hypothèse que ce développement simultané n'est pas le fruit du hasard, qu'il est le produit d'une relation subtile entre deux mondes assez éloignés l'un de l'autre et où chacun, dans une conjoncture politique particulièrement complexe, a trouvé des intérêts. À partir de 1880, dans un contexte très concurrentiel pour la lecture populaire en raison

---

<sup>1</sup> Georges Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome 4., *La ville de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 1980.

d'un nombre important d'acteurs locaux polarisés idéologiquement <sup>2</sup>, le pouvoir édilitaire a mené une politique de municipalisation progressive de la bibliothèque, avant de développer le musée. Il a renforcé sa tutelle par une intervention croissante dans les décisions internes de l'établissement. Cette politique a servi les intérêts municipaux en proposant à la classe ouvrière locale l'accès à des équipements de loisirs nouveaux, mais aussi en diffusant ses idées parmi la population et en renforçant son implantation. En contrepartie, la municipalité s'est appuyée sur les compétences des agents en les laissant professionnaliser l'établissement et a financé leurs projets de développement, leur permettant d'acquérir du prestige vis-à-vis de leurs pairs et des institutions nationales. Elle a eu comme conséquence la modification progressive des missions de la bibliothèque, qui, de bibliothèque de conservation tournée vers les érudits est devenue « populaire publique » puis « de lecture publique », c'est-à-dire de diffusion et d'amélioration du niveau de connaissance de la population. C'est cette histoire des relations entre municipalité et établissement culturel, entre le maire et le bibliothécaire, qu'il s'agit ici d'écrire.

### Une histoire municipale et suburbaine

Cette histoire est marquée par trois révolutions : celle de 1789, qui lègue à la ville les ouvrages de l'abbaye dissoute et qui fonde en quelque sorte la bibliothèque de la ville ; celle de 1871, à propos de laquelle la fameuse exposition eut lieu ; mais aussi celle de 1917, loin à l'est, qui souleva bien des espoirs parmi la classe ouvrière dionysienne. Elle met aussi en avant des personnalités remarquables : Alexandre Le Roy des Barres, médecin hygiéniste et persévérant militant de l'éducation populaire, Fernand Bournon, archiviste et dreyfusard engagé, Jacques Doriot, dirigeant politique précoce et controversé, à la carrière fulgurante, dont la politique locale a marqué la ville et qui nourrissait une réflexion sur le rôle de la culture très en avance sur son temps ; André Barroux, chartiste, archiviste-paléographe, figure tutélaire du musée-bibliothèque, dont il est resté le conservateur de 1921 à 1945 <sup>3</sup>.

L'étude de l'histoire des relations complexes qui se sont tissées entre la bibliothèque, le musée et la municipalité de Saint-Denis demande de croiser les recherches des

---

<sup>2</sup> Laure Léveillé, *Les petites bibliothèques de la République: aux origines de la lecture publique parisienne, des années 1870 aux années 1930*, Université Paris 10, Paris, 1998.

<sup>3</sup> « Personnel, demande pour un poste de conservateur, 1925 », CT 1352, *Archives municipales de Saint-Denis*, série K Élections, personnel municipal.



historiens ayant travaillé sur le mouvement d'affirmation municipale des villes et sur la naissance de la banlieue, mais aussi sur l'implantation du socialisme et du communisme dans ces territoires, sur l'histoire de la lecture et du livre en France.

« Saint-Denis-la-Rouge <sup>4</sup> » a longtemps incarné la quintessence de la ville ouvrière de banlieue. Cette identité trouve son origine dans l'extraordinaire croissance de l'industrie parisienne au XIXe siècle. Progressivement rejetés à l'extérieur de ses fortifications, les usines, les voies de chemin de fer, les cimetières parisiens disjoignent les territoires communaux des environs <sup>5</sup>. La politique du baron Haussmann, décrite par Georges Duby, amène l'éviction des couches populaires parisiennes vers la couronne extérieure <sup>6</sup>. Plus tard, les réformes politiques autorisées par le régime républicain permettent l'affirmation des communes suburbaines caractérisées par leur culture d'opposition au pouvoir parisien. C'est la période des « mairies triomphantes <sup>7</sup> ». Parallèlement, les municipalités de la banlieue, incarnées par leur maire, poursuivent une politique de construction d'équipements destinée à limiter l'implantation de groupes sociaux se structurant depuis plusieurs décennies autour des thèmes de la défense des plus fragiles et du rejet du régime bourgeois. Dans le cas de Saint-Denis, les socialistes révolutionnaires arrivent au pouvoir en 1892. Ils reviennent en 1912 et conservent la mairie avant de choisir l'affiliation à la III<sup>e</sup> Internationale et de devenir communistes.

#### Le poids du politique : implantation du communisme municipal

En la matière, la question du traitement historiographique du communisme a beaucoup évolué. Alors que les historiens militants proches du Parti communiste défendaient une vision matérialiste de l'histoire expliquée par la condition de la classe ouvrière et son combat pour la fin de l'aliénation, l'affaiblissement progressif du parti a permis d'autres lectures du développement du mouvement à partir des années 1970. C'est le cas de la thèse

---

<sup>4</sup> « À Saint-Denis-la-Rouge, le prolétariat parisien fait à Degeyter de grandioses funérailles révolutionnaires », *L'Humanité* n°12 347 du 3 octobre 1932.

<sup>5</sup> Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale ». Activité municipale, intercommunalité, pouvoir municipal, personnel communal et tutelle préfectorale en Seine banlieue des années 1880 aux années 1950*, thèse dirigée par Jean-Paul Brunet et Michel Margairaz, Université de Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, 2004.

<sup>6</sup> Maurice Agulhon (dir.), *Histoire de la France urbaine*, Tome V., *La ville aujourd'hui*, Seuil, 1985.

<sup>7</sup> Maurice Agulhon, *La République de 1880 à nos jours*, tome 5, Paris, Hachette, 1990.

d'Annie Kriegel<sup>8</sup>. Le renouvellement de l'historiographie sur le communisme passe par la suite par des monographies portant sur des études locales, comme celles de Jean-Paul Brunet pour Saint-Denis<sup>9</sup> ou Annie Fourcaut sur Bobigny<sup>10</sup>. En faisant une histoire de la banlieue rouge, un domaine à l'époque peu abordé, ces historiens s'assignent l'objectif d'écrire une histoire urbaine du communisme et d'éclairer la relation étroite entre la classe ouvrière, sa condition sociale, ses idées et l'affirmation progressive du communisme dans ces communes. Histoires sociales, mais aussi politiques et culturelles, elles refondent dès lors la pensée communiste dans le creuset du monde industriel et urbain de la banlieue. Au même moment, l'effondrement de l'Union Soviétique et de son Parti communiste conduisent le Parti communiste Français à changer son discours. Désormais orphelin, il doit s'appuyer sur les réalisations de ses élus locaux et sur leur écoute privilégiée de la détresse sociale des habitants des quartiers populaires. Ce mouvement conduit les historiens à s'interroger le décalage entre le discours révolutionnaire de « contre-société » prôné pendant des années et la réalité quotidienne du travail de gestion municipale, au plus près des agents de l'Etat, et notamment des préfets. Emmanuel Bellanger utilise l'expression de « Communisme municipal<sup>11</sup> » pour qualifier l'implantation locale du parti et l'émergence progressive d'une nouvelle classe d'élus communistes plus gestionnaires et moins idéologues, qui témoigne d'une modification du rapport des communistes à l'idéologie du parti et à l'exercice du pouvoir local.

Dans le cadre du communisme municipal, le cas de la ville de Saint-Denis est à part. La *Municipalité ouvrière de Saint-Denis*, comme ses édiles la baptisent à partir de 1912, constitue un enjeu non seulement pour le monde socialiste-communiste, à cause de l'importance numérique de sa classe ouvrière, mais aussi pour des partis plus conservateurs, pour l'Eglise, à cause du symbole de la basilique et des sépultures royales qu'elle protège. Très disputée, elle est marquée par la personnalité de Jacques Doriot. Il laisse

---

<sup>8</sup> Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français: contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Flammarion, 1978. L'historienne y explique le ralliement d'une majorité de socialiste à la III<sup>e</sup> Internationale, malgré des structures, une doctrine, des traditions très éloignées de la vision bolchévique de cette dernière comme « une greffe », un accident expliquant l'identité spécifique du Parti communiste en France.

<sup>9</sup> Jean-Paul Brunet, *Une banlieue ouvrière : Saint-Denis (1890-1939) : problèmes d'implémentation du socialisme et du communisme*, Université Paris 4, 1982.

<sup>10</sup> Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions Ouvrières : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

<sup>11</sup> Emmanuel Bellanger, Julian Mischi (dir.), *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013.

une empreinte dans la ville par sa politique volontariste de réalisation d'équipements municipaux (première piscine de la Seine Banlieue, vélodrome, modernisation du théâtre municipal, bibliothèques) et d'aide sociale à la population (colonies de vacances, crèches, centres anti-tuberculeux...). L'histoire de cette personnalité politique s'est surtout écrite à partir de 1970. Les convictions communistes de Doriot et leur dérive progressive vers la collaboration et l'antisémitisme embarrassaient jusque-là de nombreux chercheurs. Les travaux de Robert Paxton, un historien américain, sur la politique de Vichy ouvrent le débat. Les thèses de René Rémond (de 1956) sur le rôle du fascisme dans l'entre-deux-guerres en France sont à partir de là reconsidérées. Les recherches des historiens révèlent que dans cette période, la France, à l'instar de l'Italie ou de l'Allemagne, a été un creuset du fascisme européen. En même temps, en 1968, Dieter Wolf, un historien allemand, publie la première étude monographique sur Jacques Doriot et son parti, le Parti Populaire Français (PPF) <sup>12</sup>, en s'appuyant sur le traitement de nombreux articles de presse et en recueillant des témoignages. Mais, pour documentée qu'elle soit, la thèse de Wolf n'exploite pas les sources d'archives auxquelles Jean-Paul Brunet a accès dans les années 80, et notamment les dossiers de police de la série 7 des Archives Nationales. Spécialiste de l'implantation du Parti communiste à Saint-Denis, il entend montrer comment Doriot a pu passer du communisme au fascisme à partir de 1934 <sup>13</sup>. L'ouverture aux chercheurs du Centre des Archives russes d'État pour l'histoire sociale et politique, le RGASPI, puis leur numérisation, permet en 1999 à André Gounot <sup>14</sup>, un historien spécialiste du sport, de renouveler les connaissances sur l'action et les idées de Jacques Doriot à l'époque où il était secrétaire des Jeunesses communistes (JC). Gounot avance que, féru de sport, de boxe surtout, Doriot a mené une politique novatrice pour l'époque. Porteur d'une conception totalisante de la vie ouvrière, il défendait l'intégration des loisirs populaires dans la propagande du parti. Il a soutenu la création d'une fédération sportive intégrée au parti, et l'a développée. Il a ainsi joué un rôle politique de premier ordre dans la création d'un sport rouge et dans l'affiliation des ouvriers au parti à travers leurs pratiques physiques. Enfin, en 2010, Laurent Kestel <sup>15</sup> a mené une socio-histoire sur le passage de

---

<sup>12</sup> Dieter Wolf, *Doriot: du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1970.

<sup>13</sup> Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot: du communisme au fascisme*, Saint-Amand-Montrond, Baland, 1986.

<sup>14</sup> André Gounot, *Jacques Doriot : l'impact "sportif" d'un homme politique* in Delaplace, Jean-Michel (dir.), *Histoire du sport, histoire des sportifs. Le sportif, l'entraîneur, le dirigeant*, Paris, L'Harmattan, 1999.

<sup>15</sup> Laurent Kestel, *La conversion politique: Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

Doriot du communisme au fascisme. Lui aussi a interrogé les archives inédites issues du RGASPI. Son travail restitue l'itinéraire politique de Jacques Doriot jusqu'à la fondation du PPF en 1936 et permet de mieux apprécier le poids du contexte et des interactions politiques dans ses prises de position.

## Éducation populaire et politiques culturelles

Ce bilan ne serait pas complet sans évoquer la place des études consacrées à l'éducation populaire puis à l'émergence progressive des politiques culturelles dans l'entre-deux-guerres. Longtemps réservée aux spécialistes, l'histoire des institutions culturelles, des musées, des bibliothèques a connu un développement important à partir de 1980, d'abord à travers le prisme de ses grands établissements, puis à partir des pratiques populaires. Laure Léveillé a montré dans sa thèse le rôle crucial à Paris des *bibliothèques pour tous* « dans le passage d'une lecture érudite à une lecture populaire »<sup>16</sup>. Sylvie Rab a étudié l'implantation des bibliothèques dans l'Entre-deux-guerres<sup>17</sup>. La prise en compte des besoins de la population par les pouvoirs publics a fait évoluer les missions et les pratiques des personnels communaux s'occupant des bibliothèques et des musées. Peu à peu, l'activité militante<sup>18</sup> a été remplacée par une prise en charge publique de la demande de lecture pour aboutir à une municipalisation des bibliothèques. Cet effort des municipalités a été étudié tant par Loïc Vadelorge<sup>19</sup>, à partir de l'exemple de Rouen, que par Vincent Dubois<sup>20</sup>.

Pour les sources, la recherche portera sur la presse locale conservée aux archives municipales de Saint-Denis et au le service patrimoine de la bibliothèque. *Le Journal de Saint-Denis* ou les *Nouvelles de la Banlieue*, proches de la droite locale, *L'Émancipation*, périodique d'information socialiste, puis communiste seront nos sources principales d'in-

---

<sup>16</sup> Laure Léveillé, *Les petites bibliothèques de la République... op. cit.*, p. 8.

<sup>17</sup> Sylvie Rab, *Culture et banlieue: les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, thèse soutenue sous la direction de Michèle Perrot, Université Paris 7 Diderot, 1995.

<sup>18</sup> Arlette Boulogne et Michelle Perrot, *Les Bibliothèques populaires en France de 1860 à 1880 : rôle joué dans leur développement par la ligue de l'enseignement et la société Franklin*, Université Paris 7, Paris, 1984.

<sup>19</sup> Loïc Vadelorge, *Rouen sous la IIIe République, politiques et pratiques culturelles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

<sup>20</sup> Vincent Dubois et Philippe Poirrier, *Politiques locales et enjeux culturels: les clochers d'une querelle : XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1998.

formation sur l'éducation populaire, la bibliothèque municipale et le musée. C'est dans les pages de ces journaux que les intentions des élus, les débats, les demandes du public sont exposées. La presse sera complétée par la série D des archives sur l'administration générale de la commune entre 1789 et 1940 qui contient les registres de délibérations municipales, les registres de la commission de la bibliothèque et celui du musée. Le *Bulletin municipal officiel*, organe d'information officielle de la ville de Saint-Denis retranscrit les rapports et les débats communaux. Il complète les délibérations dont il n'est pas toujours l'exact reflet. Après les années 1900, la série R sur la culture et l'enseignement, apportent des précisions sur les sociétés d'éducation populaire, le fonctionnement de la bibliothèque, les rapports d'activité. La série M sur les bâtiments communaux contient un important dossier sur le Musée entre 1909 et 1939. La série K relative au personnel pourra certainement fournir des renseignements utiles sur la carrière du personnel de la bibliothèque.

Conservés aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis et de Paris, les rapports des commissions de contrôle des bibliothèques de la Seine éclairent sous un jour différent la mise en œuvre de l'éducation populaire, tandis que les Archives Nationales conservent dans la série F des rapports de police permettant de collecter des renseignements précieux sur les personnalités socialistes et communistes de Saint-Denis à partir de 1892. La famille Barroux a déposé des sources enregistrées aux archives de Paris, aux cotes D58 Z / 1 et D58 Z / 4, mais l'archiviste-paléographe a également publié dans le bulletin de l'Association des Bibliothécaires Français d'éclairants articles sur son rôle et sur le fonctionnement des bibliothèques municipales. Ils sont aujourd'hui conservés aux archives de l'ABF.

Le présent travail développe l'hypothèse selon laquelle les politiques communistes de diffusion de la culture à l'échelle municipale, dont l'exposition sur la Commune de Paris est une manifestation, ne sont pas issues d'un modèle original. Elles trouvent au contraire leurs origines dans une tradition républicaine bien établie d'éducation populaire et d'affirmation municipale. Il s'agit donc d'examiner les premiers temps de la bibliothèque pour mettre en évidence les motivations ayant poussé les acteurs locaux à développer ce nouvel outil. D'un point de vue chronologique, nous prendrons comme point de départ 1886, date d'arrivée de Fernand Bournon à Saint-Denis, pour nous arrêter en 1935 au moment où le musée-bibliothèque clôt son exposition sur la Commune.

Dans une première partie nous examinerons la situation économique, sociale et politique de la ville de Saint-Denis aux débuts de la III<sup>e</sup> République, avant de porter notre attention sur les différentes bibliothèques des sociétés d'instructions ainsi que sur les origines des collections de livres anciens qui ont motivé, à l'initiative de Fernand Bournon, la création de la bibliothèque publique. Par la suite, nous examinerons la portée politique du projet de Fernand Bournon et son effet dans la construction d'une identité municipale de Saint-Denis.

La seconde partie s'arrêtera sur la période allant du départ de Fernand Bournon entre 1896 et 1897 jusqu'à la Première Guerre mondiale. Complexe, cette période est marquée par les soubresauts du projet de bibliothèque publique, dont la portée politique explique très largement le ralentissement ou au contraire l'accélération, au gré des majorités municipales successives. Dans le même temps, la prise de conscience par Saint-Denis de la richesse d'un patrimoine dont la valorisation renforce l'identité de la ville face à Paris donne naissance à un embryon de musée. Vers 1912, la victoire des socialistes marque la première ouverture sérieuse de la bibliothèque et révèle des conflits profonds, autour de la lecture, entre milieux catholiques et révolutionnaires.

La dernière partie explore la période s'étalant de 1919 à 1935, de loin la plus féconde. Elle détaille la constitution d'un projet ambitieux de musée-bibliothèque consacrant l'avènement d'un service municipal de lecture et de culture publiques. Porté par un homme inspiré, André Barroux, le musée-bibliothèque rayonne en Seine-Banlieue et sert de vitrine à la politique édilitaire du PC-SFIC. Le conservateur organise une série de manifestations originales et fortement polarisées sur le plan politique qui culmine en 1935 avec l'exposition de la Commune de Paris. Première du genre en France, elle fait l'objet de multiples appropriations dans le contexte politique troublé du milieu des années 1930 en France.

## **Partie 1.**

# **1886 - 1901: naissance de la bibliothèque municipale de Saint-Denis**

*« Les bibliothèques, il n'est pas permis de l'ignorer, ont à vaincre deux ennemis redoutables : l'ignorance et le cabaret. »*

*Jules Simon*

## Chapitre 1 : Saint-Denis aux débuts de la III<sup>e</sup> République

Avant d'examiner les circonstances de la naissance d'une bibliothèque municipale à Saint-Denis, il convient de brosser un rapide portrait du contexte local à partir des années 1850.

### 1. Saint-Denis, une centralité historique, économique, et administrative de la Seine banlieue

Située à 9 km au nord de Paris, la ville doit son développement à la fondation d'une abbaye par Dagobert sur le lieu supposé de la tombe de Saint-Denis, évêque de Paris. Devenue lieu de pèlerinage, la cité est choisie par les souverains mérovingiens comme lieu de sépulture, et se développe sous l'autorité des moines de l'abbaye, également seigneurs de la ville. L'édification de la basilique au XII<sup>e</sup> siècle sous les ordres de l'abbé Suger qui consacre l'avènement du style gothique ou *art français* est sans doute la manifestation la plus éloquente de la prospérité du Saint-Denis du Moyen-Âge. La cité médiévale regroupe alors des meuniers, des teinturiers, des drapiers et des tanneurs, exploitant les eaux pures du Croult, en partie alimentée par des travaux de détournement, ordonnés par l'abbaye, de la Vieille Mer une rivière située vers Dugny <sup>21</sup>. Une foire annuelle se tenant entre Saint-Denis et Paris au lieu-dit *Le Lendit* (aujourd'hui Landy) attire les commerçants et les chalands, dont les universités de Paris qui y achètent leur matériel d'écriture. La ville dispose également d'un port sur la Seine pour l'échange avec le reste de la vallée. Avec le pillage, à la Révolution, de la basilique et de la nécropole royale, le prestige de la ville s'affaiblit. Mais il connaît un renouveau avec l'établissement de la maison d'éducation de la Légion d'Honneur pendant l'Empire. Ces différents lieux chargés d'histoire et de symboles contribuent à faire de Saint-Denis une ville à part dans le paysage francilien.

La géographie de la ville, établie dans une vaste plaine où l'eau abonde et située sur la route reliant Paris aux bassins miniers du nord facilite son développement industriel.

---

<sup>21</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.



Le percement du canal en 1821, la construction du chemin de fer en 1846 renforcent son attractivité. La population augmente rapidement. Les établissements parisiens, à l'étroit dans les murs de la capitale, se déplacent vers la plaine du Landy. Le mouvement est accéléré par l'extension de Paris de 1860 : l'augmentation du périmètre de l'octroi parisien repousse presque mécaniquement une partie des entreprises au delà des fortifications <sup>22</sup>. Le paysage de Saint-Denis se modifie en conséquence. Il présente à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une forêt de cheminées d'usines métallurgiques, chimiques, alimentaires libérant dans l'air des environs des fumées acres et nauséabondes au point que la presse de l'époque évoque un « Manchester français <sup>23</sup> ».

Ville d'histoire, ville industrielle, Saint-Denis est aussi une ville administrative importante. Chef-lieu du canton qui regroupe Aubervilliers, La Courneuve, Dugny, Stains, Pierrefitte, Villetaneuse, Epinay, l'Île-Saint-Denis et Saint-Ouen, la ville devient la sous-préfecture du département de la Seine entre 1800 et 1880. « Cette position confère à cette ancienne cité royale un statut politique et administratif de premier rang, reconnu des pouvoirs publics, qui veille à la contrôler et s'inquiète de voir sa population de plus sensible aux mots d'ordre révolutionnaire », précise Emmanuel Bellanger <sup>24</sup>. Après cette date, le contrôle de l'Etat se renforce et la gestion de l'arrondissement de Saint-Denis - maintenu cependant à titre symbolique - passe au préfet de la Seine. Saint-Denis reste, jusqu'en 1906, le chef-lieu d'un arrondissement qui regroupe près de 40 communes du nord de la Seine-banlieue <sup>25</sup>.

Saint-Denis se distingue par son importance démographique. Elle est, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la seconde ville la plus peuplée du département de la Seine après Paris. Le recensement de 1891 évalue à 50 552 habitants la population de Saint-Denis. Elle se situe donc loin derrière Paris, qui compte près de 2 millions d'habitants à la même époque, mais loin devant Levallois (38 957 habitants), Neuilly (25 235

---

<sup>22</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Emmanuel Bellanger, « Une basilique en terre noire, rouge et cosmopolite », *in* Jean-Paul Demembre, Brigitte Lainé, Michaël Wyss (dir.), *La Grâce d'une cathédrale*, Strasbourg, La Nuée bleue/Éditions du quotidien, 2015, pp. 448-553.

habitants), Montreuil (18 000 habitants) ou Sceaux (2 783 habitants) <sup>26</sup>. Le solde naturel à la fin du XIX<sup>e</sup> est assez faible : la ville doit sa croissance démographique soutenue à l'immigration originaire des régions du nord de la France, de Bretagne mais aussi de Belgique<sup>27</sup>. L'étude démographique faite par Jean-Paul Brunet à partir des données du recensement met en évidence la prédominance des actifs et des hommes sur les autres catégories de population : Saint-Denis est une ville où l'on vient pour trouver une embauche. Sa population se caractérise donc par une forte part d'ouvriers : ils représentent 53 % des actifs vers 1890. En banlieue, seules les villes d'Aubervilliers (61 %), d'Ivry (59 %) et de Boulogne (55%) la dépassent. Ces ouvriers, souvent d'origine rurale, pensent s'installer à Saint-Denis et ses environs pour quelques années, dans la perspective d'amasser un pécule pour revenir s'établir dans leurs régions natales. Mais la dureté de la vie, les accidents du travail, l'épuisement physique, la maladie - que de fragiles systèmes de protection tentent d'atténuer - ont souvent raison de leur projets <sup>28</sup>.

La forte coloration ouvrière de Saint-Denis ne doit cependant pas éclipser l'existence d'une bourgeoisie cossue qui donne à Saint-Denis ses équipes municipales républicaines. Denis-Marie Quintaine, futur maire de la ville, cultivateur de la Plaine devenu rentier, en est un fidèle représentant, tout comme Alfred Thivet-Hanctin, un instituteur devenu administrateur de la fonderie de son beau-père. Une bourgeoisie moyenne habite le sud ouest du centre ancien. On compte dans cette catégorie le docteur Alexandre Le Roy des Barres, médecin résidant de la Maison d'Education de la Légion d'Honneur, ou Alexandre Adam, conseiller municipal et maire lui aussi. La commune compte aussi des employés, des commerçants (près de 20% des actifs), des artisans parfois patrons de petites entreprises, des maraîchers ou des domestiques. Une partie de cette diversité se retrouve dans les élus communaux. Citons le cas des adjoints municipaux Eugène Burlot, vendeur de

---

<sup>26</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Sceaux : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1899, p. 59.

... *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1902, p. 113.

... *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1903, p. 49.

... *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Neuilly : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1904, p. 81.

<sup>27</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 26.

chaussures, radical socialiste ou d'Albert Walter, dessinateur industriel, futur député-maire socialiste de la ville.

## 2. Un creuset de l'idéologie républicaine

L'accroissement rapide de la population engendré par le développement économique de la seconde vague d'industrialisation bouleverse l'organisation traditionnelle de Saint-Denis tant sur le plan social qu'au plan urbain ou politique. Le logement est rare dans la ville surpeuplée. Les ouvriers déracinés qui s'entassent dans les maigres garnis de la ville sont confrontés à de multiples problèmes d'alimentation, de logement ou de santé. On s'entasse dans des immeubles vétustes et mal entretenus, dans des courées où cohabitent des dizaines de familles, souvent dans une pièce unique. L'accès à l'eau y est limité, le chauffage insuffisant. Le manque d'hygiène engendre des épidémies : choléra en 1884 et 1892 ; variole en 1894. Les corps sont souvent usés par le travail et les accidents fréquents ne sont compensés que par de bien faibles systèmes de protection sociale, souvent liées aux solidarités locales. Le docteur Alexandre Le Roy des Barres est une figure centrale de la santé à Saint-Denis entre 1880 et 1904. Faisant fonction tout à la fois de chirurgien et de médecin légiste, c'est à lui qu'on adresse les malheureuses victimes des usines des environs. Sa connaissance empirique des problèmes sanitaires et sociaux engendrés par l'industrialisation en fait un témoin incontournable du Saint-Denis de la seconde industrialisation. D'autant qu'il ne se limite pas son activité aux soins : auteur de livres sur le tétanos, la fièvre typhoïde, la maladie du charbon, il intervient à l'*Académie de Médecine*, il siège à la *Commission d'hygiène de la Seine* et à la *Commission des odeurs de Paris*. Convaincu que l'amélioration de la santé des ouvriers passe par une meilleure hygiène, et que l'hygiène s'enseigne, l'éducation des travailleurs est pour lui une question centrale. Ce point de vue hygiéniste est partagé par les élites municipales de la ville, dont les efforts pour améliorer le niveau d'instruction des dionysiens sont permanents : création d'écoles, recrutement d'enseignants pour l'instruction primaire, mais aussi pour la musique, le dessin, les langues étrangères, octrois de bourses d'études aux élèves méritants.

Ce combat pour l'éducation trouve également ses racines dans l'histoire religieuse de Saint-Denis. En raison de la présence de l'abbaye, le poids des religieux reste important dans la ville, malgré le moment révolutionnaire. Mais, contrairement à Paris, Saint-Denis n'a pas connu - ou presque - de période de transition entre la prédominance de

l'Église dans les affaires de la ville et la révolution industrielle. La ville est en conséquence un terrain d'affrontement direct entre les ordres religieux locaux, qui disposent du monopole de l'éducation pendant la Restauration, et les tenants d'une approche rationaliste, progressiste, qui lui disputent cette position. Les deux camps se disputent l'éducation des travailleurs, les uns pour les rechristianiser, les autres pour poursuivre l'élan laïc impulsé par la Révolution. La première école laïque libre de Saint-Denis ouvre ses portes en 1869, à l'initiative des loges maçonniques locales <sup>29</sup>. Elle est tolérée par le pouvoir impérial qui y voit un contrepoids utile aux cléricaux légitimistes. Un an plus tard, la ville est assiégée par l'armée prussienne. L'école libre sort très endettée du conflit. Face aux menaces des propriétaires du bâtiment de poursuivre la loge en justice pour obtenir le paiement des arriérés de loyer et par crainte d'un scandale, un règlement à l'amiable est trouvé, mais l'école est fermée. Presque en même temps, quelques semaines après la proclamation de la République en septembre 1870, Jean-François Moreaux, maire de la ville et vénérable de la loge *l'Union Philanthropique*, fait voter par le conseil municipal une délibération instaurant la gratuité, la mixité et la laïcité de toutes les écoles de la ville. Cette décision est révoquée par la préfecture, mais la dimension symbolique de la décision demeure et témoigne de l'état d'esprit des élites municipales de Saint-Denis aux balbutiements de la III<sup>e</sup> République. Dans la décennie suivante, la majorité radicale républicaine poursuit son combat anticlérical par la construction d'écoles et la laïcisation de la bienfaisance municipale et de l'hôpital-hospice <sup>30</sup>. Les tensions anticléricales culmineront pendant la première mandature socialiste en 1892 - 1896, quand les édiles interdiront toute manifestation religieuse sur la voie publique, y compris pour accompagner les cortèges funéraires.

Cependant, la manifestation la plus tangible du mouvement de laïcisation qu'a connu Saint-Denis depuis la Révolution jusqu'à la III<sup>e</sup> République reste l'Hôtel de Ville. C'est Auguste Gibault, maire entre 1878 et 1884, libre penseur, pharmacien, qui est à l'origine de la construction de l'Hôtel de Ville, inauguré en 1883. Construit dans le mouvement des hôtels de ville « triomphants » qui voit la banlieue s'enrichir d'une quarantaine de bâtiments entre 1873 et 1913, affirmant le primat du pouvoir municipal, le bâtiment jouxte, comme un défi, la basilique. Il incarne, « tout à la fois, l'expression architecturale d'une III<sup>e</sup> République enracinée et le signe d'un développement inédit de l'activité muni-

---

<sup>29</sup> *Les 150 ans de l'Union Philanthropique 1839-1989*, Bibliothèque du Grand Orient de France : centre de documentation maçonnique, n° d'inventaire 61145.

<sup>30</sup> Emmanuel Bellanger, « Une basilique en terre noire, rouge et cosmopolite »..., *op. cit.*, p. 16.

pale <sup>31</sup> ». Dans un style néo-renaissance, monumental, tout de pierres de taille, doté d'un beffroi rappelant les libertés publiques des villes du nord, l'édifice est conçu pour assumer les fonctions municipales arrachées à l'Église : salle des mariages, bureau de l'état civil, salle des archives. Un carillon rappelle que désormais, même le temps est laïc. Le nouvel hôtel de ville dispute à l'Église le magistère sur la cité. Auguste Gibault, et ses successeurs, en maires bâtisseurs, équipent en conséquence la cité d'un ensemble d'équipements destinés à l'ensemble de la population : hôpital, orphelinat municipal, bornes-fontaines, percement de voies et de places nouvelles, travaux d'embellissement.

### 3. Le rôle de la presse et la prise de conscience d'une appartenance à la banlieue

Le développement des journaux, lié d'une part aux faibles coûts d'édition consécutifs des progrès techniques et de l'autre de l'assouplissement du cadre légal de la presse en France joue un rôle important dans l'émergence d'une identité politique propre à la banlieue, mais aussi dans la diffusion de canons de la culture ouvrière <sup>32</sup>. De nombreux journaux engagés paraissent à Paris qui tantôt soutiennent le régime républicain, tantôt le retour à la monarchie ou la défense de la cause ouvrière. Ils couvrent fréquemment les événements de la banlieue, surtout quand, à l'occasion des réunions politiques ou des désordres, ils y entendent des résonances avec les enjeux nationaux.

Saint-Denis, chef-lieu de canton, dispose de sa propre presse : fondé en 1882, le *Journal de Saint-Denis* tire à 10 000 exemplaires le jeudi et le dimanche à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Bi-hebdomadaire républicain radical, ancré à droite, *le Journal de Saint-Denis* soutient la prise de conscience progressive d'une identité spécifique de la banlieue et de son état de sujétion à la capitale. Parmi les thèmes qui reviennent le plus souvent on remarque celui de l'autonomie administrative de la municipalité. Cette dernière réclame un tribunal d'instance, le retour de la sous-préfecture supprimée en 1880, ainsi que la séparation des conseils généraux de Paris et de la Seine. En effet, les membres élus du Conseil général de Paris sont membres de droit de celui de la Seine, ce qui donne à la capitale une prépondérance accrue dans les prises de décisions concernant l'administration du département. La condescendance de la presse nationale ou des élus parisiens envers la

---

<sup>31</sup> Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale »...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>32</sup> « Décrets du 24 novembre 1866 et du 9 janvier 1867 supprimant l'autorisation préalable d'imprimer », *Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*.

banlieue est fréquemment soulignée par les éditorialistes locaux, qui dénoncent en retour l'afflux de criminels et de voleurs d'origine parisienne qui viennent se loger dans la zone et dont la ville pâtit, ainsi que les dépôts d'immondices ou les cimetières installés par la capitale hors de ses murs.

La ville dispose également, depuis 1879, d'un bulletin municipal officiel. L'hebdomadaire est distribué à l'Hôtel de ville mais aussi dans les principaux commerces pour une somme modique : 5 centimes. Etabli comme un organe de transparence démocratique communale, le bulletin publie les délibérations des conseils municipaux, les budgets, les débats. Mais son rôle ne s'arrête pas là : il remplit une mission d'information des citoyens sur la vie communale. Sans doute faut-il y voir une tentative de pallier l'absence de médias locaux au moment de sa fondation. Très en phase avec la pensée sociale de son temps, le bulletin diffuse également des statistiques hebdomadaires, liste les naissances, les mariages et les décès, diffuse des consignes d'hygiène et des annonces culturelles. Il sert occasionnellement d'outil de propagande municipale qui relaie les discours des élus à l'occasion des cérémonies, mais qui omet certains échanges quand ceux-ci ne donnent pas une image flatteuse de l'exercice de la délibération municipale.

Moins qu'une identité locale à proprement parler, les représentations politiques de Saint-Denis vers 1890 se construisent donc par une double opposition : opposition à l'Etat, incarné par le dirigisme politique du Second Empire puis par la paralysie parlementaire des débuts de la III<sup>e</sup> République ; opposition à Paris, ville « bicéphale » à la fois métropole et capitale dont les externalités asphyxient la banlieue. Comme le rappelle Emmanuel Bellanger, « Paris qui dissémine encore ses cimetières, ses établissements hospitaliers, ses champs d'épandage ; un État qui, de manière élégante et monumentale, fait construire au début du XIX<sup>e</sup> siècle à Saint-Denis la Maison d'éducation de la Légion d'honneur, une ville dans la ville de 28 hectares, repliée sur elle-même et dépendant exclusivement de la chancellerie de la Légion d'Honneur ; un « ghetto » avant l'heure où l'on cultive ses distances avec les « autochtones <sup>33</sup> ».

Profitant de la polysémie du terme, on peut affirmer que Saint-Denis se construit contre Paris. Sa proximité géographique avec la capitale, son intégration progressive à l'agglomération parisienne lui valent une croissance démographique et économique rapide, l'essor d'une presse locale, le développement des transports, des recettes

---

<sup>33</sup> Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale »...*, *op. cit.*, p. 8.

municipales l'autorisant à une gestion administrative de son territoire de plus en plus ambitieuse. L'affirmation municipale de la cité doit en ce sens beaucoup au développement de l'agglomération parisienne. C'est contre Paris -au sens d'être au contact- que Saint-Denis se métamorphose entre 1820 et 1880. Mais Paris, à la fois métropole envahissante et ville capitale incarne également un centralisme politique, une tendance hégémonique contre lesquels les élites dionysiennes prétendent lutter. Elles sont en cela rejointes par les travailleurs de la ville dont la culture ouvrière - influencée par le mouvement socialiste - les enjoint à refuser toutes les dominations : domination politique de l'État, économique des bourgeois et morale de l'Église. Paris, dans les représentations dionysiennes, incarne à la fois l'autoritarisme de l'Etat et le capitalisme cynique des patrons, le mépris des identités locales d'une ville considérant sa périphérie comme un territoire vide et potentiellement appropriable, elle est en cela l'objet d'une opposition : Saint-Denis se dresse aussi contre Paris.

## Chapitre 2. L'instruction populaire à Saint-Denis : de « la moralisation par la science » à « l'autonomie ouvrière »

À propos de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle en France, Théodore Zeldin constate qu'elle « fut l'âge de l'éducation et des illusions éducatrices autant que celui de l'industrie et des transformations qu'elle apportait <sup>34</sup> ». Elle se traduit par la conviction, extrêmement diffuse parmi la population, que la question sociale doit être traitée prioritairement par l'instruction du peuple. Sur le plan idéologique, ce mouvement prend source dans la compétition entre deux visions sociales antagonistes. D'une part un courant de pensée hérité de la philosophie des Lumières mettant en avant que seule l'instruction permettra une émancipation de l'homme nécessaire à sa transformation en citoyen. De l'autre, le combat de l'Église qui, éloignée du gouvernement du pays, entend néanmoins continuer à gouverner les âmes par l'éducation et l'affirmation de ses principes moraux. De là découle sur le plan pratique, une concurrence acharnée entre deux systèmes d'éducation : l'un promu par l'Église et axé sur la croyance et l'obéissance au dogme, l'autre laïc, porté par l'idée d'un progrès universel passant par la pensée rationnelle et scientifique.

Les lois sur l'instruction primaire, édictées à partir du Second Empire, n'ont réglé que partiellement le problème de l'illettrisme en France. Si, au nord ou à l'est, dans les grands centres industriels, les ouvriers sont majoritairement alphabétisés, ce n'est pas le cas du reste du pays. Certes, une instruction primaire publique existe, mais celle-ci est bien souvent rendue payante par le manque de moyens de communes, alors que l'instruction proposée par l'Église est gratuite. Dans la banlieue ouvrière, où les élèves sont pourtant mieux instruits, les plus méritants d'entre eux sont limités dans leur études par l'extrême pauvreté de leurs familles. La continuation des études après le certificat d'études primaires passe, en l'absence d'enseignement secondaire sur place, par des cours dispensés à Paris. Ces cours ne sont pas non plus gratuits : outre le transport (il faut compter environ 1h25 en omnibus pour rejoindre le centre de Paris depuis Saint-Denis) pris en charge par les familles, les municipalités de banlieue doivent s'acquitter d'un dédommagement payé à la ville de Paris pour chaque enfant qu'elle envoie y étudier. Les conseils municipaux délibèrent chaque année pour choisir quels rares élèves méritants se verront accorder une bourse d'étude dans les écoles de la capitale. Le plus souvent, les enfants

---

<sup>34</sup> Theodore Zeldin, cité par Geneviève Pujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Paris, Editions ouvrières, 1981.



préfèrent travailler pour compléter les maigres revenus de leurs parents et contribuer à l'économie domestique. La contribution des adolescents est rendue d'autant plus nécessaire que les fréquents accidents du travail, la maladie ou le surmenage décrits par les frères Bonneff dans leurs enquêtes déciment les travailleurs adultes, ne laissant pas d'autre choix aux plus jeunes que d'abandonner leurs études et de chercher une embauche pour soutenir le ménage parental <sup>35</sup>.

## 1. Le développement des mouvements d'éducation populaire

En banlieue, cette conviction puissante que l'éducation est à même de pouvoir transformer la société, cette « croyance éducative » est rendue plus nécessaire encore par le développement, historiquement concomitant, d' « une fraction de la classe laborieuse » rassemblée dans les grands centres industriels qui commence à « se structurer en vue d'une alternative révolutionnaire <sup>36</sup> ». L'instruction populaire se constitue alors comme un réseaux d'initiatives concurrentes, les unes cléricales et les autres laïques, dotées d'un objectif commun : « aller au peuple, lui faire partager la culture de l'élite » pour le civiliser. Elle « sert de drapeau à des groupes sociaux et à des militants qui se combattent entre eux. Leur opposition n'est pas sociale : ils ont sensiblement la même position sociale par rapport à la classe ouvrière. Elle est de nature politique <sup>37</sup> ». Le suffrage universel obtenu en 1848 ne fait que rendre l'urgence plus grande, tant la peur de voir émerger une force politique capable de renverser les acquis fragiles de la démocratie républicaine est vivace. Jules Simon, dans un article important sur les bibliothèques populaires publié en 1863, revient sur cet épisode en ces termes :

« Quand le suffrage universel fut établi en 1848, tout le monde se dit : « Puisque voilà tous les Français électeurs, il faut se hâter de faire en sorte que tous les Français sachent lire. » Personne ne le dit mieux que M. Falloux, qui n'avait pas à s'imputer d'avoir modifié notre système électoral. « L'exercice du suffrage universel, disait-il dans un rapport

---

<sup>35</sup> Léon et Maurice Bonneff, *La Classe ouvrière*, Paris, Éditions de la Guerre sociale, 1910.

<sup>36</sup> Jean-Marie Mignon, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>37</sup> Geneviève Poujol, « Éducation populaire : une histoire française », *Hermès, La Revue*, 2005/2 (n° 42), p. 126-130.

au président de la République, est indissolublement lié à l'apparition d'un vaste système d'éducation populaire <sup>38</sup>. »

Les initiatives d'instruction populaire - et parmi elle les bibliothèques - se multiplient à partir de la Seconde République, puis avec le soutien bienveillant du pouvoir impérial, quand bien même toute forme d'association est interdite. Il existe en effet, bien avant la loi de 1901 sur les associations, des regroupements tolérés, à la condition que ceux-ci servent un but philanthropique qui ne soit ni corporatiste, ni explicitement politique. Les sociétés d'éducation populaire en font partie. Elles regroupent des bourgeois et des petits bourgeois pour qui la bibliothèque populaire est, pour reprendre les mots de Jean Macé cités par Geneviève Poujol, un moyen d'exercer « leur charité intellectuelle <sup>39</sup> ».

De là, et c'est la thèse de Geneviève Poujol, « Il nous faut résolument renoncer à voir dans l'éducation populaire la moindre trace d'un mouvement populaire qui aurait été porteur d'une quelconque revendication en matière d'éducation populaire, au sens où l'ont comprise les nouvelles couches de la bourgeoisie qui l'ont mise en œuvre <sup>40</sup> ». Et c'est là la seconde idée maîtresse de la sociologue : le développement d'un mouvement pour l'éducation populaire semble « résider dans l'apparition de nouveaux notables locaux, soucieux de se regrouper pour fixer leur place dans la société <sup>41</sup> ».

En parallèle, d'autres formes d'éducation se développent. L'accès croissant des ouvriers à la lecture, notamment dans la Seine, permet l'édition d'une littérature - livres, journaux - défendant la cause ouvrière et réclamant l'encadrement par la loi du travail. Structurées autour du mouvement syndical, les bourses du travail servent de bureau de placement, mais aussi de lieu d'échange et de débat pour les travailleurs. Des cours y sont organisés, des bibliothèques constituées, avec l'idée de développer une éducation ouvrière autonome, c'est-à-dire une éducation donnée pour des ouvriers par d'autres ouvriers. Cette revendication de l'autonomie ouvrière, capable d'inventer ses propres formes de culture, ne rencontre pas le mouvement de l'éducation populaire, bien au contraire. Elle se

---

<sup>38</sup> Jules Simon, « L'instruction primaire et les bibliothèques populaires », *La revue des deux mondes*, XXXIII<sup>e</sup> année, seconde période, Paris, Bureau de la revue des Deux mondes, 1863.

<sup>39</sup> Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs...*, *op. cit.*, p. 24.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*

développe contre lui et sa prétention à substituer le patron au curé, la science à la religion, la culture bourgeoise à celle du bénitier.

À Saint-Denis aussi, importante banlieue ouvrière, la question de l'instruction apparaît, au tournant des années 1870, comme centrale. Le mouvement hygiéniste, en premier lieu, considère que la solution aux multiples problèmes sociaux causée par la concentration des ouvriers dans la ville : délinquance, alcoolisme, maladie, passe par leur éducation. D'autre part, le mouvement républicain, très puissant à Saint-Denis, entend prolonger l'idéal de 1789 d'une instruction pour tous dans la perspective de pacifier les relations conflictuelles entre ouvriers et patrons. Dans cette perspective il a su mettre en place des sociétés d'instruction populaire qui tentent d'éduquer les classes populaires pour en faire des citoyens républicains.

La municipalité de Saint-Denis consacre en conséquence une partie de son budget à compléter l'aide insuffisante de l'État par des cours supplémentaires, mais aussi des dispositifs d'accompagnement sociaux des élèves. Les sociétés d'instruction populaire ne sont pas en reste et concernent plusieurs milliers d'élèves. De leur côté les ouvriers eux-mêmes tentent de s'organiser, à la fois par des cours dispensés à la Bourse du Travail, mais aussi via le mouvement coopératif. L'ensemble de ces réseaux a un point commun : leur public. Tous apparaissent centrés sur la question ouvrière et sur l'impact social et politique de sa condition. Pour autant, ces acteurs, parfois complémentaires, souvent concurrents, ne sont que très rarement issus du monde ouvrier lui-même et ne cherchent pas à le défendre. Bien au contraire. En préambule de son étude sur l'éducation populaire, Geneviève Poujol souligne : il sera donc peu question ici du mouvement ouvrier et de son soutien parce que l'éducation populaire d'hier ne l'a à aucun moment rencontré, même au moment des universités populaires <sup>42</sup>. Le constat vaut-il également pour une ville de banlieue comme Saint-Denis ?

## 2. L'éducation : une priorité municipale de Saint-Denis

La question de la formation des adultes fait l'objet de plusieurs mesures nationales prises avec le tournant libéral du Second Empire. Déjà, entre 1833 et 1848, le ministère de l'Instruction publique avait fait distribuer des millions de livres qui, entreposés dans les écoles, étaient destinés à être prêtés aux élèves des écoles mais aussi à leurs parents. Le

---

<sup>42</sup> Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, op. cit., p. 24.

projet s'était révélé être un échec, en raison de ses défauts d'organisation. Reprise en 1862 par le ministre Gustave Rouland, la mise en place de bibliothèques scolaires est encadrée par une circulaire qui définit les modalités de stockage, de prêt, de conservation et de contrôle des volumes <sup>43</sup>. Elle oblige toute nouvelle création d'école à intégrer à son cahier des charges une armoire-bibliothèque réglementaire <sup>44</sup>. Le but de ces bibliothèques est d'encadrer la lecture et de combattre la littérature à quatre sous accusée de corrompre les ouvriers : « aux almanachs, aux livrets bleus, aux occasionnels qui ont su adapter leurs formes et leurs contenus à cette clientèle spécifique, qui en travaillent l'imaginaire et se laissent modeler par leurs attentes, il faut substituer [...] des livres d'instruction et d'éducation morale et civique <sup>45</sup> ».

Presque simultanément, une enquête est réalisée auprès des instituteurs sur les besoins de l'instruction primaire. Celle-ci débouche en 1863 sur l'instauration de cours pour adultes <sup>46</sup>. À la suite de Gustave Rouland, Victor Duruy, le nouveau ministre de l'Instruction publique met en place un système de citations et de récompenses qui doit inciter les instituteurs souvent pauvres, puisque leurs revenus dépendent en partie de la commune où ils exercent et qu'il existe d'importantes disparités de richesse entre elles, à dispenser ces cours. Aux encouragements des corps d'inspection du ministère pour les cours du soir s'ajoutent bientôt, par la loi du 10 avril 1867, une subvention d'Etat. Après avoir connu un succès rapide, avec 28 586 cours en 1867, le pays ne comptait plus que 7322 cours en 1889 : l'absentéisme des élèves adultes, les maigres compensations financières des enseignants y sont pour beaucoup. Le financement de l'Etat baisse de manière concomitante : il passe de 1 300 000 à 20 000 francs, en laissant le dispositif à la charge des communes <sup>47</sup>.

---

<sup>43</sup> « Arrêté du 1er juin 1862 relatif à l'organisation des bibliothèques scolaires dans les écoles primaires publiques » in ROBERT Ulysse, *Recueil de lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, etc. concernant les bibliothèques publiques, communales, universitaires, scolaires et populaires*, Paris, Honoré Champion libraire, 1883, p. 270.

<sup>44</sup> Édouard Gœpp, « Bibliothèques scolaires », in BUISSON Ferdinand (dir.) *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911. [non paginé]

<sup>45</sup> Anne-Marie Chartier et Jean Hébrard, *Discours sur la lecture*, Paris, BPI - Centre Georges Pompidou, 1989.

<sup>46</sup> Édouard Gœpp, « Bibliothèques scolaires », *op. cit.*.

<sup>47</sup> « Adultes », in BUISSON Ferdinand (dir.) *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911. [non paginé]

Dans les instructions officielles, nationales ou académiques, la bibliothèque est un moyen systématiquement évoqué quand il s'agit de proposer la continuation de la formation des adultes après leur parcours scolaire. À cet égard, certains textes n'hésitent pas à employer une rhétorique martiale, comme dans cet article du *Bulletin administratif de l'instruction publique* où l'on peut lire :

« [...] parmi les auditeurs de ces cours, les uns apprennent ou réapprennent à lire ; les autres reçoivent des notions nouvelles, appropriées aux besoins professionnels et locaux ; aux uns et aux autres ; il faut des livres si l'on veut que ceux-là conservent en l'exerçant la faculté précieuse qu'ils ont acquise, que ceux-ci développent leurs connaissances nouvelles, qui, faute d'aliments, dépériraient. En un mot, dans cette guerre active faite à l'ignorance par les cours d'adultes, la bibliothèque scolaire est un auxiliaire et une arme indispensable <sup>48</sup> ».

À Saint-Denis, les cours du soir publics sont organisés à l'école de la rue de Châteaudun, ainsi qu'à l'école de l'avenue de Paris. Ils sont dispensés par 3 instituteurs dédommagés par la commune. Pour les enfants, des bibliothèques scolaires sont installées dans 17 écoles de la ville (8 de garçons et 9 de filles). Entre 1890 et 1900, la municipalité vote chaque année une subvention d'environ 1 000 francs destinée à les enrichir. En 1900, les bibliothèques scolaires mettent à disposition de leur public 3346 ouvrages et réalisent le nombre en apparence considérable de 10 694 prêts <sup>49</sup>. Ces chiffres prêtent à certaines cautions : les prêts ne semblent pas distinguer les livres en consultation, qui sont utilisés en classe, de ceux qui sont emmenés aux domiciles des élèves ; et l'exactitude de certaines données interroge, comme ces 270 livres de la bibliothèque scolaire de la rue du Corbillon prêtés 621 fois au cours de l'année scolaire 1901-1902 à seulement 35 lecteurs... Face aux milliers d'élèves des associations philanthropiques, les dispositifs d'éducation seconde mis en œuvre à Saint-Denis par l'Académie de la Seine paraissent bien modestes. Mais la partie la plus efficace de l'action académique réside peut-être moins dans les enseignements dispensés que dans l'accompagnement social et professionnel des anciens élèves des écoles primaires par un réseau d'anciens camarades, d'enseignants et de parrains, comme le montre Christophe Granger dans l'article qu'il consacre

---

<sup>48</sup> « Les bibliothèques scolaires annexées aux cours d'adultes par souscriptions volontaires », *Bulletin administratif de l'instruction publique*. Tome 8 (n°155), 1867, pp. 484-486.

<sup>49</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1902, p. 183.

aux monographies communales sur l'instruction seconde commandées par le ministère de l'Instruction Publique à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900 <sup>50</sup>.

La municipalité de Saint-Denis fait de l'éducation un objectif prioritaire dès les années 1860. La croissance démographique de la ville est telle que les attributions de l'État ne suffisent pas pour scolariser l'ensemble des enfants de la commune, ni pour satisfaire les besoins éducatifs. À Saint-Denis, l'« atmosphère éducationniste » est, il faut le répéter, d'autant plus forte que la situation sociale des ouvriers paraît inquiétante. Chaque numéro du *Journal de Saint-Denis* rapporte les suicides, les accidents, les maladies, les drames familiaux qui accablent les familles les plus pauvres. La violence est omniprésente. Ces éléments justifient sans doute l'ensemble très dense de dispositifs d'accompagnement de la scolarité mis successivement en place par les édiles. Ces dispositifs sont à la fois quantitatifs (la ville salarie des instituteurs et institutrices municipaux pour scolariser les plus possible d'enfants) et qualitatifs (elle complète les enseignements élémentaires dispensés dans les écoles par des enseignements spéciaux, elle organise des services de garderie le soir et pendant les vacances scolaires). *L'État des communes* nous renseigne sur leur nature en 1900 :

« Enseignements spéciaux et instituteurs communaux : la commune inscrit annuellement à son budget, non compris les gratifications supplémentaires, une somme de 4 500 francs pour le traitement de 2 professeurs de musique (un à 2 500 francs et l'autre à 2.000 francs) une somme de 6.100 francs pour le traitement de 3 professeurs de dessin (1 professeur homme à 3. 000 francs et 2 professeurs femmes, l'une à 1 500 francs et l'autre à 1.600 fr.) enfin, une somme de 2.400 francs pour le traitement du professeur de gymnastique <sup>51</sup>.

Elle rétribue, en outre, 3 professeurs d'allemand, les 2 premiers à raison de 500 francs et le troisième à raison de 250 francs par an, et 3 professeurs d'anglais, dont le premier reçoit 700 francs, le second 600 francs et le troisième 250 francs. Enfin, indépendamment des instituteurs nommés et rétribués par l'État, auxquels la commune alloue seulement une indemnité de résidence, on doit signaler 11 instituteurs ou institutrices

---

<sup>50</sup> Christophe Granger, « La « petite lanterne du progrès ». Instituteurs et éducation populaire aux marges de Paris (1890-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, 2012/04, p. 69-80.

<sup>51</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 28.

communaux rétribués exclusivement par la municipalité à raison de 1.200 francs par an <sup>52</sup>.»

En outre, la municipalité a installé en 1885, dans les locaux de l'ancien Hôtel-Dieu, des ateliers professionnels de forge, de modelage et de menuiserie :

« Elle emploie, dans cet enseignement, 2 professeurs pour le dessin, 3 pour le tour, 2 pour l'ajustage, 2 pour la menuiserie et 1 pour la forge; enfin 1 instituteur pour surveiller les cours. Ce dernier seul est payé à raison de 600 francs par an. Les professeurs exercent gratuitement leurs fonctions <sup>53</sup>. »

Pour protéger les enfants et les empêcher d'errer dans la ville pendant que les parents sont à l'usine, il existe des classes de garde et de vacances. Jules Simon, ancien ministre de l'Instruction publique et président de l'Union française pour le Sauvetage de l'enfance, exprime leur intérêt en 1891 :

« Dans les grandes villes, l'école n'est pas seulement un lieu où les enfants reçoivent l'instruction; c'est aussi, pour certains quartiers et pour certains enfants, un asile, une défense contre la misère, contre le froid et la faim, contre l'abandon, contre les tentations du vice. Le soir, à l'heure où les classes se vident, où les écoliers sortent en rangs bien ordonnés et bien surveillés, qui se brisent après le premier tournant de rue, combien y en a-t-il qui trouvent le logis désert et glacé, ou même la porte close ! Et les voilà errants dans les rues, exposés à toutes les souffrances ou à tous les hasards, pauvres épaves sur le flot boueux des faubourgs. C'est pour ces enfants qu'ont été organisées çà et là des «classes de garde », qui recueillent après l'heure de l'école et pendant une partie du jeudi les enfants dont les parents travaillent au dehors et ne peuvent ni les surveiller ni même les héberger <sup>54</sup>. »

---

<sup>52</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...*, op. cit., p. 28.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> Jules Simon. « Les classes de garde et de vacances », in *La revue pédagogique*, tome 19, Juillet-Décembre 1891, pp. 416-419.

À Saint-Denis, il existe 19 classes de garde depuis 1897. Elles concernent près de 1 200 élèves. Elles sont complétées par 36 classes de vacances qui regroupent 2 800 enfants.

La municipalité de Saint-Denis ne ménage pas ses efforts pour instruire et socialiser les enfants par l'école mais ils sont limités par une crise budgétaire chronique. Il est difficile d'examiner avec précision les effets de cette politique. Les tableaux de fréquentation scolaire compilés par Fernand Bournon témoignent néanmoins qu'une part importante de la jeunesse dionysienne fréquentait les écoles de la ville, au moins de manière irrégulière.

De ce portrait général de la scolarisation des enfants à Saint-Denis, il ressort que le taux d'alphabétisation à Saint-Denis est proche de celui de Paris et qu'il est nettement plus élevé que la moyenne nationale. Les lois successives sur la scolarisation obligatoire, entamées sous Louis-Philippe et achevées par la loi Ferry de 1882 semblent définitivement avoir réglé la question de l'alphabétisation des classes populaires. En revanche, la possibilité des ouvriers d'avoir accès à des ouvrages de lecture et donc à la littérature reste posée. C'est là qu'interviennent les sociétés d'instruction populaires.

### 3. Les sociétés d'éducation populaire à Saint-Denis

Parmi les acteurs de l'éducation populaire à Saint-Denis, l'*Association philotechnique* est le plus ancien, mais aussi le plus développé. Son histoire remonte aux journées de juillet 1830 à l'issue desquelles une *Association polytechnique* est fondée par des élèves de l'ancienne école impériale qui se sont insurgés aux côtés des ouvriers. Animée par les mouvements ouvriéristes influencés par le positivisme d'Auguste Comte, elle se donne comme objet de rendre les ouvriers « plus à l'aise, plus habiles et plus sages », donc de « moraliser par la science et par l'enseignement professionnel <sup>55</sup> » en dispensant des cours gratuits. La dimension ouvrière du mouvement comtien doit être nuancée : ses animateurs forment une élite intellectuelle que l'historienne Pascale Marie appelle les

---

<sup>55</sup> Alphonse Malétras, « Association Polytechnique », in BUISSON Ferdinand (dir.) *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911.



« ouvriers heureux <sup>56</sup> ». Constituée majoritairement d'ouvriers « de métier » formés à des savoir-faire spécifiques : tourneurs, mouleurs, fondeurs plutôt que d'hommes « de peine », ces travailleurs souvent lettrés, cette classe urbaine émergente forme aussi une élite économique parmi les classes populaires. La distinction classique entre ouvriers et patrons, opérante dans une vision marxiste de la grande industrie elle-même rendue possible par l'accumulation du capital, est ici relative : il n'est pas rare de voir des ouvriers, souvent à leur compte, étendre leurs activités en développant des activités industrielles au gré des opportunités offertes par la mécanisation et la machine à vapeur. En conséquence, les militants de ce mouvement visent moins l'abolition pur et simple de la hiérarchie sociale, que de permettre aux ouvriers les plus méritants d'améliorer leur position par l'étude et la formation.

Après la révolution de 1848, l'association connaît un vif débat interne à propos des conséquences politiques induites par le tout nouveau suffrage universel. « Arme inconnue, à deux tranchants » qui autorise l'expression politique des classes populaires, le nouveau mode de scrutin rend pour une partie des membres de l'association une éducation du peuple plus nécessaire encore <sup>57</sup>. On se divise également sur les visées des enseignements à dispenser. En conséquence, une partie de l'*Association polytechnique* fait scission et fonde l'*Association philotechnique*, plus axée sur l'enseignement professionnel mais également ouverte aux filles <sup>58</sup>.

À partir des années 1860, l'*Association philotechnique* connaît un succès croissant à Paris et dans son département. À Saint-Denis, une antenne est fondée en novembre 1861. Installée dans les locaux de l'école de la rue du Corbillon, dans le centre-ville, elle développe progressivement ses cours : de 8 en 1864-65, ils passent à 35 en 1901. Ils concernent alors près de 2 000 élèves. Une antenne est ouverte en 1883 à l'école communale de la Plaine. La décision se justifie par la distance qui sépare ce quartier du centre-ville, situé plusieurs kilomètres plus au nord, et par sa récente intégration au terri-

---

<sup>56</sup> Marie Pascal, « La bibliothèque des amis de l'instruction du III<sup>e</sup> arrondissement » in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1997, p. 303-326.

<sup>57</sup> Antoine Pressard et Émile Rotival, « Association Philotechnique », in BUISSON Ferdinand (dir.) *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911. [non paginé]

<sup>58</sup> *Ibid.*

toire communal <sup>59</sup>. Pour assurer son fonctionnement, l'Association perçoit les adhésions de ses membres, des dons du ministère du Commerce, ainsi qu'une subvention municipale qui vient compléter l'aide matérielle conséquente déjà fournie. Entre 1878 (date où sont édités les premiers bulletins municipaux) et 1892, l'*Association philotechnique* reçoit en moyenne 1 500 francs de subvention municipale annuelle <sup>60</sup>. L'aide comprend une subvention globale de 1 300 francs, votée dans les dépenses ordinaires de la commune, et une subvention de 200 francs inscrite aux dépenses supplémentaires et destinée à l'achat des récompenses distribuées aux élèves les plus méritants. Ces récompenses sont donc offertes au nom du conseil municipal de la ville, qui patronne lui aussi l'association.

Le *Journal de Saint-Denis* publie annuellement les annonces de l'*Association philotechnique* : ouverture de la campagne de cours en novembre, liste des lauréats et des récompenses en juillet. Ces publications livrent de précieuses informations sur la nature des enseignements, l'origine sociale des intervenants, la fréquence des cours et leurs mécènes. L'activité de l'*Association philotechnique* se déploie dans trois directions. Les cours, d'abord, gratuits, ont lieu le soir, tous les jours de la semaine sauf le jeudi et le dimanche après-midi du début du mois de novembre à la fin du mois de mars. Les enseignements dispensés y sont variés <sup>61</sup>. En 1901, ils comprennent des cours d'enseignement commercial (étude de l'arithmétique, écriture, comptabilité, géographie commerciale, sténographie, dactylographie, anglais, allemand, espagnol) ; des cours d'enseignement professionnel (comprenant coupe et assemblage de vêtement, géométrie, mécanique, algèbre, art du trait de charpente, physique, chimie industrielle, technologie, électricité, le dessin d'architecture, le dessin mécanique, le dessin d'art et le modelage ; et enfin des cours d'enseignement général (comprenant français, diction, histoire, hygiène, littérature, musique et gymnastique). Les cours sont ouverts aux adultes deux sexes et les élèves sont récompensés par des prix.

Le jeudi soir est consacré aux conférences <sup>62</sup>. On en compte environ 60 entre 1889 et 1901, soit de manière générale 5 conférences par hiver. Toutes ne font pas l'objet d'un

---

<sup>59</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...*, op. cit., p. 28.

<sup>60</sup> « Budget de l'instruction primaire en 1880 », *Extrait du registre des délibérations du conseil municipal n°1 à 4, 1879*, Archives municipales de Saint-Denis [désormais AMSD], 3 D 8 / 2.

<sup>61</sup> La liste exhaustive des cours proposés pour la saison 1900-1901 est reproduite en annexe 2

<sup>62</sup> La liste des conférences organisées par l'Association Philotechnique se trouve à l'annexe 3 .



Alexandre Le Roy des Barres, le *Journal de Saint-Denis* n°2190 du 16 juin 1904 [en ligne].

compte-rendu dans le *Journal de Saint-Denis*, mais certaines, selon la qualité de l'orateur, le thème ou les techniques de présentation, peuvent attirer une foule nombreuse. Les conférences les plus accrocheuses sont celles qui concernent la géographie lointaine (le continent africain, la Chine) et qui utilisent des techniques de projection à la lumière oxydrique. Il n'est pas rare, alors, de voir se rassembler des centaines de personnes, comme pour la conférence sur la haute montagne donnée par le docteur Le Roy des Barres en décembre 1891 <sup>63</sup>. Les conférences données par l'association concernent pour un quart l'hygiène et la morale (lutte contre les épidémies, contre l'alcoolisme, accidents du travail,

---

<sup>63</sup> « Echos dionysiens », *JSD* n°989 du 10 décembre 1891, AMSD.

premiers secours, l'éducation et les bienfaits de la science), pour un tiers la géographie et le voyage. Sur ce derniers thèmes, les intervenants sont souvent des militants de la cause coloniale. On peut penser à une tentative de faire basculer l'imaginaire de l'exotisme vers le colonial, comme le suggère Alain Corbin, à propos des conférences de Morterolles à la même époque en Haute-Vienne <sup>64</sup>. Citons enfin les conférence littéraires. Programmées dans le but de donner le goût de la littérature au peuple, elles se signalent par un format original : le conférencier étant en général accompagné d'élèves de la classe de diction, de jeunes acteurs du conservatoire et parfois d'un musicien <sup>65</sup>.

Dernier outil au service de l'association : la bibliothèque populaire, riche de 5 000 volumes en 1901 <sup>66</sup>. Elle est la seconde bibliothèque la plus importante de Saint-Denis en 1901, à la fois pour le nombre de volumes (la bibliothèque municipale en possède entre 4 000 et 5 000) et pour le public (les cours de la société philanthropique attirent plusieurs milliers de personnes chaque année). Cette bibliothèque a un rôle de prescription pour la lecture. Les bibliothèques populaires sont très encadrées par un ensemble de circulaires ainsi que par une commission départementale de surveillance. La commission s'appuie pour ce faire sur le catalogue modèle de la *société Franklin*. Cette organisation dont le but est de répandre en France le modèle des bibliothèques populaire édite en effet chaque année un catalogue de livres agréés et veillant à une stricte neutralité politique et religieuse <sup>67</sup>. Cette organisation n'interdit pas, constate malicieusement Martyn Lyons, la bible et Bossuet, « de rester dans la liste des ouvrages agréés ».

En l'état actuel des recherche, il n'est pas possible de se faire une idée précise du catalogue de la bibliothèque de l'*Association* de Saint-Denis. Mais, l'évocation du catalogue Franklin peut nous permettre de nous construire une représentation assez vraisemblable de ce que devait être la bibliothèque populaire de l'*Association philotechnique*. « On

---

<sup>64</sup> Alain Corbin, *Les conférences de Morterolles : hiver 1895-1896. À l'écoute d'un monde disparu*, Paris, Flammarion, 2013.

<sup>65</sup> « Echos dionysiens », *JSD* n°1921, du 18 novembre 1900, AMSD.

<sup>66</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...*, *op. cit.*, p. 28.

<sup>67</sup> Fonctionnant entre 1862 et 1933, la Société Franklin est une association reconnue d'utilité publique se donnant pour but la propagation des bibliothèques populaires. Elle a pour objet de proposer l'établissement de bibliothèques municipales dans les localités qui en manquent, d'aider de ses conseils celles qui s'organisent, de leur communiquer le catalogue de livres qui méritent d'être recommandés, de les encourager par des dons en livres ou en argent, de se charger pour elles de leurs acquisitions...

y trouve, décrit l'historien, des manuels techniques, des ouvrages par exemple sur la chimie, l'électricité ou le dessin [...], quelques exemples de la littérature positiviste et scientifique de l'époque, tels que *l'origine des espèces*. L'histoire, surtout l'histoire de la Révolution française et du XIX<sup>e</sup> siècle arrive ensuite. ». Quant aux romans, ils sont sévèrement sélectionnés : on privilégie les œuvres d'une « moralité incontestable », des « auteurs sûrs », « de préférence ceux qui écrivent dans la tradition nationaliste et conservatrice ». « L'infidélité conjugale » ou « l'immoralité sexuelle » sont bannies. « La société Franklin se refusa à accepter, dans son catalogue de 1864, quelque roman de Balzac que ce fût, à l'exception d'*Eugénie Grandet* <sup>68</sup>. »

Les personnalités locales qui financent la société, les « patrons », sont recrutés parmi la notabilité de Saint-Denis. Ils s'acquittent d'une cotisation annuelle leur permettant de siéger dans les instances de la société et d'y voter, ils financent des récompenses offertes aux élèves les plus méritants. La publication annuelle de la liste des élèves récompensés leur permet d'afficher leur préoccupation pour l'instruction de leurs ouvriers, mais aussi, à l'occasion de la cérémonie, de se côtoyer et de rencontrer les officiels parisiens venus pour la circonstance. L'*Association philotechnique* est donc à la fois, pour reprendre la distinction de Maurice Agulhon, un *cercle*, c'est à dire une réunion organisée pour l'agrément de ses membres, et une *société*, une association dotée d'un but précis, en l'occurrence la prise en charge des jeunes gens ayant quitté l'école <sup>69</sup>. La liste des patrons de l'*Association philotechnique* en 1889 mentionne par exemple : des industriels (Alcide Poirrier, propriétaire de la société de matières colorantes Poirrier et Dalsace, président de la chambre de Commerce de la Seine, futur sénateur de la Seine, M. Legras, directeur des Verreries de Saint-Denis, Clovis Floquet, fabricant de peaux chamoisées et maroquinées, M. Lenoël, directeur de la Bougie de l'Étoile, M. Genevoix, directeur de la Pharmacie Centrale), ou des entreprises (Hotchkiss, les Magasins Généraux de Paris) ; des élus (MM. Ferrus, Denant, ou Chailly, délégués cantonaux, M. Devoluet, adjoint au maire de Saint-Denis, M. Gibault, ancien maire de la ville) ; des commerçants (M. Moreau, grainetier) ; des médecins (docteurs Iszenard ou Feltz) et des ingénieurs (M. Bullot, de la Société des Métaux <sup>70</sup>)...

---

<sup>67</sup> Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIX<sup>e</sup> siècle », in Jacques Girault (dir.), *Ouvriers en banlieue. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1998, p. 399-400.

<sup>69</sup> Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise (1810-1848) : étude d'une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977.

<sup>70</sup> « Association Philotechnique de Saint-Denis et de la Plaine », *Journal de Saint-Denis [désormais JSD]* du 14 juillet 1889 n° 744, AMSD.

Les professeurs bénévoles sont des employés du secteur industriel de Saint-Denis (ingénieurs, chimistes, hydrographes, comptables) ou des instituteurs et institutrices de la ville, voire des professeurs parisiens travaillant en lycée ou à l'université. Si certains, dont la position sociale est solide, interviennent par idéologie, il est manifeste que d'autres le font dans l'espoir d'être mieux perçus de leur directeur et à terme d'améliorer leur ordinaire, soit en intégrant le cercle de la notabilité dionysienne, soit en accédant à un poste mieux rémunéré. Ce réseau d'instruction populaire rassemble au total près de 300 patrons en 1900, près de 40 professeurs et environ 2 000 élèves. C'est un acteur majeur de l'éducation pour la ville. Il est socialement polarisé puisqu'il regroupe l'essentiel du monde industriel de Saint-Denis : dirigeants pour le financement, employés qualifiés des entreprises pour l'animation.

Il n'a pas été possible, dans le cadre de cette étude, de croiser la liste des élèves récompensés chaque année et les fichiers de recensement pour déterminer l'origine sociale des élèves. L'exercice a néanmoins déjà été effectué. Martyn Lyons démontre ainsi que 85% du lectorat des bibliothèques populaires est formé de petits-bourgeois : employés de bureau, de commerce, écoliers et étudiants <sup>71</sup>. Parmi les noms des élèves récompensés chaque année à Saint-Denis, la fréquence du titre mademoiselle - réservé aux filles non mariées - montre qu'il s'agit d'un public jeune. Si les cours de l'*Association Philotechnique* s'adressent aux travailleurs de la ville, il s'agit des personnes qui ne sont pas encore en ménage et qui consacrent une partie de leur temps, après la fin de leurs études primaires, à poursuivre leur apprentissage, mais dont la situation matérielle reste trop modeste pour financer une formation à Paris. Cela laisse à penser qu'une partie du public des cours donnés par l'Association est issue non pas du monde des travailleurs pauvres de Saint-Denis occupé à travailler pour acheter le pain, mais bien plutôt des classes moyennes émergentes, petits fonctionnaires, ouvriers qualifiés qui considèrent l'offre éducative de l'*Association philotechnique* comme un moyen de consolider leur position sociale. Les conclusions de Martyn Lyons se vérifieraient donc aussi à Saint-Denis.

Il existe un autre acteur important de l'éducation populaire à Saint-Denis : la section dionysienne de la Ligue de l'Enseignement laïc. Fondée par Jean Macé en Alsace en 1866, la Ligue fait suite à la création d'une *Société des Bibliothèques communales du*

---

<sup>71</sup> Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIX<sup>e</sup> siècle »..., art. cité, p. 36.

*Haut-Rhin* pour l'organisation d'un réseau de 83 bibliothèques dans le département, à l'imitation de l'exemple Belge. Avec la défaite de 1870, Jean Macé se réfugie à Paris où il développe son initiative. Son constat sur la défaite de la France est sans appel : c'est le manque d'instruction de la nation, à la fois en matière militaire, physique que patriotique, qui est à l'origine de la victoire prussienne. Les événements de la Commune ont d'autre part montré l'urgence qu'il y a fait éduquer le peuple pour lui inculquer les valeurs républicaines, à accomplir « l'alphabétisation sociale <sup>72</sup> ». C'est donc, au tournant des années 1870, dans une perspective patriotique et revancharde, mais aussi pro-républicaine que la Ligue grandit. Elle adopte pour devise : « Pour la patrie, par le livre et l'épée. » Elle développe des bibliothèques régimentaires et soutient la mise en place de bataillons scolaires dont le but est la préparation militaire des enfants dès l'école primaire.

Sa philosophie connaît cependant une inflexion après l'entrée de Jean Macé dans la franc-maçonnerie : les soutiens maçonniques de la Ligue ne partagent pas forcément l'esprit revancharde du fondateur, et celui-ci est peu à peu, au gré des congrès, marginalisé. Désormais, le projet de la Ligue est plutôt de « Provoquer, par toute la France, l'initiative individuelle au profit du développement de l'instruction publique », rapporte Étienne Jacquin dans la seconde édition du dictionnaire pédagogique de Ferdinand Buisson <sup>73</sup>. Récentré sur l'éducation populaire, la Ligue « a trouvé sa place dans le tissu social : la sortie de l'école <sup>74</sup>. » Elle cherche désormais à soutenir toutes les initiatives destinées à prendre en charge la jeunesse populaire du pays, par des patronages laïcs, des cours, des colonies de vacances, et ce jusqu'à ce qu'elle soit en âge d'effectuer son service militaire. Les termes post-scolaire et périscolaire apparaissent à ce moment. Mais il paraît nécessaire de souligner à quel point voir la Ligue à ses débuts comme un soutien de la société civile à la politique nationale de scolarisation des enfants est une position trompeuse. La Ligue entend certainement concurrencer l'Église dans sa vocation à prendre en charge la jeunesse. Mais elle cherche surtout, comme l'*Association philotechnique*, la moralisation par l'encadrement du monde ouvrier. « Jamais », écrit Christiane Mora, « la Ligue de l'en-

---

<sup>72</sup> Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIX<sup>e</sup> siècle »..., art. cité, p. 36.

<sup>73</sup> Étienne Jacquin, « Ligue française de l'Enseignement laïc », in Buisson Ferdinand (dir.) *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911. [non paginé]

<sup>74</sup> Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs...*, op. cit., p. 24.



*Les écoles de la rue de Châteaudun, où la Ligue dionysienne pour l'Enseignement laïc donne ses cours et ses conférences, Saint-Denis, 1905, AMSD, 2 FI 14/75.*

seignement et l'éducation populaire, avant la première guerre mondiale, n'ont été des organisations de promotion de ce qu'on pourrait appeler la culture ouvrière <sup>75</sup> ».

La Ligue développe sa stratégie de formation d'une « majorité consciente » devant répondre à la problématique nouvelle du suffrage universel <sup>76</sup>. Pour ce faire, elle déploie son activité sur les mêmes axes que l'*Association philotechnique* : les cours pour adultes, et notamment, à partir des années 1890, l'instruction professionnelle ; les conférences, dont l'initiative revient à Victor Duruy ; et enfin les bibliothèques.

La structure de la Ligue, volontairement décentralisée, en rupture assumée avec les habitudes politiques dirigistes du Second Empire vise « non une enrégimentation sous les ordres d'un comité directeur, mais un appui central laissant à toutes et à chacune son entière liberté d'action <sup>77</sup> ». Elle connaît un succès d'autant plus rapide que son Cercle parisien obtient la reconnaissance d'utilité publique en 1881, ce qui lui permet d'obtenir des aides d'Etat. Il se dote par la suite d'un service de librairie qui procure à coût très faible

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs...*, *op. cit.*, p. 24.



des ouvrages pour les bibliothèques et pour les distributions de prix. Ces livres sont diffusés dans l'ensemble des réseaux d'éducation populaire français : ligues locales, bien sûr, mais aussi bibliothèques populaires, scolaires et communales.

La Ligue, marquée par les convictions politiques de la Franc-maçonnerie, dont Macé était membre, lance le « Mouvement national du sou contre l'ignorance » en 1870-71 pour soutenir le principe d'une éducation gratuite, laïque et obligatoire. Jean-François Moreau, maire de Saint-Denis, franc-maçon lui aussi, fait voter dès octobre 1870 - soit un mois après l'avènement de la République - une délibération municipale dans ce sens <sup>78</sup>. Les élites municipales de Saint-Denis semblent assez précocement sensibles à la question de l'éducation populaire. Mais c'est en 1879 que sera créée la *Ligue Dionysienne pour l'Enseignement Laïc*. Ses activités s'établissent dans les écoles de la rue de Châteaudun (aujourd'hui boulevard Jules Guesde <sup>79</sup>).

La société fait l'objet d'une aide de la commune à partir de 1882 <sup>80</sup>, qu'elle complète par les dons de ses patrons et leurs adhésions. À l'instar de l'*Association Philotechnique*, la *Ligue Dionysienne pour l'Enseignement Laïc* organise des cours gratuits pour adultes, des conférences et dispose d'une bibliothèque populaire située au 1 rue de Strasbourg <sup>81</sup>. L'organisation des calendriers, depuis le conseil d'administration ouvrant, en octobre, la saison des cours jusqu'à la cérémonie de remise de prix, en juillet, est identique à celle de l'*Association philotechnique*. Elles s'invitent d'ailleurs réciproquement à leurs cérémonies, dans une relation cordiale. Rien ne semble en apparence les distinguer, dans les moyens, les buts et les temps. Le programme d'enseignement de la *Ligue* est très proche : écriture, dessin d'art et dessin linéaire, géométrie ou mécanique et industriel, musique vocale et instrumentale, modelage, peinture, physique et chimie, mécanique pratique, floriculture, culture maraîchère, hygiène, économie domestique et cuisine ménagère, coupe et assemblage, comptabilité, sténographie, français, anglais, allemand, ma-

---

<sup>78</sup> Jean-Paul Brunet, *Une banlieue ouvrière : Saint-Denis (1890-1939) : problèmes d'implémentation du socialisme et du communisme*, thèse dirigée par L. Girard, Paris, Université Paris Sorbonne, 1978.

<sup>79</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...*, op. cit., p. 28.

<sup>80</sup> « Subvention de la bibliothèque populaire de la Ligue de l'Enseignement », *Bulletin municipal officiel de Saint-Denis* [désormais BMO] du 08 juin 1882, AMSD, 3 D 8 / 4.

<sup>81</sup> *Ibid.*

thématiques, diction et photographie. La *Ligue* propose aussi des cours de préparation au certificat d'études primaire pour les adultes.

REPUBLICQUE FRANÇAISE

VILLE DE SAINT-DENIS

**GROUPE DIONYSIEN**  
DE LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT LAÏQUE  
Fondé en 1879  
Siège Social et Bibliothèque Populaire : 1<sup>ère</sup>, Rue de Strasbourg

JEUDI 22 DECEMBRE 1898, à 8 h<sup>m</sup> 1/2 du soir, École de Garçons, Boulevard Châteaudun

**CONFÉRENCE**

Par le Docteur **PH. POIRRIER**  
Membre de l'Union Démocratique pour l'Éducation Sociale

**LES RAYONS X.**

Projections et Expériences  
Par la Maison Radiguet, 15, Boulevard des Filles du Calvaire, Paris

Vu : Le Maire de Saint-Denis,  
**QUINTAINNE**

Le Président,  
**J. BURLOT** *δ.* Conseiller municipal.

Saint-Denis. — Imp. Générale, 33 cours Benoist. — 9678

Affiche d'une conférence de la Ligue Dionysienne de l'enseignement laïc, 1898, AMSD 20 FI 1423.

Une douzaine de conférences seulement a fait l'objet d'une annonce ou d'une recension dans le *Journal de Saint-Denis*. Leurs sujets sont comparables à celles de l'*Association philotechnique*. Les conférences scientifiques comportent parfois des expériences. Cette recherche d'amélioration de la transmission pédagogique est à mettre au crédit de la Ligue qui introduit de ce fait une pédagogie active plus tard reprise par l'enseignement public.

La bibliothèque de la Ligue a laissé quelques traces. Des statistiques la concernant ont été publiées dans le *Journal de Saint-Denis* pendant quelques mois entre 1889 et

1891<sup>82</sup>. Elles nous permettent sinon de connaître, du moins de nous faire une idée un peu moins vague de son activité. Chaque mois, environ 200 ouvrages sont empruntés, et 150 consultés sur place. La bibliothèque compte entre 15 et 20 nouveaux inscrits chaque mois. Les livres les plus empruntés sont les ouvrages d'histoire, suivis des romans. Ouverte le soir, entre 20h et 22h, la bibliothèque populaire de la Ligue est ouverte toute l'année. Elle va connaître un développement important, au point de mettre environ 7 000 volumes à la disposition de ses lecteurs en 1901 et devenir la plus grosse bibliothèque de la ville.

Moins développée que l'*Association Philotechnique*, La Ligue concerne tout de même en 1902 près de 1 300 élèves. Elle ouvrira plus tard un second centre d'instruction doté d'une bibliothèque secondaire dans le quartier Pleyel, sur le boulevard Ornano, puis un troisième, signe d'un indiscutable succès, à l'école de la route de Gonesse, au nord du territoire communal<sup>83</sup>.

De même que ses méthodes, ses contenus, son organisation, l'étude des patrons de la Ligue révèle une parenté certaine avec le système de l'Association philotechnique : en 1890, on retrouve parmi les bienfaiteurs et les bénévoles de la Ligue des personnalités politiques et administratives (Alcide Poirrier, déjà cité, le préfet de la Seine Eugène Poubelle, des conseillers municipaux), des groupements professionnels (le personnel des Canons, les ouvriers tanneurs et vernisseurs de l'usine Leven, le personnel des usines Laveissière) ou des notables (M. Brun, directeur d'école et directeur des cours de la Ligue, M. Giloppé, receveur municipal). Pourtant, un regard attentif porté sur les appartenances politiques des donateurs signale certaines différences : la présence par exemple d'élus socialistes comme Louis Gambier, maître charpentier et professeur à la Ligue, ou comme Louis Lauze, ajusteur et conseiller municipal possibiliste<sup>84</sup>. Les noms d'Eugène Burlot et Athanase François, élus radicaux-socialistes, tour à tour présidents de la société se remarquent et semblent indiquer une orientation politique plutôt à gauche de l'ensemble républicain. Tous appartiennent à des degrés divers, à la franc-maçonnerie. Parmi les élèves récompensés, on retrouve également les noms d'élus municipaux radicaux-socialistes ou socialistes : les enfants Walter (dessinateur industriel, maire socialiste de Saint-Denis

---

<sup>82</sup> « Bibliothèque de la Ligue », *JSD* n° 733 ; 742 ; 751 ; 767 ; 786 ; 803 ; 810 ; 827 ; 836 ; 844 ; 852 ; 881 ; 887 ; 894 ; 903 ; 930 ; 938 ; 971 ; 998 de mai 1889 à janvier 1892, AMSD.

<sup>83</sup> « Echos dionysiens », *JSD* n° 1924 du 29 novembre 1900, AMSD.

<sup>84</sup> Voir en annexe le glossaire des tendances du socialisme.

entre 1892 et 1894, puis député) ; ou même le fils de Claude Pillot (un élu blanquiste violemment anti-clérical). Au chapitre des bénévoles, pas de professeurs revendiquant leur appartenance à l'industrie locale, mais une part plus grande d'instituteurs et d'institutrices : Mme Bellette, Mme Becquerel, M. Poulbot.

En somme, c'est l'appartenance politique qui distingue les deux réseaux. Plus proche de la mouvance politique du *Journal de Saint-Denis*, les patrons de l'*Association philotechnique* sont dans leur grande majorité des radicaux républicains, tandis que les soutiens de la *Ligue* sont plutôt radicaux-socialistes ou socialistes possibilistes. À défaut d'être d'accord sur la religion, ils partagent la même vision sur la place de l'Église dans la société et sur la nécessité d'accomplir l'intégration culturelle du prolétariat. Cette position pourrait surprendre concernant les socialistes. C'est oublier que les socialistes sont eux mêmes divisés en de nombreux mouvements. Les noms qu'on retrouve à la *Ligue*, à l'exception de Pillot, sont ceux des socialistes issus de la classe moyenne.

Il est clair en tout cas qu'au sein de la Ligue dionysienne de l'Enseignement il existe une porosité importante entre la petite bourgeoisie, les élus, les acteurs de l'éducation populaire et la franc-maçonnerie qui semble omniprésente. Les réseaux s'entrecroisent au point que parfois, leurs séparation finissent par s'estomper. Pour leur part, les ouvriers sociaux-révolutionnaires, qui sont pourtant les plus nombreux, privilégient l'action directe et les bourses du travail.

#### 4. Les cours de la Bourse du Travail : « instruire pour révolter » ?

Au contraire de Léon Gambetta qui affirmait « Il n'y a pas de question sociale, il n'y a que des questions sociales », les inspirateurs du mouvement des bourses du travail estiment que la disparition du prolétariat passe non pas par une série de mesures limitées et concrètes dont l'éducation populaire serait un avatar, ou par le suffrage universel, mais implique au contraire une remise en question radicale du système de production capitaliste. C'est par cette voie, et par là seulement, qu'il leur apparait possible de mettre fin à « la tyrannie exercée par une oligarchie sans scrupule <sup>85</sup> » en position de fixer à son gré la durée et la valeur du travail. Le recours à l'action directe, par la grève, est le seul à même

---

<sup>85</sup> Georges Sorel « préface », in Fernand Pelloutier *Histoire des bourses du travail : origines, institutions, avenir*, Paris, L'esprit des Lois, 1946, p. 45.

d'émanciper les travailleurs. La démarche radicale des militants syndicaux passe par l'organisation matérielle et spatiale des ouvriers, regroupés autour des Bourses du Travail. S'il n'est pas l'initiateur du mouvement, Fernand Pelloutier sera, de 1892 à 1895 secrétaire de la fédération des Bourses du Travail. Ses écrits nous éclairent sur les objectifs des Bourses et nous permettent d'imaginer le rôle de celle de Saint-Denis dans l'instruction des travailleurs.

La Bourse du Travail de Saint-Denis ouvre ses portes en 1892, cinq ans après celle de Paris. Portée par la municipalité socialiste-révolutionnaire élue la même année, elle est sans doute, d'après Jean-Paul Brunet, « la plus active des quelques 9 bourses de la banlieue parisienne que l'on dénombrait en 1907 <sup>86</sup> ». Comme toutes les bourses du Travail, elle a un statut ambigu : « Leur principal rôle, dans l'esprit des pouvoirs publics, est d'assurer le placement des ouvriers et de réunir les syndicats. Les syndicalistes eux-mêmes assignent aux Bourses du travail des fonctions plus larges : *viaticum* - aides matérielles durant les recherches d'emploi, notamment pour les déplacements occasionnés -, aide aux grévistes, coopératives... », explique le chercheur David Hamelin <sup>87</sup>.

En effet, alors que pour les autorités elle doit servir de bureau de placement des ouvriers et de lieu de réunion des syndicats, ses animateurs lui assignent un rôle beaucoup plus vaste d'auto-éducation dans une tentative « d'autonomie culturelle ouvrière » destinée à affranchir l'ouvrier du patron, de l'Eglise et de l'Etat <sup>88</sup>. Parmi les 4 missions que Fernand Pelloutier assigne aux bourses du travail, il place au second rang (immédiatement après le service de la mutualité) le service de l'enseignement. Or, explique-t-il, pour faire vivre « les universités de l'ouvrier », expression que Pelloutier emprunte à Édouard Petit, grand défenseur des institutions d'éducation populaire, la bibliothèque est en élément central.

Les archives de la Bourse du Travail de Saint-Denis ont été perdues ou bien ont été détruites pendant la seconde guerre mondiale : il n'est donc pas facile d'évoquer les activités éducatives qu'elle propose aux ouvriers. Quelques traces demeurent cependant, à commencer par le *Rapport de la commission d'organisation d'une Bourse du Travail* publié

---

<sup>86</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>87</sup> David Hamelin, « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », *Le Mouvement Social*, 2011/2 (n° 235), p. 23-37.

<sup>88</sup> Bastien Cabot, « Une culture de l'autonomie ? Syndicalisme révolutionnaire et culture des producteurs », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2017/1 (n° 35), p. 19-40.

dans un bulletin municipal officiel de Saint-Denis en mars 1893. Le texte détaille les objectifs et le règlement de la Bourse. Les ambitions des fondateurs en matière d'instruction y sont manifestes. On peut y lire en préambule :

« [...] il est utile qu'une ville aussi industrielle que Saint-Denis possède une Bourse du Travail. Pour assurer le bon fonctionnement d'une bourse, il faut [...] mettre à la disposition des travailleurs des deux sexes des locaux propres à défendre leurs intérêts ; mettre dans les mains de ceux qui veulent s'instruire des ouvrages techniques et scientifiques ; faciliter aux travailleurs les moyens de se procurer du travail ; opérer le placement gratuit <sup>89</sup>. »

Le règlement de la bourse publié à la suite, précise :

« Art. 3. — Des salles sont réservées pour des cours professionnels et relatifs à la science sociale sous réserve d'un règlement intérieur <sup>90</sup>. »

Avant de compléter le dispositif d'instruction seconde proposé par les militants syndicaux :

« Art. 21. — Le service de la bibliothèque et des archives est confié au bibliothécaire-archiviste, sous le contrôle de la commission exécutive.

Le bibliothécaire est responsable des volumes composant la bibliothèque ; il doit tenir une comptabilité des objets dont il a la garde, et faire un rapport sur l'état et les besoins de la bibliothèque. Le service de la bibliothèque sera fait par le bibliothécaire ; la salle de lecture sera ouverte de 8 h. à 10 h. le soir, et les dimanches et jours de fêtes de 9 heures à midi.

La bibliothèque est accessible à tous les syndicats adhérents à la bourse ; un service de prêt gratuit sera fait pour tous les syndiqués, sur la présentation d'une lettre munie du timbre du syndicat et signée du secrétaire <sup>91</sup>. »

Le règlement établit donc que l'éducation ouvrière, plutôt que l'éducation populaire constitue, dès l'origine de la Bourse du Travail, un objectif pour les syndicalistes-révolu-

---

<sup>89</sup> « Commission d'organisation d'une Bourse du Travail - Rapport », *BMO* du 22 mars 1893, AMSD 3 D 8 / 14.

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

tionnaires. Dotée d'une bibliothèque et d'un bibliothécaire, la Bourse dispensera sur place une formation professionnelle mais aussi des cours de « science sociale » pour émanciper les ouvriers et développer leur conscience de classe. Mais, malgré la rupture affichée entre le projet éducatif paternaliste et moralisateur des sociétés d'instruction populaire et les ambitions émancipatrices de la Bourse du Travail, demeure une certaine similitude d'approche de la littérature populaire, coupable, aux yeux de Fernand Pelloutier comme à ceux de Jean Macé, d'exercer une influence néfaste sur les travailleurs.

« Il fut un temps d'ailleurs où les rares bibliothèques syndicales se croyaient tenues de compenser la sévérité des ouvrages de technologie ou de science par l'agrément des romans-feuilletons qui font encore aujourd'hui la joie de la loge ou de l'antichambre ; or, il est superflu de dire que vieux et jeunes ouvriers, à qui leur ignorance des événements sociaux et des règles qui les déterminent bornaient l'horizon, qui se croyaient enfermés, eux et les générations qui les suivaient, dans le cercle des salaires de famine et des besoins abêtissantes, qui, du reste, vivant isolés, ne pouvaient engager les discussions vives où s'aiguisent les facultés d'observation et de critique, préféraient aux œuvres élevées les récits pittoresques ou troublants des conteurs populaires <sup>92</sup>. »

Le travailleur est ici décrit comme un homme assujéti par son manque d'éducation, son isolement et sa pauvreté mais qui, aussitôt qu'il aura su se libérer du joug par des lectures saines et enrichissantes, saura se dresser pour combattre la tyrannie capitaliste. Dans l'esprit de ces militants, il y a une identité entre éveil politique et éveil culturel. Fernand Pelloutier ajoute d'ailleurs :

« Comme d'instinct, les Bourses du Travail sont allées aux œuvres les plus propres à épurer le goût, à élever les sentiments, à étendre les connaissances de la classe ouvrière ; les travaux les plus consciencieux, les critiques sociales, économiques et philosophiques les plus nourries et les plus hardies, les œuvres d'imagination les plus hautes : ce sont les aliments qu'elles ont offert à des appétits d'autant plus robustes qu'ils avaient jusqu'alors été moins satisfaits <sup>93</sup>. »

---

<sup>92</sup> Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail...*, *op. cit.*, p. 43.

<sup>93</sup> *Ibid.*

Cette vision eschatologique de la bonne lecture prête aujourd'hui à sourire. Ce « mythe de l'éducation », directement hérité des Lumières, s'appuie sur « l'idée d'une production de la société par un système scripturaire », sur « la conviction qu'avec plus ou moins de résistance, le public est modelé par l'écrit [...], qu'il devient semblable à ce qu'il reçoit, en fin qu'il est imprimé par et comme le texte qui lui est imposé », explique Michel de Certeau <sup>94</sup>. La remarque est vraie pour les sociétés philanthropiques. Elle l'est aussi pour la Bourse du Travail. La comparaison ne s'arrête pas là : l'organisation des conférences proposées pour les travailleurs, avec leur préoccupation hygiéniste, ressemble à s'y méprendre aux thèmes privilégiés par l'*Association Philotechnique*.

« Régulièrement, d'ordinaire chaque mois, une conférence éducative était donnée au siège de la bourse : sur les lois sociales nouvelles, comme sur la loi sur les accidents du travail ou celle qui instituait les retraites ouvrières ; sur le néo-malthusianisme ou sur les méfaits de l'alcoolisme ; sur l'éducation de l'enfance, thème que Sébastien Faure vint développer en décembre 1909, etc. Des fêtes familiales de la Bourse du Travail se tenaient annuellement, au cours desquelles, après une causerie éducative, généralement du secrétaire de la bourse, l'on assistait à un spectacle : pièces réalistes ou d'éducation politique (comme la fameuse pièce de Hanriot, *Biribi*), concerts de musique vocale (chansons révolutionnaires ou récitals lyriques données, entre autres, par la « Lyrique syndicale de la Bourse du Travail ») ; la fête se terminait en général par un bal <sup>95</sup>. »

Faut-il pour autant considérer que le courant du syndicalisme révolutionnaire ne fait que recycler les techniques déjà anciennes développées par les sociétés d'instruction ? Peut-être pas. Au delà des similitudes, il existe des différences profondes entre les deux systèmes. La bibliothèque n'est pas statutairement une bibliothèque populaire : elle ne perçoit donc pas de subventions du conseil général de la Seine, bien qu'elle bénéficie de dons de livres techniques de la part du ministère du Commerce provenant des expositions universelles <sup>96</sup>. Elle n'est pas, par conséquent, soumise au contrôle de la commission des bibliothèques populaires. Elle donc est libre d'acquérir les livres qu'elle souhaite, à commencer par des ouvrages de politique et de science sociale, ce qui est impossible dans les bibliothèques de la *Ligue*

---

<sup>94</sup> Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, t. 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

<sup>95</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge... op. cit.*, p. 15.

<sup>96</sup> Jacques Julliard, « Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe », *Le Mouvement social*, avril-juin 1971 (n° 75), Paris, Éditions l'Atelier, 1971.



ou de l'*Association Philotechnique*. Aussi peut-on trouver sur leurs étagères, d'après Fernand Pelloutier « les maîtres de l'économie politique, d'Adam Smith jusqu'à Marx », de la critique et des synthèses sociales, depuis Saint-Simon jusqu'à Kropotkine <sup>97</sup> ». Signe d'une ouverture d'esprit remarquable, on peut aussi trouver dans les catalogues des bibliothèques des bourses du travail des ouvrages religieux soigneusement proscrits dans les fonds des bibliothèques populaires laïques. Quant aux romans, si les ouvrages d'Emile Zola figurent aux catalogues des bourses du travail, leurs verve réaliste n'a jamais permis qu'ils soient admis par la commission des bibliothèques populaires <sup>98</sup>. Le but des bibliothèques des bourses du travail est donc bel et bien de permettre à l'ouvrier et à l'ouvrière de construire, pour eux-mêmes mais surtout par eux-mêmes une culture émancipatrice. Dans le même ordre d'idée, ce sont les permanents des bourses qui assurent les causeries éducatives. Et si des soirées littéraires sont organisées, c'est pour y chanter des hymnes révolutionnaires ou y interpréter des pièces réalistes.

En conclusion, le territoire de Saint-Denis, est, entre 1880 et 1901 quadrillé de sociétés d'éducation populaire et de dispositifs de prise en charge des jeunes adultes issus du monde ouvrier. Cours pour adultes ou cours spéciaux municipaux, patronages laïcs et sociétés scolaires, *Association philotechnique*, *Ligue de l'Enseignement laïc*, *Bourse du Travail*. Il faut aussi citer l'*Université Populaire*, dont les conférences attireront, plutôt dans les années 1900, un public nombreux. La plupart de ces organisations partagent un but commun, encadrer par la culture académique le monde ouvrier, mais elles sont en compétition les unes avec les autres.

Dans ces organisation concurrentes, patrons, notables républicains, instituteurs, ouvriers initient, développent, font vivre tour à tour un impressionnant réseau qui ne se limite pas, à l'instar des amicales scolaires chargées de placer les camarades ayant quitté l'école, à de simples cours du soir. À la fois lieux de sociabilité, d'éducation, d'insertion professionnelle, d'aide juridictionnelle, elles concernent des milliers d'ouvriers, souvent sans attaches, conscients que leur émancipation repose sur des stratégies de fréquentation des sociétés d'instruction populaire.

---

<sup>97</sup> Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail...*, *op. cit.*, p. 43.

<sup>98</sup> Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIX<sup>e</sup> siècle », art. cité, p. 36.

Cependant, bien qu'il existe des bibliothèques ouvertes au public à Saint-Denis à partir des années 1870 soutenues financièrement et matériellement par la commune, il n'existe pas d'institution publique d'éducation par le livre <sup>99</sup>. Le pouvoir communal poursuit une stratégie de diffusion de la lecture appuyée sur différentes sociétés de la ville auxquelles elle apporte une aide. Cette situation s'explique en partie parce que dans un contexte de crise budgétaire municipale chronique, les élus privilégient des dépenses électoralement plus rentables, mais aussi par l'absence de cadre réglementaire régissant les métiers des bibliothèques dans les communes. À partir de 1880, la consolidation de la III<sup>e</sup> République et l'émancipation des communes qu'elle autorise contribuent à modifier le rapport du pouvoir municipal à la lecture et à la conservation des livres.

---

<sup>99</sup> On pourrait également citer la *Bibliothèque populaire libre de la Plaine*, les bibliothèques d'entreprises, comme celle de Christofle, ou même une éphémère bibliothèque socialiste rassemblée en 1896 par le Cercle d'Union socialiste, un groupe marginal cherchant à dépasser les antagonismes entre possibilistes et blanquistes.

## Chapitre 3. Bibliothèque et affirmation municipale

Si les années de la décennie 1890 correspondent à l'acte de naissance de la bibliothèque municipale de Saint-Denis, la figure qui incarne le mieux cette institution est sans conteste Fernand Bournon. Tout à la fois historien, professionnel du livre et citoyen engagé, Fernand Bournon n'a jamais eu l'honneur d'accueillir les lecteurs entre les murs de la bibliothèque. Il est pourtant celui qui, par son action et ses idées, a impulsé l'élan qui a transformé un encombrant dépôt de confiscations révolutionnaires en une administration de la mémoire au service de l'affirmation municipale de Saint-Denis.

### 1. Du dépôt littéraire à la bibliothèque communale, 1790 - 1889

La bibliothèque communale trouve son origine dans la Révolution française. Après la dissolution des communautés religieuses, leurs biens sont saisis. L'abbé Grégoire évalue à près de 10 millions le nombre de volumes confisqués en France, dont environ 2 millions à Paris <sup>100</sup>. Les livres confisqués à l'abbaye et dans d'autres lieux religieux du district : couvents du Mont-Valérien ou des Minimes de Passy, des Vertus d'Aubervilliers, des Génovéfains de Nanterre, des Pénitents de Belleville sont centralisés en 1790 à Saint-Denis, le chef-lieu, rebaptisé Franciade. Les livres les plus précieux sont rapidement triés et emmenés pour être déposés à Paris. Les doubles sont laissés sur place, mais ils appartiennent à la nation depuis le décret sur la constitution civile du clergé. La ville réclame en 1797 « la formation à Franciade d'une bibliothèque à prendre dans le dépôt littéraire établi en cette commune » et obtient l'autorisation du ministère de l'intérieur <sup>101</sup>. Les sources divergent sur le nombre de volumes déposés : alors qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les contemporains évoquaient 6 à 7 000 volumes, Fernand Bournon n'en trouve que 4 000 à 5 000 cent ans plus tard <sup>102</sup>. Les livres sont installés à partir de 1799 à l'Hospice devenu l'Hôtel de ville où ils se trouvent toujours en 1886, sans que le dépôt ait d'ailleurs beaucoup évolué : « Depuis ce moment la bibliothèque ne s'est enrichie que d'un très petit nombre de volume » affirme Fernand Bournon <sup>103</sup>.

---

<sup>100</sup> Henri Comte, *Les bibliothèques publiques en France*, Lyon, Imprimerie Bosc Frères, 1977.

<sup>101</sup> Fernand Bournon, *La bibliothèque de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis*, Saint-Denis, Imprimerie Henri Bouillant, 1894. [non paginé]

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

Quant au fonds lui-même :

« Il présente un caractère encyclopédique : ouvrages d'histoire (religieuse ou non), de droit, traités de théologie, livres de sciences physiques, de médecine, de mathématiques, textes littéraires, récits de voyage, etc. On y trouve l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, mais aussi des périodiques anciens comme le *Journal des savants* ou la *Gazette d'Amsterdam*. Parmi les incunables, on peut mentionner une *Biblia sacra* de 1478, une *Scholastica historia* de Pierre le Mangeur de 1486 ou encore les *Historiales partes Domini* (1484) d'Antonin, évêque de Florença. Pour les ouvrages postérieurs, citons *La fortification démontrée et réduite en art* (1604) de I. Errard de Bar-le-Duc ou l'*Histoire de l'abbaye royale de Saint-Denis en France* (1706) de Dom Michel Febilien. Parmi les pièces manuscrites, on trouve un document signé de Pierre, abbé de Saint-Denis au début du XVI<sup>e</sup> siècle ; un autre porte la signature d'Henri IV et est daté du camp de Saint-Denis, 24 juillet 1590 <sup>104</sup>. »

À l'instar de nombreuses villes du pays, le budget que la commune consacre à la bibliothèque jusqu'en 1886 est dérisoire. Sous le Second Empire, seules les villes d'importance consacrent un budget à la conservation des livres et à l'enrichissement des collections. Marseille, Bordeaux, Lyon, dépensent environ 7 000 francs par an pour leurs bibliothèques. Leurs collections sont bien sûr beaucoup plus riches que celles de Saint-Denis <sup>105</sup>. Le bulletin municipal officiel de 1887 fait mention pour la première fois d'un budget pour l'entretien de la bibliothèque communale : il est de 17 francs en 1886, 100 francs en 1887 <sup>106</sup> ! Il consiste principalement en des frais de reliure pour maintenir les ouvrages dans un état de conservation correct. La bibliothèque communale existe de fait, mais son statut est ambigu : la municipalité a la responsabilité d'ouvrages qui appartiennent à l'Etat. Avant 1889 elle ne constitue pas un service communal destiné à mettre la grande littérature et les humanités à la disposition du plus grand nombre. Elle représente tout au plus

---

<sup>104</sup> Damien Keller, *La valorisation des collections patrimoniales : le cas de la bibliothèque municipale de Saint-Denis*, mémoire d'étude du diplôme de conservateur, Villeurbanne, École Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques, 2000. [en ligne]

<sup>105</sup> Ministère de l'instruction publique et des cultes, *Tableau statistique des bibliothèques publiques des départements, d'après des documents officiels recueillis de 1853 à 1857*, Paris, Imprimerie P. Dupont, 1857.

<sup>106</sup> « Budget municipal de la ville de Saint-Denis pour l'année 1887 », *BMO* n°56, du 20 mars 1887, AMSD, 3 D 8 / 8.

un faire-valoir pour la ville qui peut, à travers les collections anciennes conservées entre les murs de l'Hôtel de ville, s'enorgueillir d'un prestigieux passé.

Le développement des bibliothèques publiques a été rendu possible par une conjonction de facteurs issus d'un contexte administratif et politique favorable pendant le Second Empire et la III<sup>e</sup> République. La charte communale du 5 avril 1884 qui attribue aux communes une clause générale de compétence et fait désigner les conseillers municipaux par le suffrage universel complète la loi de 1882 autorisant l'élection du maire par les conseillers municipaux<sup>107</sup>. Ces décisions « consacrent l'autorité, une et irréductible, des maires » pour administrer, au nom de la République, les territoires communaux<sup>108</sup>. Toujours présente, la tutelle exercée par l'Etat, via la préfecture, se traduit par le contrôle de la légalité des décisions des conseils municipaux, mais le pouvoir édilitaire acquiert une légitimité démocratique nouvelle, basée sur la volonté du corps électoral de la commune. La situation contraste avec le statut du maire sous le Second Empire, en général considéré comme un factotum du préfet.

Cette évolution majeure s'accompagne, dans les années qui suivent, d'une série de circulaires et de décrets qui précisent, dans l'esprit de la charte municipale de 1884, les missions qui incombent aux municipalités pour la conservation et le développement des collections de livres.

Ces textes réglementaires témoignent d'une continuité dans l'intérêt porté au développement de l'instruction et des bibliothèques. Ils font suite au projet initié par la monarchie de Juillet de faire un inventaire précis des collections des bibliothèques communales et de mettre à profit ces fonds pour favoriser l'instruction du peuple. « Les bibliothèques furent considérées, du moins en théorie, comme partie intégrante de l'éducation, aidant à compléter l'instruction des citoyens au sortir de leur scolarité ; le regain d'intérêt pour les bibliothèques sous le règne de Louis-Philippe peut être considéré comme une reprise de l'action des révolutionnaires, qui avaient aussi souhaité mettre les bibliothèques au service de

---

<sup>107</sup> « Loi tendant à attribuer aux conseils municipaux dans les chefs lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints du 28 mars 1882 », *Journal officiel* n°87 du 29 mars 1882, « Loi sur l'organisation municipale du 5 avril 1884 », *Journal officiel* n°96 du 6 avril 1884.

<sup>108</sup> Emmanuel Bellanger, « Le maire au XX<sup>e</sup> siècle, ou l'ascension d'une figure « sympathique » et « intouchable » de la République », *Pouvoirs*, 2014/1 (n° 148), p. 15-29.

l'instruction et avaient voulu les rendre accessibles à tous <sup>109</sup> » souligne l'historien des bibliothèques Graham Barnett. L'ensemble de ces décrets vise la constitution de comités d'inspection et d'achat des bibliothèques dont la mission est de contrôler la bonne conservation par les communes des ouvrages appartenant à l'État, mais aussi de mettre en valeur les collections des villes. Or ces collections, héritées de l'ancien régime, sont inadaptées par leur forme et par leur destination à un usage large. Outre que les sujets des ouvrages ne couvrent pas les besoins de formation de la population, les livres sont souvent écrits en latin, en grec, et rares sont ceux qui peuvent les déchiffrer. Si l'État sous Louis-Philippe envisage un enrichissement des collections, il ne précise pas qui aura la charge d'acquérir les nouveaux ouvrages. Ainsi, l'ordonnance royale du 22 février 1839 précise dans son article 38 :

« Art. 38. — Il sera établi par notre ministre de l'Instruction publique, dans toutes les villes qui possèdent une bibliothèque, sous la présidence du Maire, un comité d'inspection de la bibliothèque et d'achat des livres, qui déterminera l'emploi des fonds consacrés aux acquisitions, la confection des catalogues, les conditions des échanges proposés. Tous les ans, à l'époque des vacances, l'état des acquisitions sera adressé à notre ministre de l'Instruction publique, pour être annexé au grand livre des bibliothèques de France. »

En plus de la question des nouvelles acquisitions, la désignation des comités par la tutelle ministérielle constitue à l'évidence la pierre d'achoppement entre les municipalités et l'État. Ces dernières y voient une tentative d'intervention du pouvoir central dans les affaires communales. C'est pour cette raison que peu de comités voient le jour dans cette période, obligeant les préfets à de fréquents rappels de la loi aux maires.

La circulaire du 28 juin 1886, « relative aux comités d'inspection et d'achats institués près les bibliothèques publiques, en vertu de l'ordonnance [royale] du 22 février 1839 » ne change pas les obligations faites aux maires toujours responsables de la conservation des dépôts de livres relevant de la richesse nationale <sup>110</sup>. Mais elle constitue une rupture avec les ordonnances précédentes pour trois raisons. En s'adressant directe-

---

<sup>109</sup> Barnett Graham Keith, Sardat Thierry et Lefèvre Yves, *Histoire des bibliothèques publiques en France de la Révolution à 1939*, Éditions du Cercle de la Librairie, 1987.

<sup>110</sup> Cécile Quach, *Histoire des bibliothèques municipales de 1880 à 1910 : vers une modernisation ?*, mémoire de diplôme de conservateur dirigé par Raphaële Mourens, Villeurbanne, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 2013.

ment aux maires, qui sont non seulement les représentants de la commune, mais aussi ceux de l'Etat, elle place ces derniers en situation de responsabilité dans la bonne conservation des ouvrages dont la commune a la charge. Elle reconnaît de facto leur pouvoir ainsi que la coopération nécessaire entre les services de l'Etat et les communes dans le respect de l'intérêt général. Elle se situe en cela dans la continuité de la loi municipale de 1884, dont elle constitue une déclinaison. Elle est représentative des conceptions politiques d'alors en ce qu'elle assure un ancrage des pratiques républicaines en s'appuyant sur les pouvoirs des communes.

En second lieu, la circulaire de 1886 est rédigée comme une explicitation de celle de 1839. Rédigée comme un guide technique, elle détaille, à l'intention du maire et des membres du comité, les pratiques vertueuses permettant le développement de la bibliothèque : rôle du bibliothécaire, acquisitions, conservation des volumes, classement, recouvrements, lutte contre le vol et l'incendie... Les différentes techniques de conservation qui y sont exposées contribuent à cadrer l'intervention municipale et, ce faisant, ébauchent un référentiel des missions du bibliothécaire.

Enfin, la circulaire accorde au maire un pouvoir accru pour désigner les membres du comité. Alors que dans la circulaire de 1839, le maire, membre de droit du comité, laisse au préfet la nomination des autres membres, il obtient en 1886 le droit de proposer au préfet les noms des membres du comité, qui peuvent être choisis parmi « les membres des sociétés, les érudits de toute sorte, les professeurs, les médecins, les magistrats, les avocats, les industriels ». La mise en place de ces comités contribue à transférer les missions d'éducation populaires des sociétés vers l'administration municipale. À Saint-Denis, l'étude des budgets communaux, et notamment la répartition des subventions aux différentes sociétés en témoignent : alors qu'en 1887 les deux grandes sociétés philanthropiques reçoivent environ 1 500 francs annuels de subvention, la bibliothèque municipale en reçoit 100 ; en 1900, la *Ligue* et l'*Association philotechnique* reçoivent 250 francs et la bibliothèque municipale 1 000.

La circulaire de 1886 marque un tournant pour les bibliothèques publiques : en s'appuyant sur les communes et leur représentants, les maires et leurs adjoints, mais aussi les associations de promotion et de diffusion de la lecture, en guidant les opérations techniques de conservation, le texte réglementaire contribue à dépasser la gestion paramunicipale de la lecture pour donner un cadre légal et local à la bibliothèque. La circulaire

ouvre la voie à la transformation des bibliothèques populaires en institutions communales avec une commission, un budget, du personnel.

## 2. Fernand Bournon, archiviste-bibliothécaire

Parallèlement à la prise en compte des bibliothèques publiques par le législateur, les *Instructions relatives à la conservation et à la mise en ordre des archives des communes* du 16 juin 1842 et les *Instructions pour le classement et l'inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790* du 25 août 1857 définissent le cadre général de conservation des archives des communes et donnent des instructions précises sur l'organisation de leur classement. Dans une ville comme Saint-Denis, dont la démographie a connu un accroissement considérable pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, la question est particulièrement sensible : en plus d'assurer le classement et la conservation des archives anciennes héritées des confiscations révolutionnaires, la municipalité doit aussi traiter une quantité toujours plus importante de documents récents en raison de sa croissance soutenue et du développement de son administration. C'est d'ailleurs pour assurer cette mission réglementaire que la ville fait appel à Fernand Bournon à partir de 1886.

Pourtant, en dépit de ce fait, c'est presque forcés que les élus de Saint-Denis font appel à un professionnel à partir de 1886. L'affaire commence avec une lettre de délation écrite par Etienne Bruel dans laquelle il dénonce à la préfecture de la Seine le vol de livres précieux issus de la bibliothèque ancienne <sup>111</sup>. Le scandale n'en est pas un : les livres ont été empruntés à la va-vite, pour des raisons professionnelles, en passant par un élu. Le responsable reconnaît publiquement son erreur et les livres empruntés sont restitués rapidement. Mais le préfet de la Seine, par l'intermédiaire de son directeur de cabinet, profite de cette affaire pour donner quelques conseils au maire de Saint-Denis en matière de conservation des précieux ouvrages et de « confier à un bibliothécaire la garde des précieux documents historiques conservés dans la bibliothèque de Saint-Denis et de n'en donner communication que sur place, dans une salle surveillée, à des personnes munies d'autorisations spéciales <sup>112</sup>. » La lettre revient par la suite sur la question d'une biblio-

---

<sup>111</sup> Etienne Bruel est un des principaux soutiens du Boulangisme à Saint-Denis. Cette lettre vise en réalité à jeter le discrédit sur Edouard Grauce, directeur du *Journal de Saint-Denis*, ardent républicain et emprunteur des fameux documents. À l'occasion d'une nouvelle plainte d'Etienne Bruel, on trouvera dans le bulletin municipal officiel de Saint-Denis n° 147 daté du 31 janvier 1894 un utile rappel de l'affaire.

<sup>112</sup> Cabinet du préfet de la Seine, 2<sup>e</sup> bureau, *Lettre du préfet de la Seine à M. le maire de Saint-Denis*, Paris, le 8 novembre 1886, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.



thèque communale à Saint-Denis : « il est regrettable que la ville de Saint-Denis ne soit pas pourvue d'une bibliothèque communale publique, sur le modèle de celles qui existent dans tous les quartiers de Paris et dans presque toutes les communes du département ; je ne doute pas que la création d'un établissement de ce genre ne fût accueillie avec ferveur par la population si intelligente et si laborieuse de Saint-Denis, à laquelle il rendrait assurément de grands services. » C'est donc semble-t-il à la demande appuyée de la préfecture de la Seine que le conseil municipal de Saint-Denis a pris la décision de recruter un archiviste pour s'occuper des collections anciennes. Ce sera Fernand Bournon.

Né en octobre 1857, Fernand Bournon est un intellectuel engagé, un historien et un journaliste. Arrière petit-fils d'esclave, petit-fils d'un député de la Martinique sous la Seconde République, il grandit entre Paris et Blois, où son père, capitaine, est en garnison. Admis à l'école des Chartes à l'occasion du concours du 13 novembre 1875, il en sort diplômé le 20 janvier 1879 en tant qu'archiviste-paléographe, avec une thèse remarquable sur l'Hôtel Royal de Saint-Pol <sup>113</sup>. Nommé à Blois en 1879, il travaille au classement des archives tout en prenant rapidement une part active dans la vie locale. Il se distingue déjà par ses prises de positions et reproduit en 1882 « La misère dans le Blésois en 1664 » un rapport qui décrit la banalité de la famine à l'époque moderne sous un jour particulièrement cru <sup>114</sup>. Cependant, impatient de retrouver Paris, son terrain d'études privilégié, Fernand Bournon accepte à partir de 1886 un poste d'archiviste à Saint-Denis qui le rapproche de la capitale. Sa force de travail considérable de lui permet, tout en travaillant pour la ville de Saint-Denis, de rédiger de nombreuses études sur l'histoire de Paris, comme une histoire de la Bastille pour laquelle il reçoit, en 1893, le prix Théroutte de l'Académie Française <sup>115</sup>. En 1896, il dirige la rédaction des *Etats des communes*, une somme de 70 monographies communales du département de la Seine compilant données historiques, géographiques, sociales et politiques. Ce travail reste à ce jour une source incontournable d'informations sur Paris et sa région à la Belle Époque. La nouvelle majorité municipale élue en 1896 met définitivement fin à son traitement, vraisemblablement en raison de sa proximité avec les édiles socialistes. C'est le dernier poste de Fernand Bournon en tant qu'archiviste. Il se consacre à partir de cette date à la collaboration commu-

---

<sup>113</sup> [sans titre], Journal des débats politiques et littéraires du 19 février 1879.

<sup>114</sup> « Fernand Bournon, archiviste et intellectuel engagé – 1892 », Archives municipales de Saint-Denis, [en ligne].

<sup>115</sup> « Académie française, séance du 1<sup>er</sup> juin », Journal des débats politiques et littéraires du 2 juin 1893.



Fernand Bournon, date inconnue, Fonds iconographique de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris.

cée en 1894 avec le *Journal des Débats Politiques et Littéraires*. Pour le journal, il suit l'actualité de l'archéologie, rédige la chronique « Il y a cent ans » et continue à titre personnel ses recherches sur l'histoire de Paris <sup>116</sup>. Volontiers vulgarisateur, Fernand Bournon est aussi un professionnel témoignant d'une conception engagée du rôle de l'historien dans la république. Signataire du manifeste des intellectuels en 1898, il participe en tant qu'expert au procès Zola, dans le cadre de l'affaire Dreyfus, au service d'un impératif de

---

<sup>116</sup> « Les obsèques de Fernand Bournon », *Journal des débats politiques et littéraires* n° 5 du 6 janvier 1909. [en ligne]

vérité <sup>117</sup>. Mais à l'image de nombreux contemporains, Bournon restera, jusqu'à sa mort soudaine en 1909, un patriote profondément attaché à la mission que la République a assigné à l'histoire et aux historiens : celle d'édifier la nation en la légitimant par le passé.

Il semble que Fernand Bournon a été appelé pour classer les archives en remplacement de son confrère Cécile <sup>118</sup> pendant la mandature Leroy. L'Hôtel de ville de Saint-Denis récemment construit inclut une salle spécialement aménagée pour l'accueil des archives. Celles-ci étaient auparavant stockées dans les locaux de l'ancien Hôtel-Dieu, dans d'assez mauvaises conditions. Le bâtiment, menacé par la ruine, sera d'ailleurs démoli au tournant du nouveau siècle. La délibération du conseil municipal fait en outre mention de la déception des élus. Le décalage entre les efforts financiers consentis par la commune (près de 2 000 francs) et les résultats produits par Cécile est important. L'arrivée de Fernand Bournon semble donc attendue par les représentants élus de l'Hôtel de ville de Saint-Denis, soucieux d'afficher l'excellence de leur gestion administrative et de montrer à travers la conservation d'un patrimoine d'importance l'éminence de leur cité.

Indemnisé par la commune à hauteur de 1 800 francs annuels, pour un travail ponctuel mais régulier de mise en ordre des archives, Fernand Bournon est recruté en 1886 <sup>119</sup>. Il ne faut donc pas l'imaginer travaillant à la mairie à temps complet : de tels statuts n'existaient pas à cette époque pour les archivistes municipaux. Il est en outre accaparé par d'autres fonds dont il a la charge, ainsi que par ses travaux personnels de recherche historique. Il s'attelle à la tâche dans la foulée de la décision municipale et travaille pendant deux années consécutives ; par conséquent le bulletin officiel municipal fait peu référence aux travaux de classement de l'archiviste avant 1889.

### 3. Vers une bibliothèque populaire publique : les débuts d'une administration municipale de la lecture

À l'été 1889, Eugène Rémy, un conseiller municipal radical, par ailleurs membre de la loge l'*Union philanthropique*, fait un important rapport à ses pairs sur l'« état d'avancement d'un classement des archives de la ville ». Après des éloges sur les ouvrages entreposées depuis la Révolution « richesse scientifique », « petit trésor », il insiste sur l'intérêt

---

<sup>117</sup> Protestataires », *L'Aurore* n°91 du 17 janvier 1898. [en ligne]

<sup>118</sup> *BMO* n°39 du 21 novembre 1886, AMSD 3 D 8 / 7.

<sup>119</sup> *BMO* n°290 du 10 décembre 1896, AMSD 3 D 8 / 16.

politique de la mise en valeur d'un tel fonds pour la commune qui y trouverait l'occasion de « montrer sa vitalité <sup>120</sup> ». Eugène Rémy souligne l'« urgence » à entreprendre ce chantier.

Les nombreuses interventions de Rémy en conseil municipal montrent un intérêt vif pour les objets se rattachant à la sphère culturelle : livres, histoire, archéologie, musée. Mais son discours de 1889 porte l'empreinte évidente de Fernand Bournon, fin connaisseur du contexte législatif et des techniques de conservation en tant qu'archiviste-paléographe formé à l'École des Chartes. Le rapport repose en effet sur une série de propositions qui constituent un *vade mecum* des démarches à entreprendre pour la transformation de la bibliothèque publique en bibliothèque populaire publique. Ce changement de statut est fondamental : il introduit la notion d'un service public de bibliothèque rendu à la population de Saint-Denis par l'administration de la commune. Il marque la naissance de la bibliothèque municipale.

Il existe en effet deux statuts différents pour les bibliothèques populaires. Celles dites *libres* trouvent leur origines et leur administration par des associations, c'est le statut des bibliothèques de la *Ligue de l'Enseignement* ou de l'*Association philotechnique*, tandis que les bibliothèques populaires publiques sont administrées par les communes. En terme de fonctionnement, les deux entités impliquent les mêmes contraintes sur le plan réglementaire et sont soumises aux mêmes inspections. Les mesures proposées comprennent : le vote annuel d'une somme au budget pour l'édition du catalogue et pour l'achat de livres ; la prise en charge du traitement de l'archiviste-bibliothécaire ; la constitution d'une commission de surveillance et d'achat qui contrôlera la probité des ouvrages ; l'agrément des crédits votés par l'administration préfectorale et la nomination des membres par mêmes arrêtés ; la transmission des différents actes au ministère de l'Instruction publique. En contrepartie de la réalisation de l'ensemble de ces conditions, l'État, via le ministère, reconnaît dès lors l'existence légale de la bibliothèque et autorise le classement du dépôt littéraire comme *bibliothèque publique*. Ce statut permet de recevoir du public ; d'obtenir de la part de la préfecture et du ministère des dons d'ouvrages, issus de dépôts en double ou des expositions universelles ; de bénéficier de subventions du Conseil général.

---

<sup>120</sup> Eugène Rémy, « Rapport de la commission de l'Enseignement sur l'état d'avancement d'un classement des archives de la ville », *Délibération du conseil municipal du 24/08/1889*, AMSD 3 D 8 / 10.

C'est bien à l'initiative de Fernand Bournon, relayée par le frère Eugène Rémy, que les élus de Saint-Denis vont découvrir l'intérêt des collections d'ouvrages entreposés à l'Hôtel de ville. Les intentions des élus, mais aussi leurs interrogations, apparaissent dans la délibération du jour où le rapport a été communiqué <sup>121</sup>. Parmi les arguments évoqués, deux raisons sont mises en avant : la connaissance de l'histoire de la commune et la question de l'intégrité territoriale. La bibliothèque est ici envisagée comme un adjuvant de l'administration municipale, consolidant le cadastre ou prolongeant la mémoire municipale conservée dans les archives. Ces missions apparaissent sans doute aux élus comme d'une brûlante actualité : les litiges territoriaux avec Epinay pour le hameau de la Briche ou dans le cadre de l'agrandissement du cimetière de La Chapelle désormais sur le territoire de Saint-Denis nous le rappellent <sup>122</sup>. Sur le sujet des litiges que la municipalité souhaite régler, la question de la propriété de la Petite Paroisse, église du couvent des Carmélites, est soulevée dans le débat qui suit l'exposé.

La délibération intitulée « Choix du comité d'achats de livres et de surveillance de la bibliothèque de la ville », est adoptée par le conseil municipal en novembre 1889 <sup>123</sup>. Cette proposition ne peut que satisfaire les parties en présence. Les membres du comité de la bibliothèque réalisent de fait les acquisitions des ouvrages. Ils ont un rôle de prescripteurs pour la définition de l'offre de lecture à l'échelle de la commune. Sans surprise, puisqu'en conformité avec la circulaire de 1886, et en respectant son ancrage républicain, le maire Emile Revest désigne à cet effet des commissaires déjà investis dans les activités philanthropiques et de l'éducation populaire : deux industriels (Alcide Poirrier et Picou), un ingénieur (Bulot) et un médecin (Iszenard) patronnent l'*Association philotechnique*. À cette liste s'ajoutent deux notaires (Besnard et Son-Dumarais), des érudits locaux, ainsi que l'ensemble de la commission d'enseignement, où siègent des élus socialistes (Albert Walter) et des enseignants (Prévost). Ces derniers sont proches de la *Ligue de l'Enseignement*, qu'ils y enseignent, comme Prévost, où qu'ils en aient été élèves, comme Albert Walter.

Cette décision est importante sur le plan pratique, mais aussi symbolique. La future bibliothèque municipale est de facto perçue comme un prolongement de l'instruction pri-

---

<sup>121</sup> BMO n°214 du 02 mai 1895, AMSD 3 D 8 / 15.

<sup>122</sup> Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale »...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>123</sup> BMO du 5 novembre 1889, AMSD 3 D 8 / 10.

maire dispensée aux enfants de la commune, mais aussi comme un outil complémentaire de l'action des bibliothèques populaires fonctionnant déjà dans la ville. Les acteurs de l'instruction populaire de la ville, déjà très bien représentés au conseil municipal s'assurent-ils de la préservation de leurs réseaux politiques en contrôlant la nouvelle institution ? L'Etat républicain, quant à lui, peut être satisfait : en s'appuyant sur le système communal il parvient à garantir la conservation des ouvrages anciens, mais aussi à développer une institution à vocation culturelle capable d'assurer la promotion de ses valeurs et dont il assure le contrôle. Quant au bibliothécaire, qui pérennise son emploi et invente, au passage, sa fonction sociale.

#### 4. Une histoire municipale de Saint-Denis ?

À la publication de la décision s'ajoute la reproduction d'une lettre écrite à l'intention du conseil municipal par Fernand Bournon et envoyée le 1<sup>er</sup> novembre, dans laquelle l'archiviste propose la rédaction d'une histoire de Saint-Denis destinée à l'enseignement primaire. Il s'inspire sans doute du modèle de l'histoire générale de la ville de Paris, une collection de publications commencée par le baron Hausmann en 1866 et à laquelle Fernand Bournon a contribué en 1888 avec une monographie sur la Bastille.

« Monsieur le maire, Messieurs les conseillers municipaux,

j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation le projet que j'ai formé et que quelques-uns d'entre vous ont bien voulu accueillir d'écrire une histoire de la ville et du canton de Saint-Denis plus spécialement destinée à l'enseignement primaire. Vous avez pu constater et regretter que dans les programmes d'instruction l'histoire locale est complètement laissée de côté. C'est là une lacune qui peut surprendre, car, pour les enfants d'une ville, d'une région, rien ne doit offrir, à mon avis, plus d'intérêt que la connaissance du passé de cette ville, de cette région où ils sont nés, qu'ils habiteront peut-être toute leur vie, du moins qu'ils aimeront toujours, comme on aime la petite patrie en même temps que la grande.

Saint-Denis a eu, déjà, grâce à sa célèbre abbaye, plusieurs historiens, mais aucun d'eux n'a songé qu'autour de cet édifice illustre qui évoque tant de souvenirs, une ville s'était peu à peu constituée, agrandie, enrichie de monuments qui lui sont propres,

car, c'est sur ses deniers qu'elle les a construits, au point qu'aujourd'hui elle peut rivaliser, à tous égards, en importance avec beaucoup de nos grandes villes de province.

Donc, sans laisser de côté l'histoire et la description de la basilique, c'est surtout une histoire municipale de Saint-Denis que je me proposerai d'écrire.

J'y montrerais comment la ville est née, s'est accrue, avec quelles ressources, quelles administrations s'y sont succédées et le rôle de chacune d'elles, quels grands événements se sont accomplis dans ses murs et sous ses murs, quelle est l'origine de ces monuments et du nom de ses rues, quels efforts elle fait chaque jour et dans quel démocratique esprit pour augmenter sa propriété morale et matérielle. J'y ajouterais enfin, une série de renseignements administratifs ou l'écolier, futur citoyen, apprendrait à connaître toutes les notions essentielles de la vie civique et de l'administration municipale.

Je serais heureux, Messieurs, d'avoir votre approbation pour ce projet et en même temps, l'espérance que vous voudrez bien décider l'admission de ce petit livre dans les écoles de la ville. Fort de votre assentiment, en dehors du temps que je consacre aux archives de l'hôtel de ville, de façon à ce que l'œuvre vous soit définitivement soumise dans les premiers mois de l'année prochaine.

Veillez croire, Messieurs, à l'assurance de ma respectueuse considération.

Signé : Fernand Bournon  
archiviste-paléographe de la ville  
de Saint-Denis, officier d'académie <sup>124</sup> »

Bien que l'action de Fernand Bournon s'inscrive à l'échelle locale, elle peut être, en tous points, pensée dans les fonctions qu'Anne-Marie Thiesse assigne à l'histoire nationale. La commune est ici présentée comme « un être collectif pérenne, ce que l'histoire est en charge de démontrer <sup>125</sup>. » Il s'agit pour l'historienne d'un récit construit qui met en avant

---

<sup>124</sup> « Proposition de M. Bournon, archiviste de la ville », *Délibérations et débats du conseil municipal de Saint-Denis du 10 septembre 1887 au 4 janvier 1890*, AMSD 1 D 1 039, p. 450.

<sup>125</sup> Anne-Marie Thiesse, « L'Histoire de France en musée. Patrimoine collectif et stratégies politiques », *Raisons politiques*, 2010/1 (n° 37), p. 103-117.

« les combats pour la liberté et contre l'oppression, les sacrifices individuels pour le salut commun, l'union de tous les membres de la nation [ici de la commune] par-delà leurs divisions ». Fernand Bournon insiste d'ailleurs sur la parenté unissant l'amour de la ville natale à celui de la patrie.

Les intentions de l'archiviste sont mieux perceptibles dans le manuel d' « histoire municipale » qu'il évoque, publié en 1893 par Delagrave. Avec son manuel d'enseignement, Fernand Bournon propose une historiographie de la mémoire locale. C'est qu'il s'agit d'écrire à l'adresse des enfants de Saint-Denis une histoire fondée sur l'appartenance à « une petite patrie <sup>126</sup> », reposant sur une culture commune. Mais aussi, instruction civique oblige de fonder une « culture municipale » car, écrit-il en préambule « le rôle que la commune joue dans l'État (...) ressemble à celui d'un individu dans une famille ». Double intention, donc, que celle de servir à la fois les habitants et la cité. Le livre d'histoire, édité aux frais de la municipalité pour être distribué aux élèves de l'enseignement primaire, est conservé aux archives de la ville <sup>127</sup>. C'est un document particulièrement précieux qui donne à voir, de manière explicite, puisqu'adressé à des enfants, les valeurs défendues par Bournon et mises en avant par les autorités municipales. Bien qu'il ait été distribué en 1893, sous la mandature de Walter, premier maire socialiste de la ville, l'ouvrage porte surtout la marque des conceptions républicaines de l'époque. Il est à cet effet intéressant de remarquer qu'il revient aux élus socialistes-révolutionnaires l'initiative d'avoir commandé ces manuels d'histoire et d'en avoir rémunéré Fernand Bournon, preuve que le projet de manuel d'histoire municipale de Fernand Bournon faisait consensus à Saint-Denis. Le manuel obéit à une dialectique permanente entre grande et petite patrie, entre histoire locale et nationale. « La ville natale, c'est la petite patrie dans la grande ; on apprend à l'aimer davantage encore en suivant sa marche constante à travers les siècles, vers la civilisation et le progrès. », assure l'auteur.

L'insistance de Fernand Bournon sur le lien unissant les habitants à leur terre et à leurs institutions politiques est à l'image de cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle. La mutation industrielle de la France, le transfert rapide des populations rurales vers le monde de la ville, accéléré par le chemin de fer, se traduit par la rupture des ethos des solidarités traditionnelles, des langues et des usages locaux. La ville, Paris surtout, mais aussi ses environs, est donc

---

<sup>126</sup> Fernand Bournon, *Histoire de la ville et du canton de Saint-Denis*, Paris, Librairie Ch. Delagrave, 1892.

<sup>127</sup> *Ibid.*



perçue, à cause de la concentration géographique des classes populaires promptes à se soulever avec violence comme pendant l'épisode de la Commune, comme un espace sans valeurs, sans repères et qu'il faut maîtriser. Du reste, l'idée n'est pas nouvelle : « L'ignorance rend le peuple turbulent et féroce », affirmait déjà Guizot en 1816. La définition d'une culture commune, plutôt que d'une culture de la Commune, s'impose en 1889 à ceux qui, traumatisés par le bain de sang de 1871 veulent éviter à tout prix une nouvelle insurrection. La démarche interroge : sur quelles valeurs partagées fonder une identité ? Quelle identité assigner à Saint-Denis où l'espace urbain est clivé par les antagonismes sociaux et des cultures d'origine en lambeaux ? Quelques années plus tard, en 1901 un article non signé reviendra sur cette question dans le *Journal de Saint-Denis* :

« L'histoire locale. - La population autochtone de Saint-Denis est submergée par l'élément ouvrier venu de tous les coins de la France et même de quelques pays étrangers.

Ces nouveaux venus ne peuvent avoir un amour bien grand pour les vieux murs de notre chère ville ; c'est sans émotion rétrospective qu'ils errent dans notre vieille cité historique. Pour eux, hélas ! ce n'est même pas une seconde patrie, car si un philosophe au cœur sec a pu dire que : « Là où on vit est la patrie », nos ouvriers ne vivent pas à Saint-Denis : ils y vivent tant bien que mal. Pour eux, c'est à peine, à peine, la ville où l'on travaille d'une tâche rémunératrice.

Cependant, avec le progrès, l'avenir nous permet d'envisager que le bien-être entourera un jour les jeunes générations dionysiennes, celles qui en ce moment sont sur les bancs de l'école. Ne pourrait-on fortement attacher ces dionysiens importés à la cité d'adoption de leurs parents ? Ne pourrait-on développer leur amour local à l'égal du sentiment de tendre fierté qui fait dire à maints français : « Moi, je suis de Toulouse ! – Moi, je suis né à Cherbourg ! etc... ?

Il est un moyen, c'est d'apprendre aux dionysiens nouveaux l'histoire de l'antique Saint-Denys-en-France, relation des misères de ses habitants, de leur héroïsme, de leur patriotisme, de leur républicanisme qui occupe des pages palpitantes dans l'histoire de France.

Il existe à ce sujet un petit livre résumé, écrit par Bournon, qu'on pourrait et qu'on devrait répandre dans les classes supérieures de nos écoles primaires.

Après l'étude de chaque grande période de notre histoire nationale, une brève leçon du maître coordonnerait l'histoire locale à celle du pays.

Et l'on apprendrait ainsi, c'est certain, à aimer Franciade, notre bon Saint-Denys révolutionnaire de 89.

On demande un édile pour reprendre la question au Conseil <sup>128</sup>. »

Cet appel montre d'abord que les enjeux d'une intégration des classes populaires à la sociabilité dionysienne est plus que jamais d'actualité en 1900. Mais, pour revenir en 1889, dans un espace commençant progressivement à se penser comme suburbain, soumis à des tensions économiques, urbaines et sociales qui le dépassent largement, la proposition de Bournon de construire une identité fondée sur l'autonomie communale s'inscrit parfaitement dans les stratégies des républicains d'installer le nouveau régime par un ancrage à une double filiation. Celle à la patrie d'abord, topos ancestral et mythifié mis à mal par la défaite de Sedan et qu'incarnent le culte des grands hommes, les monuments et les hauts lieux. Mais aussi filiation à une Révolution française qui reste, dans la diversité du champ politique républicain un élément consubstantiel dont les aspirations sociales égalitaires, sans cesse contrariées au cours du siècle constituent un horizon à atteindre. La proposition de Fernand Bournon intervient de surcroît en 1889, année commémorative s'il en est, année d'exposition universelle, année d'anniversaire révolutionnaire. L'offre de l'archiviste n'est d'ailleurs pas isolée : comme pour conjurer la fièvre boulangiste, (Saint-Denis a donné la députation à l'ancien maire Emile Revest petit propriétaire d'une fabrique de cartons bitumés dans la Plaine et ardent soutien du général), les édiles organisent cette année une imposante manifestation républicaine en juin 1890 <sup>129</sup>.

L'évènement mérite d'être raconté tant il est représentatif des cérémonies officielles de l'époque, tant il met en scène la pompe républicaine. La ville inaugure deux statues. L'effigie de Vercingétorix, ancêtre valeureux incarnant la résistance à l'envahisseur, prend place à l'entrée du square Thiers, officiellement et pour l'occasion rebaptisé square des Gaules. Plus au sud, place de la Porte de Paris, c'est le progrès par la science qui est mis en avant. Une statue de Nicolas Leblanc, chimiste et découvreur de la soude industrielle y est inaugurée. Rien ne manque à la cérémonie : présence du ministre Jules Roche, du préfet de la Seine Eugène Poubelle, et bien sûr d'Alcide Poirrier, sénateur républicain de la Seine, industriel à Saint-Denis, et membre de la commission de la biblio-

---

<sup>128</sup> « Echos dionysiens », *le JSD* n°2 009 du 29 septembre 190, AMSD.

<sup>129</sup> Le boulangisme est un mouvement politique français né en 1886 à la suite des déclarations revanchardes contre l'Allemagne du général Georges Boulanger, ancien ministre de la guerre. Sorte de synthèse entre socialisme et nationalisme, très développé parmi les classes populaires de la Seine-Banlieue, le boulangisme menaça un temps la III<sup>e</sup> République avant de s'éteindre définitivement à la suite du suicide du général en 1891.

thèque. Evoquant les rituels des échevins médiévaux, une délégation du conseil, emmenée par le maire, est allée chercher les officiels parisiens en voiture à la porte de la Chapelle, pour les escorter, à travers le territoire municipal jusqu'au centre de la cité. Pendant ce temps, on accueille les invités à l'Hôtel de Ville : « les industriels, les délégués ouvriers, les fonctionnaires municipaux ». Arrivés à l'hôtel de ville, les bataillons scolaire, au garde-à-vous, présentent les armes devant les officiels. Les hymnes, Marseillaise en tête, sont interprétés par les groupes orphéoniques locaux. Le cortège, enrichi de l'ensemble des représentants du corps social local - sociétés de secours mutuel, d'enseignement, sportives, militaires, musicales, sapeurs pompiers, groupes d'ouvriers des industries de la ville - se rend alors sur les deux sites pour inaugurer les statues. Un discours du maire insistant sur le soutien de la population de Saint-Denis au gouvernement, pourvu qu'il fasse adopter des lois « qui intéressent les travailleurs » précède la déclamation d'un poème dans le style Victor Hugo par un étudiant dionysien :

« [...]

Ô Nicolas Leblanc ! Vois ton nom exalté,  
Vois ton second berceau, St-Denis, qui t'acclame,  
Vois flotter dans les airs les panaches de flamme  
De l'Usine-Cité  
Si loin que porte ton regard dans la plaine,  
Dis-toi bien que c'est là le beau fruit de ta graine... »

Au retour, des décorations sont remises par les officiels aux serviteurs de l'Etat et aux ouvriers méritants, avant qu'un banquet soit donné dans les salons de la mairie <sup>130</sup>.

La démarche de Fernand Bournon ne paraît donc pas isolée si on la met en perspective avec le vaste mouvement d'invention d'une identité nationale que connaît la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme Théodore Botrel, employé des chemins de fer Paris-Lyon-Marseille et auteur de l'hymne bretonnant *La Paimpolaise*, nombreux sont les érudits qui mettent à profit le développement du chemin de fer pour partir à la recherche des traditions capables de légitimer les discours patriotiques et nationalistes, de fédérer les français autour du projet commun de la III<sup>e</sup> République. L'élan patriotique qui a accompagné les premières années du régime a, à cette occasion, pris appui sur la création d'une histoire nationale éta-

---

<sup>130</sup> « Inauguration à Saint-Denis des statues de Vercingétorix et Nicolas Leblanc », *JSD* n°842 du 29 juin 1890 ; « Les fêtes de dimanche », *JSD* n°843 du 3 juillet 1890, AMSD.

blissant une continuité avec de glorieux ancêtres <sup>131</sup>. Parmi les éléments constitutifs de cette histoire, on trouve des héros locaux, une langue, des monuments, un folklore, des hauts lieux, des paysages typiques, des représentations officielles, des costumes et des traditions. Cependant, la démarche du bibliothécaire est plus originale concernant la banlieue où Saint-Denis fait figure de précurseur.

En exploitant les livres de la bibliothèque de la ville, Fernand Bournon interprète le passé de Saint-Denis pour en écrire une histoire, non sans une certaine ironie : le médiéviste des l'école des Chartes, n'ignore sans doute pas le rôle que les moines de l'abbaye ont joué dans la production d'une histoire royale et officielle. Dans un mouvement - littéralement - révolutionnaire, il propose à Saint-Denis d'écrire à nouveau une histoire, mais qui lui soit propre. Au contraire des régions plus excentrées, Bournon ne peut pas s'appuyer sur des traditions très anciennes de patois, de costumes et de traditions culinaires, exception faite peut-être des Rosières <sup>132</sup>. Cette tradition est toujours très présente à Saint-Denis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La ville dispose en revanche avec la basilique des rois de France, et sa toute puissante abbaye fondée par Dagobert, de hauts lieux constituant un patrimoine monumental conséquent. Ces vestiges évoquent de surcroît le passage de la société d'ancien régime pendant laquelle les moines de l'abbaye, également seigneurs de Saint-Denis, exerçaient leur pouvoir au nom de Dieu et du roi, à une ère nouvelle de liberté politique et de développement économique initiée par le tournant révolutionnaire. La métamorphose du bourg agreste d'ancien régime en bastion ouvrier impose de surcroît des approches nouvelles. La prise en charge de la jeunesse de la ville qu'il faut éduquer en construisant des écoles et en proposant des cours du soir fait l'objet d'un consensus. Il faut aussi accompagner la misère ouvrière par la création de sociétés d'assistance. La concentration de travailleurs, accélérée avec la politique d'éviction des classes populaires parisiennes de la politique d'Hausmann, fait de la ville un creuset où se confondent les identités régionales et où se renforce la prise de conscience de former un groupe social distinct. Les valeurs de cette société composite résident dans la solidarité, le refus de la

---

<sup>131</sup> Eric John Hobsbawn et Terence Ranger, *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006.

<sup>132</sup> Il s'agit un système d'assistance institué par un legs de Dom Belloy au XVII<sup>e</sup> siècle pour doter des jeunes filles pauvres de la commune. Chaque année, depuis 1648, trois ou quatre dossiers de jeunes filles souhaitant se marier mais ne disposant pas de revenus suffisants sont choisis par les élus. La tradition veut que le maire, le commandant militaire de Saint-Denis et un représentant de l'État donnent le bras à chaque Rosière pour pénétrer dans la basilique, où elles reçoivent un bouquet de roses et célèbrent leur union.

domination et la foi qu'un monde meilleur est possible <sup>133</sup>. En outre, dans cet important centre industriel, le rationalisme, la confiance positiviste dans les vertus du progrès sont des idées largement diffusées dans la population, partagées par les patrons comme par leurs ouvriers. Toutes ces valeurs - progressisme, mutualisme, transformation sociale - se retrouvent dans l'histoire de la ville écrite par Fernand Bournon.

L'historiographie de Fernand Bournon est également imprégnée des thématiques révolutionnaires dont le centenaire a été célébré en 1889. Est-ce un choix délibéré ? Le chartiste, en l'absence d'un folklore exploitable à Saint-Denis, a-t-il choisi d'établir son histoire non pas sur un enracinement dans un sol mythifié mais sur l'appartenance à une tradition politique ? Le parcours personnel de l'archiviste, petit-fils d'un esclave martiniquais député de la Seconde République, ayant pris position par la suite pour Dreyfus et participé en tant qu'expert au procès Zola, le laisse penser.

---

<sup>133</sup> Jean-Marie Huriot, « Haussmann, de la modernité à la révolution », *Métropolitiques*, 15 février 2013.

## Chapitre 4. Bibliothèque et politique

Alors que dans les premières années le travail de Fernand Bournon s'est focalisé sur le classement du fonds ancien de la bibliothèque et les recherches nécessaires à l'édition de son histoire de Saint-Denis, son travail connaît une inflexion sensible après l'élection d'une équipe socialiste-révolutionnaire à l'Hôtel de Ville. Sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude les convictions politiques de Fernand Bournon, sa production éditoriale dans le bulletin municipal officiel va croissant et son orientation politique, à défaut d'être ouvertement socialiste, fait néanmoins la part belle à la critique de la religion, au progrès social et au peuple de Saint-Denis.

### 1. Les *Variétés* de Fernand Bournon

En plus de son travail sur l'histoire de Saint-Denis, Fernand Bournon offre de publier régulièrement dans le bulletin officiel municipal des notices historiographiques sur l'histoire locale dans une rubrique intitulée *Variétés*. L'archiviste reprendra la forme expérimentée à Saint-Denis dans *le Journal des Débats Politiques et Littéraires* à partir de 1903, d'abord avec le même titre, puis en la nommant *Il y a cent ans*. Entre 1891 et 1896, Fernand Bournon va donc exploiter et trier les archives de la ville, compiler les ouvrages du dépôt littéraire pour en tirer des chroniques, parfois en plusieurs épisodes. Les *Variétés* ne sont pas de simples récits des grandes heures de Saint-Denis, une histoire des monuments ou des institutions de la cité. Dès les premières publications et à l'instar de son manuel d'histoire municipale, Fernand Bournon y affirme la communauté de destin des Dionysiens, l'unité du corps municipal. La plupart des chroniques est introduite par des propos cherchant une mise en perspective avec les enjeux politiques, géographiques, locaux mais aussi nationaux auxquels est confrontée Saint-Denis vers 1890.

Si, entre 1889 et 1891, les publications des *Variétés* sont plutôt épisodiques (6 parutions, toutes pendant l'année 1891), elles se font plus nombreuses par la suite : 7 pour l'année 1892, 14 pour 1893, 8 pour 1894, 16 en 1895 et 9 en 1896). Plutôt que de chercher à épouser les tendances des majorités politiques instables qui contrôlent successivement la ville, l'archiviste opte manifestement pour une optique plus large, à la fois républicaine, progressiste et optimiste, à l'image de sa trajectoire personnelle. Publiées dans le bulletin municipal, elles d'adressent en premier lieu aux lecteurs instruits, aux classes

moyennes et supérieures que les comptes rendus des débats de la ville intéressent. Le peuple de Saint-Denis en est le protagoniste principal mais pas le destinataire.

Les *Variétés* mettent en avant les constructions d'équipements et les aménagements de Saint-Denis, comme le percement de voies nouvelles :

« Qui se souviendrait aujourd'hui de la physionomie qu'avait, il y a vingt ans, la place Victor-Hugo (...) avant l'Hotel de Ville, avant tous ces dégagements si utiles qui ont été faits autour du marché <sup>134</sup> ? »

... ou, le développement des transports qui rend possible d'importantes transformations urbaines et entraîne des progrès économiques :

« (...) La gare fut construite à la Maison de la Seine (...), et cet emplacement, loin d'effacer les dionysiens, a eu l'appréciable avantage de créer dans son voisinage un quartier nouveau, et par suite, d'ajouter un élément à la prospérité à notre ville <sup>135</sup>. »

Toujours en phase avec les édiles, les écrits de l'archiviste prennent parfois un ton plus politique. À l'occasion de la description des transports par voiture entre Paris et Saint-Denis sous l'ancien régime, il dénonce ainsi le corporatisme des cochers et l'effet de frein que la protection de leurs intérêts a pu exercer sur l'amélioration des liaisons entre les deux villes :

« Ce tableau de la locomotion entre Paris et Saint-Denis, il y a cent cinquante ans, n'a, certes, rien de séduisant et l'on est vraiment surpris que nos aïeux se soient ainsi volontairement privés d'un élément aussi simple de civilisation. L'idée que proposait Martin Ragot, était avantageuse autant à la Ville dont elle augmentait le budget, qu'aux habitants mêmes, dont on facilitait les relations avec la capitale. Aussi est-il tout à fait étonnant qu'elle ait complètement échoué <sup>136</sup>. »

---

<sup>134</sup> Fernand Bournon, « Le premier Hôtel de Ville de Saint-Denis », *BMO* du 03 mars 1891, AMSD 3 D 8 / 12.

<sup>135</sup> Fernand Bournon, « Histoire du chemin de fer de Paris à Saint-Denis », *BMO* du 24 mai 1891, AMSD 3 D 8 / 12.

<sup>136</sup> Fernand Bournon, « Les voitures publiques de Saint-Denis à Paris en 1750 », *BMO* du 21/06/1891, AMSD 3 D 8 / 12.

Cette chronique est clairement destinée à soutenir le bien fondé de la proposition du maire Ragot : la création d'une régie publique de transport par voiture, pouvant à la fois assurer un revenu à la municipalité et servir ses habitants. Faut-il, dans cette occasion, établir un lien entre le texte de Fernand Bournon et, concomitamment, les efforts socialistes pour « acclimater la notion de service public », et passer de « la propagande par le fait » à la « preuve par le fait <sup>137</sup> » ?

Mais Fernand Bournon n'oublie pas non plus de célébrer, fidèle en cela à la tradition républicaine, l'attachement des Dionysiens à la nation quand il constate, à l'occasion du récit de la défense de la ville face à l'armée russe en 1814 :

« (...) nos citoyens jugeront, en la lisant, du patriotisme dont leurs pères et leurs aïeux de 1814 savaient témoigner dans ces difficiles circonstances <sup>138</sup>. »

L'instauration progressive de la III<sup>e</sup> République, en rupture avec la politique de contrôle étroit des communes menée depuis le Directoire donne un souffle nouveau aux municipalités. Celles-ci cherchent en conséquence à consolider leurs nouvelles prérogatives. La proposition de Fernand Bournon fait écho à la recherche d'affirmation municipale des élites dionysiennes. Ce n'est donc pas par hasard que Fernand Bournon, en 1892, écrit dans *l'État de Saint-Denis en 1789* :

« Dès les derniers mois de 1789, Saint-Denis fut constitué en municipalité. (...) Les habitants de Saint-Denis sollicitèrent la faveur, qu'ils obtinrent d'ailleurs sans difficulté, de voir leur ville devenir chef-lieu de district. Ces dernières considérations attestent la crainte qu'avaient alors les habitants de Saint-Denis d'être englobés dans les limites de la capitale. (...) leurs descendants n'ont pu, jusqu'ici, voir se réaliser le souhait, formulé en 1789, d'un tribunal de première instance et d'un collège. La ville, pourtant, si l'on s'en tient aux déclarations que l'on vient de lire, a, depuis cent ans, acquis une telle importance qu'elle pourrait revendiquer avec plus de droits encore qu'alors ces desiderata <sup>139</sup>. »

---

<sup>137</sup> Rémi Lefebvre, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale », *Cahiers Jaurès*, N° 177-178-3, 2005, [en ligne].

<sup>138</sup> Fernand Bournon, « Publication de la défense de la ville par Dezobry », *BMO* n° 17 du 26 juillet 1891, AMSD 3 D 8 / 12.

<sup>139</sup> Fernand Bournon, « l'État de Saint-Denis en 1789 », *BMO* n°79 du 28 septembre 1892, AMSD 3 D 8 / 11.



En rappelant la fonction de chef-lieu de district, le souhait de la commune d'établir un collège, un tribunal de première instance, en insistant sur la place prise par la ville dans les années 1890, le bibliothécaire fonde historiquement les aspirations contemporaines de la municipalité à la reconnaissance d'une forme d'éminence, même locale. Les institutions dont la ville souhaite se voir dotée sont considérées comme une garantie de l'autonomie administrative de la cité face à la capitale. La mention faite par le bibliothécaire des déclarations de 1789 sur la peur des habitants de voir la capitale absorber sa banlieue ne dit d'ailleurs pas autre chose : c'est la volonté des élites de Saint-Denis de peser sur le développement métropolitain de Paris en préservant leurs libertés publiques. Parallèlement, les idées politiques de Bournon apparaissent quand le bibliothécaire souligne, par une habile sémantique, l'évolution positive de la relation des dionysiens au pouvoir central, passée d'une position de déférence révélatrice des traditions monarchiques (« Les habitants de Saint-Denis sollicitèrent la faveur [de voir leur ville devenir un chef-lieu] ») à une position de légitimité démocratique, légalement fondée (« [...] elle pourrait revendiquer avec plus de droits... »). Le glissement utilisé par Bournon n'a rien d'innocent : il sert évidemment à faire mesurer les progrès politiques accomplis au cours du siècle et la garantie que leur apporte le jeune système républicain. Il sert en cela un discours qui renvoie dos à dos une réaction monarchiste déniait aux classes populaires l'âge de la majorité politique et une tendance socialiste-révolutionnaire minimisant les avancées politiques ayant profité aux classes populaires. La chronique locale fait enfin écho au débat plus large sur le sens à donner aux avancées politiques du siècle qui s'achève et dont la genèse est la Révolution française.

## 2. Fernand Bournon, un « intellectuel » en banlieue

Dans les chroniques de Fernand Bournon, une place centrale est accordée au tournant révolutionnaire. 1789 sépare deux temps, deux logiques que tout semble opposer. Indifférent aux importantes continuités qui relient XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Fernand Bournon décrit un temps d'ancien régime, archaïque, injuste, limitant, pour mieux faire saisir la période de progrès économique et social entamé par la victoire de la bourgeoisie sur la noblesse et l'essor du capitalisme industriel. Le fait de faire situer les origines de la municipalité de Saint-Denis en 1789 obéit à une logique à la fois savante et politique. Politique parce qu'en établissant une filiation entre les républiques, elle contribue à légitimer le nouveau régime. Savante par qu'elle défend il s'agit d'une nouveauté - l'expertise de l'analyse

de l'historien pour produire, à partir des sources d'archives, une vérité scientifique. Cette démarche, initiée dans les années 1870, est décrite par Christophe Charle dans *Naissance des intellectuels* et trouve son origine dans les événements de 1871 <sup>140</sup>. Dernier avatar des vives tensions internes de la société française, le sens donné à la Commune, et plus largement, le sens de l'évolution politique de la France de 1789 à 1871 oppose en effet trois camps : la tentation monarchiste, le parti républicain et les socialistes révolutionnaires.

Traumatisé par l'insurrection parisienne, Hippolyte Taine, que Gérard Noiriel décrit comme un des derniers « hommes complets <sup>141</sup> » à la fois savant, homme politique et journaliste, commence en 1875 la rédaction de son livre *Les origines de la France contemporaine*. Taine y attaque l'héritage révolutionnaire dans une perspective naturaliste et conservatrice. Il y affirme la quasi éternité de l'esprit français, dénonce la violence populaire, l'impréparation des pauvres à assumer la charge politique nouvelle de la conduite de l'Etat et la volonté de revanche qui déboucheront, de manière presque téléologique, sur la Terreur mais aussi sur le drame de 1871. Ce discours séduit en priorité les anciennes élites, autrefois favorisées par le suffrage censitaire, et dont le pouvoir de décision se trouve de fait largement amoindri par les réformes électorales républicaines des années 1880.

Presqu'en symétrie, l'élargissement du corps électoral permet aussi aux partis situés les plus à gauche d'incarner politiquement des revendications ouvrières restées jusque là sans possibilités politiques d'expression démocratique. Or celles-ci se réclament largement d'une tradition basée sur la république sociale, sur le fait que la Révolution, confisquée par les élites bourgeoises, n'a pas été menée à son terme. Ce courant assume une politique partisane de soutien aux plus faibles, dût-elle passer par des formes de contestation violente comme l'épisode communard. Ce courant est exacerbé par le contexte de la *Grande Dépression* qui touche en priorité les ouvriers les moins qualifiés, comme ceux de la grande industrie qu'on rencontre précisément à Saint-Denis <sup>142</sup>.

---

<sup>140</sup> Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1890-1900*, Paris, Les éditions de Minuit, 1990, p. 33.

<sup>141</sup> Gérard Noiriel, *Les fils maudits de la République*, Paris, Fayard, 2006.

<sup>142</sup> Démarrée avec l'effondrement des valeurs de la bourse de Vienne, la *Grande Dépression* est une période de ralentissement économique mondial entre 1873 et 1896. Elle se traduit en France par une longue déflation et un chômage important.

Au centre, les radicaux et les radicaux socialistes reprennent partiellement à leur compte l'héritage de 1789 : la nation, la patrie, l'égalité des citoyens devant la loi sont bien sûr revendiquées mais les Républicains des années 1880 rejettent toute tentative violente de prise du pouvoir et d'instauration d'un régime politique favorable aux plus fragiles, ou, selon la formule de Pascal Ory : « l'esprit de la révolution » plutôt que « l'esprit révolutionnaire <sup>143</sup> ».

La question de l'interprétation de la portée historique de la Révolution devient en conséquence centrale dans le débat politique des jeunes années de la III<sup>e</sup> République. Acte de naissance de la nation, point zéro de la Commune, ou excès de raison philosophique légitimant le maintien du système monarchique, chaque tendance politique prétend rappeler le souvenir de l'épisode révolutionnaire pour appuyer ses idées sur le régime, au point d'en faire, pour reprendre l'expression de Gérard Noiriel, « un enjeu de mémoire ». Or, dans ce domaine, c'est l'histoire en tant que discipline scientifique qui est appelée à servir d'arbitre. Les discussions sur le sujet sont d'autant plus âpres que le centenaire de la Révolution vient clore la décennie 1880.

Par l'étude attentive des archives, Alphonse Aulard, animateur à partir de 1885 du premier cours d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne <sup>144</sup>, renouvelle avec ses disciples l'histoire de la Révolution et met en question les thèses de Taine. Attitude paradoxale, puisque qu'en critiquant la méthodologie scientifique de Taine, les historiens républicains mettent en avant une conception nouvelle de leur discipline, qui, en tant que science, se veut radicalement séparée du champ du politique ou du journalisme, mais inscrivent pourtant l'origine de leur démarche dans une prise de position politique partisane en faveur du jeune et nouveau régime.

Sans faire directement partie de ses disciples, Fernand Bournon côtoie Alphonse Aulard. Ce dernier est membre de la commission des publications historiques de la ville de Paris, qui a édité le livre de Bournon sur la Bastille. Il existe aussi une surprenante synchronicité entre les thèmes abordés par la revue « La Révolution française » que dirigée Aulard et les thèmes de recherche choisis par Fernand Bournon et publiés dans le bulletin

---

<sup>143</sup> Pascal Ory, « Le centenaire de la Révolution française » in NORA Pierre (dir.) *Les Lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1997, p. 482.

<sup>144</sup> Transformé en chaire à partir de 1891. Voir à ce propos Sophie Wahniche, *La révolution française, une histoire sensible du politique*, Paris, Hachette, 2012.

municipal officiel de Saint-Denis. À n'en pas douter, le bibliothécaire lisait les publications de l'historien républicain et s'en inspirait.

### 3. Les *Variétés* et la politique municipale : une fonction de mise en perspective

Fernand Bournon sélectionne également dans les documents patrimoniaux de la bibliothèque des éléments contextuels dont les thèmes entrent en résonance avec les enjeux municipaux de la ville. L'année 1895 est à ce titre particulièrement révélatrice des logiques politiquement convergentes unissant le bibliothécaire et le pouvoir municipal. En voici deux exemples, à l'occasion d'une hausse du prix du pain et de la municipalisation de l'église des Carmélites.

En 1895, en plein contexte de cherté, le maire socialiste Victor Menand prend la décision de taxer le prix de pain <sup>145</sup>. Si le prix du pain a toujours, à Saint-Denis, été étroitement contrôlé, notamment par une tradition ancienne de négociation des prix au détail entre le maire et les patrons boulangers, la taxe n'avait jusque là été utilisée qu'à l'époque du maire Emile Revest en 1889. La mise à sac de plusieurs boulangeries s'était soldée par plusieurs blessés <sup>146</sup>. Par la suite, la taxe avait eu des conséquences discutables : pour pallier leurs marges réduites, les boulangers de la ville avaient semble-t-il utilisé des farines de moindre qualité, faisant ainsi baisser la qualité des pains. Les dionysiens habitant à la périphérie du territoire avaient pris en conséquence l'habitude de s'approvisionner dans les communes limitrophes à un prix plus élevé. La décision socialiste déclenche un mouvement de protestation des patrons boulangers, et certains décident de fermer boutique pour faire pression sur la mairie. La veille de la séance, Bournon anticipe l'évènement en évoquant dans le bulletin municipal officiel la taxe sur le pain de 1794 <sup>147</sup>. S'il y constate que « aujourd'hui la famine n'est plus guère à craindre en France », il souligne néanmoins le rôle de « la spéculation » dans les famines pendant la Révolution et met implicitement en garde les patrons boulangers contre toute tentative de répercuter le manque à gagner de la taxe sur les coûts de production, donc sur les salaires.

---

<sup>145</sup> « Taxe du pain », *BMO* n°222 du 27 juin 1895, AMSD 3 D 8 / 15.

<sup>146</sup> « Saint-Denis sans pain », *Le Cri du Peuple* n°1789 du 17 septembre 1888. [en ligne]

<sup>147</sup> Fernand Bournon, « Un règlement sur la vente du pain en l'an II », *BMO* n°219 du 6 juin 1895, AMSD 3 D 8 / 15.

Lorsqu'en 1872 la municipalité décide de désaffecter l'ancienne église des Carmélites, jusque là conservée comme chapelle annexe, elle soulève la vive opposition du curé et des catholiques de la ville. Le conflit revient périodiquement dans l'histoire de la ville au gré des projets municipaux d'y installer un tribunal, un musée ou une bibliothèque. La décision de porter la question à la Chambre porte ses fruits et l'Etat publie d'un décret le 30 avril 1895 refaisant de la basilique une église paroissiale, rendant inutile la chapelle pour le culte. En réponse, et pour la conserver dans le giron épiscopal, un service paroissial illégal est restauré dans l'église, faisant du bâtiment une église curiale sans l'autorisation du ministère des cultes. En octobre, une chronique des *Variétés* retrace l'histoire des vicissitudes des paroisses de Saint-Denis <sup>148</sup>. Son auteur, peu porté vers la religion, ironise sur la piété de l'équipe municipale de Giot, le maire du Second empire qui « avait imposé au budget de la ville les plus lourds sacrifices » pour la construction de l'église Saint-Denis de l'Estrée, et rappelle qu' « on ne regarda pas à la dépense, qui atteignit douze cent mille francs ». Bournon insiste sur la propriété de la ville sur l'église « qui lui appartenait légalement depuis l'an X » avant d'affirmer que « vers la fin de la présente année, la justice de paix y sera installée ». En décembre, une seconde chronique enfonce le clou <sup>149</sup> et publie les preuves de la propriété de la ville sur le bâtiment. L'enquête menée par Fernand Bournon permet à la mairie socialiste-révolutionnaire d'obtenir définitivement la désaffectation de la chapelle. Privée de son église, la congrégation des carmélites de la ville se voit obligée de quitter la ville.

Les *Variétés*, en faisant écho aux situations contemporaines vécues par les citoyens de Saint-Denis et leurs similarités passées, participe de l'affirmation municipale de la ville. Comme l'écrit Maurice Agulhon, « la mairie est bien le lieu de mémoire de la cité ». Abritant les services de l'état civil, du cadastre, et des archives, elle assure une triple fonction en conservant la « mémoire de la vie des gens », la « mémoire de la propriété du sol » et la « mémoire de la gestion municipale <sup>150</sup> ». Par ses chroniques, Fernand Bournon se fait le serviteur de la mémoire de l'action municipale de Saint-Denis. Ce faisant, il enrichit le rôle du bibliothécaire en lui donnant un rôle politique. Serviteur de la bibliothèque, il

---

<sup>148</sup> Fernand Bournon, « Les paroisses de Saint-Denis, 1790-1895 », *BMO* n°240 du 30 octobre 1895, AMSD 3 D 8 / 15.

<sup>149</sup> Fernand Bournon, « L'ancienne chapelle des Carmélites », *BMO* n°245 du 5 décembre 1895, AMSD 3 D 8 / 15.

<sup>150</sup> Maurice Agulhon, « La mairie », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1997.

assure la conservation des livres et leur classement ; serviteur de la cité, il propose une médiation entre les connaissances et les citoyens.

#### 4. Fernand Bournon bibliothécaire

À son arrivée, Fernand Bournon se voit assigner la mission d'éditer un catalogue de la bibliothèque. Permettant de « passer de la collection d'objets au signe irrécusable de la condition scientifique <sup>151</sup>, le catalogue est la trace tangible du travail de classement mené par le professionnel. Il conditionne le classement par le ministère de l'instruction publique de la bibliothèque comme bibliothèque municipale. Il ouvre également le droit de recevoir des dons du ministère et de la préfecture de la Seine, donc d'enrichir facilement les collections dans un contexte financier toujours difficile pour les communes. Le catalogue est terminé en 1893 <sup>152</sup>. Il est publié l'année suivante <sup>153</sup>. Ce document, dont la préface nous donne de précieuses indications sur les intentions des élus, nous renseigne aussi sur la nature des ouvrages acquis à cette période et sur le public auxquels ils étaient destinés. La volonté municipale est très claire : « La bibliothèque de l'Hôtel de Ville va être prochainement ouverte au public » écrit Bournon. S'il souligne la relative stagnation du fonds au cours du siècle qui s'achève, c'est pour mieux annoncer la rupture avec l'ancien ordre des choses : « [...] jusqu'à ce que l'administration municipale alors en fonction obtint du Conseil le vote d'un crédit annuel de 1 000 francs pour acquisition de livres et de frais de reliure, grâce auquel on put rajeunir, moderniser en quelque sorte, le fonds ancien ».

Pour ce qui est de la sélection des ouvrages, « [...] on s'est toujours préoccupé de choisir des ouvrages d'un caractère très général, encyclopédique et autant que possible en rapport avec les tendances de la population appelée à les consulter », précise Fernand Bournon. Présenté par « facultés », reprenant la classification proposée par le Ministère de l'Instruction publique, il est facile de repérer dans le catalogue les nouvelles acquisitions<sup>154</sup>. Parmi les livres achetés grâce à la dotation, on trouve une importante quantité d'ouvrages d'histoire locale, régionale ou nationale, des livres de littérature classique ; de

---

<sup>151</sup> Pascal Ory, « Le centenaire de la Révolution française »..., *op. cit.* p. 74.

<sup>152</sup> « Nomination de la commission d'achat de livres et de surveillance de la bibliothèque municipale », *Registre des délibérations du conseil municipal*, 1er décembre 1893, AMSD 1 D 1 043, p. 113.

<sup>153</sup> Fernand Bournon, *La bibliothèque de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis...*, *op. cit.*, p. 52.

<sup>154</sup> Le mot « facultés » désigne ici les divisions méthodiques du catalogue : histoire, littérature, géographie - voyages, sciences, beaux-arts - musique.

géographie et de voyage ; de sciences et de sciences appliquées à l'industrie, ainsi que quatre livres d'art ou de musique. La nature des ouvrages achetés par la municipalité invite à plusieurs remarques. Les ouvrages sont en tout point conformes aux recommandations de la commission des bibliothèques populaires. Il ne s'agit pas là de livres grand public, mais bien plutôt d'ouvrages sérieux, faisant autorité, à destination d'un public instruit ou qu'on cherche à instruire par son contact avec la grande littérature. L'historien Christophe Granger constate : « les goûts populaires vont en particulier aux explorations, grandes pourvoyeuses des frissons coloniaux, aux actualités, aux découvertes scientifiques et à l'inépuisable fonds des conseils pratiques (hygiène, plantes médicinales, etc. <sup>155</sup>) ». Les romans sont rares, à peine y trouve-t-on un Fenimore Cooper ou un Walter Scott, contrairement à ce qui est pratiqué dans les bibliothèques populaires. Les fictions romanesques représentent en effet en 1901 près de 40 % du fonds de la bibliothèque de l'*Association Philotechnique* et 60 % du fonds de la *Ligue dionysienne de l'Enseignement Laïc* <sup>156</sup>. La volonté municipale d'ouverture au public doit être ici relativisée. Elle s'appuie sur une conception de la culture que Sylvie Rab définit dans sa thèse comme « une volonté philanthropique d'aider le peuple à se hisser jusqu'aux formes prétendues supérieures de la culture <sup>157</sup> » plutôt que comme une pratique d'appropriation par les classes populaires de connaissances accaparées par les classes supérieures.

Le 27 décembre 1895, le remuant adjoint Claude Pillot (membre du Parti Socialiste Révolutionnaire - PSR) propose l'ouverture de la bibliothèque municipale pour le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante <sup>158</sup>. Sans doute les édiles et l'archiviste pressentent-ils l'ancienne chapelle des Carmélites comme lieu d'installation possible pour la bibliothèque municipale : le *Journal de Saint-Denis*, ouvertement opposé à la municipalité socialiste, s'en fait en tout cas l'écho quelques mois plus tard <sup>159</sup>. Mais, nommée en 1889, la commission n'a toujours pas, au moment de la délibération de 1895, été approuvée par le maire, la majorité municipale ayant changé entre-temps. Cela empêche toute ouverture de

---

<sup>155</sup> Christophe Granger, « La « petite lanterne du progrès »... *op. cit.* p. 29.

<sup>156</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...* *op. cit.*, p. 28. Les statistiques des bibliothèques populaires indiquent 2 403 ouvrages de littérature et romans pour 5 757 volumes pour la bibliothèque de l'*Association philotechnique*, 3 998 pour 6 733 pour celle de la *Ligue*.

<sup>157</sup> Sylvie Rab, *Culture et banlieue: les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine...* *op. cit.*, p.10.

<sup>158</sup> « Ouverture de la bibliothèque municipale - Proposition du citoyen Pillot », *BMO* n°252 du 23 janvier 1896, AMSD 3 D / 16.

<sup>159</sup> « Echos dionysiens », *Journal de Saint-Denis* n°1464 du 5 juillet 1896, AMSD.

la bibliothèque. Votée à l'unanimité, la délibération demandant au maire d'approuver le comité se heurte quelques semaines plus tard à un obstacle majeur : la perte de la majorité municipale par l'équipe socialiste face aux radicaux-républicains.

Dès le mois de juin, une délégation menée par Fleury, adjoint républicain et membre de la commission des finances, nouvellement élu, visite les locaux de la bibliothèque au troisième étage de l'Hôtel de Ville. Elle fait un rapport accablant sur le travail de Fernand Bournon, qu'elle souhaite manifestement utiliser comme un prétexte à vilipender la gestion socialiste, assez chaotique il est vrai <sup>160</sup>. « Capharnaüm littéraire et scientifique », la salle est dans un désordre indescriptible :

« [...] on se croirait dans une boutique de brocanteur, on y voit des livres précieux, jonchant le sol à côté de vieux cordages usés, de vieilles guenilles - Le portrait du regretté Carnot gîte hors de son cadre à côté de vieux képis d'appariteurs, de chapeaux de paille d'enfants, de vieilles tuniques de garde-champêtres ; les pièces administratives sont jetées pêle-mêle sous une grande table <sup>161</sup>. »

Avec un sens prononcé de l'éloquence, le rapporteur se prononce en conséquence pour la suppression pure et simple du service de l'archiviste, « une sinécure », occupée par « un conservateur de livres anciens qui ne conserve que son emploi à rémunération ».

Publiquement, M. Fleury avance des arguments comptables dénonçant « le prix exorbitant » du classement des archives municipales et d'enrichissement des collections de la bibliothèque (2 800 francs par an). Fleury, toujours au nom de la majorité républicaine, remet également en question les compétences apportées par un bibliothécaire municipal : « le premier venu, le plus illettré peut [en] tenir l'emploi ». Ces critiques publiques remettent en cause le travail de Fernand Bournon et provoquent sa démission. Il rédigera une lettre destinée au conseil municipal pour défendre son honneur, mais celle-ci ne sera pas lue, comme en témoigne un verbatim du bibliothécaire publié dans le *Journal de Saint-Denis* quelques mois après sa démission et dans lequel il dresse un bilan de son action pour la bibliothèque et les archives :

---

<sup>160</sup> « Dès avant l'automne 1893, des germes de discorde étaient apparus au sein de la majorité du conseil municipal et des groupes socialistes locaux. Leurs effets prirent bientôt une dimension insupportable, tandis qu'une série de difficultés plongeait l'équipe municipale dans un désarroi grandissant », affirme Jean-Paul Brunet dans *Saint-Denis, la ville rouge...*

<sup>161</sup> *BMO* n°290 du 10 décembre 1896, AMSD 3 D 8 / 16.



« Paris, le 14 mai 1897,

Monsieur le directeur,

Dans son dernier numéro, le *Journal de Saint-Denis* rendant compte de la séance que le conseil municipal de St-Denis a tenue mardi, m'apprend qu'il a été question de moi au cours de cette séance et que la municipalité désire savoir à quel point j'ai laissé le travail de classement et d'inventaire de la bibliothèque de la ville.

Je suis tout prêt à déférer à ce désir, encore que dans ma lettre de démission que j'eus l'honneur d'adresser au maire de St-Denis, j'aie indiqué très précisément tout ce que j'avais fait et réfuté sans peine les critiques, aussi violentes que fausses, formulées à ce sujet par le conseiller Fleury. Cette lettre devait être lue à la séance suivante du conseil et par suite, imprimée au procès-verbal ; elle ne l'a pas été.

J'ai dressé le catalogue sur fiches de *tous* les livres de la bibliothèque et [...] j'ai publié en une brochure in-16 de 34 pages (1894, imp. Bouillant) le catalogue de tous ceux qui ont le caractère d' « usuels » ; j'ai réparti dans les cartons de la salle des archives plus de trois cents dossiers des archives municipales, classées conformément aux instructions ministérielles, et [...] j'en ai rédigé un inventaire sommaire, qui permet de retrouver chaque liasse en un instant.

J'ajouterai que j'ai réuni une collection curieuse d'estampes locales, groupé chaque semaine les matériaux et préparé la mise en page de 290 numéros du *Bulletin municipal* où j'ai publié plus de 60 articles de variétés sur un sujet d'histoire dionysienne, constitué, à côté des fonds anciens, une bibliothèque d'ouvrages modernes : dictionnaire, histoire générale, grands écrivains, livres de vulgarisation scientifique, etc. en rapport avec les besoins des lecteurs <sup>162</sup>.»

Les arguments avancés par Victor Fleury sur le supposé désordre de la salle des archives seront plus tard battus en brèche : comme l'objectera Jean Burlot, alors chargé de donner suite au projet d'ouverture de la bibliothèque et de classement des archives, la salle du 3<sup>e</sup> étage sert aussi « à la distribution des cartes électorales, à la caisse d'épargne et au déballage des caisses de paille et de foin, où sont renfermés les lots des tombolas de bienfaisance qui y sont organisées presque continuellement <sup>163</sup> ».

---

<sup>162</sup> Fernand Bournon, « À propos des archives », *JSD* n°1555 du 20 mai 1897, AMSD.

<sup>163</sup> *BMO* du 28 mai 1897, n °297, AMSD 3 D 8 / 16.

La réalité est donc nuancée. L'éviction de Fernand Bournon s'appuie d'avantage sur des prétextes que sur des éléments objectifs. La raison du renvoi de l'archiviste obéit probablement à raisons politiques. En 1893, l'achat par la mandature Walter de 1 000 exemplaires de son histoire de Saint-Denis dans un contexte de tension financière a pu jouer un rôle, de même que la recherche qu'il a effectuée sur la Petite Paroisse. Victor Fleury est membre du conseil de fabrique : il n'a sans doute pas apprécié que les lumières de Fernand Bournon puissent soutenir un projet aussi ardemment défendu par les socialistes-révolutionnaires de la ville. Acteurs de longue date du réseau d'instruction populaire de la ville, le docteur Alexandre Le Roy des Barres qui est président de l'*Association Philotechnique*, son collègue Jean Burlot, vice-président puis président de la *Ligue*, avaient sans doute vu d'un mauvais œil la tentative des socialistes de contrôler à leur prise de fonctions en 1892 les subventions accordées aux sociétés de la ville <sup>164</sup>.

Au delà de leurs visées philanthropiques, les sociétés sont des outils politiques et sociaux de diffusion des idées qui permettent la constitution d'une clientèle électorale. La position d'Alfred Thivet est à ce titre révélatrice : ancien instituteur, il est devenu administrateur des moulages de fonte Hanctin, qui emploient une cinquantaine d'ouvriers. Parallèlement, il continue ses activités philanthropiques en enseignant entre 1880 et 1890 à l'*Association philotechnique*, mais il est aussi président de la *Société mutuelle de secours scolaires de Saint-Denis*. Cette société de secours mutuel pour les anciens élèves des écoles publiques indemnise les parents gardant leurs enfants malades et propose une retraite appuyée sur des livrets d'épargne individuelle. Alfred Thivet-Hanctin incarne parfaitement la figure du paternalisme patronal : à la fois employeur, banquier, assureur, et professeur des ouvriers de la ville, il est aussi leur représentant politique. Dans les années 1860, le docteur Alexandre Le Roy des Barres avait d'ailleurs déjà, bloqué le développement des cours du soir voulus par le ministère de l'Instruction publique pour garantir l'assise de la société qu'il présidait <sup>165</sup>. À ces enjeux électoralistes s'ajoutent également un certain « chauvinisme », comme l'évoque la longue lettre d'Etienne Bruel à propos des vols com-

---

<sup>164</sup> Fernand Bournon, *Rapport sur le fonctionnement des divers services dont je suis chargé*, Saint-Denis, 9 novembre 1896, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>165</sup> Christophe Granger, « La « petite lanterne du progrès »... », *op. cit.*, p. 29.

mis aux archives municipales <sup>166</sup>. L'auteur de la lettre affirme que le recrutement de Fernand Bournon a été imposé à la ville par l'archiviste du ministère de l'Intérieur : on imagine bien alors l'impression de défiance que le parachutage d'un archiviste-paléographe parisien aux opinions politiques socialisantes peut faire sur la notabilité locale. Sans surprise, la lettre de Bruel remet d'ailleurs en question les compétences d'historien de Fernand Bournon « auteur, du reste, d'une notice bien inexacte sur l'histoire de Saint-Denis <sup>167</sup> ».

Si l'idée de développer et de moderniser les collections de la bibliothèque publique revient à la préfecture de la Seine, c'est bien à Fernand Bournon qu'il est revenu de mettre en œuvre ce projet. Le service remplit deux fonctions : assurer et mettre en valeur la conservation du patrimoine écrit de la ville, mais aussi renforcer les dispositifs d'éducation populaire. En la matière, le contexte politique de la victoire socialiste de 1892 a joué un rôle déterminant. La décision des élus révolutionnaires de supprimer les subventions aux sociétés de la ville puis leur soutien à la création d'une Bourse du Travail prônant l'autonomie ouvrière a ouvert les yeux des républicains sur la fragilité d'un système d'éducation populaire reposant essentiellement sur le soutien matériel et financier de la commune. Enfin, l'intérêt apporté à la bibliothèque publique par les classes moyennes émergentes à Saint-Denis a fait de cette dernière un enjeu électoral justifiant des investissements financiers plus importants que par le passé. Il est significatif de remarquer que partir de 1900, le thème de la lecture municipale sera évoqué dans les programmes politiques de l'ensemble des acteurs politiques de la ville.

## 5. L'après Fernand Bournon

La nouvelle majorité, désormais sensibilisée au projet d'une bibliothèque municipale, décide d'en poursuivre le développement. La ville de Saint-Denis a déjà consenti des efforts financiers importants pour renouveler les ouvrages du fonds et le classement des archives n'est pas terminé. De surcroît, la future bibliothèque municipale ne dispose toujours pas de locaux adaptés. Comme le constate Jean Burlot, membre socialiste possibi-

---

<sup>166</sup> « Lecture d'une lettre du citoyen Bruel », *Registre des délibérations du conseil municipal*, 19 décembre 1893, pp. 130 - 138, AMSD 1 D 1 043.

Quelques liasses avaient - semble-t-il - été empruntées aux archives par Édouard Grauce, directeur du Journal de Saint-Denis pour rédiger une histoire de la ville. Il prêtera ces documents à Étienne Bruel, alors collaborateur au journal et sensé poursuivre le travail entamé. Étienne Bruel les conservera 7 années avant de les rendre en accusant Édouard Grauce. L'affaire, essentiellement politicienne, illustre néanmoins les difficultés que rencontrent les municipalités de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour contrôler leurs archives sans personnel dédié.

<sup>167</sup> « Lecture d'une lettre du citoyen Bruel »..., *op. cit.*, p. 81.

liste de la commission de la bibliothèque, la salle où sont stockées les livres n'a toujours pas d'affectation propre, puisqu'elle sert « à la distribution de cartes électorales, à la caisse d'épargne et au déballage des caisses de paille et de foin où sont renfermés les lots de tombolas de bienfaisance qui sont organisés presque continuellement dans cette salle <sup>168</sup> ».

Deux ans après la victoire des républicains emmenés par Denis Quintaine, une nouvelle commission est tardivement désignée. Nous sommes le 25 mars 1898. Le comité est validé par un arrêté de la préfecture le 31 mai 1899. Sa composition, fidèle à la tradition démarrée en 1889, rassemble les représentants locaux de l'éducation populaire : l'inamovible Alexandre Le Roy des Barres, médecin et toujours président de l'*Association philotechnique*, Jean Burlot, commerçant, devenu président de la *Ligue de l'Enseignement*, Prévost, instituteur, responsable de la *Bibliothèque pédagogique*, Savouret, qui s'occupe de l'*Union musicale*, auxquels s'ajoutent - de droit - les membres de la commission de l'enseignement. En novembre 1899, la commission décide le déménagement de la bibliothèque vers l'entresol de l'Hôtel de Ville <sup>169</sup>. Une somme de 4 500 francs est prise sur les excédents des recettes de l'octroi pour réaliser les aménagements nécessaires. Malheureusement l'inertie des autorités municipales est telle que la bibliothèque n'est toujours pas ouverte quand arrivent les élections municipales de 1900.

---

<sup>168</sup> « Archives et bibliothèques municipales », *Délibération du 11 mai 1897*, Registre des délibérations municipales, AMSD 1 D 1 046, p. 144.

<sup>169</sup> « Transfert de la bibliothèque municipale - Rapport », *Délibération du 30 novembre 1899*, Registre des délibérations municipales, AMSD 1 D 1 049, p. 208.

## Conclusion

Le Saint-Denis des dernières années du XIXe siècle est une société où différents groupes sociaux se trouvent en concurrence. Ces groupes sont structurés par la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale, mais aussi par leur affiliation à des courants de pensée politique. Ils utilisent une partie de leur temps libre pour consolider ou améliorer leur position sociale. L'éducation seconde, dans un système républicain construit sur la promesse d'une ascension sociale par le mérite, tient une place centrale. Partant du principe que le livre transforme le lecteur, les individus les plus aisés, les industriels de la ville, craignent de voir leurs avantages sociaux remis en question par les franges les plus militantes des travailleurs. Ils promeuvent alors une éducation populaire destinée à moraliser les ouvriers, à assurer leur « alphabétisation sociale ». Cette éducation passe par l'ouverture de bibliothèques populaires destinés à contrebalancer l'impact de la littérature populaire des romans-feuilletons, des contes jugés archaïques et des écrits politiques. Ces bibliothèques sont pourtant animées par des réseaux différents et qui, bien qu'ils aient le même objectif de moralisation du monde ouvrier, sont politiquement concurrents.

Les bénévoles de ces réseaux d'éducation populaire appartiennent plutôt aux classes moyennes émergentes. Ils soutiennent pour les uns le paternalisme des industriels, pour les autres le philanthropisme de la Franc-maçonnerie. Mais ces militants cherchent également, par leur engagement, des formes de rétribution par l'appartenance à des réseaux affinitaires ou la gratification d'un poste plus rémunérateur. Quant au public de l'éducation populaire, il est surtout composé d'employés de commerce ou de bureau, d'ouvriers qualifiés, d'écoliers qui cherchent à compenser une éducation limitée par leur manque de ressources ou à acquérir des compétences nouvelles leur donnant un avantage sur un marché du travail très peu régulé. Ce groupe social cherche donc, en acquérant les valeurs du groupe dominant, à se rapprocher de lui et de ses avantages. Enfin, le groupe le plus nombreux et le moins concerné par ce système complexe est celui des ouvriers peu ou pas qualifiés, journaliers, lavandières, portefaix. Les progrès de l'alphabétisation accomplis depuis les lois Guizot ont fait d'eux des lecteurs, mais la pauvreté de leurs existences les amène à se soucier d'avantage du pain que du livre. Les difficultés qu'il éprouvent à s'en procurer les amènent à des révoltes fréquentes et des grèves dans les usines.

À ce tableau social et éducatif de Saint-Denis, il faut ajouter l'élément municipal. Encouragées par le système républicain, les communes sont amenées à prendre à leur charge la bienfaisance publique et l'éducation. Elles affirment progressivement leur pouvoir, d'abord face à l'Église, par une politique de laïcisation des services publics municipaux, puis, pour la Seine-banlieue, face à Paris. Cette affirmation communale se traduit par une politique de construction d'équipements variés, des plus symboliques (l'Hôtel de Ville) aux plus prosaïques (le réseau d'égout). La municipalité de Saint-Denis, qui dispose de collections anciennes d'ouvrages, voit dans la création d'une bibliothèque municipale le moyen de construire et d'affirmer son identité en mettant à la disposition du public un outil prestigieux et rare pour l'époque. Cela lui permet de rivaliser avec les villes importantes de province et d'envoyer un signal fort à la capitale.

La commune va donc, entre 1889 et 1900, adjoindre à sa politique de soutien aux sociétés d'éducation populaire une administration municipale de la lecture s'adressant de préférence aux classes moyennes et supérieures. Outil de faire-valoir de l'identité municipale, la bibliothèque autorise Saint-Denis et ses élites à se comparer avec Paris ou d'autres villes importantes du pays. Pour pérenniser son projet, elle doit néanmoins trouver des ressources, du personnel qualifié et des locaux. Ce sera chose faite à partir de 1901, dans un projet ambitieux mêlant mise en valeur scientifique de documents patrimoniaux et ouvrages de connaissances encyclopédiques. Ce faisant, la bibliothèque va devenir un faire-valoir de la politique édilitaire locale, jusqu'à faire de la culture un enjeu électoral.

Ironie du sort, cet élan a été initié par un expert en bibliothèque extérieur à Saint-Denis, imposé à la commune par la volonté du ministère de l'Intérieur. Démissionnaire, il ne prêtera jamais le moindre livre dans la nouvelle bibliothèque publique.

## **Partie 2. 1900-1914 : l'histoire lue et l'histoire vue : vers une politique municipale de la culture à Saint-Denis**

## Introduction

La période inaugurée par l'ouverture de la bibliothèque municipale au public est difficile à appréhender. Les sources sont nombreuses mais fragmentaires et souvent pauvres en informations. Elles obligent à un long et délicat travail de reconstitution, constamment grévé par la crainte de laisser ignorée une information déterminante pour la compréhension des faits. Cependant, plusieurs tendances se dégagent dans l'histoire des institutions culturelles à Saint-Denis entre 1900 et 1914. Alors qu'il s'agit d'une période de déclin des bibliothèques dans l'ensemble de la France, principalement en raison d'obstacles institutionnels, Saint-Denis fait figure d'exception. Non seulement le mouvement des bibliothèques populaires s'y maintient, grâce notamment aux cours du soir et aux conférences proposés par la *Ligue de l'Enseignement* et l'*Association Philotechnique*, mais il y continue son développement : une bibliothèque populaire est par exemple ouverte dans le quartier Pleyel, limitrophe de Saint-Ouen, et s'y développe. Le dossier administratif de la bibliothèque de la Plaine (fondée dans les années 1880) et conservé aux Archives Nationales, montre l'enrichissement régulier de ses collections, par des dons réguliers de l'État<sup>170</sup>. Il faut encore également ajouter à ces institutions la bibliothèque de la Bourse du Travail, elle aussi en plein essor, les bibliothèques scolaires, et celles des patronages. On assiste de surcroît au redémarrage de l'Université populaire de Saint-Denis<sup>171</sup>. Loin de se s'essouffler, donc, le développement de l'éducation populaire se poursuit dans la ville.

Il faut certainement expliquer ce développement par la forte demande émanant des publics ouvriers de Saint-Denis. Avec l'augmentation du niveau de l'instruction dans l'ensemble du pays, les travailleurs ne sont plus comme au XIX<sup>e</sup> siècle, majoritairement illettrés. Ils ont cependant, pour la plupart et pour des raisons économiques et familiales, dû écourter leurs études et entrer tôt dans le monde du travail. Ils doivent par conséquent mettre à profit l'instruction seconde pour améliorer leurs qualifications et espérer obtenir une position sociale moins défavorable. Il existe donc localement une demande forte pour la formation post-scolaire. De plus, l'État, conscient depuis des décennies d'un péril ou-

---

<sup>170</sup> Ministère de l'Instruction publique et des Beaux Arts, *Bibliothèque populaire libre de Saint-Denis (Plaine). Concessions de livres*, Paris, 1914, Archives Nationales, F 17/17314.

<sup>171</sup> Lucien Mercier, *Les universités populaires : 1899-1914. Education populaire et mouvements ouvriers au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1986.



vrier dans Paris et ses environs, soutient les œuvres d'éducation populaire en cherchant à intervenir à la fois dans une perspective républicaine d'émancipation progressive des travailleurs, mais aussi, à plus court terme, pour des raisons d'ordre public, en trouvant dans l'éducation populaire un moyen d'éloigner les ouvriers du cabaret.

À l'évidence, le cadre administratif des bibliothèques reste l'obstacle principal à leur développement : le défaut d'un projet politique national pour la lecture, l'absence de bibliothécaire professionnel, mais aussi le contrôle étroit exercé par la tutelle et la modestie des subventions publiques ralentissent le développement des bibliothèques à l'échelle communale. Cet effet bloquant du cadre d'intervention public est particulièrement sensible en Seine-banlieue, où les besoins des populations obligent les municipalités à des arbitrages complexes entre des investissements également prioritaires. Face à un tel vide, il n'est pas surprenant que les colorations politiques des mandatures qui se succèdent à l'Hôtel de Ville aient sur le développement de la bibliothèque municipale une influence centrale mais contrastée. La population néglige les collections anciennes de l'Hôtel de ville, rassemblées dans une visée scientifique mais peu adaptées aux besoins d'instruction de la majorité des habitants de la ville. Cette bibliothèque participe essentiellement à la construction d'une identité locale conforme aux intérêts de la bourgeoisie, même si elle prend la forme d'un accomplissement intellectuel promu par le système éducatif républicain.

Il en va de même pour le musée, fondé vers 1901 comme de nombreux autres en France dans la période s'étalant de 1860 à 1914<sup>172</sup>. Ce musée trouve son origine dans un enchevêtrement complexe de volontés culturelles et politiques, de disponibilités de collections par des legs locaux ou par des fouilles. Mais comme la bibliothèque de l'Hôtel de ville qui donne à lire l'histoire, il répond à la nécessité pour les élites locales d'attester de l'existence d'un patrimoine spécifique à Saint-Denis. Plus jeune que la bibliothèque, peut-être moins légitime au vu des besoins de la ville, le musée municipal fera jusqu'à la Première Guerre mondiale l'objet d'un débat public controversé. À partir de 1914, les transformations de l'exercice du pouvoir communal imposées par l'état de guerre sont telles que, à l'exception de quelques rares moments, il ne sera plus question de bibliothèque ou de musée dans les débats public locaux avant 1921.

---

<sup>172</sup> Loïc Vadelorge, *De l'histoire culturelle à l'histoire urbaine, Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches présenté sous la direction du professeur Annie Fourcaut*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008. 3 vols.

On peut donc distinguer en matière de politique culturelle trois périodes très différentes de la vie municipale de Saint-Denis entre 1900 et 1914. Élu en 1900, la majorité radicale-socialiste d'Alfred Thivet-Hanctin, très sensible à la dimension de l'éducation populaire, volonté « laïcarde », cherche à développer l'offre éducative municipale : on réouvre la bibliothèque, un musée est fondé, on cherche à tirer parti du tourisme naissant. Cette majorité est remplacée par celle d'Alexandre Adam à partir de 1904. Plus à droite, peu portée sur l'éducation populaire, sa double mandature délaïsse les projets culturels et éducatifs qui stagnent ou disparaissent. Ces derniers reviennent pourtant au centre des débats municipaux à l'occasion de la campagne municipale de 1912 qui verra une nette victoire du projet socialiste et l'avènement d'une politique municipale de la lecture. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi d'aborder les moments importants du développement de la lecture à Saint-Denis en respectant la chronologie des majorités municipales successives.

## Chapitre 1. 1900-1904 : la mandature Thivet-Hanctin, un âge d'or des sociétés d'éducation populaire ?

C'est au nouveau pouvoir municipal, élu en 1900 et dirigé par Alfred Thivet-Hanctin que revient donc le soin d'ouvrir la bibliothèque. Ancien instituteur, militant de l'éducation populaire, le maire est sensible à la question. Il poursuit donc les efforts déployés par Fernand Bournon pour ouvrir au public les collections municipales, tout en soutenant les associations philanthropiques. En parallèle, les efforts conjugués de la *Ligue de l'enseignement* et de l'équipe municipale permettent l'ouverture d'un modeste musée. Cependant, les mêmes difficultés subsistent : la recherche de financements ou de locaux reste complexe tandis que les oppositions locales ralentissent ces initiatives.

### 1. L'ouverture au public des collections municipales : des murs, un bibliothécaire et un catalogue

Bien que la collaboration entre la municipalité de Saint-Denis et Fernand Bournon se soit interrompue brutalement en 1896, la municipalité de Saint-Denis a poursuivi ses efforts pour doter la ville des services d'une bibliothèque d'érudition capable de conserver et de mettre la mémoire de la ville à la disposition des chercheurs.

En 1898, les élus de la commission de la bibliothèque sollicitent Ferdinand Talbert pour remplacer Fernand Bournon. Le nouvel archiviste, professeur de lettres à l'Institut Catholique d'Angers puis au Prytanée militaire de La Flèche, né en 1829, poursuit l'entreprise de classement de son prédécesseur. Les travaux se révèlent difficiles. Dans une note rédigée à l'occasion de la fin de son intervention, en 1898, et adressée au maire, il fait un bilan pouvant sembler encourageant de son travail, mais en soulignant la difficulté matérielle :

« [...] J'aurais bien aimé vous remettre avant de partir un catalogue fait dans les règles, mais, par suite de l'absence d'échelle, il est impossible d'atteindre les rayons les plus élevés sans se livrer à des exercices de gymnastique qui ne sont plus de mon âge, et en

outre la plupart des livres sont couverts d'une telle couche de poussière qu'on ne peut les remuer sans se mettre les vêtements et les mains dans un état indescriptible <sup>173</sup>. »

La suite de la lettre est un avertissement très clair aux élus :

« Qu'il me soit permis d'ajouter que je ne crois qu'aucun homme curieux et compétent consente jamais à accepter les fonctions de conservateur de la bibliothèque de Saint-Denis, tant qu'un local convenable ne lui sera pas exclusivement réservé. Nulle part je n'ai vu des sociétés et des services de toutes sortes, voire même des tombolas et des adjudications disputer à la bibliothèque l'emplacement qui lui est consacré, et ce serait certainement une raison puissante, aux yeux du ministre de l'instruction publique, pour refuser à Saint-Denis les livres et les publications qu'il octroie généreusement chaque année à d'autres bibliothèques municipales <sup>174</sup>. »

Ainsi, moins que la richesse des collections, c'est surtout la question d'un lieu approprié qui est soulevée par Ferdinand Talbert. Si la ville de Saint-Denis espérait obtenir l'aide des autorités de tutelle pour développer ses collections, elle devait impérativement trouver pour sa bibliothèque un local approprié.

Mais le vénérable professeur propose néanmoins de poursuivre les travaux entrepris et envisage probablement de se fixer à Saint-Denis. Sa mort dans cette même ville en 1906 semble confirmer son projet : Ferdinand Talbert aura, jusqu'au soir de sa vie, prêté son concours à l'inventaire et au classement de la bibliothèque de Saint-Denis.

En tout état de cause, les demandes exprimées dans la lettre trouveront un accueil favorable des élus dionysiens. Une délibération de janvier 1901 se plaint de la persistance des employés communaux à utiliser la salle pour déballer les lots des tombolas <sup>175</sup>. En février, un adjoint de la nouvelle majorité, l'architecte Édouard Blanchard, sollicite l'avis du conseil municipal sur la question des locaux et obtient une enveloppe de 4 500 francs supplémentaires pour « l'aménagement de la bibliothèque et confection du catalogue ». Après des travaux réalisés à hauteur de près de 3 500 francs (on se félicite des écono-

---

<sup>173</sup> Ferdinand Talbert, *Lettre au conseil municipal du 2 mars 1898*, AMSD, 2 R 10.

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> « Installation de la bibliothèque municipale », *Délibération du 11 janvier 1900*, Registre des délibérations municipales, AMSD 1 D 1 050, p. 311.

mies réalisées), la bibliothèque est déplacée du rez-de-chaussée à l'entresol de l'Hôtel de ville, non sans qu'une nouvelle fois la commission avertisse :

« La Commission profite en outre de cette circonstance pour protester énergiquement contre le dépôt dans cette salle de tous les débarras au moment des fêtes données à l'Hôtel de ville et prie la Municipalité de donner des ordres pour qu'à l'avenir ces faits de ne reproduisent pas <sup>176</sup>. »

Parallèlement, la constitution et l'impression du catalogue restent l'autre obstacle à surmonter par la commission de la bibliothèque. Non seulement le catalogue permet une relative autonomie des lecteurs dans la bibliothèque, puisqu'ils disposent d'un outil de recherche dans les collections classées méthodiquement, mais cette publication est de surcroît le sésame rendant possible à la fois la perception de l'aide départementale mais aussi les dons éventuels du ministère de l'instruction publique et des beaux arts, dans un contexte où le livre - en tous cas le livre pensé comme de qualité - reste cher. Ces dotations, parfois importantes pour les bibliothèques, permettent de compenser la faiblesse des budget communaux. Une note signée par Alfred Damgé, secrétaire-général de la mairie et membre de la commission, fait ainsi état des montants considérables touchés par d'autres communes de la Seine pour les bibliothèques : Charenton-le-Pont, Neuilly-sur-Seine ont reçu 10 000 francs d'aide, Levallois, Montreuil et Saint-Maur 9 000 <sup>177</sup>. Avec 1 000 francs par an, le budget de Saint-Denis est essentiellement utilisé à des dépenses courantes, comme l'indemnisation du personnel ou les frais de reliure, mais ne permet pas l'enrichissement des collections <sup>178</sup>.

Par ailleurs, le développement des bibliothèque continue d'être, avec le nouveau siècle et le développement des livres à bon marché, un instrument de propagande, notamment contre les milieux cléricaux. L'apparition d'une nouvelle bibliothèque populaire dans le quartier Pleyel, en 1905, est, à ce titre, salué par les édiles républicains et se voit gratifiée d'une petite aide de la commune <sup>179</sup>.

---

<sup>176</sup> « Installation de la bibliothèque municipale », *BMO* du 1er mars 1901, n°430, AMSD, 3 D 8 / 17.

<sup>177</sup> Alfred Damgé, *Note du 1er janvier 1901*, Commission d'inspection et d'achat de livres de la bibliothèque. \* 1889 - 1909 \*, AMSD 2 R 4.

<sup>178</sup> Commission de la bibliothèque, 7 juillet 1902, Commission d'inspection et d'achat de livres de la bibliothèque. \* 1889 - 1909 \*, AMSD 2 R 4.

<sup>179</sup> « Répartition des crédits inscrits au Budget pour subvention aux Sociétés et avis de la commission sur différentes demandes de subventions », *BMO* n°463 du 25 juillet 1905, AMSD 3 D 8 / 20.

En vue d'éditer un catalogue, il faut là aussi trouver un archiviste capable de mettre en ordre les quelques 3 000 fiches laissées par Fernand Bournon <sup>180</sup>. Bien qu'aucune source locale ne le précise, il est imaginable que Ferdinand Talbert, qui connaît bien le fonds pour y avoir terminé le travail de classement, a pu se charger de cette mission. En tout état de cause, la réunion suivante de la commission, en juillet 1901, peut nous laisser penser que c'est chose faite puisqu'on se préoccupe désormais d'un sujet inédit : attirer du public.

Bien que le procès-verbal de réunion de la commission de février 1902 soit pauvre, il témoigne néanmoins des interrogations et des projets des élus pour la bibliothèque. Les membres de la commission constatent des « lecteurs peu nombreux » et s'interrogent sur les moyens d'« attirer le public ». Il est -pour la première fois- question du fonds moderne de la bibliothèque et notamment de son potentiel d'attraction. Si, parmi les solutions évoquées, on retrouve la mise en avant des ouvrages qui intéressent particulièrement les lecteurs du début du XIX<sup>e</sup> siècle, comme les « livres de géographie coloniale » ou de « littérature », le docteur Alexandre Le Roy des Barres propose également d'utiliser la bibliothèque afin d'y organiser des conférences. Si cette proposition n'a rien de très nouveau, les conférences faisant depuis près de 15 ans florès partout dans le pays, l'idée de les organiser à la bibliothèque municipale (à la manière de ce qui est déjà pratiqué par la *Ligue de l'Enseignement* ou l'*Association Philotechnique*) contribue au renouvellement des missions de la bibliothèque. Celle-ci ne serait plus un simple dépôt de livres anciens, mais un lieu actif de diffusion de la connaissance auprès d'une catégorie de lecteurs voulue comme la plus large possible. Ce que cette réunion nous laisse entrevoir, c'est donc le glissement progressif du statut de la bibliothèque. D'un lieu pour érudits, elle se rapproche des missions des bibliothèques populaires et devient une institution plus ouverte sur les connaissances contemporaines, préfigurant les bibliothèques de lecture publique de l'entre-deux-guerres <sup>181</sup>. Cette évolution locale, dans laquelle le pouvoir municipal fait sienne très tôt la mission d'éducation populaire par la lecture (jusque là dévolue aux associations philanthropiques), doit être soulignée. Elle s'inscrit dans le cadre plus large de l'évolution des mentalités de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : élévation du niveau général d'études, diffusion d'éditions meilleur marché, demande croissante de lecture des travailleurs intel-

---

<sup>180</sup> « Procès-verbal de réunion », *Commission d'inspection et d'achat de livres de la bibliothèque* du 1<sup>er</sup> février 1902, AMSD, 2 R 9.

<sup>181</sup> Voir en partie III, consacrée à la période 1918-1935.

lectuels. Les bibliothèques commencent, dans les grandes villes du pays comme à Saint-Denis, à s'ouvrir à ceux que l'inspecteur des bibliothèques Henri Baudrillard, cité par Noé Richter, appelle « la classe moyenne des intelligences cultivées <sup>182</sup> ».

Malheureusement les sources locales, très lacunaires pour la période de la Belle Époque, ne nous permettent pas de savoir si ces conférences ont eu lieu ou non, ni quel succès de fréquentation a connu la bibliothèque après son installation dans des locaux plus accueillants. La croissance continue des bibliothèques populaires dans Saint-Denis, qui en plus de celles déjà bien fournies de la Ligue et de l'*Association Philotechnique*, comptent désormais avec la Bibliothèque populaire de la Plaine et celle du quartier Pleyel montrent en tout cas avec évidence cet engouement croissant pour le livre et la lecture. Mais du côté de la bibliothèque municipale, les comptes-rendus de la Commission montrent en tous cas que jusqu'en 1905, la question du financement reste un sujet central.

La bibliothèque est, pour la première fois, ouverte au public le 15 octobre 1901. C'est un signe politique fort pour l'époque. La consultation des ouvrages n'est plus, comme auparavant, réservée aux seules personnes autorisées mais devient possible pour tous les habitants sur inscription préalable. Ouverte les mardis, jeudis et samedis de 20 heures à 22 heures, elle doit permettre aux lecteurs de s'y rendre après le travail. Un employé communal -vraisemblablement M. Eyraud- est dédommagé pour quelques heures par mois de travail supplémentaire, pour tenir la permanence et communiquer les ouvrages repérés par les lecteurs sur le catalogue. Exceptionnellement et sur autorisation du bibliothécaire, les ouvrages peuvent être empruntés à domicile.

Le brouillon du rapport de Picou et Besnard, les membres de la commission qui ont procédé au reclassement de la bibliothèque, daté de 1899 et conservé à la médiathèque du Centre-Ville de Saint-Denis, nous apporte quelques précisions sur les espoirs des élus.

---

<sup>182</sup> Noé Richter, *La lecture et ses institutions : la lecture populaire : 1700-1918*, Éd. Plein Chant et Université du Maine, Le Mans, 1987.

« Les bons résultats qu'on est en droit d'attendre de la bibliothèque municipale dépendront avant tout de son fonctionnement et, par la suite, du zèle du bibliothécaire <sup>183</sup>. »

Avant de préciser, dans un paragraphe intitulé « Devoirs du bibliothécaire » (et qui fait aujourd'hui sourire le lecteur tant la question paraît constitutive des bibliothèques en général) que :

« Lorsque la commission a rempli sa tâche, celle du bibliothécaire commence, il ne s'agit pas pour lui de se renfermer dans son rôle de conservateur des livres qui se bornent à un travail de classement, de surveillance et d'enregistrement, mais encore d'apporter toute l'aménité désirable dans ses relations avec les lecteurs ».

Ces précautions démontrent à quel point la question de la professionnalisation du personnel des bibliothèques, reste, à côté de celle d'un local, le point nodal du fonctionnement de l'institution.

La monographie de l'État des Communes consacrée à Saint-Denis par Fernand Bournon nous apporte quelques détails sur le fonctionnement de la jeune bibliothèque. Un tableau fait notamment état de la très modeste circulation des ouvrages entre octobre 1901 et septembre 1902 : 249 demandes de communication sur place et 262 emprunts à domicile. Malgré un succès public confidentiel, l'ouverture de la bibliothèque fait l'objet d'un *satisfecit* de l'équipe municipale de Saint-Denis <sup>184</sup>.

Signe de l'importance politique de l'évènement, le *Journal de Saint-Denis* publie de longs extraits du rapport de la commission présenté par les conseillers Besnard et Picou : ils y expliquent les opérations de bibliothéconomie nécessaires à la mise en route de la bibliothèque. Mais le fait le plus significatif est l'avis que le rédacteur de l'article, sous le pseudonyme de Jean Denys <sup>185</sup>, donne sur cette ouverture :

---

<sup>183</sup> Besnard et Picou, *Rapport relatif au fonctionnement de la bibliothèque municipale*, Archives de la bibliothèque, Service du patrimoine de la bibliothèque de Saint-Denis.

<sup>184</sup> Département de la Seine, Direction des affaires départementales, *État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis...*, *op. cit.*, p. 28.

<sup>185</sup> Il s'agit probablement d'Édouard Grauce, le directeur du *Journal de Saint-Denis* et candidat malheureux aux élections municipales de 1900.



« Le rapport résumé que l'on vient de lire indique la grande somme de travail qu'a demandé la réorganisation de cette bibliothèque.

Malheureusement, nous croyons bien que plus d'un lecteur - et plus d'une lectrice surtout - ne soient déçus s'il leur prenait fantaisie d'aller consulter un livre de la bibliothèque municipale pour se distraire.

Il n'y a, en effet, jusqu'à présent, aucun ouvrage bien moderne et en tout cas, le « roman » - habituelle pâture populaire - y fait totalement défaut.

Cette bibliothèque n'est pas une bibliothèque pour les profanes et les oisifs : c'est une bibliothèque pour les érudits et les chercheurs.

C'est un peu ce qui arrête les libéralités du Conseil ; nos édiles, en effet, bien qu'appréciant pleinement l'intérêt de cette bibliothèque, ne se croient pas fondés à lui consacrer de nouveaux fonds.

Cependant, à côté de cette partie non populaire, de cette salle servant à la lecture sur place, de ces volumes anciens constituant le domaine des « amateurs », on peut et on doit constituer la bibliothèque des prêts à domicile : les bibliothèques scolaires ne donnant pas complètement à ce sujet satisfaction à la population.

C'est d'ailleurs ce qu'on a l'intention de faire.

Le sachant, nous posons, d'ores et déjà, un principe strict, en vue de la réalisation de ce projet : « Que la commission, dans ses achats nouveaux, rejette rigoureusement la littérature bête genre roman du *Petit Journal* <sup>186</sup>. »

Les arguments de l'auteur sont une illustration parfaite du projet républicain alors en vigueur en matière de livre et de lecture. Réfutant les ambitions scientifiques faisant de la bibliothèque un lieu réservé aux érudits, ils mettent en avant son rôle social de pacification des rapports de classe par l'éducation. Simultanément, ils excluent *a priori* de la bibliothèque toute forme de littérature dont la fonction ne serait pas d'édifier les consciences, visant, en la nommant, la culture populaire représentée par les romans à sensation.

## 2. La naissance d'un musée local

---

<sup>186</sup> Jean Denys, « La réouverture de la bibliothèque municipale », *JSD* n° 1996 du 15 août 1901, AMSD.

Parallèlement à l'ouverture de la bibliothèque municipale, le développement de l'historiographie et des sciences de la nature qui caractérisent la fin du XIXe siècle facilitent l'apparition d'un musée local. Sur la proposition de Jean Burlot, conseiller municipal radical socialiste et président de la Ligue dionysienne de l'Enseignement laïque, un musée local est envisagé dès l'automne 1899. Le musée pourrait « servir d'enseignement et d'application aux étrangers de notre ville, et aux nombreux enfants de nos écoles », suggère Jean Burlot, témoignant ainsi de la foi des élus républicains dans la capacité du progrès technique et de l'éducation à asseoir les bases d'une organisation sociale harmonieuse <sup>187</sup>. Le don de la Ligue doit permettre au musée naissant de rassembler quelque 1 300 pièces « en minéraux, minerais, coquilles fluviatiles et terrestres, fossiles, bois, cuirs, vieilles monnaies et médailles, clés des XVIe et XVIIe siècles, différents autres objets de curiosité et pièces naturalisés ». En raison du rapport lointain de ces collections avec l'histoire de la ville, Jean Burlot appelle le conseil municipal et l'auditoire à rassembler les pièces les plus intéressantes pour enrichir les collections du futur musée.

À l'origine, le musée est imaginé en trois parties : une partie historique, regroupant « des objets se rattachant à l'histoire de notre vieille cité, cartes, plans, fragments archéologiques, ou photographies » ; une partie « industrielle et commerciale », exposant des « produits bruts ou manufacturés » parce qu'en logique avec le contexte d'un engouement du monde pour les expositions universelles, le musée est pensé, à la manière d'une encyclopédie, comme un témoignage panoptique de la ville, de son histoire, de ses savoir-faire locaux ; des curiosités du monde regroupant « beaux-arts, curiosités artistiques, collections d'histoire naturelle, musée ethnographique des autographes, des cachets anciens ou modernes <sup>188</sup> ». En mars 1900, les collections bien modestes du nouveau musée sont installées dans les locaux assez vétustes de l'ancien hôtel-Dieu <sup>189</sup>.

La ville de Saint-Denis dispose d'un patrimoine ancien remarquable, ne serait-ce que grâce à sa basilique, mais son développement urbain accéléré par la croissance parisienne impose une série de travaux d'aménagement à partir des années 1870, notamment dans le bourg ancien, qui s'étire à partir de la célèbre cathédrale le long des rues de

---

<sup>187</sup> « Communication d'une lettre de M. Burlot - Offre de lots de minéraux, de fossiles et de coquillages - Formation d'un musée local », *BMO* n°417 du 20 octobre 1899, AMSD 3 D 8 / 17.

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> « Procès verbal de l'installation du musée dans l'ancien hôtel-Dieu », *BMO* n°421 du 29 mars 1900, AMSD 3 D 8 / 17.

la Fromagerie, Compoise et de la Boulangerie. La démolition des constructions vétustes, l'élargissement des voies et le percement d'axes nouveaux, la canalisation progressive des rus qui traversent le bourg, les passages des égouts donnent lieu à des fouilles de plus en plus fréquentes. Entre janvier 1900 et le printemps 1902, la démolition de l'asile maternel construit autour de l'église des Trois-Patrons, entre la rue de la Fromagerie et la rue de Strasbourg, au nord de la basilique, permettent la mise au jour d'un cimetière médiéval et l'exhumation d'intéressants vestiges mérovingiens <sup>190</sup>.

Ces recherches attirent bientôt l'attention du public dionysien : un premier sarcophage est mis à jour sous la supervision d'Eugène Rémy, un conseiller municipal radical-socialiste qui se pique d'archéologie. Un groupe d'archéologues amateurs se forme et se donne le nom de Commission du Vieux-Saint-Denis <sup>191</sup>. À la demande du groupe, des crédits supplémentaires sont votés pour prolonger les recherches <sup>192</sup>. Une dizaine de tombes supplémentaires sont découvertes, chacune révélant son lot d'objets anciens : bijoux, armes, objets du quotidien du haut Moyen-Âge. Pendant l'été, Charles Sellier, que Fernand Bournon souhaitait jadis voir recruté pour la bibliothèque municipale, devenu désormais inspecteur général des fouilles archéologiques et secrétaire de la Commission du « Vieux-Paris » se rend sur place, porteur d'un message de félicitations à la commune de Saint-Denis <sup>193</sup>. La commission renouvelle ses encouragements à plusieurs reprises, et facilite le déblocage d'une aide du conseil général.

Les découvertes archéologiques soulignent l'ambiguïté des relations entre Paris et Saint-Denis : en raison de ses liens anciens avec l'affirmation du pouvoir royal, la commune est l'héritière d'une histoire dont la portée est devenue par la force de choses nationale. Les encouragements répétés de la commission du Vieux-Paris témoignent de l'intérêt des pouvoirs publics pour les recherches locales, mais montrent également comment l'État, représenté par Charles Sellier, surveille étroitement les fouilles pour pouvoir, si nécessaire, mettre à l'abri toute découverte majeure. À l'échelle locale, le soutien des pouvoirs publics irrite l'opposition : les railleries grinçantes du *Journal de Saint-Denis*, tout au

---

<sup>190</sup> « Démolition de l'asile maternel », *BMO* n°421 du 23 mars 1900, AMSD 3 D 8 / 17.

<sup>191</sup> Le Chevalier du Guet, « Au musée municipal », *JSD* n°2030 du 12 décembre 1901, AMSD 1901.

<sup>192</sup> « Fouilles de l'asile rue de Strasbourg - Demande d'une subvention d'ouverture d'un crédit de 1 000 francs », *BMO* n°429 du 1er janvier 1901, AMSD 3 D 8 / 18.

<sup>193</sup> « Fouille dans l'ancien terrain de l'asile dans la rue de la Fromagerie - demande de crédit », *BMO* n°433 du 22 juillet 1901, AMSD 3 D 8 / 18.

long de l'été 1901, contre Eugène Rémy, puis contre un musée vu comme un projet somptuaire dévorateur de crédits, le confirment <sup>194</sup>. L'intérêt des découvertes est minimisé pour accentuer la démesure des ambitions municipales. Au contraire, les encouragements répétés de la commission du Vieux-Paris sont mis en avant par la mandature d'Ernest Thivet-Hanctin ; ils sont perçus comme un soutien au projet municipal d'un musée capable de : « restituer à Saint-Denis son histoire », et de justifier les fonds nécessaires à son installation.

En juin 1902 la Ligue transmet officiellement le musée à la commune <sup>195</sup>. Un inventaire des collections de l'institution, qui se donne comme ambition « l'histoire vraie, vue et palpable », est dressé par Eugène Rémy <sup>196</sup>. Mais la longue liste des trésors archéologiques que Saint-Denis se doit de conserver ne peut que mettre en évidence, une nou-

---

<sup>194</sup> « Le musée de Saint-Denis, Échos dionysiens », JSD n°2007 du 22 septembre 1901, AMSD, 2007.

<sup>195</sup> « Musée communal : procès verbal de la prise de possession », BMO n°439 du 15 juin 1902, ASMD 3 D 8 / 18.

<sup>196</sup> *Ibid.*

« 3 sarcophages en plâtre dont un avec squelette ; 1 sarcophage en pierre, 49 têtes et pieds moulurés (époque mérovingienne) ; 1 tête sarcophage (oreiller plâtre) ; 28 chapiteaux, clefs de voûte, encorbellement, consoles dont 12 des fouilles ; 1 pierre tombale provenant de l'église Sainte-Croix : don de M. Cailleux ; 4 fragments de pierres tombales ; 1 statuette St-Barthélémy ; 30 pierres sculptées et divers fragments (quantité offerts par M. Courtois négociant) ; 3 mortiers pierre ; 1 urne funéraire en pierre ; plusieurs tuiles romaines ; 2 boulets pierre trouvés à St-Denis (don de M. Devinoy) ; 1 coffret marbre, église Ste-Croix (don de M. Devinoy) ; Fragments de statues marbre, mains (don de M. Devinoy) ; Aiguillère bronze (provenant des Annonciades) ; 47 vases funéraires dont un gallo-romain, 1 cadran solaire (don de M. Devinoy), 15 panoplies, vases et fers mérovingiens, 1 amula, 1 meule gallo-romaine (don de M. Forterre), 4 tableaux offerts par M et Mme Forterre, 1 tableau de 1634 par Perrier (restauré par M. Forterre), provenant de l'ancienne l'ancienne chapelle des Carmélites ; 1 tableau offert par M. Cailleux ; vitrine de fond (offerte par M. Cailleux) ; 1 pierre portative de consécration pour autel ; 1 pierre appel aux fidèles (Louis XVI) ; 1 plaque de fondation de l'église des Trois-Patrons ; 1 plaque inauguration des Carmélites ; 2 sculptures bois ; 1 antéfix attribuée au IIIe siècle ; Plusieurs pierres sculptées albâtre provenant des retables des XIIIe et XIVe siècles ; 2 scramasaxes ou épées mérovingiennes ; 1 framée, époque mérovingienne, 5 boucles bronze et argent, provenant de ceinturons de guerriers mérovingiens ; 2 Poignards mérovingiens ; 2 flèches de javelot ; 2 cuillers à encens (mérovingiennes) ; Nombre de fibules (époque mérovingienne) ; 1 natte de cheveux trouvée dans un sarcophage ; Quantité de coquilles Saint-Jacques, trouvées dans des sarcophages avec étoffe de bure ; Trouvé également étoffe de bure et brocard ; 1 christ sculpté dans un os ; Épingles mérovingiennes ; Clous bronze et fer, provenant de cercueils bois (conservés), 7 bagues de bronze dont certaines avec chaton ; Quantité de pièces de monnaie, dont une en or ; 1 tableau de peinture sur bois attribué à Rubens ; (profanation du tombeau de Cyrus), (don de M. et Mme Forterre) ; Des tibias, fémurs et crânes, bien conservés pour études phrénologiques et études anatomiques ; 1 aiguillette or ciselé avec perles ; 1 perle mérovingienne ; 1 fibule circulaire cloisonné or, enrichie de rubis, avec croix mérovingienne agate, ornée d'un cabochon (gros saphir), identifié et antérieur à Clovis, Plusieurs plaques fonte de diverses époques ; Nombre de pierres sculptées non encore classées ; Arcs doubleaux, fût de colonne, chapiteaux provenant du Xe siècle et de la Renaissance ; 4 médaillons en marbre blanc provenant de l'ancien château d'Écouen, offerts par M. et Mme Forterre ; 1 pierre tombale du XIIIe siècle. »

velle fois, le besoin pressant de trouver des locaux adaptés. Un an avant, Eugène Rémy évoquait déjà « le piteux état du musée », où étaient stockées « des bottes de pailles <sup>197</sup> ». Les locaux du musée sont en effet dans un état déplorable : « ces locaux sont dans un tel état qu'il est presque impossible d'y opérer même provisoirement une réfection convenable <sup>198</sup> ». Bien que le mauvais état de l'édifice soit patent, c'est pourtant bien dans ces murs, et à défaut d'un bâtiment plus approprié, que le musée ouvre ses portes au public.

### 3. Assistance, éducation et patrimoine : les ambitions de la municipalité de Saint-Denis

Toujours en 1902, la nomination des membres de la commission du musée, nouvellement créée, est le théâtre d'un échange vif entre Eugène Doublemart et Jean Burlot à propos de la paternité du musée, signe que l'institution est investie d'enjeux de prestige individuel forts dans la communauté locale de Saint-Denis <sup>199</sup>. Les membres sont finalement choisis à la fin de l'automne 1902. On y retrouve les membres de la Commission du Vieux Saint-Denis : MMs Besnard, notaire honoraire ; Eugène Rémy, rentier ; Amédée Deleuze, négociant ; Charles-Hyacinthe Forterre, pharmacien ; Alexandre Cailleux, architecte, Gaston Cailleux, architecte ; Antonin Devinoy, propriétaire, René-Marie-Joseph Martin, entrepreneur du bâtiment ; Eugène-Fernand Doublemart, archéologue, Eugène-Auguste Faivre, Sculpteur ; auxquels s'ajoutent pour l'équipe municipale Édouard Blanchard (architecte, adjoint au maire ; Jean Burlot, Louis-Victor Fleury, Jossin, Gautré-Poignant, Lambert, Gustave Noyelle, Portal, conseillers municipaux. À cette liste s'ajoutent deux correspondants : l'abbé Duperron, qui a mené les fouilles récentes et Mme Forterre <sup>200</sup>. On remarquera au passage qu'Eugène Doublemart, géomètre et responsable des cours du soir de topographie est gratifié de la fonction d' « archéologue », signe qu'un compromis a été finalement trouvé à la querelle d'égos qui brouillait l'image de la commission.

---

<sup>197</sup> « Fouille dans l'ancien terrain de l'asile dans la rue de la Fromagerie - demande de crédit », *BMO* n°433 du 22 juillet 1901, AMSD 3 D 8 / 18.

<sup>198</sup> « Projet de concours pour la construction de bâtiment destinés à différents services municipaux sur l'emplacement de l'ancien Hôtel-Dieu », *BMO* n°448 du 31 décembre 1903, AMSD 3 D 8 / 19.

<sup>199</sup> « Procès verbal de la commission du musée du 1er janvier 1902 », *Fonctionnement du Musée: projets, études, rapports, procès-verbaux de la Commission du Musée*, AMSD 2 R 13.

<sup>200</sup> « Nomination de la commission du musée », *BMO* n°442 du 01 janvier 1903, AMSD 3 D 8 / 18.

On discute à partir de 1903 des tarifs et les horaires du musée <sup>201</sup>. Les débats soulignent l'enjeu pour la mairie de financer le développement de son musée en profitant de l'afflux touristique vers ce qu'Alfred Thivet-Hanctin, maire de Saint-Denis, appelle la « maison d'en face » : la basilique. Le développement du tourisme européen rendu possible par le chemin de fer et son corollaire, le guide de voyage, attirent en effet un nombre croissant de visiteurs, essentiellement britanniques, vers Paris. Sur place, les transports publics qui se développent également permettent l'exploration des environs de la capitale. Les tombeaux des rois de France attirent ; Saint-Denis s'intègre progressivement dans la centralité touristique parisienne. On trouve par exemple dans ce que Louis-Victor Fleury appelle « l'annuaire de Becker » -vraisemblablement le guide Baedeker- une description très détaillée de la basilique et de ses trésors <sup>202</sup>. La consultation d'une édition de 1903 du guide nous apprend bien que l'entrée et la visite des tombes royales soient gratuites, il est attendu des quelques 12 000 visiteurs annuels le paiement d'un pourboire venant remplir les caisses de l'Église locale. Le développement du tourisme joue ici un rôle inattendu dans le cadre du combat acharné que se mènent autorités laïques et cléricales. Il en modifie le cadre : la rentrée substantielle d'argent au bénéfice de la fabrique paroissiale pouvant être utilisée pour soutenir les intérêts locaux de l'Église, la commission municipale du musée met en œuvre une stratégie destinée à capter une partie de la manne. Il est décidé que l'ouverture du musée local se fera non seulement le dimanche gratuitement pour les dioyens et contre l'Église, mais aussi en semaine du lundi ou vendredi de 14 à 16 heures pour 0,25 francs pour les touristes en espérant y trouver 1 500 francs de revenus annuels.

En recherche permanente de terrains pour se développer et loger ses services, la municipalité décide la démolition de l'ancien Hôtel-Dieu en 1903. Outre les collections du musée, le bâtiment accueille la bibliothèque populaire de la *Ligue de l'Enseignement laïc* et les *Petits ménages*, un système d'entraide aux vieillards nécessiteux. Un concours d'architecture est lancé pour édifier sur le terrain bientôt libéré une construction moderne susceptible d'héberger à la fois une Bourse du Travail, les bureaux de bienfaisance municipale, les ateliers scolaires industriels et commerciaux, une école élémentaire ; mais aussi des locaux adaptés pour une bibliothèque populaire et pour le musée. La bibliothèque doit comprendre : « Une salle de lecture sur place et de prêt ; Deux salles contenant les vo-

---

<sup>201</sup> « Ouverture du Musée les jours de la semaine - Perception d'un droit d'entrée de 0 Fr. 25 - Lettre de la Commission du Musée », *BMO* n°449 du 15 janvier 1904, AMSD 3 D 8 / 20.

<sup>202</sup> Karl Baedeker, *Paris and environs with routes from London to Paris handbook for travellers*, Leipzig, K. Baedeker, 1900, p. 333-339 [en ligne].

lumes ; Une petite salle de réserves ; L'entrée de la bibliothèque pourra être commune avec celle du Musée ». Les locaux du Musée prévoient : « Un vestibule d'aspect assez monumental avec escalier ; Plusieurs grandes salles disposées pour l'organisation d'exposition de peintures, sculptures, gravures, collections et objets d'art de toutes natures ; Une salle de réunion de la commission du Musée ; Une Salle de réserve <sup>203</sup>. »

Le projet est ambitieux pour la cité : il vise à créer, presque en face de la basilique et de l'Hôtel de ville, un centre à vocation sociale offrant des services d'assistance, d'éducation et d'insertion professionnelle. La construction du nouveau bâtiment obéit peut-être à des arrières pensées politiques. C'est une main tendue aux socialistes-révolutionnaires de la ville pour le volet concernant la Bourse du Travail, ainsi qu'aux associations philanthropiques, puisque c'est à la *Ligue dionysienne pour l'Enseignement laïc* qu'il reviendrait de s'installer dans les locaux prévus pour une bibliothèque populaire. La *Ligue*, reconnue d'utilité publique depuis 1901, est, nous l'avons vu, à l'origine du musée. Elle en contrôle, avec les élus de la majorité, la commission qui doit être installée dans le même bâtiment. On voit ainsi comment s'organise au niveau local, et ce très rapidement après les lois communales de 1884 puis celles sur les associations de 1901, une stratégie que l'historienne Annie Kriegel désignerait comme « des cercles extérieurs <sup>204</sup> ». Le pouvoir municipal, contraint par le contrôle préfectoral de son budget et de ses emprunts, adopte une politique de soutien indirect à des groupes assumant des missions qu'il reconnaît comme d'intérêt général : placement et formation des ouvriers pour la Bourse du Travail, mais aussi éducation populaire pour le musée et la bibliothèque. Ce soutien se traduit par la construction de locaux et par des subventions mais il passe en contrepartie par un contrôle politique étroit : quand les commissions de surveillance de la bibliothèque et du musée ne comptent pas plus d'élus que de membres de la société civile, c'est que les membres civils sont les obligés du pouvoir municipal ou des employés communaux <sup>205</sup>.

La politique de la municipalité d'Alfred Thivet-Hanctin se caractérise donc par une volonté affichée de doter Saint-Denis de services philanthropiques qui, à leur échelle, seraient comparables à ceux de la ville de Paris. C'est dans un tel cadre que l'ouverture d'un

---

<sup>203</sup> « Projet de concours pour la construction de bâtiments destinés à différents services municipaux sur l'emplacement de l'ancien Hôtel-Dieu », *BMO* n°448 du 31 décembre 1903, AMSD 3 D 8 / 19.

<sup>204</sup> Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français... op. cit.*, p. 9.

<sup>205</sup> Difficile, par exemple, de ne pas remarquer que dans la première commission du musée figurent les Cailleux père et fils, architectes municipaux, ou Martin, entrepreneur de bâtiment dont les marchés dépendent des adjudications communales...

musée est envisagée, capable de servir de vitrine au passé prestigieux de la ville et à ses savoir-faire commerciaux et industriels, mais également de compléter les outils d'éducation seconde déjà existant en ville, en soutenant l'*Association Philotechnique* et la *Ligue de l'Enseignement*. Ainsi voit-on se dessiner dès 1900-1904 un projet municipal où l'instruction publique nationale dispensée dans les écoles serait complétée par un musée et par des bibliothèques confiées pour leur gestion à la bienveillance, à des sociétés philanthropiques aux valeurs républicaines affichées. Cette impulsion s'arrête brutalement avec l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Adam, à partir de 1904.

## **Chapitre 2. 1904-1912 : la culture au caveau ? Les mandatures d'Alexandre Adam**

Aux élections municipales de 1904, la stratégie électorale d'Alfred Thivet-Hanctin, Jean Burlot et Édouard Blanchard (radicaux-socialistes) d'ouverture à certains socialistes révolutionnaires échoue face à une alliance anti-révolutionnaire. Cet échec a deux conséquences. Les trois personnalités politiques de Saint-Denis sont exclues du conseil municipal. Leur mise à l'écart porte un coup dur à l'éducation populaire à Saint-Denis : Alfred Thivet-Hanctin étant un représentant actif de l'*Association Philotechnique* et Jean Burlot le président de la *Ligue dionysienne de l'Enseignement laïc*, en plus d'être un des initiateurs du musée local. Le projet d'une construction rassemblant musée et bibliothèque populaire, la garantie de l'ouverture au public de la bibliothèque municipale s'éloignent.

Désormais au pouvoir, la liste anti-révolutionnaire d'Alexandre Adam mène concernant la bibliothèque et le musée une politique alliant mépris et obstruction. Elle refuse notamment de ré-évaluer le maigre budget de la bibliothèque, presque entièrement utilisé par les dépenses de fonctionnement et ne permettant pas d'enrichir les collections par des acquisitions nouvelles <sup>206</sup>. La bibliothèque et le musée naissants payent ce faisant leur manque d'autonomie administrative : en l'absence d'un personnel qualifié et titulaire, leur grande proximité avec le pouvoir édilitaire local les met à la merci des aléas électoraux. C'est une période de stagnation qui débute pour les institutions culturelles municipales.

---

<sup>206</sup> Le budget, qui est toujours le même depuis l'époque de Fernand Bournon, est de 1 000 francs, sur lesquels il faut encore imputer le traitement du bibliothécaire (400 francs), celui du garçon de bureau en charge du nettoyage (200 francs), et enfin les frais de reliure et d'entretien des livres. Dans une telle perspective, il va sans dire que les nouvelles acquisitions de la bibliothèque sont assez limitées.



## 1. « Des livres qui s'imposent » : la lecture et les milieux catholiques à la Belle Époque

En 1905, un nouvel archiviste, issu de l'école des Chartes comme Fernand Bournon, est recruté par la ville. Frédéric Duval (1876-1916) est un penseur chrétien, engagé dans la promotion des valeurs du catholicisme en banlieue, notamment à Montrouge. Il poursuit son travail à Saint-Denis jusqu'à sa mobilisation en 1914. Il continue le classement des archives anciennes et du XIX<sup>e</sup> siècle et achève le catalogue moderne de la bibliothèque. Ses relations avec le pouvoir municipal semblent tendues, tant ses prises de positions sont en désaccord avec l'esprit nettement républicain et laïc qui définit la municipalité de Saint-Denis. Pour autant, et parce qu'ils sont emblématiques des positions de l'Église sur la lecture des classes populaires à la Belle Époque, le personnage et son œuvre méritent un court exposé.

Dans un ouvrage intitulé *Les livres qui s'imposent, vie chrétienne, vie sociale, vie civique*, récompensé par l'Académie Française et réédité à sept reprises, Frédéric Duval pose les bases de son action : lutter contre le déclin du catholicisme face aux idées laïques et socialistes par la formation d'une élite capable de promouvoir les valeurs de la religion dans l'ensemble de la société et au moyen du livre <sup>207</sup>. Vaste bibliographie méthodique et commentée, l'ouvrage pourrait faire à lui seul l'objet d'une étude, tant il expose avec richesse l'appareil intellectuel de la pensée catholique sociale du début du XX<sup>e</sup> siècle. L'entreprise de Frédéric Duval rappelle, à la même époque, le *Romans à lire et romans à proscrire* de l'abbé Bethléem, mais il s'en distingue par son objet : traiter des grands ouvrages scientifiques du temps plutôt que de la littérature fictionnelle <sup>208</sup>. L'extrait qui suit est assez évocateur des positions de l'auteur sur l'influence potentielle du livre et des bibliothèques :

« [...] Nous n'avons conçu et composé cet essai que pour attirer l'attention des catholiques sur la puissance du livre. Pourtant, on nous pardonnera d'insister légèrement sur la nécessité de créer partout des bibliothèques vivantes, c'est-à-dire des bibliothèques d'où nous aurons éliminé sans pitié toutes les productions qui les vieillissent ou qui les déshonorent, des bibliothèques unies par la même méthode

---

<sup>207</sup> Frédéric Duval, *Les Livres qui s'imposent, vie chrétienne, vie sociale, vie civique*, Paris, Beauchesne, 1912.

<sup>208</sup> Anne-Marie Chartier et Jean Hébrard, *Discours sur la lecture : 1880-1980, op.cit.*, p. 29.

et par la même doctrine, des bibliothèques susceptibles de promouvoir, dans tout le pays, les mêmes pensées et les mêmes initiatives, des bibliothèques, en un mot, créées, soutenues, et dirigées par un comité central, chargé d'assurer la régularité du fonctionnement et la rectitude de la doctrine. Il y a là, croyons-nous, une œuvre intéressante à faire. Ne serait-ce pas le moyen de lutter avec avantage contre les bibliothèques municipales et contre les bibliothèques des loges et de leurs succursales déguisées ? C'est pourquoi notre travail, croyons-nous, pourra être de quelque utilité à ceux qui comprendront l'influence du livre et qui voudront constituer des bibliothèques de solide doctrine <sup>209</sup>. »

Le contrôle idéologique étroit de l'offre de lecture, la centralisation de cette offre sous la tutelle directe de l'Église ne sont pas sans évoquer le gouvernement des âmes propre à l'organisation sociale médiévale. C'est par l'intermédiaire de la lecture que Frédéric Duval entend redonner vigueur au message du Christ. L'adversaire, selon le chartiste, est bien cet essor des bibliothèques municipales, placées directement sous l'administration des élus et utilisées comme outil de diffusion des idées républicaines et laïques. Quant aux bibliothèques populaires, qu'on devine derrière l'expression de « succursales déguisées » des « bibliothèques des loges » maçonniques, Frédéric Duval les voit comme un soutien à l'action politique municipale ; un soutien indirect, certes, mais au plus près des citoyens, dans chaque quartier et s'opposant directement à l'action d'évangélisation des associations catholiques. Pour le cas de Saint-Denis, la thèse de Frédéric Duval se vérifie tout au long de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La mairie n'a eu de cesse de subventionner les bibliothèques populaires, de soutenir leur action et de faciliter leur implantation dans les quartiers ouvriers en plein développement (comme le quartier Pleyel, par exemple, au début des années 1900). Ajoutons de surcroît que ces bibliothèques populaires sont en général créées et animées par un personnel bénévole issu de l'enseignement primaire dont l'inclination politique tend généralement, à des degrés divers, vers la défense des idées républicaines, de la laïcité et du socialisme.

Malgré le succès de l'ouvrage, ces quelques phrases témoignent cependant de la fragilité de la position professionnelle de Frédéric Duval : à Saint-Denis, ville industrielle et proche de Paris, composée pour partie de patrons, d'employés, d'ouvriers, le poids des idées francs-maçonniques est réel. Il pèse aussi bien à l'occasion des rendez-vous électo-

---

<sup>209</sup> Frédéric Duval, *Les Livres qui s'imposent, vie chrétienne, vie sociale, vie civique*, Paris, Beauchesne, 1912.

raux - comme au cours des élections municipale de 1904, où « la franc-maçonnerie exerça une influence déterminante pour éviter la constitution d'une liste unique des anti-révolutionnaires <sup>210</sup> », qu'en œuvrant pour le rapprochement du camp radical et du camp socialiste dans des structures telles que la Ligue des droit de l'homme, où se sont côtoyés les adjoints Eugène Rémy, Jean Burlot ou Gaston Philippe, tous les trois membres de la commission de la bibliothèque. C'est peu dire qu'en tant que conservateur, le défenseur du catholicisme intégral Frédéric Duval doit se sentir isolé face à une commission municipale de la bibliothèque très marquée par les idées républicaines et laïques, et ce d'autant plus fortement que, comme de nombreux bibliothécaires, sa « qualité de fonctionnaire communal [le] laisse soumis aux aléas de la politique municipale <sup>211</sup> ».

## 2. Le patrimoine en question

Quelques 6 mois plus tard, à l'été 1904, les journaux se font l'écho d'une affaire concernant les pierres accumulées à l'occasion de la restauration de la basilique par Eugène Viollet-le-Duc : vendues à l'encan par la direction des Beaux-Arts, qui administre le bâtiment de l'ancienne cathédrale, elles provoquent l'émotion du quotidien réactionnaire *l'Éclair*, croyant y voir le signe de la gabegie de l'administration publique <sup>212</sup>. Eugène Rémy est présenté dans l'article comme le gardien des vestiges de la basilique et le conservateur des trésors de la ville, ce qui ne manque pas de déclencher les railleries du *Journal de Saint-Denis* : rares sont en effet les pierres médiévales vendues par l'administration et la crédibilité d'Eugène Rémy, ancien bonnetier et archéologue amateur, est d'autant plus contestée qu'il appartient à la majorité radicale socialiste qui a battu Edouard Grauce, le directeur du *Journal de Saint-Denis*, aux élections municipales de 1900. Pourtant, le cas d'une épitaphe du tombeau de Beatrix de Bourbon installé dans le chœur de la basilique et retrouvée chez un vendeur de vélo du quartier de la Bastille à Paris par un élève de l'école des Chartes interroge sur le sérieux de l'administration du ministère <sup>213</sup>. Cet épisode, pour mineur qu'il soit, montre néanmoins combien l'héritage culturel et historique de Saint-Denis est disputé entre pouvoirs locaux et nationaux. Cela nous renvoie à

---

<sup>210</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>211</sup> Noé Richter, *La lecture et ses institutions...* *op. cit.*, p. 94.

<sup>212</sup> « Où vont les pierres sculptées de la basilique de Saint-Denis ? », *l'Éclair* n°5666 du 2 juin 1904, [en ligne].

<sup>213</sup> André Halais, « En flânant », *Journal des Débats politiques et littéraires* n°175 du 24 juin 1904. [en ligne]

l'attention vigilante portée par les pouvoirs publics pendant les fouilles de l'Église des Trois-Patrons en 1901.

Cette compétition mémorielle connaît quelques mois plus tard un rebond à l'occasion d'une nouvelle affaire : des statues de Charles V et Jeanne de Bourbon, des torchères empruntées temporairement à la basilique à l'occasion de l'exposition universelle sont passées depuis dans les collections de certains musée nationaux <sup>214</sup>. L'évènement donne lieu à plusieurs protestations d'autant plus véhémentes que les services de l'État n'ont jamais jugé utile d'informer la municipalité de Saint-Denis de leur décision ; bien au contraire, c'est à l'occasion d'une visite privée au Louvre qu'un des membres de la commission dionysienne du Musée a reconnu les chefs d'œuvres. Après une première action de la commission du musée, le conseil municipal délibère et relaie officiellement une pétition auprès du ministère des Beaux Arts. Il fonde sa demande de voir les statues revenir à Saint-Denis sur une ordonnance royale de décembre 1816 ordonnant que soient réinstallés à la basilique tous les éléments funéraires qui en avaient été ôtés pendant l'épisode révolutionnaire.

« Le conseil,

considérant que les richesses artistiques que renferme la basilique attirent chaque année dans notre ville plus de 300 000 visiteurs lesquels contribuent à la prospérité de notre commerce local.

Considérant que les musées de la capitale tels ceux du Louvre et de Cluny sont largement dotés d'œuvres qui, tant au point de vue archéologique que sous le rapport de l'histoire justifient la renommée universelle qu'ils ont acquise.

Considérant que ni la ville de Paris, ni les musées précités ne peuvent tirer des objets qu'on enlève à notre basilique pour les leur donner un accroissement de célébrité appréciable.

Estimant au contraire que le bénéfice moral qu'ils en acquièrent ne saurait à beaucoup près compenser le préjudice causé aux intérêts de notre ville.

Au nom de la population, au nom de la place que la ville de Saint-Denis et sa basilique tiennent dans l'histoire de notre pays.

Proteste énergiquement contre les faits signalés, fait appel aux sentiments de justice et de loyauté de M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Arts et l'invite à

---

<sup>214</sup> « Echos de partout », *Le Gaulois* n°9820 du 2 septembre 1904. [en ligne]

donner des ordres pour que les objets enlevés soient rendus à la destination que leur assigne l'ordonnance royale du 16 décembre 1816 <sup>215</sup>. »

La demande insiste sur la disproportion entre le bénéfice de l'enrichissement des collections d'un Louvre déjà largement pourvu et les besoins d'attractivité d'une ville de banlieue en plein développement, mais les délibérations montrent également que la mairie espère, en cas de retour des statues, qu'elles viendront enrichir les collections du musée municipal plutôt qu'orner les murs de la basilique. Nous assistons donc à propos de la basilique à une situation complexe : au gré des lois de laïcisation de la vie publique, l'église voit progressivement son statut se déplacer, depuis celui de lieu de culte vers une dimension patrimoniale. Elle est perçue comme le témoignage vivant d'une histoire nationale aussi bien que locale, comme une trace digne d'être conservée. C'est précisément l'appropriation de cet héritage qui est en débat, dans ce que l'on pourrait nommer « l'affaire des statues » : en parvenant à faire revenir les statues à Saint-Denis, le pouvoir municipal cherche sans doute à rassembler la population - commerçants profitant de l'aubaine touristique vers la basilique, fidèles de l'église, mais également partisans d'une politique municipale de l'éducation et de la culture - autour d'une idée partagée d'affirmation locale, d'un patriotisme de clocher face à l'arbitraire parisien. Politiquement peu coûteuse, l'affaire permet de souligner le rôle du pouvoir municipal dans la défense du patrimoine et de faire peser les demandes de Saint-Denis auprès des instances politiques nationales.

Tout au long du mois d'août, la presse locale et nationale se fera l'écho de la dispute entre pouvoirs locaux et nationaux <sup>216</sup>. On dénonce la centralisation artistique parisienne <sup>217</sup>. Vindictif, le ministère menace de retirer toutes les statues de la vénérable église, et dépêche sur place des ouvriers qui suppriment les socles sur lesquels étaient installées les statues de Charles V et Jeanne de Bourbon... De fait, la croisade de la municipalité de Saint-Denis reste vaine : les arguments du ministère, difficilement contestables, rappellent que les statues acquises par le musée du Louvre avaient été installées dans la basilique mais provenaient initialement de la chapelle de l'Hôtel Saint-Pol, résidence royale située dans le quartier du Marais, à Paris. N'entrant pas dans les disposi-

---

<sup>215</sup> « Musée - protestation », *BMO* n°454 du 1er octobre 1904, ASMD 3 D 8 / 20.

<sup>216</sup> Parmi les journaux, on peut citer *L'Écho de Paris* et le *Figaro* du 8 août 1904, *Gil Blas* des 7 et 8 août, *Le Petit Journal* du 8 août et *Le Petit Parisien* des 6, 7 et 8 août.

<sup>217</sup> « Echos. Les statues de Saint-Denis », *L'Écho de Paris* du 8 août 1904. [en ligne]

tions de l'ordonnance de 1816, elles doivent dès lors rester dans les collections du musée national.

Si l'incident, relativement mineur, s'achève par une fin de non-recevoir des autorités nationales, il souligne comment le patrimoine devient, avec le développement des musées, un enjeu pour le prestige des communes. Et même si le nombre de 300 000 visiteurs par ans évoqué par la commission semble exagéré, le tourisme croissant drainé par le patrimoine de la ville fait de la culture -au sens large- une industrie de plus en plus prospère qu'il convient de développer.

### 3. « L'interruption de la vie publique » du musée et de la bibliothèque

En 1904 toujours, le changement de pouvoir municipal entraîne mécaniquement le renouvellement partiel des commissions du Musée et de la Bibliothèque. Fait étonnant, malgré la victoire des radicaux, les quelques conseillers sortants sont remplacés par des conseillers municipaux socialistes. On remarque par exemple l'arrivée de Gaston Philippe, mais aussi de Léon Salat et Gustave Noyelle. La commission est présidée par Louis Ducrocq, adjoint au maire. Bien qu'il soit permis de penser que la nouvelle équipe municipale, par ces changements minimes, a souhaité se placer dans la continuité politique du travail amorcé antérieurement, cette hypothèse est mise à mal par les débats municipaux postérieurs. La réalité semble plus prosaïque : personne dans l'équipe municipale ne connaît les dossiers liés à l'éducation populaire et n'y porte de véritable intérêt : c'est donc plutôt par défaut que la commission est maintenue et les socialistes peuvent y prendre place parce que la majorité Adam ne perçoit pas les enjeux politiques sous-jacents d'une politique culturelle locale.

Ce non-renouvellement, voire ce renouvellement par la gauche des commission est-il une erreur politique de la nouvelle majorité ? La commission du musée, comme celle de la bibliothèque, est appelée à servir de marche-pied aux socialistes pour les élections municipales de 1912. À l'extrême gauche, on s'inspire en effet des expériences menées en Angleterre et en Allemagne autour du socialisme communal. Bien qu'au sein de la jeune S.F.I.O la question de la transformation sociale par l'action locale plutôt que par la révolution fasse l'objet d'un débat animé, elle rassemble progressivement une part croissante de militants. Si, à partir du congrès de Saint-Quentin en 1911 un consensus entre guesdistes et broussistes sera trouvé sur le sujet, la conquête des Hôtels de ville comme

moyen d'améliorer le bien-être du prolétariat se diffuse tôt parmi les militants<sup>218</sup>. À Saint-Denis, Gaston Philippe y est sensible. Né dans une famille modeste de la Seine Inférieure, ayant perdu son père très jeune, il doit sa position de comptable à l'éducation populaire : il n'est que trop bien placé pour en mesurer les avantages. Le soutien aux bibliothèques, parce qu'il est un moyen d'émanciper les travailleurs, est inscrit parmi les priorités du programme national des socialistes, en même temps qu'une série de réformes locales en faveur de l'instruction publique : extension des cantines scolaires et des colonies de vacances, classes de garde, gratuité des fournitures.

En attendant, la bibliothèque municipale fonctionne par à coups. M. Eyraud, le bibliothécaire n'assure que partiellement sa permanence, en raison principalement de la faiblesse de sa fréquentation : à quoi bon, en effet, consacrer trois soirées par semaine à tenir un guichet pour un nombre de lecteurs aussi limité ? En l'absence d'un budget suffisant pour acheter des ouvrages modernes et répondant aux centres d'intérêts de la population, la bibliothèque municipale, si elle existe en principe, ne trouve pas son public dans la réalité.

Du côté du musée, la question des locaux revient dès 1906, sempiternelle pour une ville comme Saint-Denis, à la fois en position de développer l'étendue de ses compétences dans un contexte administratif favorable et contrainte par l'extension urbaine de la couronne parisienne à accueillir - et donc prendre en charge- une population croissante et qui plus est dans une situation sociale délicate. À partir des années 1900, la consultation des délibérations municipales est à ce titre particulièrement éloquente : en plus des fourneaux municipaux, du bureau d'entraide sociale, de l'école de pré-apprentissage sensée soustraire à la rue les adolescents, des classes de garde, de la crèche municipale, des colonies de vacances, du patronage laïc, on surélève les écoles pour ouvrir des classes supplémentaires. La démolition de l'ancien Hôtel-Dieu, décidée dès 1903, s'inscrit dans ce mouvement. Elle est rendue nécessaire par l'extension du groupe scolaire de la rue de la Légion d'Honneur. Elle implique un transfert des collections du musée.

Dans ce domaine, comme pour celui de la lecture, le pouvoir communal, peu désireux de conforter l'influence de la *Ligue de l'Enseignement*, fait preuve d'une grande iner-

---

<sup>218</sup> Voir en annexe le glossaire des tendances du socialisme.

tie <sup>219</sup>. Dans l'impasse, la commission finit par décider d' « interrompre temporairement la vie publique du Musée » et d'entreposer des collections dans l'ancien presbytère et dans l'Hôtel de Ville, pour les objets les plus fragiles <sup>220</sup>. Le musée est désormais fermé au public. Pour autant, le travail de la commission, acquise à la cause des sociétés philanthropiques et de l'éducation populaire se poursuit : elle fait reconnaître le musée d'utilité publique, pour lui permettre de recevoir des dons, à condition qu'il soit installé dans des locaux adaptés. On se prononce pour son établissement dans la chapelle des Carmélites. Un rapport est rendu, avec plan à l'appui, qui reste sans suite <sup>221</sup>. De surcroît, les collections du musée se sont enrichies depuis 1900 : on peut toujours y admirer : « minéraux, coquillages, faïences, poteries » mais aussi, désormais, des « peintures, tableaux, dessins, lithographies, photographies », voire des « collections d'armures de l'Indo-Chine, Tonkin, Annam, etc. <sup>222</sup> ». On pourrait également citer la momie ramenée à l'occasion de la campagne d'Égypte et offerte à la ville par feu Alexandre Le Roy des Barres <sup>223</sup>. En même temps historial et technique, géographique et géologique, le jeune Musée municipal peine manifestement à trouver une thématique cohérente. La diversité de ses collections, qui évoquent les anciens cabinets de curiosité, leur écrin - un bâtiment ancien menaçant ruine - devaient néanmoins procéder d'une étrange poésie.

Par la suite, les discussions municipales deviennent rares. Comme ni le musée ni la bibliothèque ne font partie des priorités, ces sujets ne sont évoqués qu'incidemment, à l'occasion des réunions de la Commission des Travaux, ou bien dans des questions diverses. La presse, *Journal de Saint-Denis* ou *Émancipation*, n'évoquent presque jamais la question. Faut-il y avoir le désintérêt des élus et de la population pour la lecture, ou plutôt une hiérarchisation nécessaire des projets de la cité ?

---

<sup>219</sup> Tour à tour, les débats municipaux évoquent la construction d'un bâtiment léger de stockage, la location d'un entrepôt à un bailleur privé, la construction d'un musée sur le terrain de l'ancien asile maternel...

<sup>220</sup> M. Deleuze, « Réunion des Quatre Grandes Commissions, séance du 13 novembre 1908 », *Registre des délibérations municipales*, 1 D 1 059, AMSD.

<sup>221</sup> « Compte-rendu de la commission du Musée, sous la présidence de M. Louis Ducrocq, adjoint au maire, 5 février 1906 », *Fonctionnement du musée*, AMSD, 2 R 15.

<sup>222</sup> « Dispositions à prendre pour assurer le service de l'école de filles de la rue de la Légion d'Honneur pendant la période de reconstruction de la dite école », *BMO* n°474 du 31 décembre 1906, AMSD, 3 D 8 / 20.

<sup>223</sup> Le médecin décède en 1905. Son dévouement à la ville est unanimement salué.



La question du musée fait en tous cas l'objet d'une opposition franche entre la majorité et les membres de la commission. Quand, à l'occasion de questions diverses, un élu interroge la majorité sur le retard pris par le chantier du nouveau groupe scolaire de la rue des Boucheries, construit à l'emplacement de l'Hôtel-Dieu, le maire Alexandre Adam en rejette la faute sur l'inertie de la commission du Musée, dont « le déménagement [...] nous a bien gêné pendant cinq ou six mois <sup>224</sup> ». En 1910, Louis-Victor Fleury, membre de la commission du Musée, se plaint auprès du conseil municipal du « retard accordé à la construction du Musée <sup>225</sup> ». Les débats montrent de nouveau les oppositions internes au conseil municipal. Opposé à la majorité, les membres radicaux socialistes et socialistes multiplient les manœuvres pour défendre le projet du musée municipal. Alors qu'en 1903 ce dernier devait être construit dans les mêmes bâtiments que l'école de pré-apprentissage, puis établi dans la chapelle des Carmélites, il est désormais prévu qu'il soit édifié « en face sur la rue de Strasbourg et en retour sur la rue du Grand Pichet », c'est-à-dire sur le terrain où les fouilles archéologiques ont eu lieu quelques années auparavant. Il paraît important d'insister sur l'ambition de la commission pour ce projet, qui établirait le Musée sur la place centrale de la cité, exactement entre la basilique et l'Hôtel de Ville. Mais entre temps, l'équipe municipale a changé et le moins qu'on puisse dire est que la mandature Alexandre Adam est peu sensible à la cause de l'éducation populaire à Saint-Denis.

Cela explique sans doute que Louis-Victor Fleury, qui demande au nom de la commission du Musée le vote d'une somme de 25 000 francs pour construire le bâtiment, doive faire face à l'opposition de M. Gragnic :

« Cette commission est composée en grande partie de personnes qui ne font pas partie du Conseil et qui, par conséquent, n'ont pas à s'occuper des intérêts de la Ville »

Et M. Auchard d'assèner goguenard :

« Qu'avons-nous dans notre Musée ? Une collection de six mille coquillages, si vous voulez en avoir douze mille, M. Fleury, je vous en offre six mille, et si j'ai un bon

---

<sup>224</sup> « Questions diverses », *BMO* n°494 du 31 mars 1909, AMSD, 3 D 8 / 21.

<sup>225</sup> Louis-Victor Fleury, « Retard apporté à la reconstruction du musée - Question de M. Fleury », *Registre des délibérations du conseil municipal*, 28 Décembre 1910, AMSD, 1 D 1 061.

conseil à donner aux partisans du Musée, c'est de le mettre avec les deux momies qu'il renferme, au Caveau provisoire. Ce sera moins cher et il y aura autant de visiteurs <sup>226</sup> ! »

La municipalité dirigée par Alexandre Adam, ancrée à droite, peu portée sur les questions d'éducation populaire, et méfiante quant à l'influence de ses réseaux, fait face à une opposition régulière des membres de la commission du musée. Traditionnellement composée d'élus mais aussi de membres de la société civile, cette commission devient le cheval de Troie des radicaux-socialistes et des socialistes contre la majorité municipale entre 1904 et 1912. S'appropriant la question du musée, mais aussi de la bibliothèque, les membres de la commission multiplient les projets, les demandes de subvention pour obliger la majorité à les refuser. Cette stratégie politique habile conduit à l'isolement progressif de la majorité, coupable de refuser aux dionysiens une forme d'ascension sociale par l'éducation populaire. Du côté de la majorité, le recrutement du militant catholique Frédéric Duval, un farouche adversaire des bibliothèques populaires, « antichambres des loges » cantonne la bibliothèque municipale dans un rôle de conservation des archives et de prescription des lectures saines.

### **Chapitre 3. 1912-1914 : Gaston Philippe et le socialisme municipal**

À rebours des deux mandatures d'Alexandre Adam dont l'incapacité à apprécier les perspectives ouvertes par une politique culturelle municipale est patente, l'opposition socialiste place cette dernière au cœur de son programme électoral pour 1912. Tout en renforçant l'instruction seconde par une série de mesures destinées à garantir l'accès le plus large possible à la connaissance, elle fait entrer dans les collections de la bibliothèque municipale les plus grands ouvrages consacrés à la question sociale, modifiant en cela l'identité communale et donnant au socialisme une forme de reconnaissance institutionnelle. La culture change de statut : elle devient un instrument de transformation sociale en faisant de Saint-Denis un laboratoire des idées les plus contemporaines sur l'éducation de la classe ouvrière. Comme le soulignera le préparateur en pharmacie Kress, membre de la commission de la bibliothèque en 1913, à l'occasion de la demande d'un budget plus ambitieux pour l'institution :

---

<sup>226</sup> Louis-Victor Fleury, « Retard apporté à la reconstruction du musée - Question de M. Fleury »..., *op. cit.* p. 113.

« Ce serait une erreur de croire qu'une population essentiellement ouvrière se désintéresse des connaissances scientifiques par une sorte de parti-pris atavique qui la tiendrait éloignée de la recherche des phénomènes et des lois qui dominant le progrès matériel <sup>227</sup> ... »

## 1. La lecture et l'histoire comme outils sociaux d'émancipation : le projet socialiste

À propos du programme des socialistes de Saint-Denis aux élections municipales de 1912, Jean-Paul Brunet relève qu'il se contente de reprendre les orientations de la S.F.I.O de la Seine, sans prendre la peine de « traduire dans la réalité locale les grands principes d'une gestion municipale socialiste <sup>228</sup> ». Il faut sans doute nuancer son affirmation pour la partie de leur programme qui concerne l'instruction seconde.

Gaston Philippe (1866-1953) est un des dirigeants de la liste socialiste. Orphelin de père à neuf ans, Philippe commence tôt à travailler comme ouvrier se mais rend chaque soir à Rouen à six kilomètres, pour y suivre les cours du soir. C'est grâce à l'éducation populaire qu'il passe avec succès son certificat d'étude, apprend la comptabilité, l'anglais, l'allemand et l'italien. Il est donc extrêmement sensible à la cause de l'éducation populaire, à laquelle il doit en partie son ascension sociale. Philippe s'installe à Saint-Denis en 1899 comme comptable, avant d'être renvoyé en raison de ses activités politiques. Conseiller municipal à partir de 1904, il est membre de la Commission de la bibliothèque et des archives et il y joue un rôle actif dès sa prise de fonction, en interpellant par exemple le conseil municipal sur le rôle et le fonctionnement de la Commission <sup>229</sup>. En 1909, il prend à nouveau la parole au nom des socialistes :

« Vous avez également pris la décision, dans votre séance des quatre grandes commissions, de diminuer le petit budget de la bibliothèque. Je constate d'abord, que la bibliothèque a une commission, et que cette commission n'a pas été consultée sur le point de savoir si elle accepterait cette diminution.

---

<sup>227</sup> « Compte-rendu de la réunion de la commission de la bibliothèque du 23 juillet 1913 », *Commission de la Bibliothèque*, AMSD 2 R 5.

<sup>228</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge... op. cit.*, p. 15.

<sup>229</sup> « Remplacement des membres de la commission », *BMO* n°474 du 31 décembre 1906, AMSD 3 D 8 / 20.

Je ne comprends pas comment vous, qui êtes des républicains, vous pouvez concilier l'intérêt que vous devez porter à l'instruction populaire avec la diminution du crédit que vous allouez à la bibliothèque.

La ville de Saint-Denis devrait avoir à cœur de posséder une bibliothèque très importante, très garnie, composée de livres de sciences, pour le plus grand bien des habitants. »

Membres des commissions liées aux œuvres scolaires et post-scolaires (enseignement, bibliothèque et archives, musée), les rares élus socialistes présents au conseil municipal entre 1904 et 1912 sont bien placés pour connaître les enjeux relatifs à la politique de la lecture et de l'éducation populaire et pour faire le bilan de l'équipe sortante en la matière. Quand, en 1912, la liste socialiste s'engage dans la bataille des élections municipales, la question de la bibliothèque revient logiquement, et régulièrement, dans *L'Émancipation*, le journal du courant socialiste de Saint-Denis.

Le 2 avril, il y est question du maire, Alexandre Adam : « illettré, n'a apporté aucun soin aux œuvres scolaires et post scolaires » qui « refuse de faire fonctionner la bibliothèque ». Le 13 avril, *L'Émancipation* publie une tribune intitulée « La Municipalité et l'instruction » dans laquelle elle critique l'action de l'équipe sortante avec véhémence :

« " De l'Instruction naît la Grandeur des Nations ".

" Après le pain, l'Instruction est la première nécessité du Peuple ", ont dit deux de nos grands hommes <sup>230</sup>.

C'est sans doute pourquoi M. Adam refuse de donner au peuple de Saint-Denis le moyen de s'instruire. Horriblement illettré, M. Adam, n'éprouve sans doute pas le besoin d'aider les travailleurs à apprendre à lire. La preuve en est dans le fonctionnement de la bibliothèque municipale. Demandez des livres, on vous répondra qu'on travaille à la réfection du catalogue !

Ah ! Quelle honte pour une ville comme Saint-Denis de ne pas avoir une bibliothèque ouverte à tous et tous les jours <sup>231</sup> ! »

... et la tribune de mettre en avant les budgets avantageux des bibliothèques des municipalités socialistes, y compris dans des villes secondaires. Le 27 avril, la rubrique « Ex-

<sup>230</sup> Respectivement Condorcet et Danton.

<sup>231</sup> « La municipalité et l'instruction », *L'Émancipation* n°537 du 13 avril 1912, AMSD.

press silhouette » de *L'Émancipation*, qui brosse des portraits peu amènes des élus de la majorité municipale et de leurs bilans respectifs, aborde la question du quatrième adjoint, M. Gragnic. Le journal l'accuse de ne pas avoir « fait fonctionner la bibliothèque municipale » et souligne « une grosse responsabilité dans l'affaire [...] du musée », c'est-à-dire dans sa fermeture contrainte par la démolition de ses locaux <sup>232</sup>. Enfin, le 1er mai, quelques jours avant le premier tour du scrutin, le journal publie le projet socialiste pour la ville. Le volet de l'enseignement est mis en première position, avec en septième proposition « Réorganisation et développement des bibliothèques municipales », en neuvième « l'ouverture d'un cours d'histoire et d'économie sociale » et en onzième « installation du Musée ».

Le 12 mai, la liste socialiste révolutionnaire triomphe.

## 2. La mandature socialiste de 1912 : un tournant décisif pour les institutions culturelles municipales ?

Presqu'à contrepied de leurs prédécesseurs attachés aux mesures symboliques et partisans (drapeau rouge au fronton de la mairie, interdiction absolue des manifestations religieuses sur la voie publique, y compris pour les enterrements), les élus de la seconde mandature socialiste de Saint-Denis choisissent d'inscrire leur action politique dans le sillon tracé par l'expérience républicaine, par la transformation de la vie quotidienne de leurs administrés. Quatre thèmes principaux se dégagent de leur programme : la municipalisation des services publics d'ordre communal, la réglementation du travail des employés communaux, la suppression des octrois, le développement des institutions communales d'assistance et d'instruction <sup>233</sup>. Les nouveaux élus poursuivent les efforts engagés par leurs prédécesseurs, en les orientant toutefois selon leurs convictions politiques. Un crédit de 2 000 francs - soit le double du budget de la bibliothèque municipale - est rapidement alloué pour la Bourse du Travail de Saint-Denis pour « encourager [les] camarades dans la voie de l'éducation des travailleurs, pour la fondation de la bibliothèque et resserrer les liens de solidarité par la création d'un bureau de placement et diverses autres œuvres <sup>234</sup>. » Le budget de bibliothèque est maintenu tandis que la commission de

---

<sup>232</sup> « Express silhouette », *L'Émancipation* n°530 du 27 avril 1912, AMSD.

<sup>233</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la ville rouge... op. cit.* p. 15.

<sup>234</sup> Budget primitif pour l'année 1913, dépenses ordinaires », séance du conseil municipal du 28 septembre 1912, *BMO* n° 520 du 28 octobre 1912, AMSD 3 D 8 / 21.

la bibliothèque nouvellement nommée est mandatée pour faire un rapport dans la perspective d'une réouverture.

À l'automne, à la demande de la nouvelle majorité, Gustave Poulbot, conseiller municipal socialiste, membre de la commission de la bibliothèque, instituteur de l'école de la rue du Corbillon, communique un rapport faisant l'état des lieux de la bibliothèque et de ses difficultés à la veille de la Première guerre mondiale.

« [...] le président donne lecture du règlement de la bibliothèque autrefois en usage. Ce règlement est maintenu sauf en ce qui concerne la durée du prêt qui est réduite à quinze jours au lieu d'un mois. Il est décidé que le règlement sera copié pour chacun des membres de la commission et qu'il sera affiché à la bibliothèque.

Outre les membres appartenant au conseil municipal, la commission propose de s'adjoindre les personnes dont les noms suivent M. Thivet-Hanctin, Président de la Ligue de l'Enseignement laïc, Naline, Président de l'Association Philotechnique, Aymard, Roux et Bertrand, instituteurs, Savouret, Directeur de l'*Union Musicale*, Fleury, Ancien Conseiller Municipal, Kress, Préparateur en Pharmacie, Traiteur, Secrétaire Général de la Mairie, Eyraud, Chef de bureau à la Mairie.

Les jours et heures d'ouverture de la bibliothèque sont maintenus : mardi, jeudi et samedi de 8 heures à 10 heures du soir. Le jeudi après-midi a été supprimé, l'expérience ayant montré que les lecteurs ne se présentent pas à cette heure de la journée. La date de réouverture est fixée au mardi 3 décembre prochain. En raison des multiples fonctions qu'il occupe gratuitement en dehors des heures de bureau, dans diverses Sociétés Corporatives, Mutualistes et Philanthropiques, Monsieur Eyraud, Bibliothécaire, craignant ne plus pouvoir assurer son service régulièrement avait sollicité son remplacement à la bibliothèque.

La commission insiste auprès de lui pour le faire revenir sur sa décision. Après réflexion il accepte de rester bibliothécaire à la condition qu'on lui laisse la faculté de se faire remplacer par un collègue de son choix pris dans la mairie. La commission accepte la proposition de Monsieur Eyraud en indiquant toutefois qu'il serait seul responsable vis-à-vis d'elle. L'allocation de 400 francs au bibliothécaire est maintenue ainsi que celle de 200 francs au garçon de bureau chargé du nettoyage.

Le crédit affecté aux dépenses de la bibliothèque pour l'année 1912 n'étant pas épuisé, la somme de 836 francs environ restant à employer servira à l'achat et à la reliure d'environ 200 volumes dont les titres seront choisis parmi les ouvrages modernes les plus

célèbres traitant de la question question sociale contemporaine. Ces ouvrages étant très rares jusqu'à présent à notre bibliothèque municipale <sup>235</sup>. [...] »

Le rapport propose la refonte du règlement intérieur pour la réouverture de la bibliothèque. C'est la troisième fois en 15 ans (1898, 1901, 1912) que l'ouverture de la bibliothèque est annoncée par la majorité municipale, sans qu'il ait jamais été question de sa fermeture. Sans doute faut-il comprendre que le recours à un personnel communal dédommagé maigrement pour maintenir une permanence nocturne dans l'entresol de l'Hôtel de ville n'est pas la meilleure des solutions pour faire venir un public d'érudits. Aussi la nouvelle équipe municipale essaie-t-elle, une nouvelle fois, de faire vivre cette bibliothèque, en adaptant ses horaires aux possibilités du personnel communal. Nous assistons certes à une réouverture, mais avec une diminution de l'amplitude horaire et la limitation du prêt. La commission prend en conséquence la peine d'évoquer à l'occasion de la « confirmation » du bibliothécaire, M. Eyraud, chef de bureau à la mairie, que celui-ci est déjà très occupé, comme pour l'excuser d'avance de ses difficultés à assurer le service nécessaire et prévoit même les conditions de son possible (et probable !) remplacement.

L'achat de près de 900 francs de livres sur la question sociale, soit presque la totalité, du budget annuel de la bibliothèque, vient utilement nous rappeler l'importance pour le mouvement socialiste de la lecture : « [...] une bibliothèque bien tenue et bien fournie constitue une source précieuse pour la propagande », écrit à ce propos Compère-Morel dans son dictionnaires idées socialistes<sup>236</sup>. La décision met également en évidence la triple répartition des missions alors en vigueur dans les bibliothèques municipales dotées de fonds anciens : alors que l'archiviste, conservateur issu de l'école des Chartes a la responsabilité scientifique du fonds (préservation, inventaire, classement, catalogage des ouvrages) et que le bibliothécaire assure la relation au public (ouverture des lieux, communication des ouvrages), c'est la commission municipale qui gouverne l'institution, en choisissant les orientations de la bibliothèque, son ouverture, et les ouvrages devant être mis à disposition. C'est sans doute parce que les socialistes s'interrogeaient déjà sur la dimen-

---

<sup>235</sup> « Réouverture de la bibliothèque municipale », *BMO* n°521 du 5 décembre 1912, AMSD 3 D 8 / 21.

<sup>236</sup> Adéodat Compère-Morel, *Grand dictionnaire socialiste du mouvement politique et économique national et international*, Paris, Publications Sociales, 1942.

sion politique du choix des livres en 1904, qu'ils interpellèrent, via Gaston Philippe, la majorité sur le rôle de la commission de la bibliothèque <sup>237</sup>.

À n'en pas douter, dans un contexte de forte pression sur les dépenses municipales, et à défaut de pouvoir, comme à Glasgow ou Manchester, proposer aux habitants de la ville une véritable *free public library* financée par un impôt municipal, la décision de la commission de la bibliothèque de Saint-Denis peut être perçue comme un geste politique fort, symbolique du souhait de la majorité de développer une bibliothèque à l'image de l'identité ouvrière et socialiste de Saint-Denis. Dans les années qui suivent, la volonté d'ouvrir la bibliothèque municipale et d'élargir son public sont reconnues par le département, qui verse une subvention exceptionnelle de 2 000 frs, à la condition que la commune en fasse autant. Le budget de la bibliothèque quadruple donc à partir de 1913. Un nouveau catalogue, signant l'entrée « dans le cercle très restreint des collections publiques authentifiées, c'est-à-dire reconnues à l'échelle nationale » est édité <sup>238</sup>. Cet effort financier est poursuivi en 1914 : le budget municipal passe à 1 500 francs. Pour compléter les livres sur la question sociale, la commission décide d'acheter des romans représentant « différents milieux sociaux et des régions françaises », des ouvrages de géographie, de sociologie, de sciences et des périodiques <sup>239</sup>.

Avec la victoire des socialistes aux élections de 1912, la bibliothèque municipale change de statut : elle n'est plus seulement une collection ancienne témoignant de l'histoire de la ville. Elle devient un instrument d'éducation politique capable, en mettant à la portée de tous les individus les connaissances les plus récentes sous forme d'imprimés ou de périodiques, de permettre une émancipation individuelle. Elle cherche à devenir, à terme, un outil de transformation sociale. Enfin, dans la lignée de l'héritage anarcho-syndicaliste, cette bibliothèque municipale renouvelée s'adresse désormais non plus seulement à un public bourgeois, aussi à des ouvriers lettrés et motivés qui cherchent à s'affranchir de la tutelle du professorat par le moyen de l'auto-éducation.

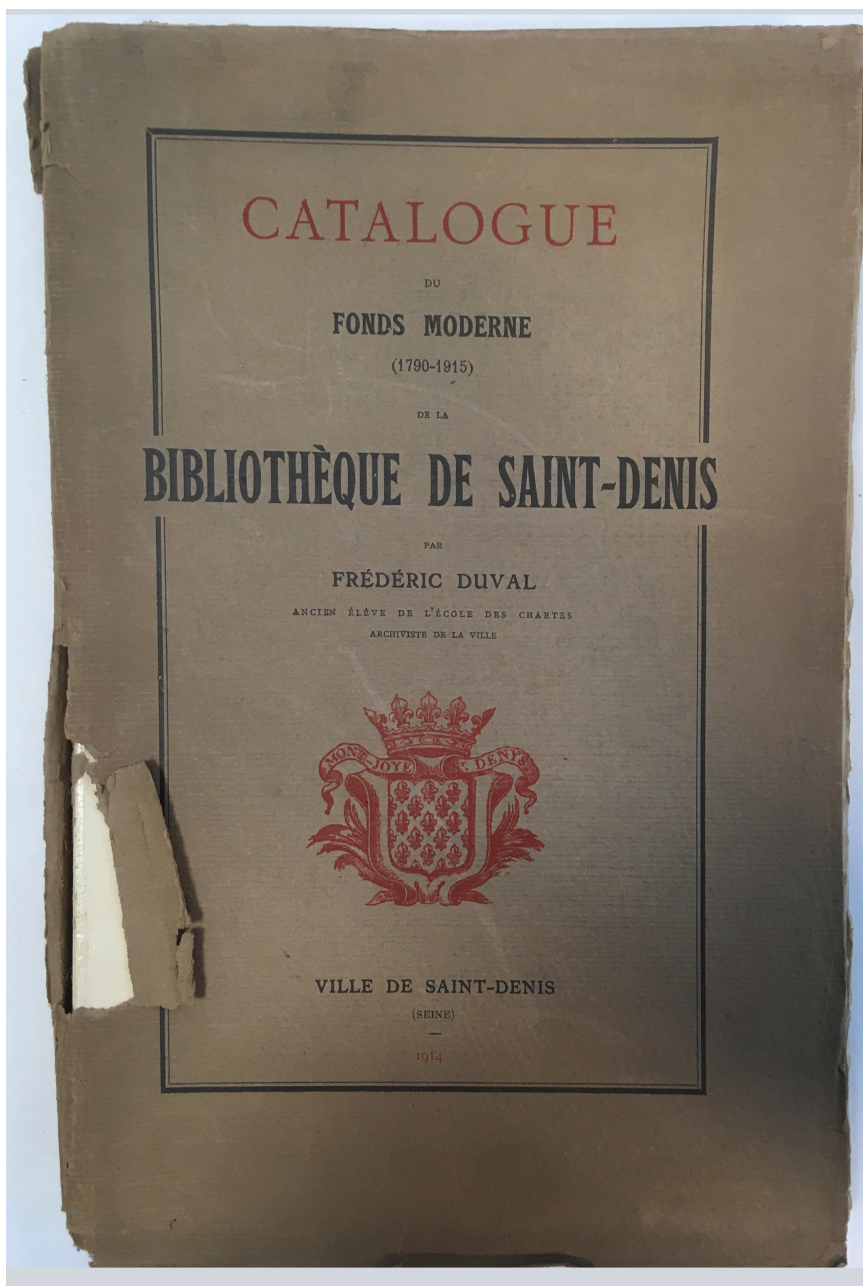
---

<sup>237</sup> « Conseil municipal, nomination des commissions », *BMO* n°452 du 1er juillet 1904, AMSD 3 D 8 / 20.

<sup>238</sup> Loïc Vadelorge, *De l'histoire culturelle à l'histoire urbaine...*, *op. cit.*, p. 88.

<sup>239</sup> « Compte-rendu de la Commission de la bibliothèque du 23 juillet 1913 », *op. cit.*, p. 111.





Édition 1914 du catalogue de la bibliothèque municipale de Saint-Denis, Archives municipales de Saint-Denis.

### 3. Le catalogue de 1914 : un bilan de 30 ans de politique municipale de la lecture ?

Le catalogue du fonds moderne de la bibliothèque -enfin- publié en 1914 est une source de première importance pour comprendre les enjeux sous-tendus par la lecture dans une ville ouvrière de banlieue. Ce volume broché d'environ 200 pages est organisé en trois parties : la première, « Au lecteur » est une préface de quelques pages, rédigée par l'archiviste-bibliothécaire Frédéric Duval sur laquelle nous reviendrons ; la seconde est le catalogue proprement dit, de loin la partie la plus longue du livre et précédé d'une

courte introduction ; enfin un « état des diverses séries » de trois pages détaille les volumes placés en réserve, les collections de périodiques... Chaque chapitre nous renseigne, à sa manière, sur la vie de la bibliothèque et sur les enjeux politiques qui s'y rattachent <sup>240</sup>.

Le catalogue méthodique, c'est-à-dire la présentation organisée des collections de livres de la bibliothèque permet, à l'instar de celui élaboré par Fernand Bournon en 1895, de suivre l'évolution de l'offre de lecture de la bibliothèque municipale, de suivre ses inclinations, de percevoir, à travers le prisme déformant d'une sélection opérée à la fois par l'édition française de l'époque et par les acquéreurs de la commission municipale de la lecture ce que les élus de la commune souhaitent donner à lire aux habitants ou souhaitent instituer en les intégrant aux collections publiques.

Sur les quelques 700 ouvrages répertoriés, plus de la moitié (62 %) concerne l'histoire ou la géographie. Les histoires médiévale et moderne s'attardent particulièrement sur la place des femmes (avec des biographies comme celle d'Antoinette de Bourbon, de Marie Antoinette, de Mme de Maintenon) ou des révoltes populaires, tandis que celle du XIX<sup>e</sup> siècle accorde une place importante aux révolutions (20 livres sur la révolution française, 4 sur celle de 1848), et même à la Commune de Paris, avec des écrits de Jean Allemane, de Louise Michel, d'Élisée Reclus, de Gaston da Costa. On retrouve même un ouvrage sur l'affaire Dreyfus par un B. Nourrisson ainsi qu'une *Histoire du parti radical et radical-socialiste à travers les congrès*. Les récits de voyage, d'exploration ou de conquête coloniale forment l'essentiel des collections de géographie. Ils exaltent les horizons lointains, l'exotisme des paysages et des habitants, soulignent l'étrangeté de leur coutumes ; ils déplorent le despotisme de leurs chefs et l'absence de système de santé ou d'éducation.

Vient ensuite la littérature (16 %), qui regroupe quelques essais mais surtout des œuvres de fiction. On y retrouve quelques auteurs classiques (Fénelon, La Fontaine, Racine), ou du XIX<sup>e</sup> siècle romantique (François-René de Chateaubriand, Alphonse de Lamartine, Alfred de Musset), mais on remarque surtout la forte présence des auteurs réalistes (Honoré de Balzac, Gustave Flaubert, George Sand, Emile Zola). Enfin, difficile de ne pas relever la présence d'auteurs marqués par leurs engagements politiques républi-

---

<sup>240</sup> Frédéric Duval, *Catalogue du fonds moderne (1790-1915) de la bibliothèque de Saint-Denis*, Ville de Saint-Denis, 1914, AMSD, 69 S 230.

cains, radicaux-socialistes ou socialistes (Georges Clémenceau, Lucien Descaves, Anatole France, Victor Hugo, Jules Vallès).

Les arts et le droit regroupent quelques dizaines de livres (6%) et la théologie 9 ouvrages, dont un de Friedrich Engels : *Religion, philosophie, socialisme*, et un de Paul Bert : *La morale des Jésuites* <sup>241</sup>. Mais c'est bien sûr dans la partie du fonds consacrée aux sciences et politiques (14% du fonds), que l'on retrouve la trace d'une grande partie des ouvrages achetés en 1912. Ces collections ne sont pas sans évoquer la description que fait Fernand Pelloutier d'une bibliothèque ouvrière idéale en 1898 :

« Regardez quels auteurs habitent les bibliothèques ouvrières ! Lamarck, Haeckel et Darwin y voisinent avec leurs continuateurs, Büchner, Manouvrier, Letourneau, Lanesan ; Marx et Proudhon y disputent sur les contradictions économiques ; Pierre Leroux y dénonce la ploutocratie et Saint-Simon y prêche la religion de l'avenir ; d'autres y rappellent les dates fameuses de l'histoire révolutionnaire : l'Internationale, la Commune, les congrès ; les ouvrages d'art mécanique, de cosmographie, y coudoient les rêves communistes de Campanella, de Morellv, de Cabet ; Émile Zola, Anatole France, Mirbeau, Geffroy, Descaves, Leyret, Dariou y racontent la vie sociale moderne ; Kropotkine et Lafargue, Colins et Grave y parlent de la société prochaine <sup>242</sup>... »

Le fonds de sciences sociales de Saint-Denis intègre en outre les idées les plus récentes du socialisme : écrits de Jean Jaurès et d'Albert Thomas, de Léon de Seilhac ou de Fernand Pelloutier, enquêtes sociales de Léon et Maurice Bonneff ; c'est un *vade-mecum* de la propagande socialiste de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle.

Enfin faut-il ajouter à ces livres, quelques collections de périodiques, dont l'édition est alors en plein développement. À la bibliothèque de Saint-Denis, on en trouve peu « par manque de place ». Il s'agit surtout de publications à vocation historiographiques, comme le *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, les *Mémoires de la société historique de Pontoise et du Vexin*, les *Mémoires de la société d'histoire de Paris* ; quelques collections éteintes à vocation généraliste, comme le *Magasin Pittoresque* et le *Tour du Monde*

---

<sup>241</sup> L'ouvrage, ouvertement anti-clérical, a été mis à l'index par l'Église catholique.

<sup>242</sup> Fernand Pelloutier, *L'enseignement social : Le Musée du travail*, L'ouvrier des deux mondes n°14 du 1er avril 1898, Paris, Librairie Sociale, 1898.

d'Édouard Charton <sup>243</sup> ; des nouvelles littéraires, comme *Le Livre, Matinées Littéraires* ; et des lectures techniques, comme la *Revue internationale de l'électricité* ; sans oublier une édition du *Journal officiel de la République sous La Commune, 1871*, vraisemblablement acquis en 1912.

Un survol, même rapide, du catalogue de 1914 induit plusieurs remarques. D'abord il met en évidence le très fort déséquilibre entre, d'une part, les livres de propagande et, d'autre part, les œuvres de fiction, aux dépens de ces dernières. Ensuite on ne peut que constater qu'une grande partie de ces ouvrages est centrée autour des sujets qui concernent en premier lieu le monde industriel et urbain et la question sociale : les collections de la bibliothèque municipale de Saint-Denis sont en cela un miroir de son identité économique et politique. Achetés par les membres d'une commission municipale composée d'élus républicains ou socialistes et de notables impliqués dans l'éducation populaire locale, en l'absence de bibliothécaires formés et de prise en compte des demandes des lecteurs, ces collections reflètent surtout une lecture prescrite par les pouvoirs successifs.

En toute logique, force est de constater que les questions soulevées par le projet de Condorcet d'instruction universelle, qui « doit, dans ses divers degrés, embrasser le système entier des connaissances humaines et assurer aux hommes, dans tous les âges de la vie, la facilité de conserver leurs connaissances et d'en acquérir de nouvelles », et dans laquelle « aucun pouvoir public ne doit avoir ni l'autorité ni même le crédit d'empêcher le développement des vérités nouvelles, l'enseignement des théories contraires à sa politique particulière ou à ses intérêts momentanés <sup>244</sup> » restent dans le contexte local un vœu pieux.

Frédéric Duval, qui a classé les collections, exprime clairement dans la préface son opposition farouche à l'athéisme socialiste. Car si elle retrace l'histoire de la bibliothèque et décrit le fonds moderne, cette partie du catalogue de 1914 mérite une série de remarques. En effet, alors que la liste des ouvrages nous permet d'apprécier de manière quasi photographique l'offre de lecture de la bibliothèque municipale, la préface très politique de Frédéric Duval nous autorise à appréhender les conflits qui se cristallisent désor-

---

<sup>243</sup> Homme de presse, saint-simonien, Édouard Charton croyait fermement au projet républicain et était un ardent défenseur des bibliothèques populaires.

<sup>244</sup> Nicolas de Condorcet, *Projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1792. [en ligne]

mais entre le conservateur et les élus, entre l'Église catholique et le courant socialiste, entre lecture à vocation scientifique et lecture comme instrument de sensibilisation politique.

Lucide sur la polarisation des collections, Frédéric Duval se plaint du déséquilibre entre la place accordée aux idées socialistes et le reste des connaissances dans le fonds de la bibliothèque :

« [...] les connaissances humaines y sont fort inégalement représentées. Seules la littérature et l'histoire y font à peu près honorable figure. Si nous ajoutons la sociologie collectiviste et les romans socialistes et matérialistes, nous aurons indiqué les matières dans lesquelles le lecteur pourra satisfaire sa curiosité, mais le moraliste, le philosophe, le savant, le juriste et l'économiste ne trouveront pas encore les livres essentiels qu'ils pourraient solliciter. »

Nous sommes donc loin, selon lui, de ce que devrait être une bibliothèque d'étude scientifique. Quelques phrases plus loin, il avertit, en bon pasteur :

« Il convient de choisir les livres comme on choisit ses amis ; les esprits faux et superficiels sont de mauvais compagnons de voyage qui nous font perdre des heures précieuses à parcourir des sentiers perdus dans la brousse. »

Avant de préciser sa pensée : pour séduisantes qu'elles paraissent, les idées socialistes sont un phénomène qui ne résistera pas au temps et leur force n'est en rien comparable à la transcendance divine :

« L'homme sincère et cultivé ne néglige aucun fait et ne méprise aucune pensée, mais, à travers les phénomènes qui passent et les idées qui s'entrechoquent, il cherche à découvrir les lois qui subsistent, les forces qui mènent les choses et qui soutiennent les êtres, les lumières qui éclairent le mystère du monde, les idées qui fécondent les institutions, les doctrines, enfin, qui coordonnent, dans la vérité et dans la justice des hommes, les efforts des hommes. »

Plus tard dans l'introduction du classement, Frédéric Duval déplore les règles scientifiques des bibliothèques consistant à s'en tenir à une organisation strictement méthodique des ouvrages, pour mieux insister sur le leurre que constitue selon lui les idées socialistes :

« Un catalogue méthodique devrait être en même temps doctrinal, c'est-à-dire qu'il pourrait, en certaines matières, tenir compte de la pensée et des tendances des auteurs [...] car il permet au lecteur de s'orienter à travers les doctrines au lieu de cheminer sur les lisières de l'intelligence ou de s'égarer dans le maquis des idées creuses, mais il constitue aussi un excellent moyen d'estimer les richesses et de découvrir les misères des accueillantes et généreuses cités des livres... »

Sur le plan politique, la préface de l'ouvrage rédigée par Frédéric Duval nous donne à comprendre l'irritation des autorités religieuses face à l'émergence des bibliothèques municipales. Dans un contexte difficile tant au niveau national à cause des oppositions entre autorités catholique et républicaines (affaire Dreyfus, loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État), qu'au niveau local à cause de l'importante déchristianisation des Dionysiens et de l'influence de la libre-pensée, le maintien de l'influence religieuse relève d'un combat acharné <sup>245</sup> <sup>246</sup>. Et si les catholiques disposent à Saint-Denis d'un réseau de bibliothèques paroissiales, l'Église voit d'un mauvais œil le développement d'une bibliothèque municipale contrôlée, de fait, par les révolutionnaires.

En 1914, le catalogue moderne de la bibliothèque municipale de Saint-Denis est un témoignage particulièrement intéressant des luttes d'influence, des tensions centrées sur la question de la lecture et de l'éducation des classes populaires en banlieue. Au fonds ancien hérité des confiscations révolutionnaires, à la bibliothèque d'étude qui intéresse en premier lieu les historiens et les érudits locaux comme Henri Monin, se greffe désormais et depuis l'arrivée de Fernand Bournon un fonds moderne adressé à un public plus large.

Les collections constituées entre 1886 et 1912 par les majorités républicaines émanent des patrons, des ingénieurs et des médecins. Inspirées des bibliothèques populaires, dont s'occupent par ailleurs une partie des membres de la commission de la bibliothèque, elles sont composées, pour reprendre la description d'un fonds de bibliothèque d'usine cité dans le rapport sur les bibliothèques populaires du Bureau International du Travail en 1933, « de romans, de pièces de théâtre, de récits d'aventures ou de voyages,

---

<sup>245</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge...* *op. cit.* p. 15. L'auteur remarque que le taux de mariages religieux en 1910-1912 est de 46% à Saint-Denis contre 71,5 % à Neuilly sur Seine...

<sup>246</sup> Rappelons qu'à Saint-Denis, les tensions entre les autorités municipale et religieuse se sont manifestées très tôt, à partir de 1870 : interdiction de toute manifestation religieuse sur la voie publique, municipalisation de la Petite Chapelle, laïcisation du personnel de l'hospice municipal...

histoire, géographie, ouvrage de vulgarisation scientifique et technique <sup>247</sup> ». Elles cherchent à satisfaire la demande croissante de lecture des classes moyennes en développement et à conforter leurs valeurs. Le progrès social et politique est donc un thème central des collections, aussi bien par l'effet de contraste offert par la description des peuplades lointaines et archaïques des livres de géographie, d'exploration et de voyage, que par l'exposé des procédés techniques et scientifiques les plus récents. Les livres d'histoire, quant à eux, mettent en évidence les liens entre progrès et libertés politiques et économiques à travers les âges.

À cette couche première viennent s'ajouter les livres sur la question sociale achetés à partir de 1912 par la majorité socialiste et qui représentent tout de même deux ans plus tard un sixième du fonds. Ces livres soutiennent des valeurs très affirmées sur l'organisation de la société, sur le progrès humain, individuel et collectif. L'émancipation des travailleurs, mais aussi des femmes, y prend une place centrale, tout comme les vertus de la coopération entre les individus et entre les nations.

## Conclusion

Le déclenchement de la première guerre mondiale bouleverse en profondeur l'exercice du pouvoir communal. L'économie locale se reconvertit dans l'armement tandis que la politique communale est toute entière tournée vers l'effort de guerre : gestion de l'hébergement de troupes, du rationnement, fourneaux populaire, cantines maternelles <sup>248</sup>... Les débats publics se s'éloignent des questions culturelles. La municipalité est contrainte de réduire les horaires d'ouverture de la bibliothèque. En février 1915, une tentative est faite pour revenir à une plus large amplitude incluant le dimanche, mais elle échoue du fait de la mobilisation du bibliothécaire M. Savignac. Frédéric Duval, le conservateur, lui aussi mobilisé, est tué sur le front en juillet 1916. La bibliothèque connaît une rupture très significative dans son histoire entre 1914 et 1918.

La période 1900 - 1914 est une période de transition à plusieurs titres. Si l'éducation populaire, qui s'essouffle dans le reste du pays, se développe en banlieue, et notamment à Saint-Denis, la ville assiste en corollaire au développement modeste mais volon-

---

<sup>247</sup> Institut international de coopération intellectuelle, *Bibliothèques populaires et loisirs ouvriers*, Paris, Bureau International du Travail, 1933. [en ligne]

<sup>248</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la ville rouge...*, *op. cit.*, p. 15.

taire d'institutions culturelles comme le musée, puis à la réouverture de la bibliothèque. Dotées de budgets limités, accueillies dans des locaux inadaptés avec des personnels peu qualifiés et mal reconnus, ces institutions voient les tentatives de pérennisation de s'achopper fréquemment sur des besoins municipaux plus urgents et sur l'hostilité des élus.

Pourtant cette période est très féconde : la baisse permanente du prix du livre, sa diffusion croissante dans les foyers, l'élévation du niveau de lettrure de la population permettent l'évolution du projet de bibliothèque. Initialement appuyée sur les valeurs bourgeoises héritées du XIX<sup>e</sup> siècle et basées sur la conservation d'une mémoire communale, la bibliothèque devient un instrument d'émancipation individuelle, puis de transformation sociale au service d'un projet politique porteur de valeurs égalitaires et émancipatrices. La culture rencontre le politique. Elle en devient un outil, mais aussi inévitablement un enjeu. Cette transformation ne se fait pas sans tensions, comme en témoigne la position de Frédéric Duval et de l'Église sur le pouvoir de la lecture dans la re-christianisation sociale.

À l'échelle locale, la population de Saint-Denis, bousculée par des changements économiques et démographiques profonds, apporte son soutien à des mouvements politiques se prononçant pour un changement radical des rapports sociaux. À leur tour, ces mouvements, jugeant l'État insuffisamment capable de répondre aux besoins de la population mettent en œuvre des politiques novatrices notamment sur le plan de l'assistance et de l'éducation. Ouverte pour le plus grand nombre en 1912 à l'initiative du courant socialiste ayant récemment conquis la ville, la bibliothèque municipale compte près de 8 000 volumes en 1914, et prête environ 2 000 livres par an. Si la guerre interrompt brutalement ce processus, il renaîtra dès 1921 et s'amplifiera en jouant un rôle de modèle pour le développement des bibliothèques municipales de l'entre-deux-guerres.



**Partie 3. 1919-1935 : le musée-bibliothèque de Saint-Denis, un laboratoire des politiques culturelles municipales ?**

## Introduction

Sur le plan local, la période inaugurée par la fin de la Première Guerre mondiale, se démarque par de nombreux changements : politiques d'une part, avec la naissance du Parti communiste ; institutionnels et professionnels d'autre part, pour les bibliothèques.

Dans une ville où le poids politique de la classe ouvrière est devenu écrasant avec le développement de l'industrie pendant le premier conflit mondial et son corollaire d'embauches, le contrôle de la mairie par les socialistes ne fait aucun doute. Cependant, la « greffe » du communisme, né à l'occasion du congrès de Tours en 1920, sur un mouvement ouvrier déjà très structuré en Seine-banlieue va engendrer une importante instabilité politique municipale : entre 1919 et 1935, ce sont en effet 6 maires qui se succèdent à l'Hôtel de ville, au gré des exclusions et des dissidences engendrées par l'exigeante politique de la SFIC.

Ainsi Gaston Philippe, réélu à l'occasion des élections de novembre 1919, est poussé à la démission en 1921 pour tester sa loyauté à la SFIC. Il est ainsi remplacé - à la grande colère de la SFIC - par son adjoint Émile Connoy plus proche de la SFIO. Les communistes sont alors majoritaires dans la rue, mais pas à la mairie. Le Parti communiste parvient à reprendre la majorité à l'occasion de l'élection municipale partielle provoquée par le décès brutal d'Émile Connoy en 1922, et à faire réélire Gaston Philippe comme maire, avec une petite voix d'avance. En proie à des luttes intestines, le Parti communiste radie en 1924 Gaston Philippe des candidats du parti, et ce dernier démissionne. Contre toute attente, et alors qu'elle arrive loin derrière la liste SFIO au premier tour, c'est la liste communiste qui remporte les élections de 1925. Mais Louis Laporte est élu maire pour une durée très brève : la mise à disposition des fonctionnaires communaux pour une manifestation anti-colonialiste lui vaut la révocation de ses fonctions par le préfet de la Seine. Camille Vuillaumé, toujours communiste, le remplace jusqu'en 1930. Mais par solidarité face à l'exclusion du parti de Louis Laporte, Camille Vuillaumé démissionne en 1931, au profit de Jacques Doriot, déjà député et qui a connu une ascension extrêmement rapide au sein du parti.

Malgré cette instabilité politique relative, les idées promues par le mouvement communiste irriguent progressivement l'ensemble de la société dionysienne, au point de constituer une véritable « société communiste » accompagnant les dionysiens de la nais-

sance au tombeau <sup>249</sup>. Si nous avons déjà évoqué l'idée que la création de *couronnes extérieures* - pour reprendre l'expression d'Annie Kriegel - n'est pas spécifique au mouvement communiste, et que le principe d'accompagnement de la population par des sociétés militantes, sportives ou de loisirs remonte en fait, depuis la fin du XIXe siècle, au « radicalisme municipal », force est pourtant de constater que jamais dans l'histoire contemporaine de Saint-Denis aucun autre mouvement politique n'aura accompagné la population avec autant de réussite ni sur un spectre aussi large.

Pour la jeunesse, secteur important puisqu'il permet de former et de recruter les futurs militants, on trouve les *Pupilles Communistes*, une organisation proche du mouvement scout, tout comme les *Pionniers* et les *Faucons Rouges* ; puis, pour les plus grands, les *Jeunesses communistes*, ou JC. Les colonies de vacances, dont le contrôle est passé de la caisse des écoles à la municipalité dès 1922, sont - elles aussi - influencées par le communisme : l'Internationale y devient le chant officiel. Le patronage laïque, fondé par les socialistes à l'époque de Gaston Philippe et qui avait disparu par la suite, revient au goût du jour en 1931 sous l'impulsion de Jacques Doriot. Dans le domaine sportif, les clubs s'affilient à la *Fédération Sportive des Travailleurs* (FST) : on trouve à Saint-Denis l'*Avant Garde*, pour la gymnastique, mais aussi le *Club Sportif Ouvrier Dionysien*. Si ces clubs ne peuvent que difficilement rivaliser avec leurs concurrents catholiques, d'autant plus qu'ils sont vulnérables aux vicissitudes de la vie du parti, ils promeuvent et développent néanmoins les sports collectifs comme le football ou le basketball, et encouragent le développement de la pratique féminine de l'activité physique. Pour les travailleurs, on trouve la *Main d'Œuvre Étrangère* (MOE) qui recrute parmi les travailleurs immigrés, surtout espagnols et maghrébins, le *Secours Rouge international* (SRI), les comités de chômeurs, qui prendront une place importante avec la crise dans les années 1930. À cet inventaire rapide et non-exhaustif s'ajoutent l'*Association Républicaine des Anciens Combattants* (ARAC), les groupes de locataires, les coopérateurs...

La municipalité communiste de Saint-Denis, dans l'entre-deux-guerres, mène une politique très volontariste d'encadrement de la population en utilisant tous les moyens à sa disposition : services municipaux, associations sportives, syndicats. Il serait facile d'imaginer qu'elle entend également encadrer la lecture pour en faire un instrument d'éducation politique des masses. Pourtant la situation demande à être nuancée.

---

<sup>249</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge...*, op. cit., p. 15.

# Chapitre 1. La construction d'un service municipal de la lecture

## 1. Le Parti communiste et la lecture

Dans un contexte qui, malgré le développement rapide du cinématographe et de la radio, laisse encore la place belle à l'imprimé dans la diffusion des idées, l'ancrage rapide de la municipalité de Saint-Denis dans le mouvement communiste devrait, en toute logique, s'accompagner sur le plan local de la mise en œuvre du programme politique révolutionnaire pour la culture, et plus encore pour la lecture. Or, les recherches de Marie-Cécile Bouju attestent en la matière d'un vide <sup>250</sup>. L'absence de discours sur lecture et les bibliothèques dans les programmes du Parti communiste - contrairement à celui de la SFIO d'avant-guerre - ne signifie pas pour autant un mépris du livre. Le parti a fait de l'agit-prop un vecteur essentiel de sa diffusion et dans la continuation du mouvement socialiste, il se dote progressivement de ses propres maisons d'éditions, mais « la bibliothèque n'est pas un sujet de préoccupation pour les édiles ». Selon Marie-Cécile Bouju, trois axes structurent principalement la lecture dans l'idéologie communiste : une défiance vis-à-vis des intellectuels comme enseignants « naturels » du peuple ; une fonction de propagande où la bibliothèque est perçue comme un outil de lutte ; une lecture collective dans un cadre partisan favorisant les bibliothèques d'usine, ou plus tard de rayon. Ces préceptes conduisent les militants du parti à envisager la lecture comme une « activité fondamentale, mais d'abord politique et militante, et non un service public » elle exclut la lecture comme loisir en privilégiant aux romans les lectures utiles <sup>251</sup>.

Néanmoins, comme l'explique Emmanuel Bellanger, il existe dans l'entre-deux-guerres une coexistence entre « d'un côté, [...] la militance où les maires SFIO ou SFIC relayent, à l'appui d'une sociabilité municipale, les mots d'ordre de leur parti d'affiliation, et de l'autre, celle du pragmatisme mayoral où les maires pour légitimer leur action publique se doivent de réaliser un domaine communal <sup>252</sup> ». C'est d'autant plus juste que, dans le

---

<sup>250</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lecture publique et politique municipale communiste, 1920-1970 : Une heureuse rencontre politique et culturelle ?*, Les Territoires du communisme : Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes, 2009. [en ligne]

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> Emmanuel Bellanger, « La ville en partage : les « savoir-administrer » dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *Revue d'histoire des Sciences Humaines* n°12 (1), 2005, pp. 79-95.

cas de Saint-Denis, le même maire et la même équipe ont conduit une politique municipale cohérente entre 1912 et 1925, après avoir changé d'étiquette politique au moment du congrès de Tours. Et si par la suite, en sous l'influence de la bolchévisation du parti voulue par le Komintern, l'arrivée de la génération des Jacques Doriot, Marcel Marschall, Henri Barbé, rajeunit et radicalise singulièrement l'exercice du pouvoir mayoral, la politique de la lecture restera conforme au projet du socialisme municipal : les bibliothèques communales bénéficieront d'un soutien politique constant jusqu'à la libération. Comment dès lors expliquer ce hiatus entre idéologie et exercice politique ? À titre d'explication, Emmanuel Bellanger formule l'hypothèse d'un Parti communiste confronté « aux dissidences et à un étiolement rapide de ses positions » et qui « doit accomplir un effort important en matière de recrutement et d'éducation de ses cadres ». Pour répondre à cette crise des vocations, le parti fonde dès 1921 une école du propagandiste, où « l'enseignement du socialisme municipal est des plus complets. Son contenu, qui s'apparente à un manuel solide d'initiation aux fonctions municipales, inscrit nommément l'héritage socialiste dans la culture politique des cadres communistes. Tout ce qu'un administrateur potentiel doit connaître de la gestion des affaires communales est étudié <sup>253</sup>. » À cette absence de rupture dans les pratiques de gestion municipale du Parti communiste s'ajoute un facteur exogène : les élus communistes doivent piloter « autant de chantiers municipaux qui ne peuvent se passer ni d'expertises extra-communales, ni de l'aval des services préfectoraux. Sur le terrain municipal ou intercommunal, sont présentes deux faces d'une même pièce, deux postures, deux visages d'une seule et même personne : l'administrateur légitimé par le suffrage universel en prise avec un système transinstitutionnel et transpartisan de négociations obligées et de décisions partagées <sup>254</sup> ».

Dans la même période, la lecture connaît un engouement important à Saint-Denis : alors que 2 080 prêts de livres avaient été effectués en 1913, c'est plus du double, 5 070 qui sortent des étagères de la bibliothèque de l'Hôtel de ville en 1919 <sup>255</sup>. S'il faut sans doute mettre au crédit de cette réussite l'impulsion décisive donnée à la bibliothèque municipale par Gaston Philippe à partir de 1912, encore faut-il préciser que cet essor s'inscrit dans le cadre plus large du développement de la lecture en France. En effet, la période de l'entre-deux-guerre est considérée par les historiens du livre et de la lecture comme une

---

<sup>253</sup> Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine », in : Jacques Girault, *Des communistes en France : années 1920-années 1960*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, pp. 293-317.

<sup>254</sup> Emmanuel Bellanger, *La ville en partage*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>255</sup> On pourra consulter, en page 146, l'évolution des prêts et des inscriptions entre 1900 et 1935.

période féconde qui associe développement et modernisation des équipements municipaux dédiés à la lecture et dont les origines se trouvent elles aussi dans le premier conflit mondial. En effet, en raison de la prise en charge de la reconstruction d'une partie de l'Aisne par l'administration du CARD (Comité Américain de Reconstruction des régions Dévastées), quatre salles de lecture construites sur le modèle d'outre-atlantique familiarisent un peu plus la profession avec l'image d'une bibliothèque, « ouverte à tous , à toute heure et offrant un large éventail de la production éditoriale <sup>256</sup> ». S'inspirant de ce modèle, Eugène Morel, pionnier des bibliothèques populaires, alors en poste à Levallois, contribue à la fondation de *l'Heure Joyeuse*, la première bibliothèque enfantine de Paris, tandis qu'Ernest Coyecque, inspecteur des bibliothèques de la ville de Paris, entraîne une importante réforme et soutient l'installation d'une bibliothèque à l'américaine dont le succès se révèle immédiat dans la rue Fessard, à Belleville. L'immédiate après-guerre est donc, pour le monde des bibliothèques publiques, une période fondatrice et centrale permettant, par l'intermédiaire du CARD, de mettre en œuvre les idées soutenues depuis les années 1910 visant à faire de la lecture un véritable service public, comparable dans ses bienfaits à l'assistance ou à l'hygiène. Ce mouvement moderniste met l'accent sur les l'intérêt de la lecture pour l'émancipation individuelle (et l'on retrouve alors les conceptions anarcho-syndicalistes transmises par le socialisme) et pour l'élévation du niveau général de la population, à commencer par les enfants. De surcroît, l'essor du modèle américain de bibliothèque s'accompagne d'une promotion du métier de bibliothécaire, qui devient un expert scientifique et technique de l'organisation de lieux de lecture et de documentation.

L'arrivée d'André Barroux, appelé à jouer un rôle fondamental dans la construction d'un service municipal de lecture à Saint-Denis, s'effectue donc dans un contexte favorable : on constate la baisse constante du prix de l'imprimé ainsi qu'un essor de la demande de livre et de lecture. L'inévitable militarisation de la société qu'entraîne l'engagement total du premier conflit mondial consacre le primat de l'efficacité et démontre l'apport de la technique et de la science dans l'amélioration de l'efficacité des organisations. La guerre entraîne aussi des échanges de savoirs-faire internationaux dans des domaines très larges quand il s'agit de la reconstruction des régions détruites par le conflit. Sur le plan politique, la reconduction d'équipes imprégnées de socialisme municipal et désireuses d'affirmer l'excellence de leur administration, dût-elle passer par une série de compromis avec les tutelles des ministères et de la préfecture, contribue à investir le champ de la lecture. Entre 1921 et 1935, c'est au cœur de la relation entre les équipes municipales

---

<sup>256</sup> Noë Richter, *La Lecture et ses institutions... op. cit.*, p. 94.

successives, essentiellement communistes, le conservateur de la bibliothèque André Barroux et les réseaux professionnels de la capitale (Bibliothèque nationale, Ecole des Chartes, inspection générale des beaux-arts, préfecture de la Seine, où se croisent les mêmes hommes) que va se nouer le projet avant-gardiste de la bibliothèque municipale de Saint-Denis. Dans ce domaine, les sources historiographiques sont nombreuses : archiviste de formation, André Barroux a préparé des liasses classées chronologiquement ou thématiquement qu'il a versées aux archives municipales de son vivant, pour documenter son travail. En outre, les services patrimoniaux de la bibliothèque de Saint-Denis conservent un intéressant carton où sont rassemblés l'ensemble des rapports concernant la bibliothèque depuis la fin du XIXe siècle.

## 2. André Barroux : l'homme et l'œuvre

Né à Paris en février 1896, André Barroux est le fils aîné de Marius Barroux, chartiste et archiviste-paléographe, spécialiste de l'histoire de Paris<sup>257</sup>. Décrit par son frère Robert comme grand, mince et énergique, André est doué pour écrire -il compose notamment de la poésie- mais il est également attiré par la musique, la littérature, le théâtre. Doté d'un caractère passionné, André Barroux tombe souvent amoureux et fait preuve d'un sentiment patriotique l'amenant à se porter volontaire en 1914. Il est alors sensible aux idées royalistes puis radicales. À sa démobilisation, il rejoint Robert à l'école des Chartes, dont il sort diplômé en 1922 avec une thèse sur le Guet de Paris. Dans l'établissement centenaire, l'irruption des bibliothèques américaines, la mise en place d'une école de bibliothécaires à Paris soutenue par l'American Library Association (ou ALA) suscitent « un certain émoi <sup>258</sup> ». Le contraste entre les modèles américain et français débouche sur de vifs débats opposant d'un côté les tenants d'une bibliothèque d'érudition chargée de protéger les trésors du passé et de l'autre des modernistes, dont Ernest Coyecque, Gabriel Henriot, Charles Schmidt, défendant des bibliothèques ouvertes au plus grand nombre et jouant un rôle social et éducatif. Il paraît évident que la vision professionnelle d'André Barroux est marquée par ces interrogations sur le rôle et les moyens des bibliothèques. Il rencontre dans le même temps sa première femme, la comédienne Sélysette Sylva. Personnage original, divorcée et mère de deux enfants, de dix ans son aînée, Sélysette paraît avoir une certaine influence sur André. Selon son frère Robert, elle le sensibi-

---

<sup>257</sup> *Une famille de chartistes parisiens : les Barroux (1862-1960)*, Bulletin de la société d'histoire de Paris et de l'Île-de-France, 103<sup>e</sup> et 104<sup>e</sup> années - 1976-1977, Librairies d'Argences, Paris, 1978.

<sup>258</sup> *Ibid.*

lise aux idées politiques de l'extrême gauche et lui conseille de venir travailler à Saint-Denis<sup>259</sup>. D'autre part, il paraît raisonnable d'imaginer que la saturation des institutions culturelles parisiennes par des personnalités éminentes du monde de la bibliothèque puisse rendre attrayante une ville située aux portes de la capitale et dont les besoins criants autorisent une plus grande liberté professionnelle.

À partir de 1923, André Barroux devient le conservateur de la bibliothèque municipale de Saint-Denis, dont il est l'archiviste depuis 1921. Il consacre à l'institution qu'il appellera plus tard « mon œuvre » toute son énergie et développe avec un sens particulier de l'organisation la lecture publique dans la ville, tout en promouvant de nouveaux services ; il développe également le musée, qu'il dirige à partir de 1925. Très investi et porteur d'une vision de la lecture publique, il met en place une série d'expositions, financées par des moyens originaux, il crée et fait vivre une société savante, tout en assumant des fonctions militantes auprès de l'association des bibliothécaires de France pour la professionnalisation du métier.

Certainement inquiet de la progression du bolchévisme en France et de l'influence de l'URSS <sup>260</sup>, peut-être par opportunisme professionnel, le patriote André Barroux adhère au Parti Populaire Français (PPF) que Jacques Doriot, alors maire de Saint-Denis, fonde en 1936 après son exclusion du Parti communiste. Mobilisé pour la seconde fois, le lieutenant André Barroux, est affecté au Chiffre, auprès de l'état major des armées. Il effectue des missions en Syrie, avant d'être démobilisé en 1941. Il participe pendant toute l'occupation au Secours National <sup>261</sup>. À la libération, le Parti communiste contrôle la ville. Plus d'une centaine de fonctionnaires municipaux réputés proches des idées de Jacques Doriot sont révoqués <sup>262</sup>. L'ampleur de ces révocations est sans équivalent en Seine-Banlieue

---

<sup>259</sup> « Journal de Robert Barroux (1952) », *Papiers Barroux*, Archives municipales de Paris, D 58 Z 3.

<sup>260</sup> On peut lire à cet égard Sophie Coëuré, *La Grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, CNRS éditions, 2017.

<sup>261</sup> « Notes sur André Barroux (1896-1951) : papiers personnels », *Papiers Barroux*, Archives municipales de Paris, D 58 Z 1.

<sup>262</sup> Après avoir fondé le Parti Populaire Français, un mouvement politique se voulant à la fois socialiste et nationaliste, les idées politiques et les actes de Jacques Doriot dérivent vers un mélange d'opportunisme politique et d'anti-bolchévisme viscéral. Cela le conduit à fonder en 1941 la Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme, un corps militaire qui partira combattre aux côtés de la Wehrmacht sur le front polonais. Ouvertement collaborationniste, il prendra la fuite vers l'Allemagne à la libération. Il est tué dans sa voiture sur une route près de Sigmaringen en 1945.



<sup>263</sup>. André Barroux en fait partie : révoqué, il est condamné à une peine d'indignité nationale. Officier d'état-major de l'armée, il se met à la disposition de l'autorité militaire et travail pour la Direction Centrale du Matériel. Très éprouvé par les événements, et profondément meurtri par le climat de la libération (il parle de « temps de mensonge permanent <sup>264</sup> »), il se retire temporairement de la vie publique. Ses lettres témoignent alors de son dégoût profond pour l'époque :

« Mais il faut que dès maintenant on sache qu'à Saint-Denis, comme dans tant d'autres endroits, et comme il était bien facile de le prévoir, les communistes ont atteint leur objectif. Ils sont en place. Ils sont les maîtres, totalement.

Pour moi, qui avais consacré ma vie à replacer Saint-Denis sur le plan traditionnel et national qui est le sien [...] je ne veux plus -du moins pour l'instant- que demeurer le soldat que, pour la troisième fois, je suis redevenu en 1945 [...] <sup>265</sup>. »

André Barroux est acquitté par une commission d'appel en mai 1948, grâce au rôle qu'il a joué dans la protection des collections municipales de Saint-Denis pendant la drôle de guerre mais aussi pour avoir fait passer des lettres et porté assistance à un évadé. Il prend ensuite des fonctions de conservateur en chef des archives du gouvernement de l'Afrique Équatoriale Française, à Brazzaville, à titre contractuel. Extrêmement meurtri par l'opprobre de Saint-Denis, ville à laquelle il a consacré tous ses efforts pendant près de vingt ans, épuisé par les décès familiaux à répétition, il décède en novembre 1951 à Paris. Cette partie sombre de la vie d'André Barroux a, comme celle de Jacques Doriot à Saint-Denis, longtemps contribué à occulter une politique culturelle municipale remarquable et novatrice. Pourtant, l'étude de cette période de l'histoire de la ville montre la continuité de l'administration de la bibliothèque et du musée, dont la politique est conduite par André Barroux plutôt que par les élus. On peut dire qu'il se noue à Saint-Denis une alliance de circonstance entre un conservateur ambitieux et cherchant une liberté d'action et d'expérimentation impossible dans Paris et une municipalité dont la démographie et la sociologie subissent encore des bouleversements importants. Saint-Denis, par cette alliance devient un laboratoire des politiques culturelles qui seront généralisées après la libération.

---

<sup>263</sup> 104 agents municipaux de Saint-Denis (dont 62 titulaires) sont révoqués sur un total de 602 agents.

<sup>264</sup> André Barroux, « Lettre à M. l'archiviste et son confrère du 14 mai 1947 », *Papiers Barroux*, archives municipales de Paris, D 58 Z 4.

<sup>265</sup> André Barroux, "Lettre au directeur de l'école des Chartes du 11 juin 1947 », *Papiers Barroux*, archives municipales de Paris, D 58 Z 4.



André Barroux à Brazzaville (premier en partant de la gauche), vers 1950. **Source** : archives municipales de Paris, Papiers Barroux, D 58 Z 1.

### 3. Naissance d'un service public de la lecture : 1923-1925

Conformément à la tradition ancienne à Saint-Denis voulant qu'un archiviste-paléographe soit recruté pour conserver les collections anciennes d'imprimés, André Barroux est recruté à partir de 1921 pour classer les archives de Saint-Denis. Dès son arrivée, et en rupture très nette avec son prédécesseur qui cultivait volontiers une identité professionnelle plus intellectuelle que technique, il instaure une communication régulière avec les élus, par l'intermédiaire de la commission de la bibliothèque. Le chartiste sait mettre en avant son expertise : chacun de ses rapports, toujours très structuré, mentionne des statistiques, des plans, des budgets et propose presque systématiquement des solutions techniques destinées à améliorer le service. Progressivement, la place prise par André Barroux dans la gestion de la bibliothèque devient centrale aux dépens de la commission dont le rôle se cantonne désormais à celui d'une chambre d'enregistrement.

À sa prise de fonction, le jeune chartiste effectue un état des lieux des archives et de la bibliothèque, et souligne à la fois le manque de personnel formé ainsi que la caractéristique inadaptée des locaux <sup>266</sup>. Il liste les chantiers inachevés par Frédéric Duval, comme le classement du fonds ancien (avant 1790) de la bibliothèque, la poursuite du développement des fonds spécifiques comme celui des réserves, des périodiques, du fonds local consacré à l'histoire de Saint-Denis. Il pointe également la question du rangement des collections, dont l'accroissement (2 939 volumes en 1919, plus de 5 000 en 1923) pose problème (les ouvrages sont stockés sur trois rangs par étagère). Il propose, dans le même temps, une solution : diviser la salle de l'hôtel de ville en deux par une étagère supplémentaire de séparation, de manière à créer d'un côté une salle de demande de communication et de l'autre une salle de consultation pour les documents trop précieux ou fragiles pour être empruntés et qu'il s'agit néanmoins de mettre à disposition du public : livres anciens, périodiques, archives. Car, dans cette bibliothèque moderne naissante, les lecteurs ne peuvent qu'emprunter les ouvrages, la consultation sur place des documents est jusque là impossible, par manque d'espace comme par manque de disponibilité du personnel. Pour pouvoir mener la modernisation de la bibliothèque, André Barroux propose sa nomination à un poste unissant les fonctions d'archiviste et de bibliothécaire, ainsi que le doublement des permanences, assurées par Robert Grandjean, secrétaire de mairie, en passant de 6 à 12 heures par semaine. Enfin, pour rendre plus autonomes les lecteurs, le conservateur propose la création de trois fichiers de consultation, alimentés par une réforme du catalogage des documents. Pour les archives, André Barroux suggère d'expédier les 200 exemplaires du catalogue du fonds ancien à la Direction des Archives pour sa diffusion en France et à l'étranger, tout en réalisant un catalogue partiel des liasses concernant la période révolutionnaire. Ce travail devra enfin être soutenu par une campagne d'affichage dans la ville et l'impression de formulaires pré-imprimés de demande pour améliorer l'efficacité du service.

Dès son premier rapport, André Barroux initie un certain nombre de pratiques -service auprès des lecteurs, organisation interne, valorisation des collections, opérations bibliothéconomiques, communication- qui semblent en rupture radicale avec les pratiques antérieures. Avec son arrivée débute vraiment un service public municipal de la lecture.

---

<sup>266</sup> André Barroux, *Rapport concernant les archives et la bibliothèque de Saint-Denis*, Saint-Denis, 1923, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

L'année suivante, en 1924, la bibliothèque municipale continue son développement. Le service s'agrandit par l'intégration de Robert Grandjean, qui devient sous-bibliothécaire-archiviste. André Barroux soumet un nouveau rapport au maire sur les effets positifs des décisions de 1923. Comme attendu, l'élargissement des horaires de la bibliothèque, la mise à disposition d'outils nouveaux (comme des fichiers pour faciliter les recherches des lecteurs) permettent l'accroissement des prêts et de la fréquentation. La bibliothèque est désormais pourvue d'un budget de 10 000 frs incluant une subvention du Conseil Général de 1 000 frs. À cause de l'accroissement important des collections, la question de l'espace disponible se pose plus que jamais : les documents internes de cette période indiquent qu'une partie des archives doit de nouveau être transférée dans une salle annexe 267. En mars 1925, le conservateur des archives et de la bibliothèque dépose auprès des élus une note suggérant le regroupement de la bibliothèque, des archives et du musée (relégué depuis la destruction de l'Hôtel-Dieu dans un local exigu de l'Hôtel-de-Ville) dans un même lieu et sous une tutelle unique. Les fortes connotations radicales-socialistes du discours d'André Barroux, qui insiste sur les besoins de la population, tout en mettant en soulignant que l'accroissement de la bibliothèque « se trouve étroitement lié au problème de l'instruction, condition première de tout progrès, de toute émancipation sociale », montre à nouveau, preuve s'il en est, que la rupture militante prônée par la SFIC s'accorde tacitement avec un exercice du pouvoir municipal emprunt de pragmatisme. En 1925, les efforts d'André Barroux semblent porter, puisque le Bloc Ouvrier-Paysan, faisant de l'enseignement sa priorité à l'occasion des élections, fait sienne la proposition d'André Barroux en inscrivant le « rattachement de la Bibliothèque au Musée Municipal » en troisième position de son programme électoral municipal 268. Victorieux, le B.O.P. soutient le projet de transfert. Celui-ci a lieu pendant l'été vers les locaux laissés vacants par la fermeture de l'école de pré-apprentissage 269. L'inauguration, en présence du nouveau maire Louis Laporte et du député Jacques Doriot, s'effectue en octobre. « La municipalité ouvrière de Saint-Denis », seconde ville du département de la Seine, est désormais équipée d'une bibliothèque

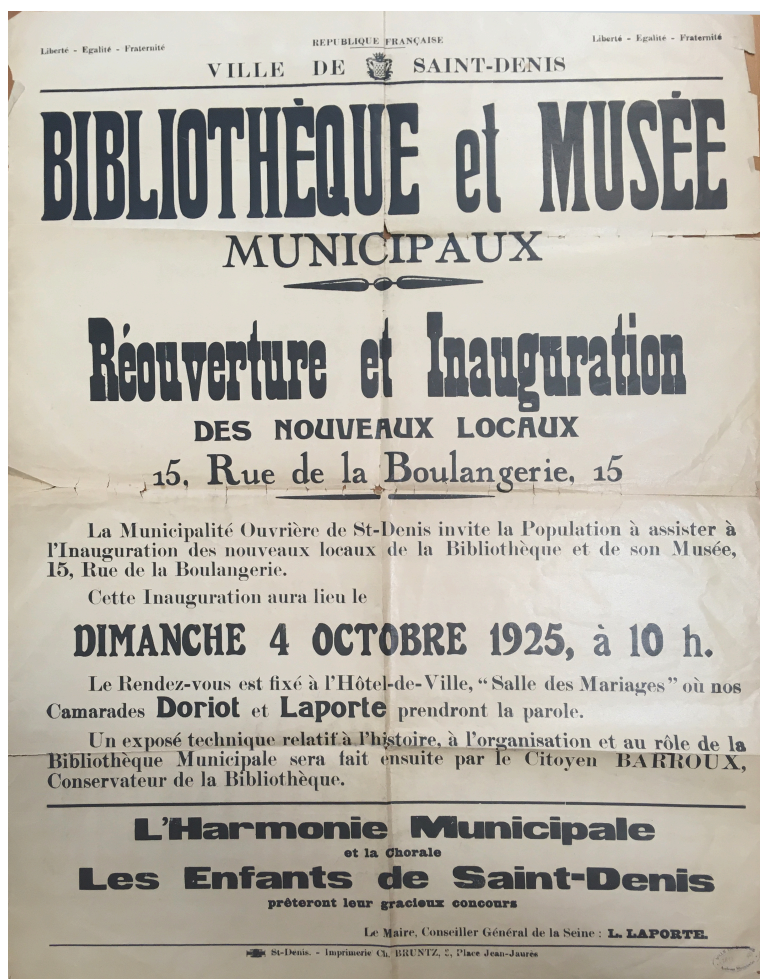
---

<sup>267</sup> Louis Gaspari, *Projet de transfert de la bibliothèque et des archives dans les locaux de l'école de pré apprentissage*, Saint-Denis, 1925, Archives de la bibliothèque, Services du patrimoine de la bibliothèque centrale de Saint-Denis.

<sup>268</sup> « Le programme municipal local du B.O.P. », *l'Émancipation* n°207 du 9 mai 1925, p. 1, AMSD. [en ligne]

<sup>269</sup> Avant même la construction de bâtiment, il avait été envisagé, sous la mandature d'Ernest Thivet-Hanctin (1900-1904), d'y installer la bibliothèque populaire de la Ligue l'Enseignement laïc au moment où celle-ci connaissait son apogée et même le musée municipal. Le projet avait été par la suite abandonné par l'équipe Adam. Le retour de la destination de ce bâtiment comme bibliothèque semblait en quelque sorte dans l'ordre des choses...

de lecture publique et d'un musée modernes destinés « à la grande masse des travailleurs<sup>270</sup> », abrités dans locaux chauffés et éclairés à l'électricité, d'une équipe composée d'un archiviste-bibliothécaire-conservateur, d'un archiviste et bibliothécaire adjoint, d'un employé, de deux garçons de bureau et d'un manœuvre.



Affiche de l'inauguration du musée-bibliothèque, AMSD 20 Fi 2388.

## Chapitre 2. Le musée-bibliothèque : état des lieux d'une institution pionnière

L'ère ouverte par l'inauguration des nouveaux locaux de la bibliothèque, des archives et du musée en 1925 est décisive pour l'histoire de la lecture municipale de Saint-Denis, mais perpétue également la tradition inaugurée par Fernand Bournon qui consiste

<sup>270</sup> Commission de la bibliothèque, *Rapport de M. Barroux relatif la réorganisation de la bibliothèque et ses archives et à leur transfert au 4 place de la Légion d'honneur*, 1925, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

à faire de la bibliothèque un outil de construction de l'identité communale. Alors qu'en apparence les projets ont des positionnements différents, le talent des deux conservateurs reste de savoir trouver une position intermédiaire entre, d'une part, un projet de bibliothèque compatible avec les majorités politiques successives et, d'autre part, leur ambition de servir la population. Au projet républicain de faire du territoire de Saint-Denis une petite patrie avec ses héros, ses moments, ses monuments typiques du syncrétisme républicain répond, après la Première Guerre mondiale, celui de faire de Saint-Denis une municipalité ouvrière avec une population politiquement éduquée et capable de se mobiliser pour faire avancer la question sociale.

En effet, forts de l'action de Fernand Bournon comme de celle d'André Barroux, et signe que le livre et la lecture sont investis d'une charge symbolique importante, les élus font de la bibliothèque et du musée une vitrine de leur compétence politique. Après la Première Guerre mondiale et la consolidation du socialisme puis du communisme sur le plan local, ce phénomène est semble-t-il exacerbé par la position particulière de Saint-Denis : à la fois centralité de l'espace de la banlieue parisienne et « forteresse rouge », la ville assume son statut en partie choisi en partie contraint par les différentes tutelles obligeant la ville à l'exemplarité dans les différentes manifestations de son action politique.

Malgré ces contraintes et les chaos de la vie politique locale marquée par les exclusions du parti et les interventions préfectorales, les élus socialistes-communistes, tout au long de l'entre-deux-guerres, apportent au conservateur un soutien politique solide l'autorisant à développer, souvent des décennies avant d'autres villes de banlieue ou de province, des projets pionniers. Pour les bibliothèques de lecture publique il s'agit de la modernisation des locaux, de la gratuité, d'horaires adaptés, du soutien aux publics spécifiques, fragiles ou éloignés (ouvriers, enfants, chômeurs, habitants des quartier périphériques). Du côté du musée, le conservateur cherche à enrichir les collections par le mécénat, ou à élargir les publics par l'organisation d'expositions mêlant l'art et la politique.

## 1. « Une formule vraiment moderne » : modernisation et professionnalisation de la bibliothèque

Pensé comme une « œuvre d'instruction et de progrès social », le musée-bibliothèque s'installe donc à partir d'octobre 1925 au 4 rue de la Boulangerie, en attendant en 1926 la réalisation d'une entrée place de la Légion d'Honneur. L'évènement fait l'objet

d'une inauguration officielle avec des discours du maire Louis Laporte, membre de longue date de la commission de la bibliothèque, et du jeune député Jacques Doriot. Tous les deux sont membres de la SFIC.

L'établissement se compose de trois niveaux : au rez-de-chaussée, c'est l'entrée principale, la réserve du musée et la salle de désinfection des volumes de la bibliothèque. Un escalier mène les visiteurs au premier étage qui comprend le vestibule de la bibliothèque, une salle de travail, une salle d'exposition (bibliothèque / archives) - destinée à valoriser des ouvrages anciens et trop précieux pour être prêtés : « chartes et documents relatifs l'Histoire de Saint-Denis, depuis le début du XIIe siècle. Livres précieux, incunables <sup>271</sup>. » - ainsi qu'une salle de prêt faisant également office de bibliothèque administrative. Plus loin on trouve les bureaux du personnel et les salles d'archivage. Les quatre salles du deuxième étage du bâtiment sont occupées par le musée municipal. Les collections d'outils et de machines anciennes, se rapportant aux arts et métiers, sont exposées dans les deux premières salles. Les visiteurs peuvent ensuite admirer les collections de peinture et de sculpture avant de visiter la dernière salle consacrée à l'histoire de Saint-Denis, où sont présentées l'iconographie, les fouilles archéologiques de l'ancienne église des Trois patrons, les meubles anciens provenant de l'Hôtel Dieu <sup>272</sup>.

Une série de photographies réalisées à la demande de la municipalité en 1937 donnent une idée plus précise des lieux, qui n'ont probablement pas connu de changement notable depuis l'installation quelques années auparavant.

Avec une amplitude d'ouverture importante, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés, de 15h à 19h et de 20h30 à 22h30, la ville de Saint-Denis adapte le service aux contraintes de son importante population ouvrière en lui permettant de fréquenter les lieux après le travail. Le musée, dont les collections attirent une part non-négligeable de touristes, est ouvert tous les jours de 14 à 17h en été, et 16h en hiver.

La ville a consenti à un effort financier important entre 1923 et 1926, puisqu'elle a investi au total environ 200 000 frs dans l'établissement culturel en prenant en compte les

---

<sup>271</sup> André Barroux, « Projet de règlement du musée », Saint-Denis, 1925, *Visites exceptionnelles du Musée : courriers, demandes de visite. \*1922-1934\**, AMSD 2 R 14.

<sup>272</sup> *Ibid.*



*La salle de prêt du musée-bibliothèque photographiée en 1937, AMSD 13 Fi 528.*

dépenses d'installation, de personnel et de fonctionnement. Le budget de 75 000 frs auparavant alloué à l'école de pré-apprentissage a été utilisé pour le transfert du nouvel établissement. À titre de comparaison, la subvention du département pour la bibliothèque est de 1 000 frs par an. Il apparaît donc nécessaire de souligner le volontarisme du pouvoir municipal dans le développement de cette institution culturelle municipale.

Le fait d'installer le musée-bibliothèque dans un bâtiment spécifique et identifié, idéalement situé aux environs immédiats de l'Hôtel de Ville et de la basilique, les nouveaux horaires, un personnel qualifié et dédié, donne rapidement des résultats : le nombre d'ouvrages prêtés passe de 5 027 en 1919 à près de 33 672 en 1930, tandis que le nombre d'inscrits passe dans la même période de 7 718 à 11 926<sup>273</sup>. La bibliothèque compte 31 243 volumes en 1933. Le musée n'est pas en reste, et tandis que ses collec-

---

<sup>273</sup> André Barroux, *La bibliothèque centrale municipale de Saint-Denis*, Saint-Denis, 1935, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.



tions s'accroissent régulièrement, il accueille entre 1926 et 1929 11 527 visiteurs <sup>274</sup>. Le musée comme la bibliothèque génèrent des recettes à partir de 1927, avec les tarifs d'entrée et la vente de cartes postales pour le musée, par les dons ou les droits d'inscription des lecteurs résidents des communes périphériques pour la bibliothèque <sup>275</sup>.

Le succès rapide du nouvel établissement, ses locaux et son personnel attirent rapidement l'attention des autorités tutélaires de la bibliothèque. Les sollicitations diverses (demandes de renseignements, d'aide au catalogage) adressés à la bibliothèque émanant du ministère de l'instruction publique et des beaux arts d'autres bibliothèques sont nombreuses. Paul Gsell, inspecteur des bibliothèques de la ville de Paris, demande à André Barroux son aide pour corriger les catalogues parisiens <sup>276</sup>. Ernest Coyecque sollicite une visite à Saint-Denis pour les élèves bibliothécaires et écrit après avoir qualifié l'œuvre d'André Barroux d'« établissement modèle » : « Je serai charmé de visiter l'ensemble que vous avez réalisé suivant une formule vraiment moderne.<sup>277</sup> »

## 2.« Aller au devant des lecteurs »

Le solide soutien apporté par le pouvoir municipal au projet de lecture publique donne rapidement des résultats positifs. Mais, alors que bien des municipalités auraient pu se contenter d'une telle situation, les élus dionysiens, en accord avec le conservateur, cherchent à mettre en œuvre une véritable de la lecture pour les habitants. Celle-ci est résumée par une formule reprise par Pierre Dutilleul, secrétaire général de la mairie, en 1934 : « aller au devant des lecteurs <sup>278</sup> » et se traduit par une volonté tous azimuts de lever, les uns après les autres, les obstacles géographiques, générationnels, sociaux, susceptibles de se dresser entre les citoyens et la lecture.

---

<sup>274</sup> voir *infra*.

<sup>275</sup> André Barroux, *Renseignements relatifs au Musée et la Bibliothèque depuis 1925*, Saint-Denis, 1929, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>276</sup> Paul Gsell, « Lettre du 29 septembre 1926 », *Visites exceptionnelles du musée : courriers, demandes de visite. \*1922-1934\**, AMSD, 2 R 14.

<sup>277</sup> Ernest Coyecque, « Lettre du 20 avril 1926 », *Visites exceptionnelles du musée : courriers, demandes de visite. \*1922-1934\**, AMSD, 2 R 14.

<sup>278</sup> Pierre Dutilleul, « Une bibliothèque à la Plaine Saint-Denis. Inauguration solennelle le 14 octobre », *L'Émancipation* n°686 du 13 octobre 1934, AMSD, 686.

« Un plan d'ensemble d'organisation de la lecture publique » est déployé semble-t-il assez tôt <sup>279</sup>. Il vise aussi bien la municipalisation progressive des nombreuses institutions de lecture en déclin présentes dans la ville (bibliothèques populaires, bibliothèques de la Bourse du Travail...). que l'ouverture de nouvelles bibliothèques pour servir au mieux les bassins de population qui se développent à la périphérie de la commune. Une sous-commission spécialement consacrée à la question de la création d'annexes est créée à partir de 1930 mais le projet semble en vérité plus ancien : la question de la fusion de la bibliothèque de la Bourse du Travail avec la bibliothèque municipale est par exemple évoquée dans les discussions de la commission dès 1926 <sup>280</sup>. Trois quartiers semblent concernés par le projet : la Plaine, au sud, Pleyel, au sud-ouest et, semble-t-il prioritairement, la Mutualité au nord-est de centre ancien. Un rapport de la sous-commission évoque les raisons qui motivent ce choix : « la difficulté des communications, l'absence de toute bibliothèque même scolaire, le besoin de lutter contre des organisations religieuses qui s'implantent, et aussi un terrain de propagande ». Parmi ces arguments, qui relèvent autant de l'aménagement du territoire communal que la question des moyens de favoriser l'instruction des habitants, on remarque bien sûr celui de la lutte contre l'influence de l'église et des besoins de propagande. Au tournant des années 1930, malgré le développement conséquent de la radio, du cinéma, le livre est toujours considéré comme le moyen incontournable de diffusion des idées et constitue de ce fait un enjeu politique fort.

Par ailleurs, inquiets de voir les vénérables bibliothèques populaires progressivement « paralysé[e]s par le manque de crédits, dépourvu[e]s de personnel technique », les édiles dionysiens favorisent leur municipalisation. C'est chose faite pour la bibliothèque de la Plaine, au 120 avenue Wilson, qui devient après quelques aménagements la première bibliothèque annexe de la ville en 1934. Avec « un cadre clair et agréable », rompant volontairement avec la solennité écrasante du décor des bibliothèques traditionnelles, riche d'un fonds propre de 10 000 volumes, elle est intégrée dans la bibliothèque centrale via un réseau communal de lecture donnant la possibilité aux lecteurs de la Plaine d'obtenir les ouvrages conservés en centre ville sur simple demande <sup>281</sup>.

La démarche volontariste de la commune se traduit également par une attention portée à la diversité des publics : à partir de 1926, la bibliothèque accueille « les enfants et

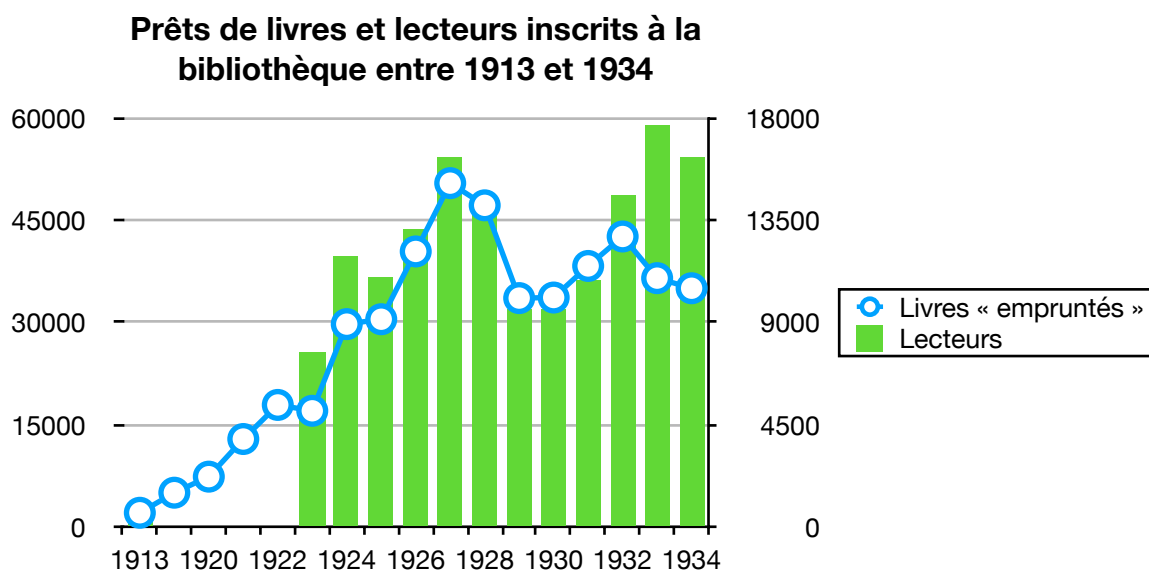
---

<sup>279</sup> André Barroux, « Les bibliothèques municipales et l'organisation de la lecture publique à Saint-Denis », *A.B.F. Bulletin*, avril 1939, n°4, Bibliothèque de l'ENSSIB, Villeurbanne.

<sup>280</sup> *Compte-rendu de la commission de la bibliothèque*, Saint-Denis, 4 octobre 1925, AMSD, 2 R 6.

<sup>281</sup> Pierre Dutilleul, « Une bibliothèque à la Plaine Saint-Denis. Inauguration solennelle le 14 octobre », *L'Émancipation* n°686 du 13 octobre 1934, AMSD 686.

jeunes gens de moins de 16 ans ». Les comptes-rendus manuscrits de la commission de la bibliothèque attestent que les questions -sempiternelles- de l'influence de la lecture sur la jeunesse se posent bien sûr à Saint-Denis : « bien entendu les livres qu'on leur remettra auront été méticuleusement choisis », rassure le conservateur face à des élus inquiets <sup>282</sup>. Peut-on pour autant comparer Saint-Denis à une bibliothèque de jeunesse voire à sa cousine, l'Heure Joyeuse, ouverte à Paris deux ans plus tôt ? Cela paraît difficile, tant les contraintes sont nombreuses : des horaires limités (jeudis et samedi après-midi seulement), une salle spécifique, l'impossibilité pour les moins de 13 ans de fréquenter les lieux tout comme l'obligation d'être introduit au préalable par ses parents restent des obstacles importants. Ils s'expliquent sans doute par la crainte des bibliothécaires - somme toute peu nombreux - de devoir gérer une importante population d'enfants satisfaits de trouver à la bibliothèque des lieux chauffés et confortables où passer le temps sans pour autant lire ou étudier <sup>283</sup>. Faut-il préciser, du reste, que le problème se pose toujours aujourd'hui avec la même acuité dans les bibliothèques ?



La politique tarifaire de la bibliothèque fait l'objet de préoccupations récurrentes au sein de la commission. De nouveau, les élus souhaitent éliminer les obstacles pécuniaires pouvant limiter l'accès des lecteurs aux ouvrages de la bibliothèque. La fréquentation de lieux et la lecture sur place sont gratuites. Fixée à 5 frs par an, l'ouverture du droit à l'em-

<sup>282</sup> « Compte-rendu de la commission de la bibliothèque », Saint-Denis, 4 octobre 1925, *Commission mixte de la Bibliothèque : notes manuscrites, procès-verbaux des réunions dont un d'une sous-commission (1930) chargée principalement d'étudier l'opportunité d'ouvrir des annexes, rapport exhaustif sur le fonctionnement de l'équipement (1926). \*1921 - 1932\**, AMSD, 2 R 6.

<sup>283</sup> *Bibliothèque municipale. Admission des enfants et jeunes gens de moins de 16 ans*, Brouillon d'affiche manuscrite, Saint-Denis, 1926, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

prunt d'ouvrages est assortie d'un versement d'une caution de 20 frs. En novembre 1926, le problème des emprunteurs ne disposant pas d'adresse permanente, résidants en hôtel ou en garni, est soulevé et réglé <sup>284</sup>. L'année suivante, le principe de la gratuité intégrale de la bibliothèque est posé pour les contribuables dionysiens, mais ne trouve pas de solution satisfaisante <sup>285</sup>. En 1930, la commission décide de la gratuité pour les chômeurs.

La politique de la bibliothèque se signale enfin par une attention portée sur l'offre de lecture. Aujourd'hui la plupart des spécialistes s'accordent à penser que la lecture obéit à trois fonctions essentielles ; apprendre, se divertir, se renseigner ; dans les années 1920-1930, les positions des acteurs du monde de la lecture sont beaucoup moins arrêtées. Comme cela a été signalé précédemment, de vifs débats opposent dans la profession les tenants d'une lecture érudite et scientifique à ceux d'une lecture de masse. La politique de Saint-Denis, en la matière, penche évidemment vers la seconde option. Et si l'apparition des fichiers a, de fait, condamné les catalogues imprimés après 1912, rendant de ce fait difficile l'examen des ouvrages acquis à cette époque, il est aisé de constater, en recherchant les périodiques mis à disposition des lecteurs, combien les bibliothécaires cherchaient, par la diversité des titres et des opinions, à « prendre les publications le plus représentatives dans chaque branche de l'activité humaine (Information générale, Beaux-Arts, Littérature, Science politique et sciences sociales, Sport, etc...) <sup>286</sup>. » Vers 1930, les lecteurs pouvaient venir à la bibliothèque pour y lire *Le Monde*, mais aussi *L'Humanité* (journal d'information du PC-SFIC) ou *Le Populaire* (affilié à la SFIO). Pour les informations locales, ils pouvaient parcourir les *Nouvelles de la Seine*, *L'Émancipation* (journal d'information du Parti communiste du canton de Saint-Denis) ou le *Journal de Saint-Denis* (classé à droite). Des illustrés, très à la mode depuis l'introduction de la photographie dans les imprimés, comme *l'Illustration*, ou *Match*, mais aussi comme *La Russie d'aujourd'hui* étaient disponibles, tout comme *Le Miroir des Sports*, *La Vie économique des Soviets*, ou *Le Crapouillot*. En résumé, si les collections proposées par la bibliothèque municipale tiennent à l'évidence compte de la tendance très affirmée de Saint-Denis pour le communisme, jamais elles ne renoncent au pluralisme des opinions, ancrant la forteresse rouge

---

<sup>284</sup> *Compte-rendu de la commission de la bibliothèque*, Saint-Denis, 28 novembre 1926, AMSD 2 R 6.

<sup>285</sup> *Compte-rendu de la commission de la bibliothèque*, Saint-Denis, 11 juillet 1927, AMSD 2 R 6.

<sup>286</sup> André Barroux, *Note sommaire sur l'organisation de la bibliothèque de Saint-Denis*, Saint-Denis, 1931, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

dans une légalité républicaine qui peut sembler, au premier abord, en contradiction avec l'idéologie révolutionnaire du Parti communiste.

### 3. Le musée-bibliothèque : un outil de propagande ?

Catalogage, indexation, cadre règlementaire, organisation interne : l'arrivée d'André Barroux à Saint-Denis marque la professionnalisation de la bibliothèque et ces compétences appréciables sont soutenues par un volontarisme affirmé pour démocratiser la lecture et l'imprimé, mais aussi par l'augmentation sensible des volumes consacrés à la littérature révolutionnaire et soviétique. Parallèlement au développement de la bibliothèque, l'activité d'André Barroux s'étend également au musée dont il est nommé conservateur, à son initiative, à partir de 1925. André Barroux anime la vie du musée en y organisant des expositions temporaires. Comme pour la bibliothèque, l'offre du musée tient compte de la coloration politique de la municipalité et propose des événements en relation avec le projet communiste comme, en 1929, une rétrospective consacrée à la peinture d'Alexandre Joseph Alexandrovitch.

Si le projet de donner à voir à Saint-Denis une « exposition d'art moderne russe », où « seront présentées les créations les plus caractéristiques des peintres et des architectes de l'U.R.S.S. » est envisagé dès 1926<sup>287</sup>, cette exposition n'est véritablement organisée que du 19 octobre au 19 novembre 1929 au musée-bibliothèque<sup>288</sup>. Incapables de mobiliser les très importants moyens nécessaires pour acheminer des œuvres depuis l'Union Soviétique, Saint-Denis revoit l'ambition du projet à la baisse et l'exposition ne concerne bientôt plus qu'un seul artiste, français d'origine russe : le peintre Alexandre Joseph Alexandrovitch. L'exposition, modeste, est déjà presque constituée : les amateurs avaient déjà pu l'admirer à Clichy en 1927. Quelques échanges épistolaires montrent cependant que le choix final des tableaux revient à André Barroux. On la retrouve plus tard à Vitry, en 1932, ainsi qu'à Paris, vers 1937. Mais la tenue d'une telle exposition dans un foyer ouvrier comme Saint-Denis est une illustration intéressante des efforts de conver-

---

<sup>287</sup> H. Riblaye, « Le Musée-bibliothèque de la ville de Saint-Denis », *la Volonté littéraire* n°120 du 4 février 1926, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>288</sup> « Carnet », *L'avenir* n°4234 du 15 octobre 1929 [en ligne].

gence des institutions culturelles municipales et de leur directeur, André Barroux avec la ligne politique des élus.

Alexandre Joseph Alexandrovitch est né le 17 mars 1873 à Telschy, en Russie. Il aurait quitté le pays entre 1893 et 1895 à la suite d'un pogrom à l'occasion duquel serait décédée sa mère <sup>289</sup>. Réfugié en France, et bientôt naturalisé, il approfondit sa technique auprès de Gérôme. Dans un style post-impressionniste, il dessine et peint des portraits d'hommes de la rue, des scènes intimistes. Il voyage à travers le pays et peint des paysages. Fréquentant l'importante communauté russe de Paris, il est sensible aux idées anarchistes et socialistes. Bon dessinateur, il se spécialise progressivement dans les portraits de personnalités liées aux mouvements révolutionnaires : il représente Élisée Reclus et Auguste Blanqui, Karl Marx, Pierre Kropotkine, Louise Michel. Ces portraits, ensuite édités en cartes postales, offrent à l'artiste une source de revenus réguliers <sup>290</sup>.

L'engagement politique de celui que certains chroniqueurs appellent « peintre révolutionnaire », que le critique René Prades, enthousiaste, compare à l'occasion d'un Salon des Indépendants à un « Titan » de la peinture, se distinguant par sa « franchise » et sa « fécondité <sup>291</sup> », lui vaut la sympathie d'une partie de la critique, mais aussi de violents commentaires. *Beaux-Arts* le décrit comme un « peintre bolchévisant <sup>292</sup> ». Quant au quotidien *Le Matin*, voici comment il décrit ainsi le tableau de l'artiste à l'occasion du *Salon des Indépendants* en 1927 :

« Voici donc, dès l'entrée, le barbouilleur illettré, candide et mal élevé qui nous sert tous les ans la même allégorie : l'armée française, la magistrature française, la bourgeoisie française et, naturellement, le clergé français en fuite éperdue sous la lumière qui leur vient du nord à torrents. Cette série réitérée appelle le coup de canne du visiteur impatient et l'intervention du préfet de police : l'un et l'autre lui font rarement défaut : mais il semblerait qu'elle appelle aussi une sanction plus simple et plus radicale : notre pauvre France est vraiment bonne personne de tolérer qu'on vienne ainsi l'insulter chez Elle quand elle a, pour faire son ménage, cet excellent

---

<sup>289</sup> D'après un entretien avec son arrière petite-fille.

<sup>290</sup> *Ibid.*

<sup>291</sup> « A. J. Alexandrovitch », *La revue du vrai et du beau* n° 110 du 10 novembre 1927. [en ligne]

<sup>292</sup> *Beaux Arts* n°11 du 20 novembre 1929. [en ligne]

balai qu'on nomme arrêté d'expulsion : le ramasse-miettes ne suffit pas quand on a affaire à de certaines croûtes <sup>293</sup>. »

L'extrait, violent, virulent, est révélateur des fractures politique de la société française de l'entre-deux-guerres entre milieux nationalistes et milieux révolutionnaires. Il illustre également le parti-pris assumé de la municipalité de Saint-Denis qui cherche, tout en respectant le cadre de la loi communale de 1884, à affirmer ses idées politiques et à se positionner dans la continuité d'une épopée glorieuse ouverte en 1789 et perpétuée par 1871 et 1917. Et les thèmes des toiles du peintre sont précisément ce que recherchent les élus, tant par le fond que par la forme. Dans *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*, le peintre met en scène une assemblée d'ouvriers, issus de tous les continents, chassant du pouvoir une clique composée de banquiers, de militaires, de juges et de curés ; *L'appel du mur* dépeint les victimes dénudées de la répression versaillaise pleurées par une Louise Michel figurée en égérie de la paix ; *Jour de Lutte*, présenté au Salon des Indépendants en 1931, évoque la violence de la répression anti-révolutionnaire et l'arrogance des classes dominantes. D'autres tableaux, disséminés dans des collections privés, mais cités dans le catalogue de l'exposition, laissent imaginer des œuvres à la forte connotation politique : *Le rouge aux lèvres*, *Marty*, *L'impérialisme*, ou encore *Le cri du sacrifié* <sup>294</sup>.

Sur le plan formel, Alexandrovitch est un peintre du courant réaliste dont le style peut apparaître comme une réaction aux avant-gardes, mais dont les thèmes (luttres sociales, paysages industriels) s'inscrivent résolument dans son temps, avec un mode de figuration recherchant en premier lieu l'efficacité dans la diffusion du message social. C'est cet engagement, à la fois sur le fond (il est proche des idées du socialisme révolutionnaire <sup>295</sup>) ; et sur la forme (un style classique, presque naïf, intelligible à l'homme de la rue) qui lui vaut l'intérêt des municipalités rouges de la Seine-banlieue. Les tableaux regroupés à l'occasion de l'exposition mettent de surcroît sur un même plan les figures du communisme municipal de la banlieue parisienne et les personnalités majeures du mouvement révolutionnaire. Ainsi les spectateurs peuvent-ils admirer dans les salles du musée, presque côte à côte, les figures tutélaires du mouvement socialiste révolutionnaire Karl

---

<sup>293</sup> « Le salon des indépendants », *Le Matin* n°15 647 du 21 janvier 1927. [en ligne]

<sup>294</sup> Musée de la Ville de Saint-Denis, *Exposition de peintures, dessins et gravures d'Alexandre Joseph Alexandrovitch. Catalogue illustré de 15 reproductions*, 1929, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>295</sup> Le penseur anarchiste Han Ryner a d'ailleurs signé la préface de son catalogue.



Alexandre-Joseph Alexandrovitch, *Proletaires de tous les pays, unissez-vous*, avant 1930, Musée d'art et d'histoire Paul Éluard de Saint-Denis, NA 681.

Marx, Lénine ; et les personnalités politiques de la SFIC, les maires de Saint-Denis et de Bobigny, Camille Vuillaumé et Jean-Marie Clamamus ou Marcel Cachin, dans un effet de continuité et de légitimation de l'action politique <sup>296</sup>.

L'exposition, semble-t-il, a su trouver un écho plus large que celui de la banlieue rouge, puisque la presse spécialisée avec *Comœdia*, *Beaux Arts*, le *Journal des Arts* s'en fait l'écho. André Dézarrois, le représentant du ministre des Beaux-Arts, n'inaugure-t-il en personne l'exposition de Saint-Denis et ne fait-il pas acheter, pour l'État, le *Lénine* du

<sup>296</sup> Voir en annexe la liste des tableaux exposés.



peintre ? La municipalité de Saint-Denis n'est pas en reste qui fait également l'acquisition « de huit études du vieux Saint-Denis pittoresque <sup>297</sup> » et de nombreux tableaux politiques, toujours conservés au musée d'art et d'histoire Paul Éluard, dont *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*, pour 15 000 francs et un *Portrait-programme de Lénine*, pour 3 000.

En 1932, le musée-bibliothèque de Saint-Denis accueille du 9 au 23 avril sa seconde exposition temporaire, consacrée au groupe du Cadran. Bien que l'évènement n'ait pas la même portée que l'exposition Alexandrovitch, elle illustre cependant une vision des institutions culturelles en rupture avec les normes de l'époque.

Le Cadran est une association de dessinateurs de presse fondée en 1932 à l'initiative de Pol Ferjac, Henri Monier, N. W. Grove et Pedro <sup>298</sup>. Elle se donne pour but, dans un contexte rendu difficile par la crise, de rompre l'isolement des dessinateurs de presse et de soutenir leur travail par l'organisation d'expositions, dont les ventes pourraient leur garantir une retraite. Le groupe se réunissant pour travailler au bistrot « Le Cadran », rue Louis-le-Grand à Paris, il en prend le nom <sup>299</sup>. Publiant des dessins pacifistes, à la fois anti-militaristes et anti-cléricaux dans *le Canard Enchaîné*, ou dans *l'Œuvre*, ces dessinateurs sont classés à gauche et sont souvent - à la différence de leurs aînés - issus du milieu populaire. Certains, comme Ferjac ou Bib intègrent le Syndicat national des Journalistes, d'autres, comme Picq, feront partie des fondateurs du Syndicat des Dessinateurs de Presse en 1935 <sup>300</sup>. Les membres du Cadran sont donc à la fois des dessinateurs engagés à gauche et des acteurs centraux de l'organisation de groupement de défense de leur profession.

À Saint-Denis, l'exposition du musée-bibliothèque est la reprise de celle organisée au café parisien *l'Embassy*. L'exposition tournera ensuite en province. Pour faire de la

---

<sup>297</sup> « Informations », *Le Journal des Arts* n°65, 30 octobre 1929. [en ligne]

<sup>298</sup> Le Cadran regroupe les dessinateurs Bébérade, Bernad, Bib, Bogislas, Al Briol, Cabrol, Carri-zey, R. Dubosc, Pol Ferjac, W.-N. Grove, Henri Guilac, Michel Herbert, Isis Kishka, Miky, Henri Monier, Pedro, Robert Picq, Jean Pruvot, Von Rompaey, Roger Roy, Ralph Soupault et Jean Trubert...

<sup>299</sup> Jean Rollot, « On a verni le Salon du Cadran », *Paris Soir* n° 3080 du 12 Mars 1932. [en ligne]

<sup>300</sup> Christian Delporte, « Le dessinateur de presse, de l'artiste au journaliste », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°35, juillet-septembre 1992, pp. 29-41.

Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

**VILLE DE ST-DENIS**

**MUSÉE MUNICIPAL**  
4, Place de la Légion-d'Honneur

**PREMIÈRE EXPOSITION**

**A SAINT-DENIS DU CADRAN**



BEBERIDE · BERNAD · BIB · CABROL  
AL BRIOL · BOGISLAS · CARRIZEY  
R. DUBOSC · MIKY · HENRI GUILAC  
W. N. GROVE · POL FERJAC · PEDRO  
MICHEL HERBERT · ROGER ROY  
VAN ROMPAEY · HENRI MONIER  
JEN TRUBERT · PRUVOST · PICQ

Les Dessinateurs-Humoristes du groupement  
"LE CADRAN" (Paris, 1, rue Daunou)  
exposeront, au Musée Municipal, deux cents  
dessins et gouaches avec légendes

**Du DIMANCHE 10 AVRIL 1932 au DIMANCHE 24 AVRIL inclus**

HEURES D'OUVERTURE : *En Semaine* : de 14 h. à 18 h. 30 et de 20 h. à 23 h.  
*Le Dimanche* : de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

En semaine, une taxe d'entrée de 1 fr. sera perçue au profit des soupes populaires

*Un des Présidents de "Cadran" : AL BRIOL* *Le Député-Maire : J. DORJOT*

Saint-Denis - Imprimerie Ch. BRUNTZ, 11 et 13, Place Jean-Jaurès

Affiche de l'exposition du Cadran, 1932, AMSD, 20 Fi 1428.

place, on aménage spécialement une des salles d'exposition du musée, et on modifie les horaires d'ouverture. De nouveau, le musée-bibliothèque de Saint-Denis se fait laboratoire : les vestiges mérovingiens et les austères gravures de la Saint-Denis agreste sont déplacées pour faire place à une culture nouvelle, engagée et populaire. Le musée, comme la bibliothèque, se fait outil de propagande et cherche à attirer un public nouveau, peu habitué aux lieux mais sensibles aux valeurs politiques de la municipalité. La solidarité entre classes est mise à l'honneur : comme à Paris, les œuvres exposées sont en vente, au prix unique de 250 francs, cette fois au bénéfice des comités de chômeurs de Saint-Denis.



Roland Coudon, « L'art n'a pas de patrie ! », *Le Journal de Saint-Denis*, 16 avril 1932, AMSD, CT 903.

On l'a vu, André Barroux met très tôt ses compétences au service du développement des collections et de la recherche des publics. Dans un contexte de léthargie qualifié par Loïc Vadelorge de « période noire » pour le développement des collections des musées municipaux, la trajectoire du musée de Saint-Denis se situe plutôt à contre-courant et se signale par un développement sans précédent <sup>301</sup>. Bien sûr, Saint-Denis ne peut prétendre rivaliser en la matière avec d'autres villes importantes de banlieue comme Versailles ou de province comme Grenoble, dont le musée municipal a constitué, pour l'après guerre, un modèle <sup>302</sup>.

Ne disposant d'aucun des avantages de Versailles ou Grenoble mais désireux d'accélérer le développement des collections dans un contexte budgétaire toujours contraint ou « pour accréditer auprès de la municipalité son projet de réorganisation des collections <sup>303</sup> », André Barroux fonde une société d'histoire locale : *la Société des Amis de Saint-Denys*, construite sur le modèle de la *Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-*

<sup>301</sup> Loïc Vadelorge, *De l'histoire culturelle à l'histoire urbaine...*, op. cit., p. 88.

<sup>302</sup> L'ancienne ville royale, forte d'un patrimoine immobilier et mobilier considérable hérité de l'ancien régime, en plus de disposer de la seule bibliothèque classée de banlieue, est en effet dotée d'un important musée municipal ouvert en 1888 : le musée Houdon, dont les collections ont été régulièrement enrichies par des donations et des legs. Le musée de Grenoble doit quant à lui sa réussite à un conservateur particulièrement avisé et expert en art moderne : Andry-Farcy.

<sup>303</sup> Loïc Vadelorge, *De l'histoire culturelle à l'histoire urbaine...*, op. cit., p. 88.

France<sup>304</sup>. Cette société « d'art, d'histoire et d'archéologie », se donne comme but « la restauration et l'embellissement des monuments historiques » de Saint-Denis et comme moyens « des publications, des conférences, des visites ». Cependant, à la différence de la *Commission du Vieux Saint-Denys*, fondée à l'occasion des fouilles de l'Église des Trois-Patrons<sup>305</sup>, le bureau de la nouvelle société recrute ses membres non plus parmi les membres de l'élite commerciale et industrielle de Saint-Denis, mais à l'image des sociétés savantes de Versailles, parmi des cercles beaucoup plus parisiens. André Barroux s'appuie pour cela sur le réseau de l'école des Chartes en faisant appel au Comte de Gastines, un ancien élève qui dispose de nombreux contacts parmi l'aristocratie, tel que le duc de Montmorency, président de la Société, s'y ajoutent d'éminents scientifiques, comme Marcel Aubert, président de la Société française d'Archéologie, Franz Funck-Brentano, membre de l'Institut. Les rares personnalités locales, comme l'abbé Rabec, curé de la basilique de Saint-Denis ou madame Rogez, surintendante des Maisons d'Éducation de la Légion d'Honneur ne sont dionysiennes que par des fonctions les rattachant à des lieux emblématiques du patrimoine de la commune. Le succès de la Société est rapide : en 1935, 7 ans après sa fondation, elle compte environ 300 membres avec un budget s'élevant à près de 9 000 francs, ce qui est important comparé au budget du musée-bibliothèque<sup>306</sup>.

L'activité des *Amis de Saint-Denys* se traduit par une série de visites destinées aux membres de la société et organisées par les soins d'André Barroux au musée-bibliothèque, à la Basilique et à l'institution de la Légion d'Honneur, mais aussi par des commémorations et des dons. On retrouve à ce titre, dans les liasses déposées aux archives, des traces de certaines actions effectuées par la société : dépôt d'une plaque commémorative du « passage de Jeanne d'Arc à Saint-Denys » (1929), dons des familles anciennes de la ville comme les Cailleux ou les Faucompré.

Mais c'est surtout par l'intermédiaire de Paul Marmottan que les collections du musée s'enrichissent. S'il n'a pas été possible de déterminer comment André Barroux et Paul Marmottan étaient entrés en contact, des lettres, retrouvées dans la correspondance du musée, indiquent qu'ils sont en relation depuis 1927, voire depuis 1925, comme le sug-

---

<sup>304</sup> *Annuaire des membres de la société des amis de Saint-Denys*, Saint-Denis, 1935, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>305</sup> Voir p. 98.

<sup>306</sup> *Annuaire des membres de la société des amis de Saint-Denys*, Saint-Denis, 1935..., *op. cit.*, p. 157.

gère un article d'André Barroux dans un bulletin municipal <sup>307</sup>. Les courriers font en tous cas état de contacts réguliers entre le collectionneur et le bibliothécaire en chef : ils attestent de la visite de Paul Marmottan au musée de Saint-Denis et de son projet de donner des pièces pour enrichir les collections <sup>308</sup>. À partir de 1930, le musée reçoit régulièrement des dons <sup>309</sup> : peintures, dessins et estampes, sculptures, objets, souvent issus de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle, sont donnés au musée. À sa mort, en 1932, Paul Marmottan lègue 140 000 francs à la municipalité de Saint-Denis pour son musée <sup>310</sup>.

Le soutien des élus aux projets d'André Barroux pour le bibliothèque et le musée de Saint-Denis permettent un développement décisif. La ville est parmi les premières à se doter d'un équipement municipal consacré à la lecture et au patrimoine aussi performant. Le succès du musée-bibliothèque repose en grande partie sur une politique volontariste de recherche et de renouvellement des publics, ainsi que par une tentative de redéfinition du patrimoine local. Ne se limitant pas à l'évocation de l'histoire médiévale ou moderne, le musée accueille entre ses murs des expositions contemporaines très orientées politiquement. Loin de le remiser dans les oubliettes de l'histoire, la municipalité ouvrière de Saint-Denis participe au contraire de l'affirmation de la culture populaire en faisant entrer le socialisme au musée, comme pour le consacrer et affirmer sa place centrale dans l'identité de la ville. Les deux expositions restent dépendant modestes, comparée à celle que le musée-bibliothèque s'apprête à consacrer à la Commune de Paris.

### Chapitre 3. L'exposition sur la Commune de Paris

Au printemps 1935, le musée-bibliothèque de Saint-Denis propose une troisième exposition, cette fois consacrée à la Commune de Paris. Parmi les événements proposées par le musée-bibliothèque depuis son ouverture en 1925, c'est de loin le plus ambitieux :

---

<sup>307</sup> André Barroux, « La bibliothèque et le musée », *Bulletin municipal officiel de la Ville de Saint-Denis. Nouvelle série*, n°2 du 1er février 1932, AMSD, 13 C 1, 2.

<sup>308</sup> Paul Marmottan, « Lettres du 29 juillet 1927, du 28 juillet 1929, du 30 décembre 1929 », *Correspondance de la bibliothèque.\*1898 - 1932\**, AMSD, 2 R 9.

<sup>309</sup> André Barroux, « La bibliothèque et le musée », *Bulletin municipal officiel de la Ville de Saint-Denis. Nouvelle série*, n°1 du 1er novembre 1930, AMSD, 13 C 1, 1.

<sup>310</sup> André Barroux, « La bibliothèque et le musée », *Bulletin municipal officiel de la Ville de Saint-Denis. Nouvelle série*, n°3 du 1er septembre 1933, AMSD, 13 C 1, 3.

aucune exposition sur le sujet n'a encore eu lieu dans une institution publique, en France <sup>311</sup>.

Par ailleurs, il apparaît ici important de souligner la singularité du contexte politique local et national dans lequel s'inscrit l'exposition. Après une carrière extrêmement rapide au sein de la SFIC, Jacques Doriot, élu député en 1924 à seulement 26 ans, devient maire de Saint-Denis à partir de 1931. Brillant (ayant quitté l'école adolescent, il parle néanmoins allemand, russe, et anglais), très engagé (son pacifisme et son anticolonialisme lui valent plusieurs condamnations auxquelles ils échappe en partie en entrant dans la clandestinité), bagarreur, Doriot incarne dans les années 1920 l'image héroïque de la jeunesse populaire révolutionnaire. Dans le contexte très tendu de la bolchévisation du mouvement communiste français et du contrôle des instances nationales par le Komintern, rythmé par les exclusions et par une véritable hémorragie des adhérents, les débordements de l'ambitieux Jacques Doriot lui valent d'entrer en conflit avec les instances nationales du parti à partir de 1928, essentiellement à propos de la stratégie « classe contre classe » interdisant aux candidats du Parti communiste les alliances électorales avec la SFIO. Or, Jacques Doriot sait que pour conserver ses mandats locaux et nationaux, une alliance avec le reste de la gauche sera tôt ou tard nécessaire. Sans attendre l'autorisation du Parti communiste, Jacques Doriot soutient d'ailleurs activement les Comité de Vigilance anti-fascistes qui rassemblent des militants de l'ensemble des forces de gauche. Après avoir pris part à la contre-manifestation du 9 février 1934, malgré l'interdiction de manifester faite à ses dirigeants par la 3e Internationale, Jacques Doriot est définitivement exclu du Parti communiste. Un an plus tard, l'infléchissement de la politique de Moscou finit par lui donner raison mais sans lui et autorise la création du Front Populaire, rassemblant l'ensemble des forces de gauche dans la perspective des élections législatives de 1936.

La coïncidence des agendas culturels et politiques de Saint-Denis, au cœur d'une année 1935 très mouvementée peut induire des interprétations faciles, voire partisans. 1935 n'est-il pas une année d'élection municipale particulièrement tendue à Saint-Denis où s'affrontent le maire sortant et Jacques Duclos, affrontement politique qui dégénère

---

<sup>311</sup> Une exposition a semble-t-il été organisée en 1920 en Russie, à l'occasion du cinquantenaire de la Commune.

parfois violemment <sup>312</sup> ? Il semble dès lors facile d'envisager l'exposition du musée-bibliothèque comme un instrument de propagande au service du maire, et la Commune de Paris comme un objet d'appropriation d'un jeune mouvement national-socialiste.

La Commune est en effet, depuis les années 1890, l'objet d'appropriations symboliques par les mouvements ouvriers. Anarchistes, Socialistes, Francs-Maçons, Communistes souhaitent, en s'en faisant les héritiers, légitimer leur position politique. Les montées au mur des Fédérés, dont l'histoire a été retracée par Madeleine Rébérioux <sup>313</sup>, deviennent progressivement, chaque mois de mai, un pèlerinage auquel se doivent de participer les mouvements qui souhaitent compter à gauche. Après la Première Guerre mondiale, la SFIC fait du pèlerinage au mur une manifestation de son unité et de son organisation, aux dépens des autres organisations politiques et parfois de manière conflictuelle. L'enjeu pour les communistes est de taille : en faisant de la Commune un évènement précurseur de la révolution de 1917, il permet à la section française de la troisième Internationale de siéger, avec les Allemands et les Russes, à la grande table des peuples révolutionnaires. L'histoire des montées au mur résume à sa manière l'histoire des déchirements de la gauche dans la première moitié du XXe siècle. Il faut attendre 1935 et l'infléchissement de la politique de la 3e Internationale pour qu'une manifestation unitaire ait lieu au Père Lachaise, préfigurant le Front Populaire qui sortira victorieux des élections législatives de 1936. Mais l'héritage de la Commune est complexe. Par le refus des parisiens de capituler face à l'armée prussienne, il incarne également, au cœur d'années 1930 hantées par le risque d'un nouveau conflit européen, un symbole nationaliste fort de la résistance face aux menaces étrangères, allemande ou soviétique. Eric Fournier rappelle à ce sujet que des mouvements fascistes revendiquent eux aussi l'héritage communards, comme les Francistes de Marcel Bucart, qui déposent aussi une gerbe au pied du mur en mai 1935. Jacques Doriot, marginalisé à gauche depuis la fondation du PPF, parvient à s'y rendre en 1937 <sup>314</sup>.

C'est dire que l'exposition de la Commune de Paris à Saint-Denis intervient dans un contexte politique complexe, à la fois au niveau national et local. Si on se remémore

---

<sup>312</sup> « Les arguments d'un renégat. Doriot fait agresser Jacques Duclos à Saint-Denis. Un camarade est blessé à coup de couteau », *l'Humanité* n°13 278 du 25 avril 1935, [en ligne] ; « Vif incident à la sortie d'une réunion de Duclos », *Paris-Est* n°295 du 27 avril 1935, [en ligne].

<sup>313</sup> Madeleine Rébérioux, « Le mur des Fédérés : rouge, « sang craché » », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. 1 : *La République*, Paris, Gallimard, 1984.

<sup>314</sup> Eric Fournier, *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé de 1871 à nos jours*, Paris, Libertalia, 2013.



Affiche de l'exposition de la Commune de Paris, Saint-Denis, 1935  
AMSD, 20 Fi 1444.

qu'André Barroux a, la Libération venue, été lui-même révoqué de ses fonctions et condamné à l'indignité nationale pour avoir été membre du PPF, il est facile d'imaginer que la tenue d'un tel évènement en 1935 s'apparente à une tentative de hold-up national-socialiste sur l'héroïque insurrection ouvrière parisienne. Pourtant, comme souvent, il serait regrettable de céder à la facilité que l'image sulfureuse de Jacques Doriot semble incarner. Comme souvent, l'étude des sources sur l'exposition et sa genèse tisse une réalité plus complexe mais aussi beaucoup plus riche et nuancée.

1. L'exposition : objet politique ou objet scientifique ?



Il ne s'agit pas cette fois d'une exposition de passage à Saint-Denis - comme celle du Cadran - ni d'un système « clé-en-main » comme celle d'Alexandrovitch ; André Barroux utilise cette fois son expertise d'historien et assure le commissariat de l'exposition, soutenu financièrement par le leg de Paul Marmottan destiné au musée de la ville <sup>315</sup>. De manière paradoxale, on doit donc bien l'exposition à l'intense travail de recherche de mécènes, rendu possible par les réseaux parisiens dont dispose le chartiste, plutôt qu'à un financement municipal politique.

Dans la perspective du développement du fonds consacré à la question sociale, initié en 1912 par le maire socialiste Gaston Philippe, André Barroux commence, vers 1932, à faire l'acquisition de pièces relatives à la Commune de Paris. En 1935, ces pièces sont depuis longtemps des objets collectionnés dont les prix élevés reflètent la rareté. L'écrivain libertaire Lucien Descaves, qui acceptera de faire partie du comité d'honneur de l'exposition, l'un des premiers à essayer de rassembler les souvenirs de la Commune à des fins historiographiques, se plaignait déjà en 1903 de la concurrence que lui faisaient ses pairs, et des prix trop élevés des souvenirs de la Commune <sup>316</sup>. Il n'est donc pas surprenant - de nouveau - que le conservateur en chef de Saint-Denis s'adresse en priorité à des libraires d'ancien plutôt qu'à des réseaux militants pour enrichir les collections municipales. Comble du paradoxe, c'est donc par l'intermédiaire des très sérieuses maisons Andrieux, Bernstein, Fabius, Saffroy que le musée-bibliothèque de la « forteresse rouge » de Saint-Denis fait l'acquisition des premiers documents relatifs à la Commune. Deux ans tard, en 1934, les collections accumulées paraissent néanmoins suffisantes pour qu'André Barroux puisse proposer au conseil municipal une exposition programmée pour l'année 1935 <sup>317</sup>.

Pour compléter des achats très divers effectués par le musée-bibliothèque et ne permettant pas l'organisation d'une exposition suffisamment ambitieuse, André Barroux sollicite ses collègues parisiens pour des prêts. Jean Robiquet, conservateur du musée Carnavalet, Marcel Poëte, de l'Institut d'Histoire et de Géographie urbaine de la ville de

---

<sup>315</sup> Voir p. 156.

<sup>316</sup> Lucien Descaves, « Lettre à Jacques Gross du 21 avril 1903 », *Papiers Lucien Descaves*, Institut international d'Histoire sociale, 303a. [en ligne]

<sup>317</sup> La paternité de l'exposition revient bien à André Barroux, comme l'affirme d'ailleurs Jacques Doriot lui-même dans la préface du catalogue : « Il appartenait à une municipalité ouvrière, soutenue par l'affection d'un prolétariat ardent, de déchirer ce voile dont on cache l'histoire du Paris ouvrier. C'est pourquoi nous avons accueilli avec joie l'idée d'André Barroux. Son honneur sera de l'avoir menée à bien. »

Paris, Georges Bourgin, secrétaire des Archives Nationales, auteur d'un livre sur la Commune, Marius Barroux - père d'André, qui a vécu enfant la Commune - ancien conservateur des Archives du département de la Seine et de la ville de Paris, membre de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France apportent leur concours <sup>318</sup>. L'organisation de cette exposition est, on le voit, une affaire d'historiens plutôt que de militants, plus parisienne que dionysienne, et plus bourgeoise que populaire. De nouveau, l'identité de Saint-Denis se construit dans une dynamique complexe articulant les enjeux locaux (condition ouvrière, sensibilité à la question sociale, proximité politique avec le mouvement communiste) et les outils apportés par des experts formés dans les établissements parisiens.

Il faut également préciser que le fait de retracer dans une exposition l'histoire d'une révolution s'inscrit dans une tradition ancienne et républicaine ouverte aux premières heures du nouveau régime et consistant, par syncrétisme, à incorporer ces épisodes de tension politique et sociale aigüés dans une marche déterministe menant vers le renforcement de la démocratie et du pluralisme. Les bibliothèques d'érudition de la Seine-Banlieue contribuent par une production historiographique lue ou vue à l'ancrage des mentalités dans le système républicain. Marcel Poëte, déjà évoqué, chartiste, conservateur en chef de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, organise par exemple à la Belle-Époque une série d'expositions sur l'histoire de la capitale. En 1908, la bibliothèque Saint-Fargeau propose une revue des événements de 1830. Un an plus tard, en 1909, dans les mêmes murs, la *Société d'Histoire de la Révolution de 1848* et le *Service des Travaux historiques de la Ville de Paris* organisent conjointement une exposition intitulée *Paris en 1848*. Avec une muséographie accordant la part belle à l'image, les visiteurs peuvent y découvrir des portraits, des estampes rassemblées par les commissaires Marcel Poëte, déjà cité, et Gabriel Henriot. Les pièces rassemblées évoquent « les divers aspects de Paris, les fêtes civiques, les costumes » ; « quelques objets ayant appartenu à Joseph Proudhon » et même « un grand mur révolutionnaire, où des affiches de toutes sortes entourent le grand tableau d'une barricade de juin <sup>319</sup> ». L'inauguration, très officielle, est effectuée en présence du président socialiste du Conseil municipal de Paris Émile Chausse <sup>320</sup>. Des conférences sont données au cours de l'été, comme celle du journaliste Hubert Bourgin sur les

---

<sup>318</sup> Ville de Saint-Denis, *La Commune de Paris. 18 Mars - 28 mai 1871. Exposition d'art et d'histoire*, Saint-Denis 1935, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

<sup>319</sup> André Lebey, « 1848 », *L'Humanité* n°1894 du 24 juin 1909. [en ligne]

<sup>320</sup> « L'exposition de 1848 », *L'Humanité* n°1895 du 25 juin 1909. [en ligne]

doctrines sociales de 1848. En 1927, c'est au tour de la Bibliothèque Nationale d'organiser une exposition consacrée à la Révolution Française, suivie, en 1929, par celle de la bibliothèque de Versailles.

Il est frappant de constater d'importantes ressemblances entre les expositions parisiennes de 1908, 1909, 1927 et 1935 : mêmes hommes : historiens, chartistes, républicains ; mêmes expôts : gravures, tableaux, objets ; même muséographie qui donne la part belle à l'image ; mêmes conférences ; mêmes thèmes : les insurrections parisiennes du XIX<sup>e</sup> siècle ; mêmes murs : ceux des bibliothèques. Dès lors, l'organisation d'une telle exposition à Saint-Denis, plutôt qu'à Paris, où se situe l'épicentre de l'insurrection qui interroge.

En toute logique, la capitale, concernée au premier chef par les évènements de 1870-1871, - et bien que l'historiographie récente ait montré qu'il avait existé dans la même période des Communes à Lyon comme à Alger -, aurait dû accueillir une exposition sur la Commune. Cela aurait été d'autant plus facilement que des expositions sur les épisodes de 1830 et 1848 avaient déjà été organisées et que la ville, plus qu'aucune autre, disposait des budgets, des experts et des collections nécessaires à une telle entreprise <sup>321</sup>.

Après le bain de sang des troupes versaillaises de mai 1871, la féroce répression politique de la Commune - qui s'est traduite par des déportations importantes d'ouvriers parisiens vers l'Algérie ou la Nouvelle Calédonie - pèse comme une chape de plomb sur le souvenir de l'insurrection. La Commune est un évènement dont il faut effacer les traces, dans le paysage parisien comme dans les consciences. Pourtant, bien vite, à partir des années 1880, année du vote de l'amnistie des communards, des récits de 1871 circulent. *Histoire de la Commune de 1871*, de Prosper-Olivier Lissagaray, publié à Bruxelles en 1876, est réédité en France en 1896. En 1901, Lucien Descaves publie *La Colonne*, consacré à l'affaire Gustave Courbet, puis en 1913 *Philémon, vieux de la vieille*. Parallèlement, entre 1900 et 1910, le mur des fédérés est intégré au cimetière du père Lachaise et fait l'objet d'un pèlerinage annuel au mois de mai. D'abord interdits, ces défilés politiques sont progressivement tolérés par la préfecture de Police, jusqu'à devenir, après la

---

<sup>321</sup> Quentin Deluermoz, *Commune(s), 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX<sup>e</sup> siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 2020.

première Guerre mondiale, un moment incontournable de la vie politique de gauche, rassemblant certaines années des centaines de milliers de militants, comme en 1935, année de création du Front Populaire.

Pourtant des blocages subsistent. Si la préfecture de la Seine tolère les manifestations politiques d'un évènement dont la plupart des revendications ont été depuis transformées en loi par la République, il n'est -semble-t-il- toujours pas question en 1935 que les institutions publiques parisiennes évoquent la mémoire des évènements de 1871. À ce titre, un document des archives municipales de Saint-Denis est particulièrement intéressant. Le conservateur en chef du musée-bibliothèque, très sensible au rôle de la communication et de la publicité, a sollicité une agence publicitaire pour des affiches de promotion de l'exposition sur les bus de la Société des transports en commun de la région parisienne. Roger Parmentelot, directeur de l'agence, répond par courrier à André Barroux que la Société refuse de participer à la campagne d'affichage pour l'exposition à cause de la portée politique de l'évènement <sup>322</sup>. Pourtant, le contenu de l'exposition n'a rien de partisan. Son contenu, dont témoigne le catalogue, est d'une grande rigueur historique et sera salué par l'ensemble de la presse <sup>323</sup>. C'est le journaliste, poète et écrivain Jacques Audiberti qui, pour le *Petit Parisien* du 16 mars, traduit le mieux cette impression :

« [...] On pouvait imaginer que cette initiative, due toute entière à une édilité dont il ne semble pas indiscret de rappeler qu'elle passe pour avancée, se ressentît d'un certain ordre de préoccupations sociales ou doctrinales.

Il ne nous appartient pas de tenter d'établir dans quelle mesure une pensée politique peut se trouver à l'origine d'une telle entreprise mais il convient et il importe de signaler que celle-ci se présente avec une objectivité et une neutralité parfaites <sup>324</sup> [...]. »

---

<sup>322</sup> Roger Parmentelot, *Lettre à André Barroux* du 15 février 1935, AMSD, CT 710.

<sup>323</sup> Ainsi, à gauche le *Populaire* du 17 mars évoque-t-il « un esprit d'objectivité et "d'historicité" parfaite »)... L'édition du *Journal de Saint-Denis* du 23 mars, peu suspect de sympathie pour le pouvoir municipal écrit : « Il y a, réuni avec une sûreté de main et un éclectisme parfait tout ce que l'on peut souhaiter trouver comme documentation sur la Commune. [...] L'Histoire accourt au visiteur dès son entrée dans le musée. » ; même le *Petit Journal*, classé à droite, salue l'exposition dans son édition du 17 mars.

<sup>324</sup> Jacques Audiberti, « Saint-Denis expose dans son musée de curieux souvenirs de "la Commune" », *Le Petit Parisien* n°21 200 du 16 mars 1935 [en ligne]. L'intégralité de l'article est reproduite en annexe.

Malgré une exposition à vocation scientifique, s'inscrivant dans une tradition établie d'historiographie des bibliothécaires, la Commune reste, dans le contexte des années 1930, un thème dont l'évocation suscite la méfiance des autorités nationales, qui semble craindre des usages communalistes possibles pour Paris.

## 2. 1871 - 1935 : Paris et les stigmates de la Commune

Évènement rendu possible par un réseaux parisien de musées, de bibliothèques, de marchands de livres anciens, l'exposition de la Commune s'inscrit néanmoins dans un contexte politique tout à fait singulier, produit à la fois de l'insurrection communarde elle-même, mais aussi d'une situation politique nationale et locale très complexe en 1935.

En premier lieu, peut-être faut-il, pour expliquer cette situation paradoxale, évoquer la réalité administrative de la ville de Paris qui, en 1935, est toujours marquée par les conséquences de l'insurrection communarde. Car, concomitamment aux événements qui agitent la capitale, le 24 avril 1871, l'Assemblée, qui siège à Versailles, majoritairement conservatrice, vote pour Paris un régime administratif spécial plaçant son conseil municipal sous la tutelle du préfet de la Seine et du préfet de Police de Paris, eux-même sous les ordres du ministère de l'Intérieur. Un des députés, Langlois, aurait prononcé à cette occasion une phrase déclenchant l'hilarité des députés : « Cette assemblée vote des institutions municipales pour les départements, et pour Paris elle les met dans un sac <sup>325</sup> ! ». Ce statut d'exception, destinée à étouffer de futures révoltes dans la plus importante concentration industrielle de France, siège des pouvoirs politiques nationaux, prive les institutions parisiennes de tout pouvoir exécutif et minore la représentation des classes populaires par une géographie électorale favorisant nettement les quartiers centraux, les plus riches et les plus conservateurs <sup>326</sup>.

Or la question de la représentation politique des classes populaires parisiennes, de leur expression électorale, constitue pour la gauche, à commencer par le Parti communiste, un enjeu de taille, qui plus est à un an des élections législatives de 1936. La bolchévisation du Parti communiste a engendré, à partir de 1923, une saignée des adhérents et

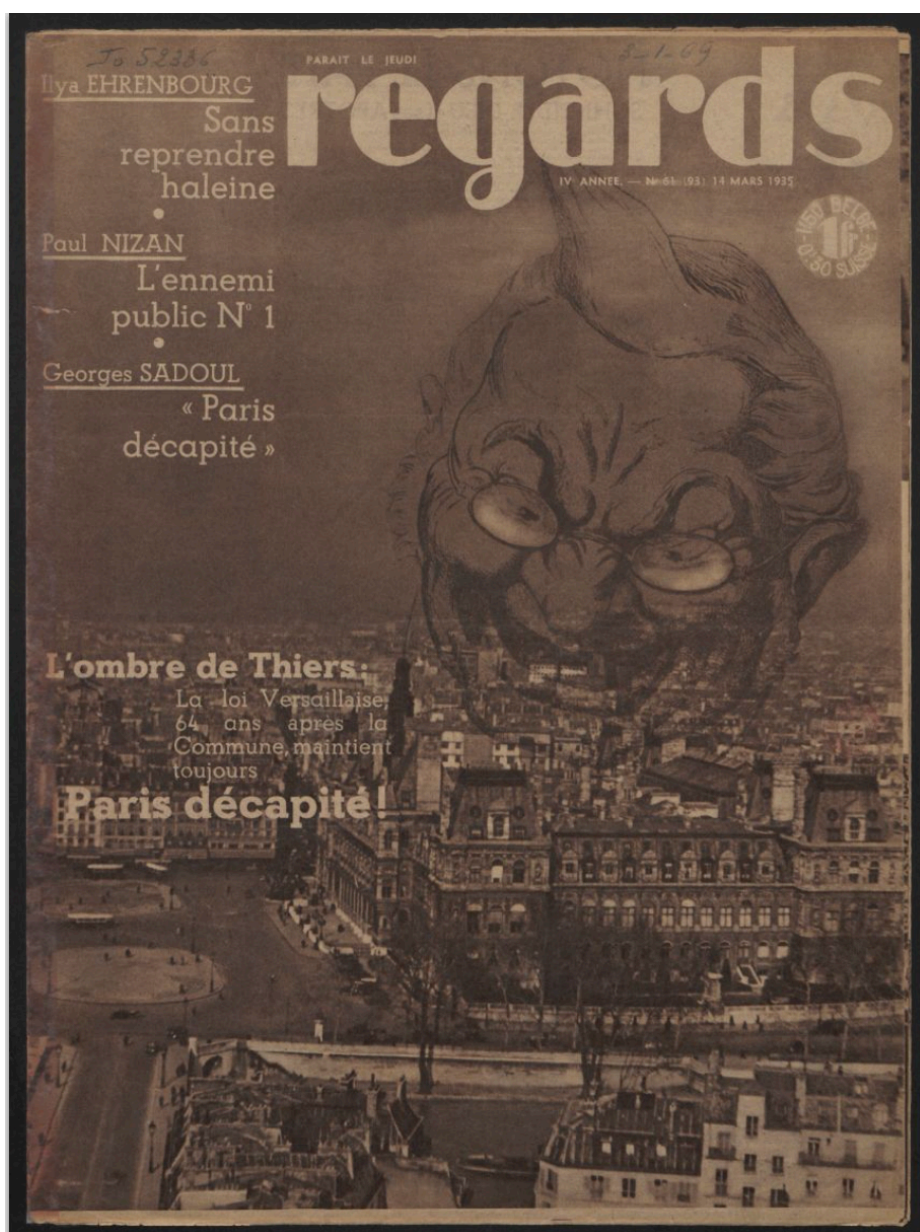
---

<sup>325</sup> Georges Sadoul, « Paris décapité », *Regards* n°62 du 21 mars 1935. [en ligne]

<sup>326</sup> À titre de comparaison, Georges Sadoul indique qu'en 1932 le minuscule quartier Gaillon, autour de l'avenue de l'Opéra et de la rue de la Paix, a désigné son conseiller radical avec 342 suffrages, tandis que 11 355 n'ont pas suffi à faire élire un conseiller socialiste ou communiste dans le quartier de Clignancourt en 1929...

la stratégie « classe contre classe » des défaites électorales nombreuses. En 1932, le parti ne compte plus que 32 000 adhérents et 11 parlementaires <sup>327</sup>. C'est dire si une modification de la situation administrative de Paris, héritée de la loi de 1871, pourrait, en augmentant la représentation du mouvement ouvrier parisien, donner au parti l'écho qu'il recherche, au plus près du pouvoir.

Une intervention consacrée à cette question dans le magazine illustré *Regards*, proche du Parti communiste, est publiée en mars et avril 1935, simultanément à la tenue de l'exposition. Son auteur, Georges Sadoul, écrivain, critique de cinéma, y dénonce,



Couverture du magazine *Regard* du 14 mars 1935 consacrée aux conséquences de la Commune sur l'autonomie parisienne, [en ligne].

<sup>327</sup> Jean-Paul Brunet, *Histoire du PCF*, PUF, Paris, 1987.

chiffres et schémas à l'appui <sup>328</sup>, tout l'archaïsme de l'organisation politique communale parisienne, les carences de la République et le régime d'exception qu'elle applique à la capitale. Loin de se limiter à un article, le pamphlet de Georges Sadoul, accompagné d'une couverture saisissante, se poursuit sur cinq numéros par des doubles pages extrêmement documentées.

La minoration de la représentation de classes populaires parisiennes au conseil municipal et la mainmise du préfet de police sur le département de la Seine, constituent un enjeu politique fort pour l'ensemble des forces de gauche depuis le début des années 1930. Jean Chiappe, le préfet de police de la Seine, qui honnit l'extrême gauche, est un admirateur notoire du fascisme italien. C'est à l'occasion de sa mutation que la violente manifestation du 6 février 1934 éclate. Le soir même sur la place de la Concorde, la *Ligue des Jeunesses Patriotes* de Pierre Taittinger ouvre la voie au cortège des conseillers municipaux de Paris venus exiger la démission du gouvernement. Le parallèle entre la réaction versaillaise de 1871 et les sympathies fascisantes des élus parisiens ne fait alors plus, pour de nombreux militants de gauche, aucun doute. Si, comme le chantait Eugène Pottier, « La Commune n'est pas morte », elle paraît brutalement ressuscitée au lendemain du 6 février 1934 dans l'esprit des parisiens de gauche. La décision d'organiser l'exposition sur la Commune à Saint-Denis (et non à Paris) n'est donc peut-être pas totalement étrangère à ce contexte politique spécifique.

### 3. L'exposition et le contexte de Saint-Denis

L'exposition s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'un affrontement politique très dur entre le rayon de Saint-Denis dirigé par Jacques Doriot, et les instances nationales du Parti communiste. Jacques Doriot, qui a connu une ascension fulgurante dans les instances de la SFIC au cours des années 1920 y occupe une place de premier plan. À partir de 1926 et fort de sa position de secrétaire général des Jeunesses communistes, il mène une lutte farouche pour contrôler la direction du parti. Mais ses manœuvres, qui masquent difficilement ses ambitions politiques, se heurtent rapidement à l'opposition de l'Internationale communiste, qui lui préfère un Maurice Thorez plus discipliné et plus malléable. Jacques Doriot, qui soutient une stratégie d'alliance avec le reste de la gauche avec son mot d'ordre « une seule classe, un seul parti, une seule C.G.T » est progressivement mar-

---

<sup>328</sup> Georges Sadoul, « Paris décapité », *Regards* n°61 du 14 mars 1935, pp. 8-9, n°62 du 21 mars 1935, pp.4-5, n°63 du 28 mars 1935, pp. 6-7, n°64 du 4 avril 1935, pp. 11-12, n°65 du 11 avril 1935, pp. 11-12. [en ligne]

ginalisé du parti, avant d'en être exclu pour sa participation à la contre-manifestation du 9 février 1934 <sup>329</sup>. Le rayon de Saint-Denis choisit alors de suivre son responsable. Les instances du parti appliquent dès lors une stratégie implacable d'isolement du rayon dissident de Saint-Denis. Au moment où a lieu l'exposition, Jacques Doriot et ses partisans sont non seulement totalement isolés du reste du Parti communiste mais en pleine campagne électorale municipale, à l'occasion de laquelle le PC-SFIC a envoyé Jacques Duclos faire campagne contre le maire sortant.

Sans surprise, *L'Humanité* n'écrit pas une ligne à propos de l'exposition malgré la place centrale de la Commune dans les étapes de la construction révolutionnaire <sup>330</sup>. Sollicités pour faire partie du très œcuménique comité d'honneur de l'exposition, les communistes Marcel Cachin et Daniel Renoult, qui connaissant très bien les événements de 1871, refusent. La lettre de Daniel Renoult, conservée aux archives, dans les liasses consacrées à l'organisation de l'exposition, témoigne de positions largement partagées par les membres du Parti communiste d'alors :

« [...] votre lettre, je n'en puis douter, a comme inspirateur le citoyen Jacques Doriot. ... Un jour, il y a, je crois trois ans, je l'avais conduit à la manifestation en l'honneur de Varlin, à Claye. Il y prit la parole. Qui a changé depuis de lui ou de moi ? Je suis la même cause qu'alors, et lui maintenant, il la combat.

C'est pourquoi vous voudrez bien comprendre que je n'ai rien à faire dans un groupement dont le citoyen Jacques Doriot est l'animateur.

Eugène Varlin, dont vous parlez, était membre de la I<sup>ère</sup> Internationale dont l'Internationale communiste est la glorieuse continuatrice. Ceux qui combattent l'Internationale communiste, ceux qui s'opposent, à Saint-Denis, à l'unité d'action contre les fascistes, les Versaillais d'aujourd'hui, n'ont pas le droit d'invoquer sa mémoire <sup>331</sup>. »

Aucun responsable du Parti communiste ne participera, de près ou de loin, à l'exposition. André Marty, alors unique conseiller de Paris, ne prend même pas la peine de répondre à l'invitation. Quant à Daniel Renoult, il fondera deux ans plus tard, à Montreuil,

---

<sup>329</sup> Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot : du communisme au fascisme*, Balland, Paris, 1986.

<sup>330</sup> Le père de la révolution de 1917, Lénine, a d'ailleurs reposé dans son mausolée temporaire avec un drapeau de la Commune...

<sup>331</sup> Daniel Renoult, « Lettre du 13 mars 1935 », *Exposition, "La Commune de Paris 1871" : courriers, épreuves d'un livre, rapports et projets. \* 1934 - 1937 \**, AMSD, 2 R 19.



le Musée de l'Histoire vivante. Faut-il y voir un lien ? Le musée de Montreuil concrétise-t-il la prise de conscience par les autorités du Parti communiste de l'intérêt d'une institution capable, comme à Saint-Denis, de faire pour son chef œuvre de propagande ? En tout cas, et bien que l'exposition de la Commune véhicule des valeurs bien républicaines (suffrage universel, législation du travail, place des femmes, laïcité, culture pour tous...), le Parti communiste y voit essentiellement un outil de propagande pour le courant de Jacques Doriot.

Car le député maire de Saint-Denis tente lui aussi, évidemment, d'exploiter l'exposition à des fins politiques : il s'agit pour lui de rompre l'isolement qui limite ses ambitions. Par une politique de la main tendue à ses adversaires de jadis, les socialistes de la SFIO, les pupistes ou les républicains-socialistes <sup>332</sup>. L'évènement devient une occasion d'opérer un rapprochement vers le reste de la gauche, de dénoncer le sectarisme de la direction du Parti communiste, sa rupture avec sa base militante et sa soumission aux ordres de l'Internationale communiste

Dans les premiers temps de l'exposition, Jacques Doriot se place en retrait. Il s'absent de faire un discours à l'occasion de l'inauguration, laissant la part belle au conservateur en chef du musée-bibliothèque. Il s'agit de ne pas prêter le flan à l'accusation de faire une exploitation politique de l'exposition. Le maire contrôle cependant de près le déroulement de l'évènement. Il facilite l'arrivée de certaines pièces relatives à la Commune grâce à ses contacts politiques. Un courrier semble par exemple indiquer que c'est par son intermédiaire qu'un manuscrit partiel de *L'Insurgé* de Jules Vallès a été acquis. Pendant que Jacques Doriot s'active à Paris, André Barroux travaille à Saint-Denis avec un de ses hommes liges, Pierre Dutilleul, le secrétaire général de la mairie. On retrouve ainsi dans les documents laissés aux archives des notes, des courriers montrant la correspondance régulière de Pierre Dutilleul avec André Barroux. Les deux hommes travaillent par exemple à choisir les membres du comité d'honneur de l'exposition, ou les invités à l'inauguration, c'est-à-dire la partie la plus politique de l'exposition.

Le choix des membres du comité d'honneur est extrêmement habile. Il s'effectue parmi les élus ou les représentants des mouvements de gauche se réclamant de l'héritage de la Commune, parmi des personnalités du monde scientifique, des écrivains, dans une volonté de pluralité affirmée. Toutes les personnalités sont en rapport avec les évène-

---

<sup>332</sup> Voir en annexe le glossaire des tendances du socialisme.

ments de 1871 : des vétérans comme Jean Allemane ou Paul Reclus ; des descendants de communards, comme Jean Longuet (dont le père, Charles, élu de la Commune de Paris, en rédigea le *Journal officiel*) ; des anarchistes proches de l'héritage de la Commune, comme Paul Signac (qui se rend chaque année au mur des Fédérés), ou Lucien Descaves (qui y consacre plusieurs livres), des historiens et des écrivains qui ont travaillé sur ce thème comme Georges Bourgin, Amédée Dunois ou Léon Deffoux. Jean Robiquet, directeur du Musée de l'Île-de-France, est aussi conservateur au musée Carnavalet qui présente plusieurs vitrines consacrées à la Commune.

La grande habileté d'André Barroux et de Pierre Dutilleul consiste à choisir ces personnalités dans un éventail extrêmement large de tendances politiques, alliant anarchistes (Paul Reclus, Paul Signac), socialistes (Jean Longuet, Alexandre Bracke, Amédée Dunois), pupistes (Paul-Louis) mais aussi plusieurs exclus du PC-SFIC. Enfin, comme cela a été évoqué précédemment, André Marty, Marcel Cachin et Daniel Renoult ont été sollicités pour le Parti communiste. Politiquement, l'absence de ces derniers envoie un signal politique très clair sur le refus du parti de rejoindre un rassemblement de la gauche accepté par toutes ses autres tendances pour combattre le fascisme. La symbolique de la Commune, sursaut national et populaire de résistance face au péril prussien est ici pleinement exploitée dans le contexte de remise en question du Traité de Versailles et de la remilitarisation rapide de l'Allemagne nazie.

En la matière, le maintien de la stratégie du « défaitisme révolutionnaire » exigée par l'Internationale communiste <sup>333</sup>, est ouvertement critiquée par Jacques Doriot qui y voit la négation du sacrifice des communards. Jacques Doriot ne le dit pas autrement, à l'occasion de l'annonce de l'exposition dans *L'Émancipation* (et qui sera réutilisée comme préface du catalogue de l'exposition <sup>334</sup>) :

« Il est étrange que ce pays, si prompt à la bataille, les événements du 6 février dernier le montrent, ait presque honte de son histoire. Les classes dirigeantes ont peur de montrer aux générations actuelles l'héroïsme de leurs pères. Elles ont surtout la crainte de

---

<sup>333</sup> Jean-Paul Joubert, « Le défaitisme révolutionnaire dans la stratégie marxiste », in : *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984) Rome : École Française de Rome, 1987. pp. 65-74.

<sup>334</sup> Jacques Doriot, « Pour le 64<sup>e</sup> anniversaire, une exposition sur la Commune de Paris », *L'Émancipation* n°707 du 16 mars 1935, AMSD 707.

montrer qu'à l'origine de leur pouvoir, il y a des dizaines de milliers de cadavres de citoyens français et une mare de sang. »

La question de la nation, qui n'a cessé de déchirer la gauche depuis la Commune (Affaire Dreyfus, Première Guerre mondiale...), apparaît à l'occasion de l'exposition comme une question centrale. Le maire de Saint-Denis critique le sectarisme du Parti communiste et le paradoxe de sa position, qui tout en revendiquant l'héritage de la Commune en nie le « caractère patriotique incontestable », son « patriotisme ardent ». Simultanément, il pointe l'extrême diversité des « Communards de 1871 - qui appartenaient à toutes les organisations et à toutes les tendances populaires de l'époque » pour mieux pointer la déconnexion entre la base militante des ouvriers de la Seine « le prolétariat ardent » et les bureaucrates du parti, « ceux qui prétendent aujourd'hui en être les seuls représentants authentiques, mais qui, en réalité, les exploitent aux fins d'une politique si étrange qu'il vaut mieux ne pas en parler. » Jacques Doriot se pose ici en rassembleur des gauches dont il reprend pour son compte les valeurs largement partagés : « sentiment internationaliste profond », « tendances sociales et égalitaires », d'une Commune « républicaine, laïque, voire même anti-cléricale, [...] socialiste <sup>335</sup> ». Difficile de ne pas entendre, avec ce dernier mot, l'intention de Doriot de revenir à une idéologie que les 21 conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale ont bannie, l'évocation d'un temps glorieux des luttes ouvrières trouvant sa légitimation dans le sacrifice des communards.

Mais le chemin du député-maire de Saint-Denis semble déjà avoir opéré un virage dangereux. L'association du nationalisme d'une part, vers lequel il est poussé par son refus des consignes d'un parti qu'il ne peut considérer désormais que comme le vassal de l'impérialisme de l'URSS, et du socialisme de l'autre, sa matrice idéologique, mais qu'il doit défendre désormais en dépassant la lecture marxiste du Parti communiste, semblent déjà le conduire vers un fascisme qui ne dit pas son nom. L'examen des archives de l'exposition montre à ce propos que Bertrand de Jouvenel, qui deviendra dans les années suivantes un des théoriciens du PPF, figure parmi les invités de l'exposition, tout comme Pierre Drieu la Rochelle, ou Alexandre Zevaès, qui fut membre du Parti socialiste national, (avec Gustave Hervé, mais aussi Jean Allemane), un mouvement anticommuniste de socialistes patriotes.

---

<sup>335</sup> Jacques Doriot, « Préface », *La Commune de Paris. Exposition d'art et d'histoire*, Saint-Denis, 1935, Archives de la bibliothèque, Collection patrimoniale de la médiathèque du Centre-Ville de Plaine Commune à Saint-Denis.

Cependant, en l'état actuel des recherches, il paraît difficile d'affirmer que Jacques Doriot fasse déjà une exploitation fascisante des événements. Si certains ont pu lire dans l'histoire de la Commune un dépassement des clivages de classe par un corporatisme unifié dans un sentiment d'appartenance national face à la menace prussienne et à la trahison des élites, la liste des personnalités présentes le jour de l'inauguration montre sa diversité en termes de sensibilités politiques : on y retrouve des dissidents de la SFIC comme Boris Souvarine (fondateur de la SFIC, exclu en 1927), à qui Pierre Dutilleul accorde une carte d'entrée permanente au musée-bibliothèque, Maurice Paz (fondateur de la SFIC, SFIO), ou André Berthon (avocat, conseiller de Paris, ex SFIC). Des militantes féministes comme Magdeleine Paz (Comité de vigilance anti-fasciste) et Betty Brunschwig (avocate, féministe, SFIO), Marcelle Sencery et Marguerite Durand (journaliste, féministe, parti républicain-socialiste <sup>336</sup>). L'exposition, dont la qualité historiographique - il faut le rappeler - a été saluée par l'ensemble de la presse, intéresse un public large. C'est d'ailleurs ce que confirme l'étude des registres des visites des groupes, où figurent aussi bien des publics scolaires accompagnés de leurs enseignants <sup>337</sup>, que des associations parisiennes d'éducation populaire <sup>338</sup>.

À Saint-Denis même, le succès de l'exposition à l'échelle du musée-bibliothèque de Saint-Denis, sera souligné aussi souvent que possible par *l'Émancipation* - acquis à Jacques Doriot. L'exposition, prévue pour être clôturée le 28 mai, est prolongée jusqu'en novembre en raison de son succès. Il s'agit sans doute pour le député-maire, totalement marginalisé sur le plan politique, de montrer non pas aux instances du Parti communiste - de toute façon hostiles à sa cause - mais aux sympathisants et aux militants des environs la justesse et la légitimité de ses idées politiques dans un contexte d'élections municipales. Le décès du communard Jean Allemane, membre du comité d'honneur de l'exposition, en juin 1935, est une autre occasion pour la municipalité ouvrière de Saint-Denis de revendiquer l'héritage de la Commune. Elle envoie une délégation d'une quarantaine de personnes et trois couronnes à l'important cortège funéraire qui suit le cercueil du vétéran

---

<sup>336</sup> « La première exposition de la Commune a été inauguré hier à Saint-Denis » *Le Populaire*, n° 4 419 du 18 mars 1935. [en ligne]

<sup>337</sup> Les événements de 1871 sont pratiquement absents des manuels d'histoire et l'entre-deux-guerre comme de ceux d'aujourd'hui.

<sup>338</sup> *Exposition, "La Commune de Paris" : dons, achats, prêts, propositions, offres de documents. \* 1935 \**, AMSD, CT 886.

de la Commune <sup>339</sup>. Un mois plus tard, la municipalité inaugure en grande pompe un pont Jean Allemane dans le quartier de la Mutualité <sup>340</sup>.

La genèse de l'exposition, très bien documentée par André Barroux lui-même, montre qu'elle est surtout la continuation du travail historiographique des élèves de l'école des Chartes. Les nombreuses coopérations nécessaires avec les institutions franciliennes (Musée Carnavalet, Archives de Paris, Archives Nationales...) en général dirigées par des chartistes, semblent plaider pour sa relative qualité et la neutralité politique de sa muséographie. Financée grâce à l'inlassable recherche de mécènes d'André Barroux, elle est cependant inaugurée dans un moment extrêmement spécifique de la vie politique française, parisienne et dionysienne, qui fait de son objet, la Commune de Paris, l'enjeu de tentatives d'appropriations étonnement éloquents sur les symboliques dont on investissait l'évènement.

#### 4. Après l'exposition de 1935

L'exposition est un succès qu'entend renouveler André Barroux. Elle déclenche une conséquence inattendue : de toute la France, et parfois de l'étranger, le musée-bibliothèque est sollicité pour faire l'acquisition de nouveaux témoignages de la Commune, par des dons ou des ventes. D'après André Barroux, leur quantité est telle qu'il faudrait pratiquement doubler la surface de l'exposition pour les mettre en valeur. Face à ce succès, le musée-bibliothèque de Saint-Denis décide de consacrer une salle d'exposition permanente à l'évocation de la Commune. Ce faisant, il poursuit la mission d'éducation populaire qui lui était assignée depuis des décennies, tout en contribuant à façonner l'identité de Saint-Denis au prisme d'une histoire du mouvement ouvrier. Ironie du sort, l'ampleur des collections municipales est telle que Saint-Denis devient un des centres majeurs pour la conservation de témoignages relatifs à la Commune... de Paris. Ce transfert de la mémoire ouvrière et révolutionnaire de la ville-capitale vers sa banlieue rouge, réalisé avec le bienveillant soutien des institutions culturelles parisiennes, mais avec interdiction d'en faire la publicité, interroge. Faut-il envisager qu'en 1935, comme les cimetières et les eaux

---

<sup>339</sup> « Émouvantes obsèques du Communard Jean Allemane », *l'Emancipation* n° 720 du 15 juin 1935, AMSD 720.

<sup>340</sup> « 1 800 personnes à l'inauguration du pont Jean Allemane », *l'Emancipation* n° 723 du 6 juillet 1935, AMSD 723.

usées, la mémoire de la Commune de Paris et le communisme soient des externalités parisiennes parmi d'autres ?

Le contexte politique qui suit l'exposition change radicalement. Le Parti communiste a opéré dans les années 1934 - 1935 un virage stratégique radical en acceptant de rejoindre une alliance des gauches et d'abandonner la tactique « classe contre classe ». Ce tournant, central pour la victoire du Front Populaire, a « revalorisé dans l'Internationale communiste les vertus nationales, réconcilié en France le drapeau rouge et le drapeau tricolore <sup>341</sup> ». André Barroux ne s'y trompe pas, lui qui organise en 1936 une exposition commémorant le centenaire de la naissance de Jean Baptiste Clément <sup>342</sup>, puis, en 1939, une autre consacrée à Dagobert, premier souverain enterré à la basilique de Saint-Denis.

Jacques Doriot, qui a fondé le PPF en 1936, s'est radicalisé : sa haine envers le bolchévisme l'a conduit vers le fascisme. Il s'accommode donc fort bien des thèmes choisis par le conservateur en chef du musée-bibliothèque. La ville de Saint-Denis, dont il n'est plus le maire à partir de 1938 mais qui reste majoritairement acquise à ses idées et qu'il contrôle toujours, paraît en subir les conséquences. À l'horizon se profile un conflit désormais pensé comme inévitable. Les relations entre le musée-bibliothèque et le pouvoir municipal s'estompent ; en atteste la raréfaction des dépôts aux archives municipales. L'heure ne semble plus, à Saint-Denis, à des politiques avant gardistes d'éducation populaire, d'affirmation de l'identité ouvrière mais plutôt à une gestion attentiste. André Barroux, conscient de la fragilité de son poste et de ce qu'il a construit, devient membre du PPF et s'éloigne de la gestion quotidienne du musée-bibliothèque par un investissement croissant dans les réseaux professionnels de l'ABF. La guerre, la défaite, la participation d'André Barroux au secours d'hiver du Maréchal éclipsent longtemps son sauvetage des archives municipales... Sa condamnation à l'indignité nationale et sa révocation, pourtant annulées dès 1948, jetteront sur le travail qu'il a mené avant-guerre un voile d'autant plus opaque à Saint-Denis que désormais, la ville est acquise au Parti communiste.

## Conclusion

---

<sup>341</sup> Michel Winock, « La Commune (1871 - 1971) », *Esprit* n°409 de décembre 1971, pp. 965 - 1014. [en ligne]

<sup>342</sup> Jean Baptiste Clément fut employé un temps à la mairie de Saint-Denis.

Malgré les difficultés de l'après 1935, la municipalité ouvrière de Saint-Denis n'a pas à rougir de la période inaugurée par l'arrivée d'André Barroux à la bibliothèque, puis au musée. Bien contraire, les liens très divers qu'il a su tisser aussi bien auprès des élus ouvriers qu'avec les autorités tutélaires de la préfecture de la Seine, les aides apportées par *les amis de Saint-Denys* ou par le tout jeune réseau de l'*Association des Bibliothécaires Français* lui ont permis, dans ce laboratoire municipal qu'a été le Saint-Denis de l'entre-deux-guerres, d'expérimenter et d'inventer des politiques de développement de la lecture et de la culture dont s'inspireront largement les municipalités de gauche après la Seconde Guerre mondiale : réseaux de bibliothèques de quartier modernes maillant les villes, offre de lectures variées et non-prescriptrices, horaires adaptés, ouverture du musée à la création contemporaine, à la culture populaire, recherche de publics nouveaux, préservation du patrimoine local : tous ces leviers ont été mis en œuvre, parfois avec des années d'avance, dans la banlieue ouvrière de Saint-Denis grâce à l'alliance insoupçonnée de militants issus du mouvement ouvrier du bassin industriel de Saint-Denis et des élites républicaines de la capitale.

## Conclusion générale

L'histoire de la bibliothèque municipale de Saint-Denis et, plus tard, de son musée, depuis l'instauration des lois communales de 1884 jusqu'en 1935 (date du grand tournant stratégique du Parti communiste) est celle d'un développement continu ayant connu, au gré des alternances politiques ou de la succession des bibliothécaires, des accélérations soudaines ou au contraire des périodes de stagnation. Son développement n'est pas concomitant avec celui des autres villes de banlieue. Plus riche, plus ancienne, plus puissante, la ville de Saint-Denis est une centralité de la Seine-banlieue qui la conduit à se comparer à Paris plutôt qu'à d'autres villes du territoire. L'histoire des institutions culturelles de la municipalité ouvrière de Saint-Denis ne fait pas écho à celles d'autres villes à la sociologie proche, comme Montreuil ou Ivry. Bien au contraire, s'il fallait chercher des points de comparaison, il faudrait plutôt se diriger vers la très royale ville de Versailles, vers Sceaux, voire Boulogne.

Ainsi, après une période gestation de près d'un siècle, les riches collections anciennes, héritées des confiscations révolutionnaires, font l'objet d'une première mise en valeur grâce à l'action de Fernand Bournon, entre 1886 et 1897. Tout en classant les archives de la ville, il organise la publication du bulletin municipal officiel de Saint-Denis dans lequel il publie des articles consacrés aux moments les plus marquants de l'histoire de la ville. Le bibliothécaire remplit alors une fonction de conservation de la mémoire communale par le tri et la sauvegarde des documents relatifs à son histoire mais également par leur collection dans la perspective de leur utilisation future. Serviteur dévoué des institutions républicaines, Fernand Bournon remplit des fonctions traditionnellement dévolues à l'Église et soutient par ses recherches historiques certaines initiatives du pouvoir communal destinées à faire reculer l'influence des congrégations religieuses dans la ville, comme par exemple pour revendiquer la propriété municipale de la chapelle des Carmélites. En contrepartie, les majorités successives apportent leur soutien à la valorisation des collections de livres issus du dépôt révolutionnaire par l'amélioration du mobilier et des locaux de stockage, dans la perspective d'une ouverture au public. La bibliothèque publique n'est pas encore un lieu de lecture courante, mais une collection destinée à des érudits qui viennent consulter les ouvrages précieux.



Cela ne fait pas pour autant de Saint-Denis un désert culturel : au contraire, de nombreux institutions de lectures (bibliothèques populaires, paroissiales, patronales, syndicales, scolaires...) mettent à disposition des habitants des ouvrages. Ces dépôts sont le plus souvent gérés par des sociétés philanthropiques qui, conscientes de la place du livre dans l'émancipation des publics ouvriers, cherchent à les mener sur le chemin qu'elles trouvent le plus estimable : celui d'une intégration dans un système républicain porteur de valeurs progressistes et laïques. Si ces institutions peuvent parfois se trouver en situation de concurrence, les deux plus importantes d'entre elles à Saint-Denis, l'*Association Philotechnique* et la *Ligue dionysienne pour l'Enseignement laïc* sont soutenues par la municipalité, qui ne dispose pas des moyens nécessaires à l'entretien d'une bibliothèque populaire, mais qui en partage largement les idéaux. Les mêmes personnalités occupent souvent des fonctions à la fois auprès des associations philanthropiques et au conseil municipal. C'est par exemple le cas d'Alfred Thivet-Hanctin. Principal vecteur d'émancipation individuelle, les questions de la lecture populaire et de l'éducation seconde sont donc déjà des questions politiques liées à l'idéologie républicaine. La loi sur le suffrage universel rend cruciale la formation intellectuelle des ouvriers. Les élites républicaines souhaitent à tout prix éviter une catastrophe comparable à celle du plébiscite bonapartiste de 1852. Tout en détournant les ouvriers de l'influence de l'Église ou du cabaret, la fréquentation des bibliothèques populaires par des publics modestes permet la constitution d'une clientèle électorale acquise à la défense des principes républicains.

Pourtant, juste avant le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les liens entre le pouvoir municipal et les bibliothèques populaires se distendent. La majorité de Denis Quintaine reproche à Fernand Bournon sa trop grande proximité avec les sortants socialistes. Écarté de ses fonctions, l'archiviste quitte Saint-Denis. Le développement de la bibliothèque marque une pause. En 1900, la victoire d'Alfred Thivet-Hanctin marque le retour en force des sociétés philanthropiques à l'Hôtel de Ville. Parmi ces dernières, la *Ligue de l'Enseignement laïc*, aux idéaux humanistes et aux militants proches de la franc-maçonnerie, fait preuve d'une ambition affirmée en cherchant à s'implanter durablement dans le centre de la ville. Les premières années du siècle marquent aussi la prise de conscience par les autorités municipales de l'intérêt de son patrimoine ancien. Les premières fouilles archéologiques amènent la création d'un musée, toujours à l'initiative de la *Ligue*. De nouveau, le changement de majorité municipale et le retour de la droite au pouvoir - indifférents à l'émancipation des ouvriers et hostile à l'influence politique locale des sociétés d'éducation populaire - marque un coup d'arrêt pour ces projets. En 1912, le retour au pouvoir des socia-

listes emmenés par Gaston Philippe marque une évolution décisive pour la bibliothèque. Portés par un programme de conquête des Hôtels de Ville impliquant le développement des services communaux d'assistance et d'éducation, le mouvement révolutionnaire décide la conversion de la bibliothèque d'érudition en bibliothèque destinée à l'éducation des tous les dionysiens. Des dizaines d'ouvrages sur la question sociale sont achetés, la bibliothèque est ouverte au public malgré les réticences du conservateur Frédéric Duval, un militant catholique ardent et partisan d'un contrôle strict de l'offre de lecture à destination des publics populaires. À la veille de la Première Guerre mondiale, en Seine-banlieue, les bibliothèques sont plus que jamais perçues comme un outil de propagande dont le contrôle permettrait d'étendre l'influence des idées socialistes ou catholiques dans la population. Mais, quelques années après les lois de séparation de l'Église et de l'État, le modèle de la bibliothèque municipale se substitue progressivement à celui de la bibliothèque populaire et marque la victoire des idéaux républicains.

L'arrivée au pouvoir d'une majorité révolutionnaire (hostile a priori au pouvoir républicain bourgeois) accélère, paradoxalement, le développement de la bibliothèque. La politique de socialisme municipal menée à partir de 1912 permet, par l'allocation d'un véritable budget, l'édition d'un catalogue. Le suivi de cette obligation réglementaire est la condition à l'attribution d'une subvention du département de la Seine et ouvre le droit à des dons de l'État. La bibliothèque municipale de Saint-Denis enrichit alors ses collections et c'est avec le soutien des institutions qu'elle développe un fond original et unique en Seine-Banlieue sur la question sociale et ouvrière.

La Première Guerre mondiale marque indubitablement une pause pour le développement de la bibliothèque, à l'instar de nombreux autres projets municipaux. Chose rare pour l'époque, le maire Gaston Philippe, aux commandes de la ville pendant la guerre, est reconduit au pouvoir aux élections de 1919. La période qui s'ouvre à partir du congrès de Tours est extrêmement instable pour la ville de Saint-Denis : le caractère révolutionnaire des majorités qui se succèdent rapidement au gré des invalidations préfectorales ainsi que les exclusions du Parti communiste pourrait laisser présager d'un ralentissement du développement des institutions culturelles municipales. Bien au contraire, la bibliothèque s'enrichit et bénéficie du soutien sans faille, au niveau local, des élus communistes. Elle est dirigée pendant cette période par un seul et même conservateur : André Barroux, dont les compétences intellectuelles et techniques vont largement contribuer à l'essor de l'institution au point de rayonner bien au delà des limites de la Seine-Banlieue.

La tâche est facilitée par le mouvement de bolchévisation des militants du PC-SFIC qui, à partir de 1923, rajeunit et dynamise considérablement les cadres du parti, mais prive ce dernier d'une expérience appréciable du cadre réglementaire communal. La bibliothèque et le musée de Saint-Denis (comme, du reste, toute la Seine-Banlieue) deviennent un laboratoire des pratiques et des idées, tandis que Paris ne peut pas, du fait de son attractivité et de sa centralité, offrir de telles libertés. Dans ces villes périphériques à la croissance démographique rapide et aux besoins sociaux criants, l'engagement d'un lettré parisien sensible à la question sociale mais peu porté sur l'élan révolutionnaire est perçu comme une opportunité à saisir. Le conservateur, dont les conceptions semblent compatibles avec celles des élus, apparaît dès lors comme le maître d'œuvre légitime de la politique culturelle municipale. André Barroux n'agit cependant pas seul : il dispose d'un réseau professionnel solide (directeurs de bibliothèque et de musées parisiens, inspecteurs des bibliothèques...) capable d'appuyer ses projets pour Saint-Denis. Il crée une société d'histoire pour la défense du patrimoine local capable d'enrichir les collections du musée, voire de financer les projets de l'institution.

L'expertise d'André Barroux se révèle décisive : à la fois architecte et ouvrier du projet, le conservateur en chef s'occupe simultanément du catalogue, de la recherche de publics, de la gestion du personnel, de l'amélioration des locaux, de la politique de la lecture, puis - avec l'avènement du musée-bibliothèque en 1925 - de la politique culturelle municipale. André Barroux met en place un service municipal de lecture publique destiné à satisfaire les besoins de l'ensemble de la population. Le succès est tel que la bibliothèque et le musée deviennent parties intégrantes du paysage de la ville : le nombre important de livres prêtés et d'inscriptions, soigneusement enregistrés par André Barroux, sont mis en avant dans des rapports détaillés à chaque fois que la municipalité est sollicitée pour le développement de l'institution. Les bibliothèques populaires disparaissent ou sont intégrées dans le nouveau service municipal. André Barroux est sollicité par les bibliothèques parisiennes pour revoir leurs catalogues, par l'école de bibliothécaires pour faire visiter son établissement modèle. Membre puis les années 1920 de l'*Association des Bibliothécaires français*, il milite pour la professionnalisation du métier de bibliothécaire.

Les projets se multiplient, laissant la part belle aux idées socialistes. Dans la bibliothèque, les publications révolutionnaires côtoient les journaux conservateurs dans un pluralisme bon teint, tandis que le musée, soucieux de s'ouvrir à un public populaire, propose

une série d'expositions originales par leur thème (la peinture révolutionnaire de Alexandre Joseph Alexandrovitch) ou leur forme (l'exposition du Cadran destinée à soutenir les comités de chômeurs dionysiens). Mais c'est bien sûr en 1935 que l'exposition de la Commune de Paris marque l'apogée du musée-bibliothèque dans l'entre-deux-guerres, à la fois par sa durée, son ampleur et son écho singulier.

Tandis que Fernand Bournon travaillait à conforter une République née de la défaite du Second Empire, souvent contre les intérêts des congrégations religieuses, André Barroux semble avoir œuvré à tempérer l'élan des jeunes élus du PC-SFIC emmenés par le bouillant Jacques Doriot. L'exposition de la Commune, dont le thème fait l'objet d'appropriations extrêmement diverses en 1935, semble donner une lecture socialiste, républicaine et aujourd'hui consensuelle des événements. L'organisation de l'exposition, détaillée dans le catalogue, met en avant l'insurrection des ouvriers pour défendre « la République menacée », s'arrête sur son rôle dans l'émancipation féminine avec « les femmes et la Commune », explore ses avancées sociales comme les « décrets sur les loyers », mais aussi dans le domaine de l'éducation « les arts et l'enseignement », ou revient sur la dimension laïque des événements avec « la Commune et la religion ».

Pour conclure, un détail du catalogue intrigue : André Barroux consacre quelques vitrines à « la Commune et la Franc-Maçonnerie ». Évoquée brièvement dans cette recherche à propos des premiers maires républicains de Saint-Denis ou de la *Ligue de l'Enseignement laïc*, la Franc-Maçonnerie joue un rôle important dans l'histoire de la III<sup>e</sup> République, au niveau local comme national. Ses valeurs humanistes, laïques et anti-autoritaires ont conduit les Maçons à soutenir le projet républicain depuis ses débuts. Très implantés parmi les ouvriers parisiens, les Francs-Maçons comptaient vingt élus parmi les soixante du Conseil de la Commune, dont Jules Vallès, ou Élisé Reclus<sup>343</sup>. Divisées entre Versaillais et Communards mais soucieuses d'éviter un bain de sang, plusieurs délégations maçonniques avaient sollicité - sans résultat - Adolphe Thiers pour trouver une issue pacifique à la crise. L'intransigeance de ce dernier avait poussé un nombre croissant de Maçons à prendre le parti des Communards<sup>344</sup>. Plus tard, en 1880, les mouvements maçonniques ont semble-t-il pesé en faveur de la loi d'amnistie.

---

<sup>343</sup> Marc de Jode, Monique Cara et Jean-Marc Cara, *Dictionnaire universel de la franc-maçonnerie*, Paris, Larousse, 2011.

<sup>344</sup> André Combes, *Commune Paris (mars-mai 1871) : la Franc-Maçonnerie déchirée*, Paris, Dervy, 2015.

L'appartenance des militants socialistes aux loges maçonniques en région parisienne s'est maintenue malgré l'opposition de principe de Jules Guesde et de plusieurs motions (1906 -1912) internes de la SFIO condamnant la double appartenance. Au moment du congrès de Tours, une des conditions de l'adhésion à l'IC est de quitter la franc-maçonnerie. Véritablement appliquée en 1923 avec la bolchévisation et le projet de faire de la section française un parti véritablement discipliné et organisé, cette condition favorise le départ de certains responsables communistes et génère des tensions importantes.

Mis à part les élus de Saint-Denis, pour lesquels peu d'informations sont disponibles, les autres membres du comité d'honneur de l'exposition sont tous très proches de la Franc-Maçonnerie, soit qu'ils en soient des membres actifs (Jean Allemane, Paul-Louis, Augustin Chaboseau), ou l'ayant été (Lucien Descaves), voire issus de dynasties franc-maçonniques (Élie et Élisée Reclus, respectivement père et oncle de Paul Reclus ; le frère et le père d'Amédée Dunois). Parmi les responsables communistes invités à rejoindre ce comité, on retrouve deux anciens franc-maçons (André Marty et Marcel Cachin). Daniel Renoult, à défaut de faire partie d'une loge, en était proche, ne serait-ce que par son frère René.

Forts de l'exemple de 1871, les Francs-Maçons socialistes parisiens de 1935 auraient-ils essayé, à leur manière, d'œuvrer à un rassemblement des forces de gauche sous l'étendard rassembleur de la Commune face au péril fasciste ? Quoique difficile à prouver en l'état actuel, voici une hypothèse qui mériterait d'être explorée...

# Annexes

## 1. Programme d'enseignement de l'Association pilotechnique 1889-1890

Cours	Nom de l'enseignant	Fonction de l'enseignant	Jour du cours
Algèbre	Charliat	Ingénieur	Samedi
Allemand	Uhlen	Professeur	Mercredi
Allemand, cours moyen	Uhlen	Professeur	Lundi
Allemand, cours supérieur	Uhlen	Professeur	Dimanche et lundi
Anglais	Bingham		Samedi
Anglais	Morphy	Professeur	Mercredi
Arithmétique, cours supérieur	Daire	Professeur	Mercredi
Arithmétique	Renard		Lundi et vendredi
Arithmétique, cours adultes-femmes	Renard		Mardi et samedi
Arithmétique, cours adultes-hommes	Duhem		Mardi et samedi
Chimie et manipulation	Fourment et Daboust	Chimiste et préparateur	Vendredi
Comptabilité commerciale, cours élémentaire	Dousset	Comptable	Samedi
Comptabilité commerciale, cours supérieur	Guyonnet	Comptable	Mardi
Comptabilité, cours moyen	Schnatier	Comptable	Lundi et vendredi
Comptabilité, cours supérieur	Schnatier	Comptable	Lundi et vendredi
Coupe et assemblage de vêtements de femmes et d'enfants	Daboust		Lundi
Dessin d'ornement, femmes	Ponsart-Gault	Professeur	Mercredi et vendredi
Dessin d'art	Bessède	Artiste-peintre	Mardi
Dessin d'ornement, hommes	Bessède	Artiste-peintre	Mercredi et vendredi
Dessin linéaire	Chalot	Architecte	Lundi
Dessin linéaire	Richter	Architecte	Mardi et samedi
Dessin mécanique	Grall		Mardi et samedi
Ecriture	Devilliers		Dimanche
Français, cours adultes-femmes	Thivet	Professeur	Lundi et vendredi
Français, cours adultes-hommes	Lebeau	Professeur	Lundi et vendredi
Français, cours adultes-hommes II	Richardot	Professeur	Lundi et vendredi
Français	Ducron	Instituteur	Mercredi et samedi
Géographie commerciale	Glorieux		Mercredi
Géométrie	Guérin	Ingénieur	Mardi et samedi

<b>Cours</b>	<b>Nom de l'enseignant</b>	<b>Fonction de l'enseignant</b>	<b>Jour du cours</b>
<b>Histoire</b>	Laroche	Hydrographe	?
<b>Histoire</b>	Lechalard		Mardi
<b>Histoire de la littérature française</b>	Henri-Meyer	Professeur agrégé de l'université	Dimanche
<b>Hygiène et médecine usuelle</b>	Dupuy	Médecin	Lundi
<b>Lecture à voix haute et récitation</b>	Lecarpentier	Professeur	Dimanche
<b>Mécanique</b>	Dubar	Ingénieur	Vendredi
<b>Physique</b>	Lacroix	Professeur à Chaptal	Samedi
<b>Topographie</b>	Dardart	Conducteur des ponts et chaussées	Dimanche

## 2. Programme de cours de la Ligue dionysienne de l'Enseignement Laïc pour 1900-1901

Cours	Professeur 1	Professeur 2	Professeur 3	Professeur 4
Français	M. Bachet	Mme Dupuis	M. Wauthier	
Littérature	M. Wauthier			
Mathématiques	M. Bourly	M. Hugo		
Arithmétique	Melle Dubus	M. De Courcy		
Histoire et géographie	M. Jeunemaître			
Ecriture	M. Bailly			
Sciences	M. Favières			
Diction	Melle Moulin			
Anglais	M. Bernard			
Allemand	M. Uhlen			
Comptabilité	M. Carpentier	M. Mangin		
Hygiène	Docteur Archambault			
Sténographie	M. Pontier			
Coupe et lingerie	Mme Glais			
Dessin mécanique	M. Bravard	M. Gabriac		
Culture maraîchère	M. Rimaucourt			
Charonnage	M. Séron			
Chauffage mécanique	M. Dehail			
Locomotion automobile	MM. Giguët frères			
Electricité	M. Hommen			
Dessin d'art	M. Stévenin	M. Walter	Melle Urban	Melle Portal
Modelage	M. Faivre	M. Morlet		
Peinture	Melle Urban	Melle Portal		
Photographie	M. Mangin			
Musique / Piano	Melle Thorel	M. Savouret		



### 3. Programme de conférences de l'Association Philotechnique 1890-1901

JSD	En date du :	Sujet	Intervenant	Projections
907	22/02/1890	Le pétrole et les oléonaphtes	M. De Boissieu.	x
885	04/12/1890	La physique et la morale	A. Gérardin	
891	28/12/1890	La dépopulation et les maladies évitables	Dr Le Roy des Barres	
896	15/01/1891	La Guerre et l'arbitrage	Frédéric Passy de l'institut	
900	29/01/1891	Le pétrole et les oléonaphtes	M. De Boissieu	x
915	22/03/1891	Le théâtre d'Alexandre Dumas Fils	M. Villemin, professeur à l'Association Polytechnique. Accompagné de Mme L. Kesby et M. Gaugain qui récitent des morceaux choisis.	
986	29/11/1891	L'hygiène, plaidoyer pour la création d'un bureau d'hygiène à l'Hotel de ville		
989	10/12/1891	La haute montagne	Dr Le Roy des Barres	x
1000	17/01/1892	La poésie du foyer	M. Vuillemin, professeur à l'Association Polytechnique, Mme Kerby, MM. Fourlent et Treigner.	
1008	14/02/1892	Les bienfaits de la science	M. Henri Guérin ingénieur des Arts et manufactures	
1022	03/04/1892	La conquête scientifique du Mont Blanc	Dr Le Roy des Barres	
1088	20/11/1892	Batrakomyomakhie d'Homère et le poème héroï-comique	M. Lanquet, professeur à l'Association Philotechnique de Paris	
1110	05/02/1893	Franklin, sa vie, ses œuvres	M. Henri Guérin ingénieur des Arts et manufactures	
1112	12/02/1893	Ce qu'on trouve dans une hutte	M. Fumouze, conseiller d'arrondissement de Saint-Denis.	
1117	02/03/1893	La vie de Napoléon 1er à bord du Northumberland de Rochefort à Sainte Hélène	M. Haussaire, professeur à l'université.	
1191	19/11/1893	Leconte de Lisle, poèmes antiques et poésies, poèmes barbares	M. Lanquet, professeur à l'Association Philotechnique de Paris	
1213	04/02/1894	Les souvenirs d'un prisonnier de la guerre de 1870	M. Hauwaire, professeur de l'Association Philotechnique	
1298	01/12/1894	Le sérum-thérapie antidiphtérique	Dr Le Roy des Barres	
1298	02/12/1894	Le théâtre contemporain	M. Vuillemin, professeur à l'Association Polytechnique et Esther Nohrac, auditrice au conservatoire.	
1300	09/12/1894	Voyage médical en Allemagne	Dr Léon Petit	x
1322	24/02/1895	Lutte contre les épidémies	Dr Martin	

JSD	En date du :	Sujet	Intervenant	Projections
140 6	15/12/1895	« Ceux qui sont morts jeunes » (Eugésippe Moreau, Gilbert Malplâtre, Elisa Mercœur)	M. Lanquet, professeur à l'Association Philotechnique de Paris	
141 4	12/01/1896	La femme et la bicyclette	Dr Léon Petit	
142 0	02/02/1896	80 000 kilomètres à travers les mers	Henri Mager, explorateur.	x
142 2	09/02/1896	Les accidents du travail	Xavier Borsat, avocat à la cour d'appel.	
152 6	07/02/1897	La poésie au théâtre	Vuillemin vice président de la société de lecture et de récitation	
152 8	14/02/1897	La poésie de François Coppée	Henri Gaudibert, secrétaire de rédaction du Journal de Saint-Denis. Melle Verteuil de l'Odéon dira les poèmes.	
153 0	21/02/1897	L'alcoolisme, fléau social	Dr Legrain de l'hôpital de Ville Evrard	x
153 2	01/03/1897	Lamartine	Mathoret, archiviste paléographe et M. Saint-Charles Germain, artiste	
153 4	07/03/1897	À travers l'Afrique, païens et musulmans	M. Béhagle	
153 7	18/03/1897	Les poètes ouvriers : O. Basselin, Magu, Poncy, H. Moreau, Barillot, F. Badran, G. Nicolas.	M. Contard	
160 4	07/11/1897	Hugo, Pailleron, G. Droz, J. Normand, Ch. Ségard.	M. Coutard avec poésies dites par Melles Adler et Thévenard, M. Pallas de la société de lecture été de récitation	
160 5	11/11/1897	L'aveugle à travers les âges	Etienne Demenieux ancien élève de l'institut des jeunes aveugles	
160 8	21/11/1897	Laparole, l'écriture, le livre	M. Lanquet, professeur à l'Association Philotechnique de Paris	
171 0	13/11/1898	Notre éducation actuelle	Félicien Michotte, ingénieur de l'école centrale de Paris, président de la société de propagande coloniale	
171 4	27/11/1898	Nos colonies d'Afrique	Henri Mager, vice président de la société de propagande coloniale	x
172 6	07/01/1899	L'Algérie	M. Songy, membre du comité de propagande coloniale	x
172 8	15/01/1899	Madagascar	M. Foucart, ingénieur	x
173 8	19/02/1899	L'œuvre de France à Madagascar	M. Durand, administrateur colonial	x
181 2	05/11/1899	Gastronomie et littérature (sélection d'œuvres littéraires)	M. Coutard, avec Mlle Thévenard et M. Parenoud.	
182 1	07/11/1899	La comédie	M. Augé, avec Mme Augé, Mlles Coutureau, Crouet Alleron.	
181 5	16/11/1899	L'Algérie, sa géographie, ses mœurs, ses coutumes, sa colonisation	Félicien Michotte, président de la Société de propagande coloniale	x
181 8	27/11/1899	Madagascar	M. Durand, administrateur adjoint des colonies	x

JSD	En date du :	Sujet	Intervenant	Projections
182 3	14/12/1899	Premiers secours aux malades et aux blessés sur la voie publique	Dr Ramonat, médecin de la Société française de Sauvage	
183 1	11/01/1900	Le Transwaal	M. Paul Barré de la Société de propagande coloniale	x
183 4	21/01/1900	Les colonies anglaises	M. Norireux, membre de la Société de propagande coloniale	
183 6	28/01/1900	Venise autrefois et aujourd'hui	M. A Charpentier, professeur au collège Chaptal	
183 7	31/01/1900	La Tunisie	M. Bonjour de la Société de propagande coloniale	x
184 3	22/02/1900	Le canal des deux mers	M. Michotte, ingénieur	
184 8	11/03/1900	Le président Kruger, les Bœrs	Ernest Charles, publiciste	
192 1	18/11/1900	Tout finit par des chansons : histoire de la chanson de Violon et Marot à nos jours	M. Coutard, M. Edmond Teulet (chanson du grillon, chanson du siècle dernier), M. Pierre Trimouillat, chansonnier du Chat-Noir et Mlle Thevenard	
193 6	10/01/1901	Le romantisme	M. Augé, Mme Augé et MM. Rueff et Laroque du cours de diction.	
183 8	24/01/1901	Prévention et guérison des affections de l'enfance par la thérapeutique marine	M. Pallu, fondateur des œuvres de Penbron et de l'institut Verneuil	
194 2	07/02/1901	La Chine	M. Barré, secrétaire de la Société de propagande coloniale	x
194 8	28/02/1901	Les poètes de la mer	M. Vuillemin	
195 4	21/03/1901	Le rôle de la Poésie	M. Coutard, avec Mlle Thévenard, MM Puset et Reuillard.	
142 8	01/03/1897	Victor Hugo	Henri Gaudibert assisté de Mlle Verteuil de l'Odéon.	
1114	19/02/1893	Étude sociale de la nourrice	Dr Léon Petit	

#### 4. Liste récapitulative des Variétés de Fernand Bournon

Date	N° du BMO	Sujet
03/05/1891	5	Le premier Hôtel de Ville de Saint-Denis.
24/05/1891	8	Histoire du chemin de fer de Paris à Saint-Denis.
31/05/1891	9	Une fête à Saint-Denis en 1778.
21/06/1891	12	Les voitures publiques de Saint-Denis à Paris en 1750.
26/07/1891	17	Publication de la défense de la ville par Dezobry.
02/08/1891	18	Publication de la défense de la ville par Dezobry.
24/01/1892	43	Relation d'une excursion à Saint-Denis en 1635.
23/07/1892	69	Le budget de Saint-Denis il y a cent ans.
24/08/1892	74	Fêtes dionysiennes pendant la révolution.
28/09/1892	79	L'état de Saint-Denis en 1789.
19/10/1892	82	Pompe funèbre célébrée à Saint-Denis en l'honneur du général Hoche (1797).
26/10/1892	83	Fête de la souveraineté du peuple célébrée à Saint-Denis en l'an VI.
09/11/1892	85	(Sans titre) Fêtes révolutionnaires.
01/02/1893	97	Paris ignoré.
08/03/1893	102	Les limites du territoire de Saint-Denis.
28/06/1893	118	(Sans titre) sur Gaudin, duc de Gaète.
26/07/1893	122	Saint-Denis pendant la Révolution.
16/08/1893	125	Saint-Denis pendant la Révolution.
23/08/1893	126	Saint-Denis pendant la Révolution.
06/09/1893	128	Saint-Denis pendant la Révolution.
27/09/1893	131	Saint-Denis pendant la Révolution.
04/10/1893	152	Saint-Denis pendant la Révolution.
04/10/1893	132	Saint-Denis pendant la Révolution.
11/10/1893	133	Documents de l'époque révolutionnaire à Saint-Denis.
25/10/1893	135	Les cabriolets de Saint-Denis il y a cent ans.
01/11/1893	136	Saint-Denis il y a cent ans.
22/11/1893	139	Saint-Denis il y a cent ans.
14/02/1894	151	La police du carême en 1786.
21/02/1894	152	La geôle de Saint-Denis en 1787.
28/02/1894	153	Maires et adjoints de Saint-Denis 1789-1894.

Date	N° du BMO	Sujet
10/05/1894	163	La police à Saint-Denis il y a Cent quinze ans.
26/07/1894	174	Le prix du pain il y a Cent Ans.
20/09/1894	182	Le bataillon de Saint-Denis en 1792.
15/11/1894	190	La bataille de Saint-Denis en 1793.
27/12/1894	196	Les Rixes entre jeunes gens.
07/03/1895	206	Le hameau de la Briche.
14/03/1895	207	Le hameau de la Briche.
21/03/1895	208	Le hameau de la Briche.
04/04/1895	210	Les origines du quartier de la Plaine.
11/04/1895	211	Les limites de Saint-Denis et saint-Ouen en 1827.
09/05/1895	215	Une ordonnance de Police en 1738.
23/05/1895	217	Les services municipaux en 1793.
30/05/1895	218	La Défense de Saint-Denis en 1814 : nouvelle relation.
06/06/1895	219	Un règlement sur la vente du pain en l'an II.
13/06/1895	220	La taxe sur le pain en 1794.
25/07/1895	226	Le prix du pain et les secours publics en 1794.
31/10/1895	240	Les paroisses de Saint-Denis, 1790-1895.
05/12/1895	245	L'ancienne chapelle des Carmélites.
12/12/1895	246	Les rosières de Saint-Denis en 1795.
19/12/1895	247	Les rosières de Saint-Denis en 1795.
26/12/1895	248	Les rosières de Saint-Denis en 1795.
16/01/1896	251	Les rosières de Saint-Denis.
23/01/1896	252	Les rosières de Saint-Denis.
27/01/1896	257	Les rosières de Saint-Denis : les pièces justificatives.
20/02/1896	256	Les rosières de Saint-Denis : les pièces justificatives.
19/03/1896	260	Actes de la société des Jacobins de Saint-Denis 1791-1794.
26/03/1896	261	Actes de la société des Jacobins de Saint-Denis 1791-1794 (suite).
30/03/1896	263	Actes de la société des Jacobins de Saint-Denis 1791-1794 (suite).
05/06/1896	271	Actes de la société des Jacobins de Saint-Denis 1791-1794 (suite).
25/06/1896	272	Les Rosières de Saint-Denis.

## 5. Glossaire du socialisme

**Allemanisme** : tendance de la SFIO emmenée par Jean Allemane, proche de l'anarchisme. Elle défend une forme de communalisme par la décentralisation des pouvoirs et l'administration des entreprises par les ouvriers.

**Blanquisme** : tendance regroupant les socialistes proches des idées d'Auguste Blanqui.

**Guesdisme** : Tendance majoritaire de la SFIO jusqu'en 1919. Emmenée par Jules Guesde, elle incarne l'aile gauche de la SFIO et exige à la fois des réformes et la prise de pouvoir par les prolétaires.

**Parti communiste - section française de l'Internationale Communiste (PC-SFIC)**, né de la scission de la SFIO à l'occasion du congrès de Tours en 1919 - 1920. Il connaît à partir de 1923 un mouvement de bolchévisation imposé par l'Internationale communiste : ses cadres historiques, suspectés d'être favorables aux intérêts de la bourgeoisie ou de manquer de loyauté, sont remplacés par des militants ouvriers authentiquement prolétaires. Refusant toute stratégie d'alliance avec les partis bourgeois (la stratégie « classe contre classe »), le PC-SFIC connaîtra une diminution progressive du nombre de ses militants et de ses élus jusqu'au *Front populaire*.

**Parti républicain-socialiste** : parti politique fondé à partir de 1911 par des socialistes indépendants mécontents de l'alliance entre Jean Jaurès et Jules Guesde. Le parti est réformiste et non-marxiste.

**Parti socialiste communiste** : parti fondé à partir de 1923 par des dissidents du PC-SFIC sous le nom d'Union socialiste-communiste. Le parti rejoindra plus tard le PUP.

**Parti d'Unité prolétarienne** : parti actif à partir de 1930 rassemblant des dissidents du PC-SFIC (Jean Garchery, Henri Sellier, Paul-Louis...). Né d'une fusion du Parti ouvrier et paysan (POP) et du Parti socialiste communiste, ses membres rejoindront en 1937 la SFIO.

**Possibilisme** : tendance municipaliste de la SFIO emmenée par Paul Brousse, située entre les socialistes indépendants de Jean Jaurès et les guesdistes.

**Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)** : nom officiel du parti socialiste jusqu'en 1969. Il est composé à partir de 1905 de 5 tendances : les possibilistes, les allemanistes, les socialistes indépendants, les guesdistes et les blanquistes. En 1919-1920, la SFIO connaît une scission : la majorité de ses membres rejoint alors le PC-SFIC qui adhère aux 21 conditions posées par l'Internationale communiste (IC).

**Socialisme indépendant** : tendance la plus « à droite » de la SFIO. Représentée par Jean Jaurès, elle est proche des idées des radicaux-socialistes et se caractérise par son attachement aux valeurs républicaines.

## 6. Liste des portraits figurant dans l'exposition Alexandre-Joseph Alexandrovitch

Bakounine, Pierre	France, Anatole	Mirbeau, Octave
Barbusse, Henri*	<b>Garchery, Jean</b>	Nacquet, Alfred
Bebel, Auguste	Gorki, Maxime	Pelloutier, Eugène
Berthelot, Marcel	Grave, Jean	Pressensé, Francis de
Bjoérnson, Bjoern	Guesde, Jules	Proudhon, Pierre-Joseph
Blanqui, Auguste	Han Ryner	Rappoport, Charles
<b>Cachin, Marcel</b>	Ibsen, Henrik	Reclus, Elisée
Camelinat, Zéphirin	Jaurès, Jean	Richard, Albert
Cipriani, Amilcar	Kropotkine, Pierre	Rousset, Emile
<b>Clamamus, Jean-Marie</b>	Laisant, Charles-Ange	Tolstoy, Léon
Clément, Jean Baptiste	Lafargue, Paul	Trotsky, Léon
<b>Colly, Jean</b>	Lavroff, Pierre	<b>Vaillant Couturier, Paul*</b>
Descartes, René	Lefebvre, Raymond*	Vaillant, Edouard
Desmoulins, Camille	Lénine, Vladimir	Vallés, Jules
Degeyter, Pierre	Liebknecht, Karl	Varlin, Eugène
Dupont, M.	Malatesta, Errico	Verlaine, Paul
Ferrer, Francisco	Marx, Karl	<b>Villaumé, Camille</b>
Fourcade, Henri	Michel, Louise	Zola, Emile
* Membres fondateurs de l'ARAC		
<b>Gras : élus au moment de l'exposition</b>		

## 7. Article de Jacques Audiberti pour l'exposition sur la Commune de Paris à Saint-Denis en 1935

### **Saint-Denis expose dans son musée de curieux souvenirs de "la Commune"**

*Cette exposition, qui sera inaugurée demain, se pique d'être purement artistique et historique*

La ville de Saint-Denis marie dans ses aspects les témoignages également éclatants du modernisme laborieux et de la tradition ancienne. Ayant suivi sans grand agrément la chaussée poussiéreuse qui, bordée d'usines, la relie à Paris, on est aimablement surpris quand on atteint son quartier central. Là, l'illustre basilique et l'hôtel de ville voisinent sur une étroite place de capitale historique, de cité touristique. Non loin de ces édifices aux grisailles imposantes, et juste en face de la maison de la Légion d'honneur, le musée dans les caves duquel, énormes et voûtées, affleure une rivière souterraine, le Croult.

Ce musée propose, à partir de demain dimanche, une exposition consacrée à la Commune de Paris. Ouverte le 18 mars, elle se terminera le 26 mai et occupera, ainsi, dans l'année, la même période que l'expérience douloureuse dont elle nous apporte -lettres, tableaux, journaux, affiches- de très nombreux et très précieux souvenirs. On pouvait imaginer que cette initiative, due tout entière à une édilité dont il ne semble pas indiscret de rappeler qu'elle passe pour avancée, se ressentît d'un certain ordre de préoccupations sociales ou doctrinales.

Il ne nous appartient pas de tenter d'établir dans quelle mesure une pensée politique peut se trouver à l'origine d'une telle entreprise, mais il convient et il importe de signaler que celle-ci se présente avec une objectivité et une neutralité parfaites, d'ailleurs garanties par certains des noms -ceux de MM. Georges Bourgin, secrétaire général des Archives nationales; Lucien Descaves, Paul Signac qui, dans la liste des membres du comité d'honneur de l'exposition, accompagne celui de M. Jacques Doriot; maire de Saint-Denis, député de la Seine.

L'Intention des promoteurs de cette manifestation qui ne revendique d'autre parrain ni d'autre marraine que l'Art et l'Histoire, fut de rassembler publiquement et, du moins en France, pour la première fois, les sources d'information et les vestiges relatifs à une page dramatique de l'histoire nationale. Aux dirigeants de Saint-Denis et au distingué conservateur du musée municipal, M. Pierra [André] Barroux, il apparaissait comme paradoxal et irritant que la seule exposition communaliste ait eu lieu à l'étranger, à Moscou, en 1920 et que ce soit encore à l'étranger, à Moscou et à Amsterdam, que fonctionnent les deux centres d'études consacrés à la convulsion de 1871.

Saint-Denis, qui a la bonne fortune de posséder d'importantes collections de documents relatifs aux débuts de la troisième République, sent, décidément, se confirmer en elle une vocation de ville-musée. Ses représentants autorisés ont, en effet, décidé que, désormais, elle offrira, d'une manière constante, dans une salle de la bibliothèque municipale, aux curieux, aux érudits, le plus possible d'informations concernant la Commune et qu'ainsi nous n'aurons plus besoin de faire le voyage d'Amsterdam ou de Moscou pour examiner des daguerréotypes de barricadier ou certaines des affiches fiévreuses que les autorités subversives rédigeaient d'une encre romantique et généreuse.



Pour faire place aux vitrines bourrées de lettres de service, de bons de réquisition, de correspondance privées, aux portraits -une Louise Michel dont le visage respire une sorte de luminosité fanatique, un Blanqui, par Carrière un Bauer, et tant d'autres...- aux liasses de quotidiens, aux caricatures où « communards » et « versaillais » font preuve d'une réciproque malignité, M. Pierre [André] Barroux dut momentanément exiler les toiles et les statues qui constituent l'attrait habituel de l'établissement qu'il dirige. Mais, et lcc et là, demeurèrent, contre les murs, des plaques de cheminée forgées dans de lointaines époques, des pierres tombales, une sainte polychrome et médiévale, d'aristocratiques éléments de mobilier. Et la confrontation ne manque pas de piquant, de ces œuvres d'art pleines d'une vénérable sérénité, avec les proclamations qui sentent la poudre -« la Commune a fait un pacte avec la mort », - ou qui inaugure l'actuelle terminologie révolutionnaire -« patronat, prolétariat », - ou qui réglementent le travail nocturne des boulangers et le régime des monts-de-piété et témoignent ainsi du touchant <et chaleureux désir, qu'avaient les délégués de ne négliger aucun détail alors qu'ils élaboraient un monde rénové.

Des effigies de Rochefort, des feuilles où des publicistes comme Jules Vallès interprètent le bouillonnement populaire, le message de Thiers incitant Paris au calme la veille même de l'insurrection, l'importante masse de décrets pris par les chefs de celle-ci, triomphante et bientôt abattue, les témoignages administratifs ou privés de la répression qui suivit et dont chacun sait qu'elle fut dure se déroulent devant nous, qui ne manquons pas de longuement contempler la pourpre, lourde et rouillée d'un drapeau de la garde nationale, surmonté d'un bonnet phrygien.

Ces affichés, ces messages où notamment, s'épanouit la verve de Gill, ces photographies même où le général Clément Thomas se montre entouré d'un état-major de képis à la visière carrée frappent par leur fraîcheur, leur bon état et il n'est pas jusqu'au style des appels au peuple et des lois fugitives qui n'évoquent avec insistance la prose officielle d'aujourd'hui. Mais nul écho vivant et immédiat des cruelles journées qu'illustrent ces textes et ces images ne se saisit du visiteur, tellement les auteurs de cette réalisation s'attachent à la dépouiller de toute allusion tendancieuse et à la cantonner dans les limites de la scientifique placidité.

Jacques AUDIBERTI  
Le Petit Parisien du 16 mars 1935.

# Bibliographie et sources

## Monographies

Maurice Agulhon (dir.), *Histoire de la France urbaine*, Tome 5, *La ville aujourd'hui*, Seuil, 1985.

Maurice Agulhon, « La mairie », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1997.

Maurice Agulhon, *La République de 1880 à nos jours*, Tome 5, Paris, Hachette, 1990.

Maurice Agulhon, *Le Cercle dans la France bourgeoise : 1810-1848, étude d'une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977.

Keith Barnett Graham, Yves Lefèvre et Thierry Sardat, *Histoire des bibliothèques publiques en France de la Révolution à 1939*, Éditions du Cercle de la Librairie, 1987.

Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale » : activité municipale, intercommunalité, pouvoir mayoral, personnel communal et tutelle préfectorale en Seine banlieue des années 1880 aux années 1950*, mémoire de thèse sous la direction de Jean-Paul Brunet, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 2004.

Emmanuel Bellanger, Julian Mischi (dir.), *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013.

Arlette Boulogne et Michelle Perrot, *Les Bibliothèques populaires en France de 1860 à 1880 : rôle joué dans leur développement par la ligue de l'enseignement et la société Franklin*, Université Paris 7, Paris, 1984.

Jean-Paul Brunet, *Histoire du PCF*, PUF, Paris, 1987.

Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot : du communisme au fascisme*, Balland, Paris, 1986.

Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.

Jean-Paul Brunet, *Une banlieue ouvrière : Saint-Denis (1890-1939) : problèmes d'implémentation du socialisme et du communisme*, mémoire de thèse sous la direction de Louis Girard, Université Paris-Sorbonne, 1978.

Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, tome 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Aude Chamouard, *Une autre histoire du socialisme. Les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, Les Editions de Minuit, 1990.

Anne-Marie Chartier et Jean-Marie Hébrard, *Discours sur la lecture : 1880-2000*, Paris, BPI- Bibliothèque publique d'information-Centre Pompidou, 2000.

André Combes, *Commune Paris (mars-mai 1871) : la Franc-Maçonnerie déchirée*, Paris, Dervy, 2015.

Henri Comte, *Les bibliothèques publiques en France*, Lyon, Imprimerie Bosc Frères, 1977.

Alain Corbin, *Les conférences de Morterolles : hiver 1895-1896. À l'écoute d'un monde disparu*, Paris, Flammarion, 2013.

Sophie Cœuré, *La Grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, CNRS éditions, 2017.

Carole Christen et Laurent Besse (dir.), *Histoire de l'éducation populaire: 1815-1945 : perspectives françaises et internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion 2017.

Quentin Deluermoz, *Commune(s), 1870-1871. Une traversée des mondes au XIXe siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 2020.

Patrizia Dogliani, *Le socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre*, Nancy, Arbre Bleu Éditions, 2018.

Vincent Dubois, Philippe Poirrier, *Politiques locales et enjeux culturels : les clochers d'une querelle : XIXe - XXe siècles*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1998.

Georges Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome 4., *La ville de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 1980.

Eric Fournier, *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé de 1871 à nos jours*, Paris, Libertalia, 2013.

Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions Ouvrières : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

André Gounot, *Jacques Doriot : l'impact "sportif" d'un homme politique* Jean-Michel Delaplace (dir.), *Histoire du sport, histoire des sportifs. Le sportif, l'entraîneur, le dirigeant*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Eric John Hobsbawn et Terence Ranger, *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006.

Marc de Jode, Monique Cara et Jean-Marc Cara, *Dictionnaire universel de la franc-maçonnerie*, Paris, Larousse, 2011.

Damien Keller, *La valorisation des collections patrimoniales : le cas de la bibliothèque municipale de Saint-Denis*, mémoire d'étude du diplôme de conservateur, Villeurbanne, École Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques, 2000.

Laurent Kestel, *La conversion politique: Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français: contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Flammarion, 1978.

Laure Léveillé, *Les petites bibliothèques de la République: aux origines de la lecture publique parisienne, des années 1870 aux années 1930*, Université Paris 10, Paris, 1998.

Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIX<sup>e</sup> siècle », in Jacques Girault (dir.), *Ouvriers en banlieue. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1998.

Lucien Mercier, *Les universités populaires : 1899-1914. Education populaire et mouvements ouvriers au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1986.

Jean-Marie Mignon, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 2007.

Gérard Noiriel, *Les fils maudits de la République : l'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005.

Pascal Ory, « Le centenaire de la Révolution française » in Pierre Nora (dir.) *Les Lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1997.

Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Paris, Editions ouvrières, 1981.

Quach Cécile, *Histoire des bibliothèques municipales de 1880 à 1910 : vers une modernisation ?*, mémoire de diplôme de conservateur dirigé par Raphaële Mourens, Villeurbanne, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 2013.

Rab Sylvie, *Culture et banlieue : les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, mémoire de thèse sous la direction de Michèle Perrot, Université Paris Diderot - Paris 7, 1995.

Madeleine Rebérioux, « Le mur des Fédérés : rouge, « sang craché » », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. 1 : *La République*, Paris, Gallimard, 1984.

Noé Richter, *La lecture et ses institutions : la lecture populaire : 1700-1918*, Éd. Plein Chant et Université du Maine, Le Mans, 1987.

Loïc Vadelorge, *Rouen sous la III<sup>e</sup> République, politiques et pratiques culturelles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Sophie Wahnich, *La Révolution française : un événement de la raison sensible, 1787-1799*, 1 vol., Paris, Hachette supérieur, 2012.

Dieter Wolf, *Doriot : du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1970.

Theodore Zeldin, *Anxiété et hypocrisie. Histoire des passions françaises (1848 - 1945)*, Tome V, Paris, Payot, 2002.

## Articles

*Les 150 ans de l'Union Philanthropique 1839-1989*, Bibliothèque du Grand Orient de France : centre de documentation maçonnique, n° d'inventaire 61145.

Emmanuel Bellanger, « La ville en partage : les « savoir-administrer » dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* n°12 (1), 2005, pp. 7995.

Emmanuel Bellanger, « Le maire au XXe siècle, ou l'ascension d'une figure « sympathique » et « intouchable » de la République », *Pouvoirs*, 2014/1 (n°148), pp. 15-29.

Emmanuel Bellanger, « Une basilique en terre noire, rouge et cosmopolite », in Jean-Paul Dembrele, Brigitte Lainé, Michaël Wyss (dir.), *La Grâce d'une cathédrale*, Strasbourg, La Nuée bleue/Éditions du quotidien, 2015, pp. 448-553.

Marie-Cécile Bouju, *Lecture publique et politique municipale communiste, 1920-1970 : Une heureuse rencontre politique et culturelle ?*, Les Territoires du communisme : Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes, 2009, [en ligne].

Bastien Cabot, « Une culture de l'autonomie ? Syndicalisme révolutionnaire et culture des producteurs », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2017/1 (n° 35), p. 19-40.

Christophe Granger, « La « petite lanterne du progrès ». Instituteurs et éducation populaire aux marges de Paris (1890-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, 2012/04, p. 69-80.

David Hamelin, « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », *Le Mouvement Social*, 2011/2 (n° 235), p. 23-37.

Jean-Marie Huriot, « Haussmann, de la modernité à la révolution », *Métropolitiques*, 15 février 2013. [en ligne]

Jean-Paul Joubert, « Le défaitisme révolutionnaire dans la stratégie marxiste », in : *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984) Rome : École Française de Rome, 1987. pp. 65-74.

Jacques Julliard, « Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe », *Le Mouvement social*, avril-juin 1971 (n° 75), Paris, Éditions l'Atelier, 1971.

Rémi Lefebvre, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale », *Cahiers Jaurès*, N° 177-178-3, 2005, [en ligne].

Martyn Lyons, « Librairies et bibliothèques au XIXe siècle », in Girault Jacques (dir.), *Ouvriers en banlieue. XIXe - XXe siècle*, Paris, Les éditions de l'atelier, 1998, pp. 390-407.

Pascal Ory, « Le centenaire de la Révolution française », in Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1997, pp. 465-492.

Marie Pascal, « La bibliothèque des amis de l'instruction publique du III<sup>e</sup> arrondissement », in Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1997, pp. 303-326.

Nathalie Ponsard, « Lectures ouvrières au XX<sup>e</sup> siècle », *Matériaux pour l'histoire de la lecture*, vol. 17, Bernay, Société pour l'histoire de la lecture, 2005.

Geneviève Poujol, « Éducation populaire : une histoire française », *Hermès, La Revue*, 2005/2 (n° 42), p. 126-130.

Anne-Marie Thiesse, « L'Histoire de France en musée. Patrimoine collectif et stratégies politiques », *Raisons politiques*, 2010/1 (n° 37), p. 103-117.

Michel Winock, « La Commune (1871 - 1971) », *Esprit* n°409 de décembre 1971, pp. 965 - 1014, [en ligne].

## Textes sources

Léon et Maurice Bonneff, *La Classe ouvrière*, Paris, Éditions de la Guerre sociale, 1910.

Fernand Bournon (dir.), *Etat des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Saint-Denis : notice historique et renseignements administratifs*, Paris, Montévrain, 1902. [en ligne]

Fernand Bournon, *Histoire de la ville et du canton de Saint-Denis*, Paris, Librairie Charles Delagrave, 1892. [en ligne]

Fernand Bournon, *La bibliothèque de l'Hôtel de ville de Saint-Denis*, Saint-Denis, Imprimerie Henri Bouillant, 1894. [en ligne]

Ferdinand Buisson, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911. [en ligne]

Nicolas de Condorcet, *Projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1792. [en ligne]

Frédéric Duval, *Les Livres qui s'imposent, vie chrétienne, vie sociale, vie civique*, Paris, Beauchesne, 1912.

Ministère de l'instruction publique et des cultes, *Tableau statistique des bibliothèques publiques des départements, d'après des documents officiels recueillis de 1853 à 1857*, Paris Imprimerie P. Dupont, 1857. [en ligne]

Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail : origines, institutions, avenir*, Paris, Alfred Costes, 1921.

Ulysse Robert, *Recueil de lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, etc. Concernant les bibliothèques publiques, communales, universitaires, scolaires et populaires*, Paris, Honoré Champion, 1883. [en ligne]

« Une famille de chartistes parisiens : les Barroux (1862-1960) », *Bulletin de la société d'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 103<sup>e</sup> et 104<sup>e</sup> années - 1976-1977, Librairies d'Argences, Paris, 1978.

## **Presse et documents administratifs**

André Barroux, « Les bibliothèques municipales et l'organisation de la lecture publique à Saint-Denis », *A.B.F. Bulletin*, avril 1939, n°4, Bibliothèque de l'ENSSIB, Villeurbanne.

*Bulletin administratif de l'instruction publique*, Tome 8 (n°155), 1867. [en ligne]

*Bulletin municipal officiel de Saint-Denis*, dépouillement systématique pour les années 1879 à 1935. [en ligne]

*Journal des débats politiques et littéraires* pour les informations biographiques relatives à Fernand Bournon pour les années 1875 à 1909. [en ligne]

*Journal officiel* des années 1882 et 1884. [en ligne]

*Le cri du peuple* n° 1789 du 17 septembre 1888. [en ligne]

Le *Journal de Saint-Denis*, dépouillement systématique pour les années 1886 à 1935. [en ligne]

*La revue pédagogique*, tome 19, juillet-décembre 1891. [en ligne]

Fernand Pelloutier, « L'enseignement social : Le Musée du travail, » *L'ouvrier des deux mondes* n°14 du 1<sup>er</sup> avril 1898, Paris, Librairie Sociale, 1898.

*Registres des délibération du conseil municipal de Saint-Denis.*

Jules Simon, « L'instruction primaire et les bibliothèques populaires », *La revue des deux mondes*, XXXIII<sup>e</sup> année, seconde période, Paris, Bureau de la revue des Deux mondes, 1863.

Jules Simon. « Les classes de garde et de vacances », *La revue pédagogique*, tome 19, Juillet-Décembre 1891, pp. 416-419.

## **Iconographie**

*Fonds iconographiques des archives municipales de Saint-Denis :*

- Affiches : 20 FI 1423.
- Cartes postales : 2 FI

*Fonds iconographiques du musée d'art et d'histoire Paul Éluard de Saint-Denis*

